

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ETHNOGRAPHIE DE PRATIQUES DE COMMUNALISATION AU SEIN D'ATELIERS DE VÉLO
COMMUNAUTAIRES : EXPLORATION À PARTIR DE TROIS CAS DE FIGURE MONTRÉALAIS

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

À LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

SIMON PARISEAU

MARS 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens, d’abord et avant tout, à remercier toutes les personnes ayant participé, de près ou de loin, à la réalisation de l’enquête terrain au cœur de cette recherche. Merci de m’avoir accueilli si chaleureusement au sein de vos ateliers, de m’avoir invité à y participer avec autant d’enthousiasme, et merci pour nos innombrables discussions. Je tiens également à remercier celles et ceux qui m’ont offert leur temps et leurs pensées lors de la réalisation des entretiens, merci pour votre générosité, votre ouverture, et vos idées et idéaux inspirants.

À ma directrice, Élisabeth Abergel, merci pour tes réflexions éclairantes, tes conseils, ta disponibilité. Merci pour ton temps, parfois dépensé lors de longues discussions où mes réflexions et intérêts partaient dans tous les sens. Merci aussi pour tes encouragements et ton soutien tout au long de la rédaction de ce mémoire, ce fut énormément apprécié.

Merci au Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) et au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour leur soutien financier, celui-ci ayant considérablement contribué à la réalisation de ma scolarité durant la période pandémique.

Maman et papa, mille mercis pour votre support indéfectible et votre confiance en ma réussite, dure comme fer. Ce mémoire est aussi le fruit de tous ces « Go, Sim go » et « Enveille Sim, t’es capable! ». Merci pour tous vos encouragements, merci pour tous les repas que nous partageons et pour les discussions qui les animent.

À Claire, Geneviève, Amélie, Louis-Alexandre, François, Oli, Besse, Frank, Cece, Françoise, Gilles, Lucas, Margot, merci d’avoir tendu l’oreille et d’avoir animé nos discussions où l’on finit régulièrement par refaire le monde. Merci aussi de m’avoir encouragé au fil du processus de rédaction de ce mémoire et de m’avoir permis de profiter des beaux moments de la vie avec vous.

Gabrielle, merci pour tout. Merci d’avoir partagé les plus beaux moments, ainsi que les plus difficiles, tout au long de cette aventure. Merci de m’avoir aidé à garder le cap, ton soutien et ton écoute m’ont permis de traverser les moments de doutes et de remise en question qui ont pu ponctuer la rédaction de ce mémoire. Merci pour toutes nos discussions, parfois portées sur l’interprétation de milles et un détails, empiriques et théoriques, qui ont alimenté mes réflexions. Merci pour ta perspicacité, ton audace et ton énergie étincelante qui rendent nos vies aussi exaltantes. Je t’aime.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 Revue de littérature : les ateliers communautaires vus d'ailleurs	7
1.1 Au croisement des communs et de pratiques de réparation collectives : une activité économique participative, autonome et visant la production de valeurs d'usage	7
1.2 L'atelier, un « petit village » : entre rapports de pouvoir et activités orientées vers la solidarité sociale.....	14
1.3 Un pôle de partage de connaissances : modes d'engagement et <i>praxis</i> politique	19
CHAPITRE 2 Problématique et visée de connaissance	24
2.1 Du capitalisme aux communs : réponses populaires à un monde en crise(s).....	24
2.1.1 L'appropriation et la dépossession comme résultante d'impératifs systémiques à l'accumulation et l'expansion	24
2.1.2 Polanyi et prolongements possibles : du double mouvement à l'éruption de la « Société »	27
2.1.3 Une lecture particulière de Polanyi : Jean-Louis Laville et l'économie ou sociale, ou solidaire, ou des communs?	32
2.2 Visée de connaissance et questions de recherche.....	35
CHAPITRE 3 Cadre théorique et conceptuel.....	38
3.1 Les sociologies des communs : ruptures épistémologiques et caractère polysémique d'une notion au sein d'un champ de recherche en ébullition	38
3.1.1 Les biens communs et <i>common-pool-ressources</i> : entre discours et formes de régimes d'administration de ressources	39
3.1.2 Une tragédie... qui n'en serait pas une?	41
3.1.3 Ostrom, le renouveau d'intérêt pour les (biens) communs, et une proposition positive pour leur administration.....	43
3.1.4 L'École politique des (nouveaux) communs : d'une (re)production autrement du quotidien à une conceptualisation processuelle du commun	47
3.2 Réparation, initiatives collectives et reconfigurations sociales de l'activité (re)productive	56
3.2.1 La réparation : politisation d'une pratique aux prises entre processus de collectivisation et d'appropriation	56

3.2.2 Éclairage féministe matérialiste sur les pratiques de réparation collectives : reconfiguration du rapport au travail, renouvellement des modalités de création de lien social et implications ontologiques	58
3.2.3 La pédagogie critique, un éclairage prometteur sur des pratiques transformatrices	62
CHAPITRE 4 Approche méthodologique, enjeux épistémologiques et terrain de recherche.....	68
4.1 L'approche ethnographique et quelques considérations épistémologiques.....	69
4.1.1 Méthodes de co-construction des données.....	76
4.1.1.1 Observation participante	77
4.1.1.2 Entretiens	81
4.1.1.3 Méthodes d'analyse des données.....	84
4.2 Terrain de recherche.....	86
4.2.1 Considérations éthiques	86
4.2.2 Présentation sommaire des milieux à l'étude et processus d'insertion	88
4.2.3 Un milieu affecté par le contexte pandémique, une recherche qui le dépasse	90
CHAPITRE 5 Résultats.....	91
5.1 Préambule sur les perturbations et adaptations d'un milieu collectif à la pandémie de COVID-19	91
5.2 Construction communale d'un espace-temps matériel de relations : de l'occupation de l'espace à la possibilité de son aménagement	96
5.2.1 Dimension physique de l'atelier BQAM-E.....	96
5.2.2 Dimension physique de l'atelier Mile End Bike Garage	100
5.2.3 Dimension physique de l'atelier La Grande Roue.....	104
5.2.4 Processus de co-construction des espaces d'ateliers.....	105
5.3 Les mains dans le cambouis : de quoi est-il question dans « l'action »?	108
5.4 Construction communale d'entités symboliques et collectives.....	121
5.4.1 Lectures historico-populaires des trajectoires d'initiatives collectives : une narration pour faire sens d'un projet partagé.....	121
5.4.2 Processus d'incorporation, règlements et dispositifs structurants : des approches différenciées suivant des intérêts et des réflexions partagées	126
5.4.2.1 Processus d'intendance populaire et modalités de partage du pouvoir.....	136
5.4.3 Modalités d'accès, principes d'inclusivité et déploiement d'un pouvoir collectif.....	149
5.4.3.1 Rapports sociaux de sexe et création d'un « <i>safer-space</i> ».....	161
5.4.4 Ressources financières : une mise en commun entre contraintes et possibilités d'action.....	170
5.4.5 Coordination des activités et communication à titre d'entité collective	179
5.4.6 Un espace social porté vers le partage de connaissances et de développement de compétences	181
5.4.6.1 Un engagement et des activités axiologiquement et politiquement orientées.....	190
5.4.7 Interrelations d'initiatives collectives (in)usitées et co-construction de communautés en réseaux d'échelles différenciées	199
5.4.7.1 Partenariats, action communautaire et solidarité avec d'autres types d'organismes et initiatives participant du tissu associatif	205
5.4.7.2 Création de réseaux de relations significatives et d'action communautaire	213
CHAPITRE 6 Discussion : La pédagogie populaire comme <i>praxis</i> de communalisation au cœur des AVC montréalais	221
6.1 <i>Praxis</i> orientée vers la production d'un rapport intersubjectif à visée émancipatoire	224

6.1.1	Mise en commun initiale et communalisation d'un espace physique orienté vers un processus pédagogique populaire	224
6.1.2	Entrée en relation selon des positionnalités partagées : rencontre de co-apprenant·e·s dans les AVC	226
6.1.3	Le <i>care</i> dans la relation pédagogique et la volonté de répondre aux besoins	229
6.2	Communalisation de l'économie comme conséquence d'une praxis pédagogique (critique et à visée libératrice)	233
6.2.1	L'ouverture comme principe préalable à une économie réellement participative	234
6.2.2	Un tissage de <i>toiles d'apprentissage</i> par le mouvement des corps et par la co-construction de réseaux d'initiatives citoyennes	235
6.2.3	Démocratisation du pouvoir décisionnel et processus de pédagogie populaire à la <i>praxis</i> économique	238
6.2.4	Responsabilité, réciprocité et création de lien social : fondements relationnels résultant du processus de communalisation de ressources matérielles et immatérielles.....	244
CONCLUSION		251
ANNEXE A Schéma d'entretien.....		256
ANNEXE B Tableaux descriptifs des modalités de travail en ACV		258
ANNEXE C Enjeux délibérés lors des réunions du comité bénévole (BQAM-E).....		265
ANNEXE D Lettre de demande de soutien du MEBG vers RTM/LVL		268
BIBLIOGRAPHIE		269

LISTE DES FIGURES

Figure 5.1 : Photo de la murale devant l'entrée de l'atelier BQAM-E	96
Figure 5.2 : Photo d'une bibliothèque de zines.....	98
Figure 5.3 : Photo-grand angle de l'espace de travail de BQAM-E	99
Figure 5.4 : Photo du MEBG sur la longueur.....	101
Figure 5.5 : Photo des dessins, informations et messages inscrits aux murs du MEBG	102
Figure 5.6 : Photo de l'établi de travail du MEBG	103
Figure 5.7 : Représentation visuelle d'acteur·rice·s impliqué·e·s dans de multiples organisations	212
Figure D.1 : Lettre de demande de soutien du MEBG vers RTM/LVL	268

LISTE DES TABLEAUX

Tableau B.1 : Travail d'aménagement de l'espace	258
Tableau B.2 : Travail lors des permanences.....	259
Tableau B.3 : Travail de gestion du matériel	261
Tableau B.4 : Travail administratif	262
Tableau B.5 : Travail relatif aux communications	263
Tableau B.6 : Travail relatif aux activités bénévoles	264
Tableau C.1 : Enjeux délibérés lors des réunions du comité bénévole (BQAM-E)	265

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AVC : Atelier de vélo communautaire

MEBG : Mile End Bike Garage

LGR : La Grande Roue

LCSM : Loisirs Communautaires Saint-Michel

CPR : *Common-Pool-Ressources*

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et des Communications

RÉSUMÉ

Les ateliers de vélo communautaires représentent des initiatives par lesquelles des collectifs citoyens s'investissent pour trouver des réponses aux besoins de mobilité de leurs pairs, ainsi que pour trouver des formes alternatives de (re)production des modalités matérielles et relationnelles par lesquelles ceux-ci font l'expérience du monde. Ces formes d'action collective existent depuis un peu plus d'une trentaine d'années au Québec, et gagnent aujourd'hui en popularité grâce à des groupes populaires qui reprennent ce modèle pour l'adapter à leur contexte particulier. Ces initiatives sont conçues comme participant à la promotion du vélo en tant que mode de déplacement sobre en carbone, ainsi qu'à un mouvement de la réparation visant à réduire l'empreinte écologique liée aux cycles de production des biens. Elles sont aussi appréhendées en tant que « nouveaux communs », c'est-à-dire en tant qu'initiatives populaires dont le fonctionnement s'appuie sur des principes de partage et d'ouverture, tout en s'éloignant des formes relationnelles médiées par la forme marchande. Prenant acte de l'antagonisme dans les logiques fonctionnelles du capitalisme et des communs, cette recherche s'inscrit dans une lecture processuelle de la réalité sociale, suivant laquelle les espaces-temps de relation que représentent les ateliers sont à la fois traversés d'éléments de systèmes qui les dépassent, ainsi que d'intentions et d'actions portées à leur transformation. Empruntant une lunette méthodologique ethnographique, la présente recherche se base sur une implication en tant qu'observateur-participant de plusieurs mois au sein de trois ateliers de vélo communautaires montréalais. En cherchant à établir les modalités relationnelles et opérationnelles par lesquelles transige la mise en commun au sein de ces initiatives populaires, le travail de recherche s'est porté vers la description des espaces, de la façon dont les personnes entrent en relation et de la manière par laquelle ces processus sont mis en forme suivant des modalités qui impliquent un questionnement plus large sur le rapport entre démocratie et économie. Ultimement, cette recherche met en exergue que les ateliers de vélo communautaires deviennent des espaces-temps de relation où se rencontrent des acteur·rice·s à travers un processus de pédagogie populaire porté consubstantiellement à l'autonomisation relative à la mobilité, ainsi qu'à l'autonomisation collective suivant une reconfiguration des modalités économiques (re)productives.

Mots clés : communs, communalisation, ateliers de vélo communautaires, capitalisme, pratiques de réparation collectives, pédagogie populaire, ethnographie.

ABSTRACT

Community bike workshops represent initiatives through which citizen collectives engage in addressing the mobility needs of their peers and in developing alternative forms of (re)production of the material and relational modalities through which individuals experience the world. These forms of collective action have existed in Quebec for over thirty years and are gaining popularity today as grassroots groups adopt and adapt this model to their specific contexts. These initiatives are designed to promote cycling as a low-carbon mode of transportation and contribute to a repair movement aimed at reducing the ecological footprint associated with production cycles. They are also understood as 'new commons,' popular initiatives that operate on principles of sharing and openness, while distancing themselves from market-mediated relational forms. Recognizing the antagonism between the functional logics of capitalism and the commons, this research adopts a processual interpretation of social reality, where the relational space-times represented by these workshops are simultaneously traversed by elements of systems that transcend them and by intentions and actions oriented toward their transformation. Employing an ethnographic methodology, this research was conducted through several months of participant observation in three Montreal-based community bike workshops. In seeking to establish the relational and operational modalities through which commoning occurs within these grassroots initiatives, the research focused on describing the spaces, the ways in which individuals relate to one another, and how these processes are shaped by broader questions concerning the relationship between democracy and the economy. Ultimately, this research highlights that community bike workshops serve as relational space-times where actors engage through a process of popular education that fosters both individual empowerment in terms of mobility and collective empowerment through the reconfiguration of (re)productive economic modalities.

Keywords : commons, communalization, community bike workshops, bike kitchens, capitalism, collective repair practices, popular education, ethnography.

INTRODUCTION

Les sociétés du XXI^e siècle font face à une articulation de crises imbriquées dont la teneur est sans précédent : crise environnementale en regard des dérèglements climatiques et du délitement de la biodiversité, succession de crises économiques par lesquelles l'augmentation du « coût de la vie » menace l'accès aux ressources les plus élémentaires pour un nombre grandissant de personnes et de communautés, crise sanitaire au cours de laquelle ce mémoire a d'abord pris forme, crises de la représentativité démocratique et ses dérives autoritaristes et extrême-droitistes. Devant ces perturbations, nombre de voix s'élèvent pour dénoncer les mécanismes à l'œuvre dans l'alimentation de ces processus sociaux, au sein desquels figure à l'avant-plan l'expansion du capitalisme comme système dont les « cycles d'appropriation et de dépossession » (Burawoy, 2017) s'étendent pour trouver de nouvelles modalités de la vie à intégrer dans le « prisme de la valeur » (Moore, 2018).

Devant l'inaction – ou l'insuffisance dans l'action – concertée des gouvernements, des personnes se regroupent en collectifs citoyens, portent des initiatives populaires, des mouvements de résistance et des expérimentations locales pour se saisir du social « autrement », s'élevant à la fois en contestation et en propositions positives afin de trouver des voies alternatives de (re)production de nos sociétés, des manières de les habiter et d'entrer en relation les un·e·s avec les autres. Représentant de nouvelles façons de produire, de consommer et « d'être » au monde, ces initiatives donnent naissance à des formes inédites de coopération et de partage qu'elles font entrer dans la sphère publique. Elles s'appuient des revendications politiques liées aux communs, à l'autonomie collective, à l'autogestion, et à la réappropriation des moyens de (re)production de leurs conditions d'existence, tout en œuvrant à leur transformation (Fukurawa Marques & Durand Folco, 2023). Ces initiatives participant à une gestion collective des ressources mises en commun œuvrent à la création de lien social émancipé des formes marchandes (Bollier et Helfrich, 2012; Caffentzis & Federici, 2014; Dardot et Laval, 2014;). Certains de ces projets prennent les formes empiriques de la création de parcs en zone urbaine (Bradley, 2015), de l'occupation de squares (Stavrides, 2014), de solutions originales d'habitation (Stavrides, 2016), ou de jardins communautaires (Eizenberg, 2012), par exemple.

Certains d'entre eux se saisissent du vélo, apparaissant comme solution technologique accessible socioéconomiquement (Furness, 2010), réduisant le coût social de la mobilité (Voisin et al., 2023; Beaudin et al., 2024), permettant d'améliorer la santé (Götschi et al., 2015), et ayant un impact écologique limité comparativement à d'autres modes de transports utilisés pour des distances comparables (Horton, 2006). Nombre de villes ont également vu une explosion du nombre de déplacements à vélo en réponse à la crise de Covid-19, une pratique sociale qui semble tendre s'être maintenue dans les villes qui ont adapté leurs

infrastructures à cette fin (Buehler, 2022). Les études sur les initiatives citoyennes se rapportant au vélo ont souvent insisté sur le devenir symbolique de cet outil durant les premières luttes environnementalistes des années 1970 et 1980 (Horton, 2006, 43). Cette politisation de l'objet technique « vélo » a notamment pu s'observer dans plusieurs mouvements citoyens depuis les années 1970 – le contexte montréalais ayant été marqué par le groupe militant du Monde à Bicyclette (1975-2000) dont Robert Silverman et Claire Morissette ont été des figures qui sont passées à l'histoire – qui se reconnaissaient une appartenance à la « vélorution » et qui réclamaient des aménagements urbains plus sécuritaires, une réorganisation de la ville à échelle humaine et des politiques environnementales plus strictes (Ross, 2015, 92; Rosen, 2002, 17).

À la confluence des approches qui misent sur le vélo comme solution sociotechnique et de celles des communs, les ateliers de vélo communautaires (AVC), aussi appelés ateliers de réparation participatifs et solidaires, fondent aujourd'hui un pôle relativement nouveau autour duquel des collectifs citoyens font émerger des enjeux politiques qui, tout en se rattachant au cyclisme, le dépasse et incitent, à terme, à une remise en question fondamentale des modalités par lesquelles opère la reproduction sociale. Il existe peu de données historiographiques sur le développement et la fondation des premiers ateliers de vélo communautaires. Cela pourrait être dû à la relative nouveauté du phénomène, mais aussi à l'éloignement fonctionnel, tant des lieux de pouvoir économiques que des institutions publiques, qui caractérisent ces initiatives citoyennes. Qu'il s'agisse de la genèse des premiers ateliers ou de la dissémination de ce mode d'organisation de par le globe, les lieux, les événements et les individus précis impliqués dans ce processus d'apparition des premiers ateliers de vélo communautaires ne semblent pas faire l'objet d'un consensus clair et partagé. Certain·e·s replacent l'apparition des premiers AVC en Europe durant les années 1980 – allant même jusqu'à postuler que l'Autriche serait le premier pays à avoir vu ce type d'initiative se développer – pour ensuite s'implanter en Amérique à partir des années 1990, en commençant par la Californie (Bradley, 2016, 1676; Batterbury & Dant, 2019, 257; Arnold, 2012, 139). S'il s'agit aujourd'hui d'un phénomène mondial, environ une quinzaine d'exemples se retrouvent aujourd'hui à Montréal suivant des configurations diverses, fruit des personnes qui s'y sont impliquées et des contextes dans lesquels ceux-ci se sont implantés.

Concrètement, qu'il s'agisse d'initiatives portées par des structures organisationnelles établies ou des collectifs informels, ces AVC rendent disponibles à toutes et tous des espaces de travail, des outils et des savoirs, gratuitement ou contre une modeste contribution (Arnold, 2012, 139; Zapata Campos et al., 2020, 1156). Ils présentent des aspects partagés, des outils accessibles au public, des espaces de travail ouverts, parfois jonchés de pièces en tous genres et de vélos dans divers états de fonctionnement, ainsi que des espaces de relaxation où les gens peuvent s'installer pour socialiser (Batterbury & Dant, 2019, 261). Ils incitent leurs membres à utiliser des pièces usagées, à faire du bricolage, à la « mécanique créative », pour

« redonner vie » aux éléments techniques qui peuvent sembler vétustes au premier abord et limiter ainsi, dans la mesure du possible, l'achat de pièces neuves (Hamarat, 2019, 41). En ce sens, ils constituent des initiatives ayant un substrat tant relationnel que matériel dont les formes sont adaptables aux contextes dans lesquels ils s'insèrent, tout en partageant certains principes clefs, notamment d'être sans but lucratif, d'être axé sur la réparation autonome (*DIY*), la réutilisation, le partage de l'espace des outils et des compétences, d'être dirigé par des bénévoles, et d'être un lieu de rencontre communautaire se ralliant autour de la mobilité par le vélo (Bradley & Pargman, 2017, 237).

Ce partage de principes, de structures et de modèles d'action ont sommé certain·e·s auteur·e·s à interpréter ces initiatives en termes d'un « *global, open source, do-it-yourself movement* » (Zapata Campos et al., 2020, 1156). Leur qualification de posséder un caractère « *open source* », ou de « concept ouvert » (Bradley, 2016, 1679), résulte du fait qu'il s'agit d'un modèle répandu à travers le monde, qui peut être copié et modifié par quiconque souhaite s'en saisir. Certain·e·s voient dans ces structures une volonté de développer des espaces-temps de relations qui mettent l'accent sur la réappropriation de savoir-faire et sur l'autonomisation technologique, participant à la résurgence d'un mouvement social plus large du *Do-It-Yourself* (*DIY*) (Bradley, 2016, 1676; Arnold, 2012, 139). Ils participent de ce fait d'un processus visant une démocratisation et une autonomisation technologique en permettant aux gens de développer leurs compétences au regard du fonctionnement de leur moyen de transport, tout en incitant à l'expression d'une forme de liberté face à d'autres systèmes plus fermés, tel que l'automobile (Horton, 2006, 43; Carlsson, 2019, 229; Batterbury & Dant, 2019, 250; Rosen, 2002, 15; Arnold, 2012, 139).

Cette mission prend forme dans l'action suivant différentes modalités, que ce soit par des programmes de cours pour adultes ou enfants à la pratique du vélo, d'événements ponctuels ou réguliers liés à la pratique de la bicyclette, d'activités de mécanique auprès de partenaires communautaires, et simplement en accueillant les gens dans l'espace de l'atelier pour leur permettre d'effectuer leurs réparations, ou pour les éduquer à le faire (Arnold, 2012, 140). Ils rendent disponible gratuitement, ou suivant un faible coût – souvent sous forme de contributions volontaires – un espace de travail où se trouvent les outils nécessaires au maintien du vélo (Batterbury & Dant, 2019, 251). S'il n'est pas anodin que ces initiatives se saisissent du vélo – Ivan Illich soulignant déjà en 1973 la « convivialité » de cet objet technique dont l'utilisation permettrait l'autonomisation de l'individu et impliquerait un coût social en ressources largement moindre que d'autres modes de transport – certains soulignent encore aujourd'hui qu'il s'agit d'un moyen de transport avantageux du point de vue technique, économique et environnemental (Batterbury & Dant, 2019; Bradley, 2016). Cette démarche s'articule autour du vélo, conçu comme un objet simple, durable, maîtrisable et, en cherchant à promouvoir le développement des savoirs selon une logique non hiérarchique,

ces collectifs participatifs s'érigent en centres productifs misant sur le partage (Bradley, 2018, 1678; Rosen, 2002, 2). Leur fonctionnement reposerait sur le développement de relations de mise en commun de temps, de savoirs, de travail, d'infrastructures, d'idées, d'énergie, de pratiques de *care*, d'outils, et d'espaces où se rencontrent les membres comme co-producteurs d'un espace-temps particulier de relations (Batterbury & Dant, 2019; Bradley, 2016). En s'engageant de manière bénévole, ces initiatives collectives axées sur les pratiques de réparation opéreraient ainsi « *at the margins of the system of capitalist production and consumption in which bicycles are originally manufactured, [countering] the tendency of advanced industrialised societies towards consuming new replacement goods rather than repairing the broken* » (Batterbury & Dant, 2019, 249).

Les formes institutionnelles et les principes politiques qui modulent le fonctionnement interne aux ateliers de vélo communautaires apparaissent comme étant intrinsèquement liés aux modes d'action privilégiés par ces initiatives, partageant généralement des structures et des principes communs tels que l'autogestion, la démocratie directe, l'égalité des genres, la collaboration et le partage, l'augmentation de l'accès au vélo pour les populations économiquement plus vulnérables, tout cela étant traversé de considérations marquées pour les enjeux écologiques contemporains (Hamarat, 2019, 41; Rosen, 2002, 2; Bradley, 2016, 1679). Leur structure institutionnelle viserait régulièrement la création de rapports horizontaux entre les individus qui s'y investissent, et prendrait régulièrement la forme d'un organisme à but non lucratif aux yeux de la loi (Arnold, 2012, 138; Bradley, 2016, 1679). Leur fonctionnement dépend généralement de l'implication de bénévoles qui mettent leur temps et leur énergie en commun pour organiser des formations à la mécanique vélo ainsi que diverses activités de socialisation, favorisant la création de liens qui dépassent l'ici et maintenant de l'atelier. Ceux-ci se rendent également disponibles pour assister physiquement dans les réparations de ceux et celles qui le désirent, tout en mettant l'accent d'abord sur le processus pédagogique et d'autonomisation rattaché au travail technique de réparation. Ils et elles rendent ainsi l'espace, les outils et leurs savoirs accessibles à la communauté, tout cela en orchestrant le déploiement de pratiques quotidiennes, « ordinaires », portées vers l'entretien de dispositifs matériels et relationnels.

Puisque les ateliers communautaires de vélo se situent à la confluence d'une vaste gamme d'intérêts et de champs de recherches académiques, le Chapitre 2 permet de recadrer le présent mémoire parmi les études des communs qui considèrent ces initiatives collectives en tant que formes sociales qui tendent à une repolitisation de l'économie. Il permet, entre autres, de présenter les logiques autopoïétiques opposées entre celles du système capitaliste et des communs (De Angelis, 2013), tout en se rapportant aux questionnements fondamentaux de Polanyi sur l'intrication nécessaire entre vie politique (démocratique) et activité économique. À partir de ces bases théoriques sur l'organisation sociale de l'économie, le Chapitre 3

permet simultanément de mettre de l'ordre dans le champ des recherches portant sur les communs, une notion dont les usages polysémiques actuels peuvent tendre à brouiller la clarté conceptuelle. De ce fait, cette section permet de faire état de la conceptualisation néo-institutionnelle des communs, associée aux travaux d'Elinor Ostrom (1990), et de la conception néo-matérialiste, « anticapitaliste », ou dite de l'École politique des communs, tout en situant la recherche parmi ces approches. Ce chapitre permet également de situer les apports conceptuels d'auteur·e·s s'étant intéressé·e·s aux initiatives collectives de réparation comme participant du développement des communs comme modèle (re)productif au sein de nos sociétés. À ce corpus de recherche, une contribution majeure de ce mémoire consiste en l'ajout des clefs conceptuelles apportées par les auteurs associés à la pédagogie populaire (Freire, 1970; Illich, 1971) qui permettront de faire sens des mécanismes par lesquels opèrent les processus de communalisation. Le chapitre 4 présente la perspective ethnographique ayant permis d'aborder l'atelier dans une perspective heuristique qui ouvre le chantier pour, à la fois, rendre compte du caractère physique et social de l'espace, de l'activité qui s'y déploie, des normes qui l'organise, et de la rencontre d'humains produits et producteurs de relations dont les formes évoluent. La perspective ethnographique a également permis un assemblage entre les théorisations privilégiées de l'ontologie du social et des communs qui ont permis de faire sens du réel, soit d'une théorisation processuelle incitant à aborder les espaces relationnels des AVC comme étant traversés de processus sociaux qui leur sont antérieurs et extérieurs, ayant un impact non seulement sur les formes relationnelles, mais également sur les formes des assemblages collectifs qui se donnent à être observés, et ce, dans un processus continu et contingent.

Si l'on conçoit que ce type d'initiative tend à s'inscrire dans une démarche de communalisation visant le développement de l'autonomie par la création de valeurs d'usage, tel que l'ont interprété plusieurs chercheur·se·s, la logique opérationnelle et relationnelle qui sous-tend cette mise en commun reste pour le moment imprécise. De ce fait, il est nécessaire d'alimenter la recherche en posant la question : suivant quels mécanismes opérationnels est mis en forme le processus de communalisation dans le contexte des ateliers de vélo communautaires montréalais? Cette question de recherche générale incite toutefois à prendre acte de la complexité du réel, en proposant certaines questions spécifiques permettant d'appréhender le phénomène à des échelles différenciées. À une échelle locale, interne aux ateliers spécifiques, il sera question de s'intéresser aux formes que prend la mise en commun, c'est-à-dire qu'il s'agira d'en décrire les divers éléments, son fonctionnement et les modalités de (re)production du processus. En ce sens, un intérêt particulier sera porté à l'activité (re)productive déployée par les acteur·rice·s du milieu, c'est-à-dire aux formes différenciées qu'y prend le travail, aux modalités sociales qui l'organisent et qui le mettent en forme. Si le travail de réparation ainsi que le processus de communalisation reposent sur des principes de partage, notamment de connaissances, comment prend forme dans l'action et par les relations, ce processus? Une

part restant peu explorée dans la littérature touche à la description et à l'analyse du processus décisionnel tel qu'il prend place dans les AVC, aux modalités du partage du pouvoir et des formes de pouvoir, ce sur quoi il sera nécessaire de s'intéresser pour comprendre le fonctionnement sous-jacent de la mise en commun. Il s'agira également de porter une attention particulière au sens que portent les enquêté·e·s à leurs actions, en ce que cela pourra nous renseigner sur la façon dont est mise en forme et renégociée le processus de mise en commun entre celles et ceux-ci, dans l'action.

CHAPITRE 1

Revue de littérature : les ateliers communautaires vus d'ailleurs

1.1 Au croisement des communs et de pratiques de réparation collectives : une activité économique participative, autonome et visant la production de valeurs d'usage

Plusieurs éléments partagés par des initiatives pouvant être identifiées comme des AVC ont mené celles et ceux qui s'y sont intéressé·e·s à les interpréter comme se situant au croisement du mouvement des communs et de l'« économie de la réparation » (Bradley, 2016; Batterbury & Dant; 2019; Zapata Campos et al., 2020). Les AVC s'étant développés en contexte urbain récupèrent des vélos abandonnés grâce aux services municipaux, aux services institutionnels de développements fonciers ou encore d'institutions d'enseignement (Bradley, 2016, 1679; Zapata Campos et al., 2020, 1157). Tirant avantage de cette « ressource gaspillée », les ateliers en profitent pour réparer et réutiliser ces vélos, répondre aux besoins de la communauté en termes de mobilité et permettre l'enseignement de la mécanique vélo. Ces initiatives centrées sur des activités *DIY* ont été interprétées comme participant d'un processus d'*upcycling*, c'est-à-dire d'un processus par lequel des produits ou matériaux qui ne sont plus utilisés, ou qui sont sur le point d'être jetés, sont plutôt réutilisés, réparés, améliorés et reconditionnés pour permettre l'extension de leur usage (Singh, 2022, 1). Par la récupération de vieux vélos, de pièces qui peuvent être réparées et réutilisées, tout en rendant disponibles les modalités par lesquelles les réparations peuvent être effectuées grâce au partage d'outils et des connaissances nécessaires, ces activités sont interprétées comme participant d'un « *organized urban resource mining* » (Singh, 2022, 7) contribuant aux flux circulaires des matériaux, à l'augmentation de la durée de vie des biens, à l'expansion des cycles de production et consommation et à la prévention des déchets (Singh, 2022, 2; Rigaud, 2019, 51). De plus, ils limitent la quantité de ressources nécessaires à la réalisation de ces opérations en mettant en commun des espaces et des outils qui seront partagés par un nombre élevé d'individus. Le temps consacré à ces activités productives pourrait également remplacer des activités de consommation dont les charges environnementales sont plus importantes (Singh, 2022, 2). Du point de vue environnemental, ces espaces représentent ainsi des avenues pour organiser production et consommation matérielle prenant acte des limites environnementales et s'inscrivant selon certain·e·s dans le mouvement décroissantiste (Bradley, 2016). Elles se placeraient ainsi en porte à faux devant les pressions systémiques propres au capitalisme ayant dissocié les moments et espaces de la production de ceux de la consommation, tout en réorganisant le procès de production vers la création de biens conçus pour être remplacés plutôt que réparés, ce qui s'articule au phénomène de la perte relativement rapide de compétences traditionnelles liées à l'entretien et la réparation (Singh, 2022, 3). La création de l'atelier communautaire pourrait ainsi être comprise comme un processus relationnel de mise en commun qui, en créant des futurs urbains alternatifs, résiste aux mouvements de marchandisation du réel et du

relationnel (Valentini & Butler, 2023, 2). L’articulation de la dimension intersubjective et d’une production émancipée des visées de valorisation marchande est exemplifiée par cette formulation qui illustre, par ces éléments, la création d’une entité collective :

The work at the Bicycle Kitchens is conducted in the form of peer-to-peer relations (rather than in the form of buyer-seller, boss-worker relations), it is based on contributions (rather than equivalent exchange), it has the aim of creating use value (rather than exchange value) and it is run on a not-for-profit basis. The bikes are private property, the space is owned by the municipality, but the socio-cultural entity of the Bicycle Kitchen is a collaboratively created and managed commons based on an ethic of sharing and common ownership of the tools, skills and social place (Bradley, 2016, 1682).

Par ces actions qui se déploient largement de manière publique, et qui sont parfois publicisées dans les médias ou lors de différents événements, les personnes qui soutiennent ces initiatives s’engagent dans un processus à teneur politique, créant des représentations qui mettent l’accent sur les potentialités de création de valeur d’usage plutôt que sur la création de valeurs d’échange, sur la création de liens sociaux et d’espaces significatifs pour les citoyen·ne·s et qui se placent en porte à faux avec les principes d’accumulation capitaliste (Zapata Campos et al., 2020, 1164; Furness, 2010, 174). Bien que des discours soient portés par ces acteurs, ce serait par leurs actions quotidiennes que les AVC s’engageraient dans la (re)production de modalités alternatives de la vie sociale par lesquelles des communs seraient réappropriés et que les représentations sociales, ainsi que les charges axiologiques, autour des modalités de production et de consommation seraient remises en question :

Bike Kitchen members engage unintentionally in political action through their recycling and repairing actions, rather than through discourse; they have developed a collaborative and open strategy to engage with a broad array of actors. (Zapata Campos et al., 2020, 1160).

Pour soutenir ces activités, certains ateliers ont pris la voie des demandes de financement, que ce soit auprès de gouvernements locaux ou d’OBNL, ce qui leur permettrait d’obtenir une certaine stabilité, d’avoir de meilleures infrastructures ou même d’embaucher des personnes de manière ponctuelle ou continue (Zapata Campos et al., 2020, 1156; Henriksson & Göransson Scalzotto, 2023, 395). De plus, ils obtiennent parfois du support d’institutions publiques pour leurs activités puisqu’ils servent de solution pour revaloriser ces vélos abandonnés tout en créant un milieu de vie stimulant qui permet l’engagement des jeunes, et participe au développement du vélo comme moyen de transport plus écologique (Zapata Campos et al., 2020, 1157). Certains AVC ont opté pour trouver des solutions originales qui impliquent le soutien direct de leur communauté, réduisant ainsi leur vulnérabilité suivant le cas où les sources de financement institutionnelles seraient coupées (Bradley, 2016, 1682). Par exemple, certaines initiatives vendent des pièces à petit prix, créent des systèmes d’adhésion, acceptent les dons matériels et financiers, réparent des vélos récupérés pour les vendre peu cher (Singh, 2022, 8). Si les activités telles que la vente de vélo ne sont pas directement

alignées avec les visées de transmission de savoir, ces contradictions seraient reconnues par les participant·e·s à ces initiatives qui se serviraient de ces activités de manière à ce qu'elles puissent ultimement servir cette fin (Batterbury & Dant, 2019, 263). Cet état de fait implique de penser les ateliers communautaires, comme des espaces intégrés à des systèmes qui les dépassent et qui exercent une influence matérielle et relationnelle, tant sur les modes d'action qu'ils mettent de l'avant que sur les relations qui seront amenées à prendre place en leur sein :

Bike Kitchens are of course not entirely independent of monetary flows or the commodity market, the rent of the space needs to be paid, the kitchen relies on that somebody else has bought (and abandoned bikes), etc, however, the users do not need to pay any fees, but rather "pay" with their own time and engagement. (Bradley, 2016, 1682)

Dans certains contextes, les ateliers profitent de financement ou de formes d'aide matérielle, par exemple, l'accès à un local subventionné de la part d'instances gouvernementales ou d'institutions publiques (Singh, 2022, 7). Dans d'autres contextes, ils occupent des espaces pour lesquels ils doivent acquitter eux-mêmes les frais de location par une combinaison de levées de fond, de vente d'adhésions à l'organisme et de subventions obtenues chez diverses sources de la société civile. Leur fonctionnement éloigné des circuits de la privatisation et de la marchandisation implique qu'ils doivent trouver des stratégies pour exister, parfois dans des situations précaires pouvant aller à l'occupation d'immeubles abandonnés [*squat*], et étant possiblement appelés à déménager régulièrement (Bradley, 2016, 1681; Batterbury & Dant, 2019, 260). Ces situations de précarité matérielle en termes d'occupation des lieux peuvent avoir un impact sur leur enracinement dans la communauté du quartier où ils s'installent, et affecter le support qu'ils obtiennent du voisinage; plutôt que de chercher les endroits les plus attrayants, les personnes soutenant ces initiatives chercheraient régulièrement à trouver un endroit qui leur apportera stabilité, tout en permettant la réalisation des activités de réparation collective (Batterbury & Dant, 2019, 261).

Certains auteurs, dont Henriksson & Göransson Scalzotto (2023, 6), ont souligné comment les acteurs des AVC dans une même ville peuvent avoir différentes vues de l'implication des institutions publiques dans le monde des AVC, historiquement soutenu par la base (*grassroots*) et s'affichant comme ouvertement « anti-capitalistes » ou « anarchistes ». À cet effet, des acteurs du milieu pourraient s'inquiéter des « pressions à la professionnalisation » qui pourrait accompagner l'obtention de financements publics ou institutionnels impliquant de remplir certaines charges qui pourraient, à terme, transformer les rapports sociaux orientés vers l'horizontalité et la participation de l'ensemble de la communauté. Même sans partenariats-public-communs, certains ateliers trouvent des manières de répondre à leurs besoins, souvent directement auprès de leur communauté, mais aussi parfois par des partenariats inattendus, notamment par des « partenariats-privé-communs ». Par exemple, certains ont souligné la présence de collaborations entre des AVC et des

magasins de vélo commerciaux notamment lorsque ces derniers leur font des dons de pièces (Batterbury & Dant, 2019) et d'autres des partenariats avec des compagnies d'assurance (Singh, 2022, 7).

L'atelier est un espace reproduit symboliquement et matériellement grâce aux pratiques des participant·e·s qui en instituent les frontières : ceux et celles-ci se placent et placent leurs activités à l'extérieur du marché et de l'État, en dehors des logiques consuméristes et marchandes :

Every time the Bike Kitchen opens to the public, an urban common space is recreated. At that time and place, several actions are linked: abandoned bikes are rescued and shared with commoners, and the necessary bike repair knowledge is shared through collective and non-commodified actions and events. This space is neither public nor private: it is a liminal space between the market and the state. (Zapata Campos et al., 2020, 1161).

Prenant appui sur la conceptualisation d'Hardt et Negri (2009), Zapata Campos (2020) souligne néanmoins le caractère « liminaire » de l'espace (Kirwan et al. 2016, dans Zapata Campos, 2020, 1161), c'est-à-dire le caractère d'un espace d'être « ouvert » et « perpétuellement en évolution » où certain·e·s modalités peuvent être soutenues par les logiques du marché et de l'État, mettant en exergue le caractère nécessairement « imparfait » et « paradoxal » des communs urbains actuels tels qu'ils s'observent empiriquement (Zapata Campos et al., 2020, 1162). Bien qu'une part importante de ces initiatives semble soutenue entièrement par des bénévoles qui partagent leur temps et compétences gratuitement, qu'il n'est pas exclu que certaines d'entre-elles, profitant de plus de financement, aient engagé une personne salariée (Furness, 2010; Singh, 2022, 7; Vandermeersch, 2015). Lors des permanences, ceux-ci accueillent les nouveaux venus, les informent du fonctionnement et des règles, enregistrent les nouvelles adhésions, épaulent les participant·e·s dans leurs réparations et répondent à leurs questions, s'assurent que les règles soient suivies et que les activités se déroulent de manière sécuritaire (Zapata Campos et al., 2020, 1158).

Bien que l'activité la plus saillante soit celle qui prend place dans l'effervescence de l'atelier, ces initiatives doivent être supportées par un ensemble de tâches impliquant des compétences managériales qui permettent d'assurer le paiement des services (électricité, eau, télécommunications) et factures diverses, le placement des commandes de pièces, remplir les obligations liées aux exercices financiers lorsqu'il s'agit d'organismes enregistrés, s'assurer que des bénévoles soient disponibles et engagés à venir sans quoi l'atelier ne peut pas ouvrir : l'ensemble de ces activités seraient généralement réalisée par des personnes n'ayant pas de connaissances préalables en comptabilité ou en gestion, et consisterait ainsi en un processus d'adaptation et d'apprentissage en continu (Batterbury & Dant, 2019, 259). Ces activités qui permettent d'organiser l'action lors des permanences, mais aussi de créer des liens de sociabilité entre les bénévoles,

représenteraient des moments clefs d'un « *backstage* », permettant ensuite le déploiement d'un « *frontstage* », c'est-à-dire ce qui se passe dans l'atelier lorsque celui-ci est ouvert « au public » :

Commoning therefore requires a backstage space where members relax, release tension, prepare the physical stage, and get ready for the frontstage representation. Even more importantly, the backstage is what fuels volunteers' engagement in commoning their knowledge during the frontstage repair workshops. Without this backstage, and the relative and temporal closure of the commons space, the openness of the frontstage would not be possible. (Zapata Campos et al., 2020, 1163)

Or, la frontière entre les « *commoners* » et « le public » resterait floue, l'espace productif est ici intégré à un univers de relations communautaires où les individus ne sont pas seulement des travailleurs ou travailleuses, mais des concitoyen·ne·s investi·e·s de leur propre volonté. De ce fait, il est important, puisque les mécanicien·ne·s sont bénévoles et que les usager·e·s sont des personnes appelées à participer activement, qu'ils et elles apprécient leur expérience lors des permanences (Arnold, 2012, 145). En fait, les personnes impliquées dans le fonctionnement des ateliers, donnant leur temps et énergie, sont généralement des salariés ou des étudiant·e·s à l'extérieur, ce qui peut limiter les heures d'ouverture aux soirées et aux fins de semaine (Batterbury & Dant, 2019, 258). Dans les faits, bien que les heures d'ouverture soient officiellement limitées, les bénévoles restent souvent passé l'heure de fermeture pour porter assistance à davantage de personnes (Zapata Campos, 2020, 1158).

Les AVC viseraient régulièrement organiser leurs activités suivant des principes anticapitalistes (Furness, 2010; Zapata Campos et al., 2020; Bradley, 2016; Batterbury & Dant, 2019). Par le fait que la grande majorité des personnes qui œuvre dans ce milieu le font gratuitement, leur travail échappe aux formes relationnelles capitalistes, en ce qu'il n'est pas orienté vers le dégagement de profits (Bradley, 2016, 1682). Le travail qui s'effectue dans ces ateliers ne crée pas de valeur d'échange, mais plutôt des valeurs d'usage, tout en s'émancipant du domaine « privé ». Certain·e·s soulignent que les AVC sont souvent les seuls endroits où des personnes ayant peu de moyens financiers peuvent obtenir des réparations gratuites ou à très faible coût, et que cette accessibilité financière consiste en un élément capital de ces initiatives pour les personnes qui les portent ainsi que pour les personnes qui les fréquentent (Arnold 2012, 152; Singh, 2022, 8). Cette accessibilité se lie à l'utilisation du vélo qui reste un des moyens de transport les plus économiques, et l'accès aux ateliers communautaires, suivant cette fin, peut revêtir d'un caractère davantage instrumental du point de vue de certaines personnes (Zapata Campos et al., 2020, 1159). Pour rejoindre les personnes en situation de précarité économique qui seraient les plus susceptibles de profiter de leurs services, et pour pallier les inégalités sociales existantes en répondant aux besoins des populations plus vulnérables, les bénévoles des ateliers vont, dans certains cas, développer des partenariats avec des maisons d'hébergement pour personnes en situation d'itinérance, des maisons de réinsertion sociale ou auprès d'organismes œuvrant

auprès de certaines communautés ethnoculturelles désavantagées dans leur contexte local (Arnold, 2012, 152). Ces démarches seraient régulièrement soutenues par des bénévoles portant une volonté d’agir « pour et avec » les personnes locales¹ (Batterbury & Dant, 2019, 260). Par exemple, Stenmann et Wilson (2023, 211) soulignent comment les ateliers communautaires vancouverois offrent aux personnes en situation d’itinérance – notamment à celles qui participent à une économie circulaire de récupération et qui utilisent le vélo pour se déplacer en ville – un espace pour réparer leurs vélos et pour obtenir des pièces usagées gratuitement ou à très petit prix. Dans certains cas, les AVC leur font don de vélos tout à fait gratuitement. D’ailleurs plusieurs AVC ont des programmes du type *earn-a-bike* (EAB), par lesquels des usager·e·s peuvent se saisir d’un vélo pour le réparer avec l’assistance d’un·e bénévole et ainsi se l’approprier gratuitement (Furness, 2010).

Lorsqu’il n’est pas possible de payer, un « système » informel de crédit peut permettre aux gens de répondre à leurs besoins immédiats et de régler leur dû ultérieurement, en fonction de la situation. En plus de leur permettre de répondre à leurs besoins de mobilité, préalable à la satisfaction de leurs autres besoins, ces espaces-temps de relations représentent des lieux où ils étaient et se sentaient bienvenus, où ils pouvaient socialiser avec d’autres personnes, amenant un certain support et une certaine stabilité dans leur vie, leur offrant ainsi une « *foundation from which they might live lives free of some of the barriers that they commonly encounter* » (Stenmann et Wilson, 2023, 213). Il semble qu’il s’agisse d’espace où les personnes se retrouvant dans des situations de grande précarité ne sont pas altérisées comme dans d’autres milieux, et que la pauvreté est reconnue comme un enjeu systémique plutôt qu’individuel. Ce serait d’ailleurs une des visées des AVC que de répondre aux besoins de mobilité conçus comme étant liés à une multitude d’impacts, ce que Batterbury & Dant (2019, 249) appellent « *the life enhancing mobility of a bicycle* », à développer l’autonomie modale, c’est-à-dire l’autonomie aux déplacements par la maîtrise de l’objet technique. En réalisant ceci de manière très économique, ces espaces-temps permettent à certain·e·s de modifier les modalités matérielles de leur vie, en réduisant la part de temps qu’ils consacrent au travail salarié et en augmentant celle du temps libre (Zapata Campos et al., 2020, 1159).

Si les mécanicien·ne·s sont des personnes qui apprécient généralement travailler sur les vélos (Arnold, 2012; Batterbury & Dant, 2019; Bradley & Pragman, 2017; Henriksson & Göransson Scalzotto, 2023, 3), ceux et

¹ Cet aspect n’est pas souligné explicitement dans le texte, mais il semble nécessaire de souligner que les personnes qui s’impliquent dans les ateliers communautaires, si celles-ci sont comprises comme des initiatives *grassroots*, impliquent fondamentalement que ces initiatives soient « *par*, pour et avec » les populations locales. Or, comme nous le verrons, certaines barrières institutionnelles et systémiques peuvent avoir un effet sur la population qui fréquente les ateliers.

celles-ci seraient aussi des personnes qui visent avoir un impact du point de vue du développement communautaire dans leur localité, certaines d'entre elles en étant passionnées et s'investissant dans de multiples initiatives, que ce soit dans plusieurs AVC, parfois dans le but de les fédérer, parfois dans d'autres initiatives pro-cyclistes tel que la Masse critique (Batterbury & Dant, 2019, 258-259; Rigaud, 2019, 49). Si peu d'études ont mis en exergue le fonctionnement administratif et les structures organisationnelles que favorisent les AVC, Rigaud (2019) souligne comment certaines de ces initiatives marquent une rupture avec les formes de gouvernance de projets collectifs traditionnels impliquant des rôles de président, secrétaire et trésorier, notamment en favorisant un fonctionnement collégial. Dans un atelier de l'Ille en France, les bénévoles, les membres du conseil collégial et « les commissions » sont toutes et tous appelés à œuvrer à des tâches qui sont nécessaires au fonctionnement de l'atelier, suivant les intérêts de celles et ceux qui veulent s'impliquer de la manière qui leur convient le mieux. En ce sens, ce type d'initiative développe « un fonctionnement réellement participatif dans lequel chacun puisse s'impliquer », un processus évolutif qui repose largement sur la confiance que se partagent les porteurs du projet collectif les un·e·s envers les autres et sur le temps que ceux et celles-ci peuvent consacrer aux rencontres, moments de concentration du processus de délibération démocratique (Rigaud, 2019, 51-52). Ce fonctionnement axé sur la démocratie directe, par le bas, a sommé certains à parler « d'arènes locales de gouvernance collaborative » et de formes d'autogouvernance favorisant l'innovation démocratique (Valentini & Butler, 2023, 2). Animés par de moments d'analyses réflexives, les participant·e·s discutent du partage des tâches, des principes d'horizontalité et d'efficacité organisationnelle, n'évacuant pas les avantages (réalisation d'une volonté démocratique) et désavantages (demande en temps, en transparence et énergie collective) qu'implique une répartition plus égalitaire du pouvoir qui permet davantage de « faire ensemble » (Rigaud, 2019, 52-53).

Par l'implication volontaire dans une initiative centrée sur la réparation et sur une technologie dont l'utilisation est plus en phase avec les limites écosystémiques, le travail des bénévoles, peut être vu de l'extérieur comme s'inscrivant dans un monde de relations qui prend acte des impératifs face à la nature et l'écologie, mais aussi face à la satisfaction des besoins (matériels, mais aussi relationnels) des humains, ces dimensions du « monde vécu » trop longtemps, et encore trop souvent, traitées en termes d'« externalités » à la sphère d'activité économique. D'ailleurs, le très fort achalandage² des AVC est parfois souligné comme démonstrateur du besoin, mais aussi de l'insuffisance actuelle de ce type d'espaces permettant d'obtenir des réparations à petit prix (Arnold, 2012; Zapata Campos et al., 2020, 1157). Si l'activité des AVC peut être

² Zapata Campos et al. (2020, 1158) soulignent que l'AVC au sein duquel leur recherche a été effectuée peut accueillir plus de 100 personnes en une soirée.

interprétée comme contribuant matériellement à un processus de mise en commun et participant au « mouvement de la réparation », l'adhésion des participantes, qu'ils soient bénévoles ou usager·e·s, à une ligne idéologique cohérente ne semble pas être nécessaire pour que l'action porte en soi un projet politique : plusieurs personnes et plusieurs groupes peuvent s'engager suivant différentes motivations et intentions dans un processus de communalisation, tel que souligné par Harvey (2012, 74) ou Stavrides (2014, 549), ainsi que Zapata Campos et al. (2020, 1164), tout en ayant pour effet une reconfiguration des rapports de force entre « la multitude » (Hardt & Negri, 2009) et le capital.

L'activité économique ne serait pas conçue par les porteur·se·s des projets d'AVC de manière isolée, restreinte à l'espace-temps relationnel de l'atelier, mais ceux et celles-ci l'articuleraient plutôt à des processus sociaux la précédant et la dépassant, et s'inscrivant dans des spatialités d'échelles variées. Batterbury & Dant soulignent l'importance marquée de l'écologisme comme moteur d'action chez les participants comme le déploiement d'un impératif de responsabilité « de prendre soin à la fois des personnes et des conséquences du progrès technologique » [traduction libre] à une échelle qui dépasse le local (*Ibid.*, 250). Prenant acte des développements en écologie sociale, ceux-ci soulignent la charge symbolique liée à l'écologisme qu'engage pour les bénévoles leur propre implication, et réintègrent à l'aune de cet impulsion le concept d'« impératif de responsabilité » de Hans Jonas, selon lequel il existerait un impératif moral d'orienter chaque action afin qu'elle permette la pérennité de la « vie bonne » sur terre en prenant conscience des conséquences du développement des technologies, et en prenant soin des humains. Ce principe permettrait de faire sens de l'implication des participant·e·s à ces initiatives populaires à la fois axées sur la réduction de la consommation de biens matériels nouveaux par l'augmentation de la vie utile de biens existants, réduisant les impacts négatifs sur la biosphère, ainsi que sur le développement de l'autonomie populationnelle face à la satisfaction des besoins concrets, en concordance avec l'impératif « d'agir selon que les effets de nos actions soient compatibles avec la permanence d'une vie humaine *authentique* » [traduction libre] (Jonas, 1984, 11).

1.2 L'atelier, un « petit village » : entre rapports de pouvoir et activités orientées vers la solidarité sociale

Les ateliers sont des espaces de travail appliqué à la matière, mais il s'agit aussi, simultanément, d'espaces de relations sociales interpersonnelles prenant des configurations multiples. Prendre acte de la complexité du réel implique de concevoir l'atelier comme un espace (et un temps) de relations diversifiées (d'autorité, de coopération, d'amitié, de co-respect, etc.) où des individus entrent en relation et (re)produisent à la fois ce qui se donne sous forme matérielle et relationnelle (Batterbury & Dant, 2019, 258). Cette (re)production restant toujours connectée « à l'économie et aux relations de régulation [...] plus étendues, ainsi qu'à leurs

intersections » (Smith, 2018, 80). Néanmoins, les ateliers étant des espaces relativement circonscrits de rencontre entre des personnes où elles sont amenées à interagir matériellement et symboliquement, plusieurs perspectives diverses existent dans la littérature quant à la nature de ces formes interactionnelles qui peuvent se donner à l'observation.

Bien que tous les ateliers communautaires n'aient pas de règles écrites ou de chartes qui édictent des politiques internes claires et formalisées³, ceux-ci partagent généralement des principes visant à orienter les formes relationnelles et les interactions sociales qui prennent place en leur sein, ainsi qu'à avoir des effets sociétaux et politiques à l'extérieur. Ces espaces seraient notamment animés d'une idéologie égalitariste (Arnold, 2012, 143). Les AVC visent régulièrement à réduire le plus possible les barrières à l'entrée afin de rendre ce qui est mis en commun – l'espace, les outils et les savoirs – le plus accessible possible (Bradley & Pargman, 2017, 241). Ces initiatives centrées sur la satisfaction des besoins, tout en développant l'autonomie des personnes et des collectivités, contribueraient à la cohésion sociale en créant des espaces de socialisation, de « rencontre conviviale », ouverts aux habitants du quartier, devenant « un catalyseur pour l'intensification du lien social » (Rigaud, 2019). Ce caractère particulier que possèdent les AVC – d'être des lieux productifs, mais également de sociabilité – peut stimuler des retombées positives au sein de leurs communautés : « *The DIY repair and servicing culture enables close social interactions at the bike studio, resulting in positive social impact, e.g., social cohesion, self-sufficiency, and empowerment* » (Singh, 2022, 9).

Karin Bradley, d'après une étude de cas terrain réalisée en 2014 dans un atelier de vélo communautaire de Malmö, en Suède, où elle s'est intéressée aux actes de récupération et de réparation sous l'angle conceptuel de la décroissance et de la convivialité, tel que l'entendait Ivan Illich (Bradley, 2016, 1677). Alors qu'Illich utilisait le concept de convivialité⁴ pour parler des objets techniques qui engagent des relations sociales de collaboration et d'autonomie, dont le vélo était utilisé à titre d'exemple (Illich, 1974) qu'il soit question d'un marteau ou d'un vélo, c'est-à-dire pour parler d'objets qui ne représentent pas des circuits techniques fermés et réservés aux spécialistes, Bradley applique le concept à l'espace. Pour l'auteure, l'atelier

³ Selon Batterbury & Dant (2019, 259), les ateliers d'Amérique du Nord auraient plus souvent des documents formels édictant des règles, cependant, cette affirmation ne semble pas reposer sur une analyse systématique et exhaustive des initiatives pouvant être comprises sous l'appellation d'AVC comme aucune donnée n'est référencée en lien avec cette affirmation.

⁴ L'élaboration d'un idéal-type des technologies « bonnes » n'est pas unique à Illich, d'autres auteurs ont aussi parlé de « technologies "intermédiaires" (E. F. Schumacher), "libératrices" (M. Boochkin), "démocratiques" (L. Mumford) » (Abrassart et Jarrige, 2019, 4).

communautaire représente un espace convivial d'abord parce que les relations qui se nouent en son sein se sont autonomisées de la médiation par l'échange marchand, et ensuite parce qu'il s'agit d'un lieu où tous et toutes deviennent, ensemble, producteurs et productrices de leurs conditions matérielles par le maintien et la réparation d'objets techniques simples dans une configuration de relations sociales centrées sur la collaboration⁵ (*Ibid.*, 1678). Ces principes visent à créer un espace-temps de relations égalitaires, où tous et toutes, bénévoles comme usager·e·s, sont conçu·e·s comme partie prenante de l'atelier, comme coproducteur·rice·s à part entière de l'initiative, fondant ainsi une communauté d'acteurs, tous·tes en semble (Arnold, 2012, 143; Bradley & Pragman, 2017, 236; Furness, 2010, 170).

Portant d'abord son attention sur l'organisation socio-économique de ces espaces alternatifs visant un « *non-capitalist sharing of material resources and skills* », Bradley met en exergue la dimension humaine, la création de liens sociaux de coopération et la création d'un espace de sociabilité entre des personnes d'origine socioculturelle, socio-économique, d'âges, de quartiers variés et possédant des degrés divers de compétence technique (*Ibid.*, 1670-1681). Sans se limiter au travail matériel de réparation, ils permettent aux gens qui se rencontrent de partager tant sur leurs expériences et réflexions sur l'utilisation du vélo et ce, sans que des distinctions de statut soient nécessairement en place, ou du moins saillantes, lors des interactions : « *They, and the workshop customers and their bikes, are all 'participants' in the unique social field/task group of the workshop, which combines camaraderie with practical actions and pedagogy.* » (Batterbury & Dant, 2019, 258)

Malgré le fait que les AVC puissent créer des conditions propices au développement de lien social et communautaire, il semble être un fait qui traverse plusieurs sociétés que les AVC soient fréquentés par une majorité d'hommes, tant chez les bénévoles que chez les usager·e·s (Arnold, 2012, 141; Vandermeersch, 2015). Certaines études empiriques ont souligné que, dans les milieux étudiés, les femmes se sentaient bienvenues et pouvaient aisément y développaient leurs compétences en mécanique (Batterbury & Dant, 2019; Bradley, 2016). Certains ont aussi souligné que l'aisance mécanique, la facilité à réaliser des opérations et la volonté de se salir, n'étaient évidemment pas corrélés au sexe ou à l'identité de genre, de nombreux hommes étant récalcitrants à l'idée de réaliser des réparations mécaniques eux-mêmes

⁵ Dardot et Laval exposent un problème intéressant que nous avons écarté en utilisant le langage des acteurs du milieu à l'étude, c'est-à-dire en employant les termes de « bénévoles », d'« usagers/usagères » ou de « membres ». Si l'on admet que ceux que l'on a désigné par ces termes jusqu'ici participent ensemble à produire et à reproduire l'atelier en l'instituant, en se dotant de règles qui l'organise et en respectant celles-ci, en partageant leurs savoirs, leur temps et en s'impliquant dans le processus démocratique de ces institutions, il serait possiblement préférable de s'éloigner du langage de la bureaucratie publique qui fait des individus des « usagers et usagères » de services et de considérer plutôt les acteurs qui s'impliquent comme « coproducteurs » (Dardot & Laval, 2010, 120).

(Batterbury & Dant, 2019, 251). Cela dit, Arnold (2012) souligne que la présence d'une idéologie organisationnelle égalitariste, sans prendre en compte l'hétérogénéité socioéconomique de la population qui fréquente l'AVC et ses besoins variables, pourrait contribuer à instaurer un *difference-blind ideal*⁶ qui, plutôt que déconstruire les systèmes de domination, aurait tendance à reproduire des inégalités :

This non-hierarchical community model worked to implement an ideology of egalitarianism that attempted to erase real differences between participants. This difference-blind ideology extended to other axes of difference, such as race and gender, [...]. In fact, as demonstrated in this analysis, the erasure of differences between participants resulted in an unwitting reproduction of just those social, economic, and linguistic hierarchies that Bica's goal of egalitarian empowerment sought to weaken.
(Arnold, 2012, 143)

Selon Arnold, la nature de ces inégalités prendrait forme, d'une part, dans la relative inaccessibilité du « service »⁷ dans les deux langues qui sont pourtant mises de l'avant par l'initiative étudiée par l'auteure (anglais et espagnol, au profit de l'anglais), ainsi que dans le fait que les personnes plus défavorisées socioéconomiquement sont appelées à dépenser temps et énergie dans une démarche d'autoréparation, plutôt que de pouvoir laisser leur vélo à être réparé par des mécanicien·ne·s. Devant l'idéologie qui se déclare être portée vers *l'empowerment*, ces barrières pourraient ainsi décourager certaines personnes à participer (Arnold, 2012, 153). Soulignons cependant que, selon les données d'Arnold, 28% (7) des volontaires parlent espagnol, alors que 32% (9) des usager·e·s sont unilingues espagnols. La présentation de l'unilinguisme linguistique des volontaires comme une inadéquation entre l'idéologie organisationnelle et la matérialité du social, est d'une importance possiblement surévaluée en regard de la différence relativement faible entre ces deux populations. Puisque l'auteur réduit le concept d'« explications » aux formes verbales, il est aussi évacué de la discussion que les barrières linguistiques ne soient pas unilatéralement une barrière à une interaction collaborative, enrichissante ou significative. D'autre part, cette façon de problématiser l'idéologie, et le travail concret qui prend place dans l'atelier, occulte le fait que ces activités soient soutenues par un travail gratuit, de gens qui décident indépendamment d'offrir leur temps et énergie, et que ce sont possiblement des déterminants sociaux et économiques qui limitent le temps

⁶ Ce type de réflexion est mise de l'avant par des penseurs des relations interethniques, notamment avec le concept de *colorblind racism*, voir Bonilla-Silva, (2014).

⁷ Les guillemets sont utilisés ici puisque la conceptualisation de l'AVC en tant que « service » semble appartenir davantage à Arnold (2012) qu'à d'autres auteur·e·s qui interprètent ces initiatives davantage comme des communs auxquels participent ensemble bénévoles et usager·e·s (Bradley, 2016; Zapata Campos, 2020).

et le travail que certaines populations linguistiques peuvent consacrer à l'extérieur de leurs autres engagements personnels et professionnels⁸.

À l'opposé, Furness (2010, 175-176) souligne comment ces initiatives sont souvent le seul moyen par lequel des personnes de communautés socioéconomiquement désavantagées peuvent se doter d'un moyen de transport fiable, qui répond à leurs besoins de mobilité à un coût qui leur convient (potentiellement gratuitement), et que ces espaces participatifs peuvent créer des solidarités qui dépassent les classes sociales et les assignations raciales : « *the creation of participatory institutions is a vital way in which cyclists empower themselves, establish relationships across race/class boundaries, and foster an alternative cycling culture based upon DIY ethics.* » (Furness, 2010, 178). Ces initiatives peuvent également participer de l'éclatement de certaines barrières en lien avec le validisme et amener des éléments de solution aux besoins de mobilité de personnes en situation de handicap qui se déplacent avec un fauteuil roulant grâce à la volonté de bénévoles d'assister dans la réparation de ces moyens de déplacement partageant de nombreuses caractéristiques mécaniques avec les vélos (McKenney & McKenney, 2024).

Si certains facteurs peuvent limiter la participation de personnes données, que ce soit l'emplacement géographique, la composition démographique davantage masculine, l'espace physique restreint de l'atelier ou les heures d'ouverture limitées, ces limites semblent néanmoins prises en compte par les personnes impliquées, tentant de trouver des solutions pour favoriser l'accès, que ce soit en ouvrant des plages horaires réservées à des personnes se reconnaissant dans une identité donnée, en faisant des « cliniques de mécanique » itinérantes pour rejoindre une population particulière, ou en créant des partenariats avec des organismes communautaires, tel que mentionné précédemment (Zapata Campos et al., 2020, 1163). Par le dégagement de moments où l'activité prend une dimension réflexive, les acteur·rice·s de ses initiatives cherchent à modifier les formes relationnelles héritées d'autres espaces-temps sociaux lorsque celles-ci prennent la forme de rapports de domination :

However, these movements also incorporate reflexive practices as another mechanism to continuously foster the openness of the commons space – for example, by volunteers' deliberately stepping back to encourage new volunteers to take leadership, feeling uneasy at being treated like bosses (and therefore

⁸ L'auteure souligne comment les contraintes socio-économiques ont un impact sur la capacité des usagers hispanophones à s'investir dans le procédé de réparation, mais ne prend pas en considération comment ces mêmes contraintes s'appliquent aux mêmes personnes afin de participer à l'initiative citoyenne et rendre l'espagnol plus accessible dans l'AVC. Cette limite semble se lier à l'analyse idéaliste de l'initiative, c'est-à-dire de chercher à mesurer, en regard de l'idéologie organisationnelle, l'adéquation des pratiques matérielles, plutôt que de partir des pratiques et contraintes matérielles afin de s'informer sur ce que produisent, politiquement, ces actions.

reproducing the expert–user hierarchy), and discussing whether it would be good to have special open times for women only. (Zapata Campos et al., 2020, 1165)

1.3 Un pôle de partage de connaissances : modes d’engagement et *praxis* politique

Bike Kitchens are spaces for experimentation with culture and education, production and consumption, resource governance, science and technology and alternative conceptions of work
(Valentini & Butler, 2023, 17)

En participant des processus de réparation tout en partageant les savoirs nécessaires à ces opérations, les AVC contribuent à ouvrir les « boîtes noires technologiques »[traduction libre], révélant le fonctionnement interne des mécanismes des vélos délabrés (Zapata Campos et al., 2020, 1162). Prenant appui sur le vélo comme « objet qui fait sens », les mécanicien·ne·s amateur·e·s s’inscrivent de manière répétée dans un processus de diagnostic suivi de réparations, une démarche dont la logique est transmise entre participant·e·s (Valentini & Butler, 2023, 15). Lors des permanences, il s’agit pour les bénévoles de ne pas faire pour, mais d’expliquer⁹ et de montrer aux gens comment renouveler la fonctionnalité de leur objet-moyen-de-transport. Comme les bénévoles ne sont pas des professionnels, mais se sont souvent formé·e·s en fréquentant ces ateliers, leurs compétences peuvent être variables quantitativement et qualitativement (Batterbury & Dant, 2019, 259). Puisque l’apprentissage porte sur le fonctionnement et la réparation d’un objet technique matériel, les bénévoles utilisent plusieurs méthodes pédagogiques engageant le corps pour transmettre leurs savoir-faire et compétences (Valentini & Butler, 2023, 11) que ce soit en démontrant

⁹ Arnold (2012), anthropologue linguistique, appréhende l’idéologie de l’AVC étudié, c’est-à-dire d’éduquer les usager·e·s en expliquant sans faire les opérations pour eux, comme devant être réalisée par des explications limitées à une forme verbale. Lors de son étude terrain dans un atelier californien, les modes de transmission d’informations non verbaux, et donc non assimilables à une grille d’analyse de discours, ont été interprétés comme des formes par lesquelles les participant·e·s à ces espaces contournent le principe de l’initiative selon lequel les bénévoles doivent expliquer plutôt que faire (Arnold, 2012, 151). Il semble cependant plus judicieux de concevoir les actions du corps (ex. les actions comme faire et défaire, effectuer un exemple sur une autre pièce, etc.), comme d’autres formes d’explications, n’ayant pas nécessairement de composantes verbales, mais s’inscrivant néanmoins dans la démarche pédagogique promulguée par l’initiative. Si elle souligne que les méthodes de transmission de savoir incarnées sont parfois mieux adaptées à l’apprentissage des compétences matérielles, Arnold insiste sur la « *pronounced inefficiency* » et le caractère « *extremely impractical* » de la *do/undo method* (Ibid., p.148). Une telle critique porte en elle une vision qui s’assoie dans une lunette où l’efficacité organisationnelle se mesure en regard d’une productivité quantifiable (combien de gens sont servis, combien de réparations sont effectuées, combien de vélos sont réparés), évacuant de ce fait les aspects communautaires, relationnels, humains qui, dans l’action communautaire, ne peuvent être quantifiés, ou n’ont pas d’intérêt spécifique à l’être. Si les bénévoles favorisent certaines méthodes pédagogiques plus ou moins inefficaces, plutôt que de voir cela comme une forme de résistance face à l’idéologie organisationnelle, il serait aussi possible de l’interpréter comme résultant de motivations à porter une assistance *pédagogique* au plus grand nombre de personnes possibles. De plus, dans de nombreux AVC, il ne s’agit pas d’un service, mais d’une initiative communautaire accessible gratuitement. Ce n’est pas seulement idéologique d’orienter l’action vers la pédagogie et la transmission de savoir : il s’agit de rendre concrètement autonomes les gens pour qu’ils puissent se libérer et ainsi maîtriser leurs propres modalités de transport. Oui, l’apprentissage est un processus demandant un effort, mais il peut s’agir d’un processus nécessaire afin de ne pas rester (collectivement) dépendant·e·s du circuit commercial.

comment réaliser une réparation à un·e usager·e avant de remettre le système dans son état initial [*do/undo method*], en mimant comment effectuer une réparation afin que celle-ci soit répétée puis appliquée par l'usager·e à son vélo¹⁰ [*gestural matching*], ou en pointant ou regardant un objet [*gaze and point matching*] pour transmettre une information simple (Arnold, 2012, 147-148). Par ces activités qui transmettent des savoirs relatifs aux réparations, développent les connaissances des techniques nécessaires et développent des compétences chez les apprenant·e·s, des significations sont construites face à l'action et l'interaction, et les personnes impliquées se trouvent dans des positions subjectives déterminées. Ainsi, des rôles sociaux se constituent, tel que « mécanicien·ne·s », tout comme des rôles dont la signification prend son sens dans le rapport intersubjectif, tel que « enseignant·e·s et apprenti·e·s », ce qui, accessoirement, modifie le sens associé à l'atelier pour en faire un espace d'apprentissage (Valentini & Butler, 2023, 11). Si ces rôles se construisent, ils semblent aussi malléables du fait que l'apprentissage et l'enseignement se mélangent dans l'atelier, une personne pouvant enseigner à un moment et se retrouver en situation d'apprentissage le moment suivant (Ibid., 13).

Arnold (2012) propose à partir d'observations dans un atelier communautaire californien, une lecture qui pose une importance sur le rapport d'autorité qui s'établirait, selon elle, dans la relation entre bénévoles et usagers ou usagères. Elle affirme que la norme orientant l'action des bénévoles vers l'explication spécifierait des rôles de participation différenciés, qui engageraient différentes modalités d'action et limiteraient les modes d'engagement possibles chez les « visiteurs » (Arnold, 2012, 143). Par la présence d'une connaissance asymétrique du sujet technique, les « enseignants » auraient plus de pouvoir sur la structure et les formes d'engagement. Prenant appui sur les théories Goffmaniennes des rôles que prennent les participants en interaction, tant par leurs prises de paroles que par leur participation multimodale (gestes et non-verbal), l'auteure élabore une typologie binaire des rôles observables dans l'atelier, rôles qui créeraient des carcans en ce qui a trait aux « modes d'engagement », c'est-à-dire aux façons « légitimes » de participer : les bénévoles endosseraient ainsi le rôle d'« *expliquant* » alors que les usagers et usagères le rôle de « *faiseur* » (Arnold, 2012, 139). Pour Arnold, la relation pédagogique qui prend place dans l'atelier est

¹⁰ Si Arnold affirme que l'action reproduite avant d'appliquer réellement l'opération au vélo est « *entirely symbolic, rather than instrumental* » (Ibid., 148), permettant de signifier la compréhension de l'apprenant·e à l'enseignant·e, il nous paraît plutôt que l'exercice préalable du mouvement, dans les airs, est instrumental du processus d'apprentissage en ce qu'il permet de consolider non seulement une information symbolique, mais un schème d'action qui engage le cerveau et le corps dans sa matérialité. De ce fait, l'action ne peut être interprétée comme « entièrement symbolique » que de l'extérieur, en ce sens que l'action est instrumentale pour l'apprenant : l'action ne modifie pas l'objet vélo, mais elle modifie le corps de l'apprenant en créant des réseaux neuronaux (substrat matériel) qui permettront l'action « directement » instrumentale de la réparation.

synonyme de l'instauration d'une relation d'autorité épistémique, ce qui irait, par ailleurs, à l'encontre de l'idéologie égalitariste de l'AVC :

the volunteer takes up a stance of epistemic authority, simultaneously positioning the shop user as lacking such authority and constructing the repair session as an instructional interaction wherein information is transferred and epistemic stances are transformed (Arnold, 2012, 151)

Cette interprétation du rapport relationnel n'est pas sans rappeler le propos de Richard Sennett (2008) qui propose une analyse diachronique de l'activité et du rôle social de l'artisan à partir du travail artisanal tel qu'il se pratiquait dans les sociétés européennes médiévales. Certaines de ses réflexions élaborées à partir d'un milieu à la fois semblable et dissemblable à celui des AVC trouve écho chez certain·e·s auteurs qui se sont saisi·e·s de l'objet empirique qui nous intéresse plus spécifiquement. Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à s'éloigner des définitions contemporaines qui tendent à romancer l'atelier, à en faire le lieu caractéristique du « travail humain » ou plutôt de l'activité « authentique, où travail et vie se mélangent face à face », tel qu'elles peuvent se retrouver chez Marx, notamment (Sennett, 2008, 53). Il appréhende cet espace productif en cherchant à dégager les charges axiologiques qui lui sont accordées *a posteriori* et à partir d'espaces-temps sociaux dont l'organisation de la production s'est largement dissociée de l'artisanat, ayant suivi le cours de l'industrialisation, pour mettre au centre de l'analyse la description des rapports sociaux qui en ont été caractéristiques. Pour Sennett, l'atelier est « un espace productif dans lequel des individus traitent face à face avec des enjeux d'autorité » [traduction libre] (Ibid., 54). On comprend que cette forme relationnelle est mise de l'avant, car l'artisan est conçu comme un être caractérisé par ses compétences techniques [traduction libre : *skill*], le maître artisan avait dans l'atelier l'autorité légitime de commander l'action des apprentis ou des compagnons du fait qu'il détenait le savoir technique le plus accompli ainsi que la plus grande habileté et que la transmission de ces savoirs et compétences impliquait dans ce processus pédagogique une relation d'autorité (Ibid., 54). Ce serait par ce rôle « d'expert » que pourraient tendre à reproduire des hiérarchies les AVC (Zapata Campos et al., 2020, 1165).

Or, l'étude d'espaces-temps de relations aussi différentes que ceux des ateliers des maîtres artisans d'antan et des ateliers participatifs et solidaires contemporains devrait sommer le ou la sociologue à considérer d'autres éclairages que celui qui passe par le prisme de « l'autorité ». Que dire des relations sociales de partage et de solidarité qui se nouent dans un atelier où la hiérarchie formelle a été écartée et où les rôles ne sont pas déterminés d'avance? Comme les bénévoles ne sont généralement pas des mécanicien·e·s formé·e·s professionnellement, mais ont plutôt une connaissance acquise « sur le tas », avec les usager·e·s – et ayant souvent été eux et elles-mêmes usager·e·s apprenants avant de devenir bénévoles (Batterbury & Dant, 2019, 263) – il y a lieu de remettre en cause la caractérisation unilatérale des rapports sous la forme

autoritaire. Simon Batterbury et Tim Dant présentent avec une perspective radicalement différente leur recherche ethnographique réalisée à partir d'observations participantes effectuées dans plusieurs ateliers communautaires de Bruxelles en 2015. Ceux-ci appréhendent l'espace d'apprentissage de l'atelier comme étant « libérateur » : l'activité qui prend place dans l'atelier est ici interprétée comme une activité pédagogique permettant de développer l'autonomie et la liberté des personnes qui s'y impliquent, tout en échappant aux modalités de consommation et de production qui dominent dans les sociétés capitalistes industrialisées (*Ibid.*, 249; Zapata-Campos, et al., 2020, 1158). Le vélo devient un outil éducatif et les bénévoles agissent comme des enseignants ayant souci pour l'expérience des apprentis :

Those mechanics who regard the bike as an education tool operate rather like teachers. They are patient with the customers, showing them how to do mechanical tasks [...]. The idea is to teach, not to take over. This skill is hard-won and one training exercise we heard about tied the volunteer mechanics' hands lightly behind their backs, to force them to explain maintenance to customers rather than taking it over. (Batterbury & Dant, 2019, 259)

Selon ce cadrage, les personnes de l'atelier « travaillent ensemble, partagent des compétences et techniques, démontrent, discutent et comparent les méthodes d'apprentissage, et tirent du plaisir de l'expérience » [traduction libre] (Batterbury & Dant, 2019, 263). L'apprentissage collectif qui se fait en lien avec la réparation peut motiver plusieurs personnes à s'impliquer dans ces initiatives; plutôt que le développement de compétences instrumentales, il semble que l'aspect communautaire du partage de savoir, du fait d'apprendre les un·e·s avec les autres, l'aspect social et l'organisation horizontale où chacun et chacune apportent leurs lots de connaissance à mettre en commun soit primordial à l'activité (Zapata Campos et al., 1159; Valentini & Butler, 2023, 12). Que la fréquentation de l'espace soit animée d'une logique instrumentale (obtenir des réparations rapidement et à petits frais), de sensibilités environnementales ou d'une volonté de s'intégrer dans un nœud de relations sociales, le processus d'apprentissage peut être transformatif et participer d'une forme d'*empowerment* où ces logiques peuvent être intriquées les unes aux autres (Zapata Campos et al., 2020, 1159). D'ailleurs, certains soulignent comment l'apprentissage de compétences appliquées et manuelles peuvent être une autre forme d'apprentissage, bien que délaissée par les systèmes scolaires institutionnels, qui possède le potentiel de développer une variété de compétences connexes, notamment chez les jeunes en âge scolaire :

Hands-on atmospheres, like the ones facilitated in community bike shops, help to teach kids of all ages self-discipline, patience, respect, and cooperation [...]. For example, the processes of bicycle assembly and repair require a working knowledge of mathematics, engineering, and reasoning skills that are frequently neglected in educational settings where these principles are by necessity, or pedagogical choice, taught without tangible materials or real world applications most young people consider valuable. (Furness 2010, 176)

L'aspect pédagogique de la relation qui se noue entre bénévoles et usager·e·s, l'importance de la proximité, de l'intimité, du toucher et du mimétisme qui entrent en jeu dans le processus de transmission de savoir, de réparation, ou il s'agirait de « prendre soin de la chose et de l'apprenti » est également mis de l'avant chez plusieurs auteur·es (Batterbury & Dant, 2019, 250; Hamarat, 2019, 45; Bradley, 2018, 1678; Valentini & Butler, 2023, 2). Dans cette ligne de pensée, il a été proposé d'interpréter le travail des bénévoles comme un acte de « *sociomaterial care* » (Valentini & Butler, 2023, 17) où prennent place de manière conjointe les processus d'apprentissage collectif, de réciprocité et de développement de l'autonomie :

When someone voluntarily helps to overcome its brokenness, it is an act of kindness and care between those with skills and the bicycle user. The material interaction between the experienced repairer and the bicycle mediates a social relationship of care with the user of the bike, responding to both the material disorder of the machine and the practical disorder in the life of the cyclist. (Batterbury & Dant, 2019, 250)

L'observation de pratiques de *care* pendant le processus de réparation permet de voir émerger des relations sociales de partage, de réciprocité, d'amitié, de respect mutuel, et un réseau centré autour d'un but ou de *responsabilités* envers un monde partagé (Ibid., 262). Si de nombreux·ses auteur·e·s insistent sur les configurations relationnelles par lesquelles s'articulent les interactions pouvant être comprises comme participant du processus pédagogique qui prend place dans les AVC, ce processus peut aussi – et, il nous semble, devrait – être compris plus largement comme participant d'une trajectoire sociale et politique qui inscrit les individus et leurs actions dans une lutte aux mécanismes capitalistes qui tendent à instituer des dynamiques de dépendance au « progrès » technique, à la consommation, et au travail salarié. Plutôt qu'un engagement, du point de vue individuel, axé sur l'obtention de valeur monétaire, les bénévoles insistent sur leur volonté de venir en aide aux gens qui fréquentent l'atelier (Henriksson & Göransson Scalzotto, 2023, 3). Ce type de réflexion transparaît dans le discours notamment de Zapata-Campos, mais le lien entre praxis collective et pédagogie ne semble jamais frontalement élaboré, rapportant ce processus à des trajectoires souvent individuelles :

These commoners' actions incorporated underlying elements of anti-work politics whereby some commoners resisted the capitalist regime of work and consumption, embracing a less orthodox lifestyle of self education far removed from mainstream knowledge, institutions, and hierarchies. (Zapata Campos et al., 2020, 1165)

Si Zapata-Campos utilise le mot « *lifestyle* » pour qualifier les processus qui s'observent dans les ateliers, cette lunette nous paraît réductrice en ce qu'elle peut porter une charge sémiologique qui tend à diluer et à diminuer la charge politique des actions qui y prennent place. Il est apparent que le processus pédagogique soit irréductible à l'expérience individuelle de chaque acteur : en partageant des savoirs et compétences dans un environnement collectif, d'un ensemble de gens à un autre, tout en s'appuyant sur des connaissances

partagées par d'autres personnes et collectifs analogues, le processus d'autopédagogie apparaît comme fondamentalement collectif et axé vers une transformation sociétale, tant au niveau de la mobilité, de l'environnement, de la consommation que des modalités entourant l'exécution et l'organisation du travail. C'est par ailleurs ce caractère collectif qui cimente les assises de son caractère subversif et politique puisqu'il ne s'agit pas de répondre à ses besoins de manière asociale – tel que peuvent l'être certains décroissantistes pris·es d'un élan de romantisme pour les expériences d'autonomie à la Thoreau (1971) – mais plutôt de proposer un modèle productif capable de rejoindre un ensemble de gens pour modifier leurs conditions d'existence, et, plus largement, la société en partageant les connaissances et compétences pour le faire :

Through the Bike Kitchen, repair and tinkering skills are collaboratively developed, tools and space are shared, and hence what is necessary for maintaining or building an individual's means of transport becomes available outside the money-based sphere, meaning less dependency on the industrial and consumerist system. In this way the Bike Kitchen functions as a non-commercial social and physical infrastructure that promotes the continued conviviality of the bicycle and protects it from being commodified. This also applies to preventing commodification of the repair and maintenance services need for the bike. (Bradley, 2016, 1682)

CHAPITRE 2

Problématique et visée de connaissance

2.1 Du capitalisme aux communs : réponses populaires à un monde en crise(s)

2.1.1 L'appropriation et la dépossession comme résultante d'impératifs systémiques à l'accumulation et l'expansion

Aborder les questionnements que font surgir aujourd'hui les communs implique nécessairement une réflexion sur ses corollaires, l'appropriation, la dépossession, la privatisation, l'enclosure. Par l'extension de ce que Moore (2018, 269) appelle le « complexe monétaire » [traduction libre; *cash nexus*], l'avancement du capitalisme crée ainsi de nouvelles conditions de lutte pour la défense des conditions de « la vie bonne ». Les travaux d'Ellen Meiksins Wood sur l'origine du capitalisme, sans prendre comme point de départ la création des industries qu'a vu naître le XIII^e siècle, mais bien à partir du développement du capitalisme agraire en Angleterre, montrent comment le processus des enclosures, de la privatisation et le l'interdiction d'accès à certaines ressources pour l'usage coutumier des membres des communautés locales, a été un orchestré de manière consciente et organisée afin de rendre la médiation par le marché, et la forme marchande des biens qui y transitent, nécessaire pour survivre : « Il ne fait aucun doute que ces forces du marché furent soutenues par des interventions coercitives directes, tantôt pour évincer les fermiers, tantôt pour abolir leurs droits coutumiers » (Meiksins Wood, 2009, 163). Ainsi, les membres des communautés

paysannes virent leurs accès aux ressources être réduits par les efforts des grands propriétaires terriens et des fermiers capitalistes suivant une opération en quatre moments; d'abord, par les stratégies actives d'évincement auxquelles réfère Meiksins Wood, par l'imposition d'une dynamique de compétition propre au marché, par l'abolition des statuts communaux de certaines terres au nom de la croissance de la productivité, et par l'interdiction de pratiquer les droits ancestraux de glanage sur des terres privées (Ibid., 163-171). Ce processus d'enclosure, qui représente l'exclusion de la personne morale que constitue la communauté des espaces jusqu'alors partagés pour satisfaire les besoins élémentaires de l'ensemble, est au fondement même du processus de « la naissance du capitalisme » (Ibid., 173).

Rosa Luxembourg avait elle-même déjà théorisé la nécessité systémique de l'expansion de la frontière externe du système capitalisme dans des espaces sociaux précapitalistes pour satisfaire l'impératif systémique à l'augmentation de l'extraction de survalue. Cette expansion vers des territoires précapitalistes s'est tantôt fait par des processus d'appropriation économique impérialistes, tantôt par un déploiement de puissance militaire pour introduire de force l'économie de marché et la valeur marchande comme médiation principale des échanges et du travail¹¹. Cette colonisation d'espaces précapitalistes peut être comprise au sens littéral du terme, comme cela s'est fait dans les colonies des pays européens au cours du XIX^e siècle, mais aussi dans le sens d'une conquête de l'espace immatériel des relations sociales et des relations entre les humains et les choses, dans le sens d'une colonisation des modalités de la vie par la forme marchande. Dans toute économie organisée d'abord selon des normes culturelles (ce que Luxembourg appelle *natural economy*),

labour power and the most important means of production, the land, [are subject] to the rule of law and custom. A natural economy thus confronts the requirements of capitalism at every turn with rigid barriers. Capitalism must therefore always and everywhere fight a battle of annihilation against every historical form of natural economy that it encounters [...]. The principal methods in this struggle are political force (revolution, war), oppressive taxation by the state, and cheap goods; they are partly applied simultaneously, and partly they succeed and complement one another. (Luxembourg, 1913, 369)

La colonisation d'espaces-temps sociaux précapitalistes ne serait, de se fait, non limitée à un mouvement d'avancement des sociétés capitalistes aux espaces sociaux qui lui sont extérieurs, organisant selon des modalités alternatives la vie économique. Cette colonisation peut être comprise comme un mouvement

¹¹ Rosa Luxembourg affirme notamment : « Militarism... [is employed] to destroy the social organisations of primitive societies so that their means of production may be appropriated, forcibly to introduce commodity trade in countries where the social structure had been unfavourable to it, and to turn the natives into a proletariat by compelling them to work for wages » (Luxembourg, 1913, p.454). Le déclenchement de la Première Guerre mondiale un an après la publication dont est tiré cet extrait, l'impérialisme qui l'a animé et la vague de marchandisation qui l'a suivie tendent à confirmer l'argumentaire de l'auteure (Burawoy, 2017, 31).

interne à une société, qui implique une transformation des médiations sociales vers des formes « utiles », c'est-à-dire appropriables, ou mobilisant la forme marchande, restructurant l'ensemble des rapports sociaux (Moore, 2018, 239; Laval, 2016, 1). Ce processus d'internalisation au système par l'appropriation et la dépossession, est un mécanisme central à l'impératif systémique d'accumulation capitaliste, de ce fait, il en découle qu'il s'agit d'un processus qui traverse l'histoire de ce système à nos jours, un processus indispensable à sa reproduction (Harvey, 2004, 75; De Angelis, 2013, 605; De Angelis & Harvie, 2014, 4). Moore emploie l'expression selon laquelle le capitalisme se développe « à travers la toile de la vie » [traduction libre : *web of life*] pour évoquer l'intégration du possible, des potentialités matérielles et relationnelles, sous le prisme de la valeur (Moore, 2018, 240). Ce processus d'*enclosure* contemporain via la privatisation peut être compris à partir de deux sources, c'est-à-dire à partir des ressources biophysiques (telles que la terre, les forêts, l'eau, les pêcheries, etc.), souvent appelées les « biens communs », et des ressources immatérielles construites et partagées en commun (tel que les savoirs, les langues, les images, les formes relationnelles, les institutions, etc.) (Gibson-Graham *et al.*, 2016, 194). C'est selon cette seconde forme, des communs immatériels à partir desquels nous entrons en relation, que le tissu social tend à être reconfiguré pour répondre aux intérêts du capital, par exemple, par la privatisation des soins aux aînés, par l'expropriation des paysans autochtones de leur maîtrise des semences pour les introduire dans un cycle de dépendance à l'achat de semences bio-ingéniérées, ou par le développement de brevets sur le vivant ou par la privatisation et marchandisation du savoir et de l'information derrière des « murs payants » alors que leur production dépend de fonds publics (Laval, 2016, 4).

Cet avancement des conditions d'accumulation, et leur rétablissement à la suite de crises systémiques, s'effectue donc largement sur deux fronts : sur celui de systèmes sociaux qui reproduisent la vie selon des modalités non-marchandisées et sur celui des systèmes écologiques qui soutiennent toute vie et tout système social (De Angelis, 2013, 604). Micheal Burawoy parle de ces cycles d'accumulation – et corollairement de dépossession ou d'*enclosure* – en termes de vagues de commercialisation [traduction libre : *marketization*] dont la plus importante et violente perdure depuis les années 1970 avec l'avènement, d'abord en Occident puis au-delà, des doctrines néolibérales (abandon de Bretton Woods, financiarisation de l'économie mondiale, crise du pétrole et délitement de l'État social/providentiel dans de nombreuses sociétés) (Burawoy, 2013, 40; Burawoy, 2017, 30). Le processus d'accumulation dépend ainsi d'un extérieur, de sources externes desquelles il est possible d'extraire un travail pouvant être soumis à une valorisation marchande –

la force de travail et tout le travail « gratuit » qui va dans sa reproduction¹², ou encore les écosystèmes et leurs ressources naturelles – mais aussi d’un extérieur, de puits qui absorbent la production du système selon des modalités qui ne répondent pas de la même logique¹³ (De Angelis, 2013, 603-610; Moore, 2018, 242; Burawoy, 2017, 31).

Capitalism needs non-capitalist social strata as a market for its surplus value, as a source of supply for its means of production and as a reservoir of labour power for its wage system. For all these purposes, forms of production based upon a natural economy are of no use to capital. (Luxembourg, 1913, 368)

L’accélération de ce processus depuis les années 1970 a été associée à un mouvement de formation de « nouvelles *enclosures* » ou de « nouvel impérialisme » (Harvey, 2004, 72). Plusieurs réfèrent à cette trajectoire en termes de « pillage » orchestré par l’État et les oligopoles privés de ce qui relevait jusqu’alors des communautés (Dardot & Laval, 2014, 91). Nombreux sont les auteurs qui soulignent le rôle de l’État moderne comme agent ayant contribué à la réalisation des intérêts privés au détriment du public tant dans les pays occidentaux qu’ailleurs dans le monde par sa tendance, notamment, à réduire les limites qui étaient imposées aux acteurs économiques privés sous la forme de réglementation et de régulation, et à démanteler simultanément ses programmes et ses services sociaux au profit des intérêts privés, ayant alors le champ libre pour investir ces secteurs (Streeck, 2014, 45; Moore, 2018, 246; Burawoy, 2017, 31; Duarte-Abadía et al., 2021, 9). L’antagonisme dichotomique entre marchandisation dans le secteur privé et administration bureaucratique centralisatrice au niveau de l’État resterait un antagonisme idéalisé lorsque l’on considère que ces systèmes opèrent selon des logiques qui tendent toutes deux à anéantir les droits des communautés sur ce qui était commun, et qui de surcroît tendent davantage à s’imbriquer l’une à l’autre qu’à s’affronter (Dardot et Laval, 2010, 111).

2.1.2 Polanyi et prolongements possibles : du double mouvement à l’éruption de la « Société »

Les cycles d’accumulation capitalistes sont aujourd’hui aux prises avec plusieurs difficultés. Devant la montée des inégalités sociales, et face aux limites matérielles que représentent les écosystèmes, trop longtemps dévalorisés en tant qu’externalités au monde vécu, nous pouvons assister aujourd’hui à l’émergence de nouvelles formes d’expression de ces tensions au sein de la société civile (De Angelis, 2013,

¹² Federici est une figure centrale du mouvement s’étant battu contre l’assignation des femmes au travail reproductif dans la sphère privée en mettant l’accent sur son appropriation indirecte, et surtout gratuite, interprétée comme une résultante du système capitaliste, notamment grâce au texte célèbre *Wages Against Housework* (1975). Ces premiers travaux l’ont associée au mouvement du féminisme marxiste.

¹³ Moore intègre les réseaux des agir humains et des écosystèmes dans cet extérieur dévalorisé (matériellement et symboliquement) par le capitalisme sous le terme de *Cheap Natures* (Moore, 2017, 600).

610-11). Pour contextualiser, il nous semble inéluctable d'évoquer la pensée de Karl Polanyi, sa conceptualisation de l'économie et de l'*économie*, sa critique des formes contemporaines tant au niveau des logiques systémiques que de configurations sociales qui s'y rapportent, ainsi que son concept de double mouvement. Cette assise théorique sur l'économie nous semble consister en une étape nécessaire à la compréhension de la résurgence des communs comme concept mobilisé dans l'entendement populaire et comme objet de connaissance.

Dans *La grande transformation* (1944[2001]), Karl Polanyi affirmait déjà que les processus dont il était témoin, culminant dans la crise des années 1930, représentaient une transformation économique originale. Bien que « l'institution du marché ait été courante depuis la fin de l'Âge de pierre, son rôle n'avait été que secondaire dans la vie économique » [traduction libre] (Polanyi, 1944, 45). Réfutant les thèses substantialistes qui cherchaient à établir une nature humaine pour faire sens de la réalité qui s'offraient à eux – qu'il s'agisse du postulat de l'*homo economicus* d'Adam Smith, l'humain participant aux échanges suivant la motivation du gain, ou qu'il s'agisse de thèses d'historiens de l'économie qui prêtaient aux humains primitifs des propensions psychologiques communistes [traduction libre : *Communitistic*] – Polanyi proposa une analyse du fait économique en tant que fait social (Polanyi, 1944, 45-46). Contrairement aux économistes classiques dont la proposition était de comprendre les mécanismes d'une économie de marché saisie *in abstracto*, tel un univers de règles autoréférentielles désincarnées, Polanyi souligne l'existence de l'économie comme étant nécessairement intriqué à un univers de relations sociales parmi lesquelles l'humain tente de se positionner :

The outstanding discovery of recent historical and anthropological research is that man's economy, as a rule, is submerged in his social relationships. [...] Neither the process of production nor that of distribution is linked to specific economic interests attached to the possession of goods; but every single step in that process is geared to a number of social interests which eventually ensure that the required step be taken. These interests will be very different in a small hunting or fishing community from those in a vast despotic society, but in either case the economic system will be run on noneconomic motives.
(Polanyi, 1944, 48)

De ce fait, chez Polanyi, l'économie ne peut être réduite aux mécanismes d'échange marchand, elle consiste en un ensemble d'actions et d'activités humaines individuelles et collectives qui organisent les rapports au sein des collectivités humaines, des rapports entre elles, mais aussi des rapports entre celles-ci et la nature, et ce, en ce que ces actions permettent la satisfaction des besoins. L'économie ainsi saisie, dans son sens substantif, élargi, est comprise comme étant encadrée, c'est-à-dire inscrite « dans des règles sociales, culturelles et politiques qui régissent certaines formes de production et de circulation des biens et services » (Laville, 2008, 2-3). Inspiré notamment des travaux d'anthropologues ayant étudié des communautés du pacifique, tels que Malinowski et Thurnwald, Polanyi dégage ainsi trois formes d'activités économiques

fondamentales : la réciprocité, la redistribution et *l'oikonomia* (Ibid., 49-55). Aristote avait déjà problématisé cette dernière notion comme l'unification de la production pour la satisfaction des besoins (principe d'usage) et l'échange marchand (principe de gain), soulignant les dangers d'une autonomisation du second terme, résultant dans le principe d'une « production pour le gain », « sans bornes et illimité »¹⁴ (Ibid., 57).

Les réflexions de Polanyi sur le système capitaliste ont su mettre en lumière l'occultation en quelques générations seulement du fait que l'histoire des économies humaines est à la fois l'histoire de leur « encastrement » dans les relations sociales, dans des institutions organisant les principes de réciprocité et de redistribution, que celles-ci qui définissaient les règles qui régissaient et organisaient l'économie (Polanyi, 1944, 71). Pour celui-ci, le passage de marchés isolés, intégrés aux processus sociaux et régulés par ceux-ci, à une économie de marché consiste en un changement paradigmatique au XIX^e et XX^e siècles : l'économie de marché en est venue à s'instituer comme système autorégulateur et autoréférentiel pour organiser la totalité de la vie économique (Ibid., 71-88; Bischoff, 2009, 301). Cette forme particulière du marché, visant une organisation entière de l'économie au détriment des autres modes de distribution, « a des effets irrésistibles sur l'organisation tout entière de la société : elle signifie tout bonnement que la société

¹⁴ De concevoir « l'économie » suivant la forme tronquée, formelle, que lui accordent aujourd'hui le sens commun et les économistes néo-classiques comme un ensemble de marchés autorégulés ne permet pas de rendre compte des formes d'organisation de la reproduction sociale qui se sont données à voir historiquement ainsi que de manière contemporaine, démontrant ainsi la nécessité d'élargir, comme le fait Polanyi, le concept pour rendre compte des diverses formes de production, de transformation, de redistribution, d'échange et de réciprocité qui ont organisé les rapports entre les humains et avec la nature. Tel que le souligne Polanyi, Aristote avait déjà formulé un ensemble de réflexions sur la distinction entre *l'oikonomia*, soit ce qui « se définit à partir de l'agencement des besoins et des usages dans la vie sociale concrète comprise dans sa forme collective ou communautaire (*oikos* : la maisonnée) », et la chrématistique, soit ce qui « se définit à partir de l'argent (en grec, *ta chrémata*) et de l'individu calculateur qui, non seulement en dispose librement, mais fait de l'acquisition illimitée de cet équivalent de toutes les valeurs, la fin de son activité sociale » (Freitag, dans Boucher, 2014, p. 178; Polanyi, 1944, 56). Rappelons que pour les Grecs, l'autonomisation de la chrématistique face à *l'oikos* consistait en une aberration éthique; l'institution de règles, de normes politiques et culturelles appartenait au domaine extra-marchand, mais faisait entièrement partie du domaine économique. La création de règles qui permettraient l'institution d'un système marchand autoréférentiel n'avait pour eux rien de désirable, mais constituait plutôt un danger pouvant ouvrir les portes à l'individualisme et l'égoïsme « susceptible de rivaliser avec les normes communes, collectives de la communauté culturelle et politique existante, et les menaçant de dissolution » (Bischoff, 2009, 304). Ce type de réflexion n'est par ailleurs pas sans rappeler le propos de Max Weber dans *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, évoquant le délitement des principes moraux qui orientait la production vers la satisfaction des besoins au profit d'une rationalité instrumentale n'ayant comme objet que le gain monétaire comme moteur et comme fin par l'image de la cage de fer (Weber, 1992, 182). Ainsi, il est évident que ce que l'entendement moderne implique par le terme économie « correspond moins à une économie qu'elle ne signale l'essor de la chrématistique dans la société »; et l'on pourrait arguer que ce glissement langagier a eu comme effet de naturaliser le capitalisme (Boucher, 2014, 178).

est gérée en tant qu'auxiliaire du marché. Au lieu que l'économie soit encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans le système économique » (Polanyi, 1944, 88).

Les relations sociales et les institutions ne deviennent ainsi qu'un moyen malléable pour satisfaire les fins du marché et non l'inverse. Au cœur de ce mouvement se trouve la séparation abstraite de la société en deux sphères, l'une politique et l'autre économique, ainsi que la création de ce que Polanyi appelle les marchandises fictives : le travail, la monnaie, et la terre (Polanyi, 1944, 74-75; Fraser, 2015, 121; Fraser, 2011, 142; Burawoy, 2017, 30). Le mythe selon lequel ces choses – auxquelles on propose aujourd'hui d'ajouter les savoirs, la connaissance (Burawoy, 2017, 31; Azam, 2007, 113) – ont été produites pour être vendues anime cette transformation totale des modalités de la vie en société. Cette même logique qui avait mené à la crise des années 1930 aurait été poussée à son extrême avec la crise de 2008 : à chaque vague de commercialisation, de nouvelles modalités de marchandisations émergent (Burawoy, 2013, 41). La dernière décennie, par exemple, a vu émerger de nouvelles voies de marchandisations de la force de travail – et conséquemment de précarisation des conditions de travail et de vie des travailleurs (Burawoy, 2017, 22-27) – par la hausse du travail par agence de placement, des contrats de travailleurs étrangers temporaires, de ce que l'on appelle la « *gig economy* ».

Or, devant l'expansion planétaire des marchés « autorégulés » et de leurs effets qualifiés de « terribles au-delà de toutes limites » (Polanyi, 1944, 79), la « Société » aurait créé un réseau de mesures et de politiques visant à réglementer la façon dont les marchés peuvent se saisir des marchandises fictives. Ces actes de « protection », instaurant un certain État social, fonderaient ce *Double mouvement* par lequel la société résisterait aux « effets pernicioeux d'une économie contrôlée par les marchés » (Ibid., 80). Or, contrairement à ce que Polanyi avait pu constater par l'histoire du XIX^e siècle, une réaction de la société civile menée par les institutions politiques pour se protéger de la crise sociale amenée par la vague de marchandisation, ce qu'il avait appelé « double mouvement » – processus exemplifié dans l'entendement populaire par le *New Deal* de Roosevelt – un tel mouvement de défense de la part des gouvernements et des institutions publiques dans les pays occidentaux ne s'est pas manifesté au tournant des années 2010. Les coûts entraînés par la dérégulation progressive des marchés depuis les années 1970 et la déstabilisation de l'économie mondiale résultante¹⁵ ont ainsi été imposés aux communautés et aux écosystèmes :

¹⁵ Nombre de commentateurs font état d'une « grande transformation renouvelée » tel que le souligne Fraser (2013). À cet effet, consulter : Burawoy, (2000); Brie & Klein, (2011); Zincone & Agnew, (2000); Webster & Lambert, (2009); Bernard, (1997); Munck, (2002).

Now, as then, a relentless push to extend and de-regulate markets is everywhere wreaking havoc—destroying the livelihoods of billions of people; fraying families, weakening communities and rupturing solidarities; trashing habitats and despoiling nature across the globe. Now, as then, attempts to commodify nature, labour and money are destabilizing society and economy—witness the destructive effects of unregulated trading in biotechnology, carbon offsets and, of course, in financial derivatives; the impacts on childcare, schooling, and care of the elderly. Now, as then, the result is a crisis in multiple dimensions—not only economic and financial, but also ecological and social. (Fraser, 2015, 119)

Devant les crises sociales et écologiques amenées par le capitalisme néolibéral, visant une déréglementation de l'économie et une libéralisation des marchés consubstantielle à une réduction de l'État social, nous assistons aujourd'hui à un déplacement du processus dialectique dont la première face consiste en cette radicalisation des mécanismes capitalistes transformant les modalités de la vie sociale, politique, culturelle, environnementale, économique pour en faire des ersatz de ce qu'elles étaient au profit d'un marché dont la finalité est la croissance d'une valeur virtuelle. Le contre-mouvement, ou « double mouvement », plutôt que de venir d'un État solidaire de la société civile et des mouvements sociaux qui en émergent, viendrait aujourd'hui directement de la base, des populations, sans médiation par les institutions politiques et publiques établies.

La sortie de la dernière crise financière a vu de multiples mouvements et initiatives qui ne se coalescent pas forcément dans une lutte unifiée, ou cohérente, au capital et à la marchandisation des marchandises fictives : les mouvements des *squares*, *Occupy*, les *indignados*, mais aussi les mouvements autochtones, par exemple (Varvarousis et al., 2021, 292; Holemans, 2021, 8). Les raisons du manque de cohérence dans les réponses et propositions positives face au délitement des médiations non marchandes du vivant seraient, selon elle, attribuables à une multiplicité de facteurs : manque de *leadership* par les élites politiques, financiarisation de l'économie, explosion du cadre national organisant l'économie (Fraser, 2013, 123-127). D'une part, les élites politiques, contrairement à ce qui pouvait s'être donné à l'observation en réponse à la crise des années 1930, auraient aligné leurs intérêts vers ceux du capital. D'autre part, la précarisation d'une certaine frange de travailleurs de manière simultanée à une financiarisation de l'économie (consubstantielle à une délocalisation de la production du nord global au Sud global ou des « centres » vers la « périphérie ») aurait eu pour effet de saper les bases d'un double mouvement de résistance unifié. De plus, les inégalités distributives et sociales non adressées par l'État social auraient, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, fait passer la contestation des mouvements sociaux vers des enjeux de reconnaissance et d'émancipation : les mouvements antiracistes ou multiculturels, féministes, LGBT, pour les droits des personnes en situation de handicap, par exemple, se sont affairés à démontrer la facticité des principes légaux d'égalité devant des systèmes de domination sociale hiérarchisant et excluant certaines personnes des protections sociales supposément consenties à « la société » (Ibid., 128). C'est cet état de fait qui a sommé Nancy Fraser à parler de « triple mouvement », un triptyque formé des forces politiques axées sur les protections sociales, des

intérêts commerciaux néolibéraux, et des mouvements sociaux visant l'émancipation (Fraser, 2013, 120). Selon Fraser, ces mouvements émancipatoires « comprenant à juste titre qu'il y a quelque chose de pire que d'être exploité, c'est-à-dire d'être considéré comme ne valant pas la peine d'être exploités¹⁶ » se seraient alliés aux forces des marchés pour améliorer leurs conditions matérielles d'existence (Fraser, 2013, 132). Si cette reconfiguration, d'une dichotomie Polanyienne en un triptyque où l'État, les forces du marché (auxquelles nous pourrions nous référer par l'appellation plus directe de « capitalistes ») et les populations se rencontrent périodiquement dans une reconfiguration de luttes multiformes sert une fin heuristique intéressante, Fraser semble écarter certaines propositions positives qui émanent de la société civile et qui ne se limitent ni à des enjeux de reconnaissance, ni à des enjeux distributifs, mais qui se saisissent directement d'enjeux productifs.

2.1.3 Une lecture particulière de Polanyi : Jean-Louis Laville et l'économie ou sociale, ou solidaire, ou des communs?

Si l'apport de Fraser reste intéressant du point de vue de la reconfiguration, ou de la redistribution, du pouvoir, de ses expressions et de ses articulations entre acteurs et systèmes en ce qui a trait aux places qu'occupent les personnes dans le système productif et face aux enjeux distributifs, les réflexions de Jean-Louis Laville prenant appui sur une lecture particulière de Polanyi incitent à se pencher sur l'aspect processuel à l'œuvre dans l'organisation du métabolisme « économique » des sociétés, c'est-à-dire sur les processus délibératifs, démocratiques, qui en viennent à élaborer des institutions et des règles visant à encadrer les relations des humains entre eux et de ceux-ci avec leur environnement naturel (Laville, 2008, 3). Ce que Laville souligne, c'est qu'au premier mouvement d'un marché en « désencastrement », porté vers « l'autorégulation » et se retournant « contre » la société qui l'a mis sur pied pour réciproquement l'organiser à ses propres finalités marchandes, le deuxième mouvement, celui d'un réencastrement de cette forme économique par la société civile, serait lui, à la fois démocratique et nécessairement *multiforme* (Ibid., 7).

¹⁶ Les auteur·e·s de l'intersectionnalité réfuteraient à juste titre que les mouvements émancipatoires n'échappaient ni à l'exploitation par d'autres catégories sociales, ni à l'exploitation qui résulte de la convention capitaliste du travail salarié. Tel que Bessière (2003) le souligne avec l'histoire des femmes racisées du Sud des États-Unis, ou Parreñas (2000) avec son analyse des conditions de travail de travailleuses migrantes philippines, ces systèmes s'articulent pour créer une forme particulière d'expérience du social où s'entremêlent les systèmes de domination dont fait partie le capitalisme. En ce sens, les mouvements émancipatoires « identitaires » ne seraient moins une volonté de ces populations d'avoir accès « eux aussi » à l'exploitation que connaît le salariat capitaliste, puisqu'elles le connaissent déjà, mais de modifier les configurations de domination qu'elles connaissent pour, potentiellement, alléger leur fardeau.

Il est nécessaire pour Laville de considérer l'économie dans son caractère pluriel, c'est-à-dire qu'il est nécessaire du point de vue d'une étude du réel se voulant « réaliste » de considérer qu'il existe aujourd'hui « une diversité de principes économiques de répartition et de production en même temps », parallèlement à l'encadrement institutionnel du marché, et qu'il n'y a donc aucune société exclusivement capitaliste (Laville, 2008, 9; Mauss, 1923-1924). Conscient que la « marge de manœuvre » des formes économiques alternatives, soit non-capitalistes dans leur logique fonctionnelle, soit limitée par le système global, ce cadrage permet d'appréhender la complexité de l'empirie en ce qu'elle est traversée « tant des complémentarités que des tensions et des conflits entre des polarités économiques » (Ibid., 9). Ainsi, il convient de considérer les autres formes d'organisations productives dont les objectifs se différencient de l'accumulation de capital et dont les formes de propriétés ne sont pas privées, mais, par exemple, nationales ou collectives (Laville, 2008)

S'appuyant sur les réflexions de Marcel Mauss, lui-même penseur de formes relationnelles économiques non marchandes dont l'*Essai sur le don* (1923) contribue à mettre de l'avant la place centrale de la réciprocité dans l'organisation de la vie économique (dans le sens d'un métabolisme interne à une société, mais aussi de manière relationnelle avec d'autres sociétés et avec la nature), Laville souligne l'importance de considérer la dimension à la fois plurielle et évolutive¹⁷ des configurations sociales que prennent les formes économiques en société en ce qu'il s'agit d'éléments consubstantiels au processus démocratique qui devrait se retrouver au cœur de la politisation de l'économie. Les représentations sociales et les actions seraient, d'une part, normalisées par le déploiement du politique instituant le cadre légal et institutionnel de pratiques que l'on pourrait qualifier de « légitimes », et qui réciproquement informeraient ces représentations. Or, les conventions sociales, dépassant le cadre de la légitimité institutionnelle pour s'établir sur le terrain de ce qui apparaît comme « possible », appelleraient à la mise en forme de pratiques alternatives et, conséquemment, de représentations alternatives amenant ultimement à des transformations institutionnelles (Laville, 2008, 8).

Cette pluralité des formes économiques – face au contexte actuel d'économies de marché qui cherchent à s'émanciper le plus possible des règles sociales et institutionnelles dans un contexte de mondialisation et devant les virages liberticides des économies planifiées dans le cadre d'États-nations totalitaires actuels et passés – apparaît pour Laville comme fondamentale et souhaitable puisqu'elle pose les bases du débat social

¹⁷ Si Laville l'utilise sans le spécifier, il appert néanmoins que le mot évolutif est utilisé ici dans le sens d'une chose amenée à prendre une forme nouvelle suivant le cours des processus sociaux, sans toutefois supposer une orientation axiologique ou téléologique à ce changement.

sur les actions économiques, leurs formes et leurs finalités, insufflant à l'économie sa nécessaire dimension démocratique et politique (Laville, 2015, 25). Une part des moments démocratiques dans la sphère économique prendrait forme, notamment, par les initiatives d'économie solidaire, c'est-à-dire par ces organisations qui, sans se limiter à une définition formelle, prennent forme d'une structure légale et dotent leur production d'une finalité qui dépasse l'intérêt du groupe pour affecter le modèle sociétal, que ce soit vers l'environnementalisme, le multiculturalisme, la justice sociale, s'inscrivant ainsi dans une démarche politique remettant en cause les agencements institutionnels qui encadrent l'économie et la démocratie (Ibid., 37). Tel qu'envisagé chez Mauss et Polanyi, ce serait par ces pratiques économiques concrètes, qui sont aujourd'hui cette économie « autrement », que sont susceptibles de surgir des formes à même de remettre en question les modalités productives actuelles et de proposer de nouveaux agencements productifs, posant les jalons du débat commun et de la politisation de l'économie :

La question posée est donc celle d'institutions qui soient en mesure d'assurer la pluralisation de l'économie pour l'inscrire dans un cadre démocratique, ce que la logique du gain matériel compromet quand elle devient unique et sans limites. La réponse à cette question ne peut être recherchée qu'à partir d'inventions institutionnelles ancrées dans des pratiques sociales ; ce sont celles-ci qui peuvent indiquer les voies d'une ré-inscription de l'économie dans des normes démocratiques. [...] C'est un autre point d'accord entre Mauss et Polanyi ; il s'agit de s'appuyer sur des pratiques pour informer sur leur existence et les analyser, autrement dit de partir du "mouvement économique d'en bas" et non pas d'un projet de réforme sociale "d'en haut" (Laville, 2008, 10)

Si le cadrage de l'économie solidaire est intéressant en ce qu'il permet de penser la critique du modèle hégémonique, l'un de ses prolongements, celui des communs tel que souligné par Laville, permet de s'intéresser aux modalités sociales par lesquelles s'effectue cette réinsertion du politique dans le processus productif, ainsi que dans la sphère publique. Si les travaux d'Ostrom (1990) ont permis de penser les communs dans un cadre plus institutionnel où le processus démocratique « réencastre » l'économie par la gestion collective de ressources, les perspectives davantage critiques de Dardot et Laval (2014), Hardt et Negri (2009) ou Harvey (2012) incitent à penser les initiatives collectives de mise en commun comme participant à l'édification d'un modèle productif alternatif dont les actions positives fondent les critiques des logiques bureaucratiques ou visant la maximisation de l'intérêt individuel. Tel que nous le verrons, les communs, particulièrement le concept de « nouveaux communs » ou de « communs urbains », semblent fournir une lunette davantage féconde pour l'étude des AVC du fait qu'il s'agisse moins d'initiatives dont l'activité est d'abord portée vers la vente de biens et services orientés par d'autres modalités que la recherche de profits, mais bien de la coalescence de communautés issues de la rencontre de concitoyennes visant à répondre à leurs besoins et à s'engager dans un projet collectif en cherchant à éloigner l'action le plus possible de l'échange monétaire et à réfuter les lectures qui tracent des lignes fixes entre celles et ceux qui octroient et celles et ceux qui bénéficient.

Alors que Fraser se questionnait sur les potentialités de voir naître à partir des mouvements contestataires orientés vers la dénonciation et la revendication de droits un mouvement de la *Société* susceptible de faire face à l'hégémonie néolibérale, des initiatives émergent de la société civile, cherchant à prendre plus directement contrôle de leurs conditions d'existence, à partir de propositions positives moins axées sur l'opposition et la contestation que sur la création d'initiatives visant à répondre aux besoins des habitants (Holemans, 2021, 8; Laval, 2016, 2; De Moor, 2013, 9; Kruzynski, 2018, 141). Ces initiatives populaires poussent à une remise en question de la configuration dichotomique traditionnelle et rigide qui oppose l'État et le marché par l'action de mouvements émergeant de la base, court-circuitant la médiation par les institutions publiques cherchant à changer la donne (De Moor, 2013, 9). Dans plusieurs pays « champions » du néolibéralisme, en Europe et en Amérique du Nord, apparurent par exemple des garderies opérées par des parents, des coopératives de voisinage, des collectifs rendant des soins à un groupe social spécifique ou offrant un service, des jardins coopératifs, d'ateliers de vélo communautaires (De Moor, 2015, 162-163; Paddeu, 2012, 128). Ce sont ces « lieux tiers » de relations, lieux matériels et immatériels, émergeant directement de la société civile – un déploiement de la « société active » pour Polanyi – qui participent aujourd'hui au développement exponentiel¹⁸ de nouveaux communs centrés sur l'autonomie collective et la reproduction des conditions d'existence (Akbulut, 2019, 161; Varvarousis et al., 2021, 306; Burawoy, 2003, 198).

2.2 Visée de connaissance et questions de recherche

De l'état de la littérature relative aux AVC telle que présentée ci-haut et de cette problématique découle la question de recherche suivante qui animera le travail à venir : suivant quels mécanismes opérationnels est mis en forme le processus de communalisation dans le contexte des ateliers de vélo communautaires montréalais? Comme cela a été évoqué précédemment, nous pourrions émettre l'hypothèse que ce processus de mise en commun révèle des dynamiques plus larges, tel qu'une reconfiguration de la lutte des classes hors du terrain sur lequel se sont joués les enjeux distributifs internes au système capitaliste, pour trouver des alternatives dont la logique opérationnelle est fondamentalement différente. Or, nous pourrions tout aussi bien formuler l'hypothèse alternative, suivant laquelle ces lieux seraient fréquentés de manière instrumentale par des individus intéressés par des réparations gratuites, et que, plutôt que de participer à une forme de lutte, il s'agirait en fait d'espaces-temps où les logiques utilitaires et de la pensée technique

¹⁸ Dirk Holemans, à partir du cas de la Belgique, a constaté une augmentation d'un facteur de 20 entre le nombre de « nouveaux communs » entre 2008 et 2016 (Holemans, 2021, 11). Tine De Moor a également constaté ce saut exponentiel dans le nombre de nouvelles coopératives prenant forme dans les pays d'Europe de l'Ouest entre 2005 et 2012 (De Moor, 2013, 10).

dominant. Cependant, si on conçoit que ce type d'initiative tend à s'inscrire dans une démarche de communalisation, tel que l'ont interprété plusieurs chercheur·se·s, en visant le développement de l'autonomie par la création de valeurs d'usage, la logique opérationnelle et relationnelle qui sous-tend cette mise en commun reste pour le moment imprécise, et ce, dans un contexte où l'appropriation des modalités de la vie par les mécanismes du marché tendent à coloniser davantage de dispositifs sociaux d'entrée en relation et de partage de ressources. Face à cette réalité et dans le prolongement de ce qu'il soulève comme questionnement, l'engagement des personnes dans les initiatives étudiées doit-il être compris comme une forme de mouvement social qui dépasse la satisfaction immédiate des besoins communautaires?

Cette question de recherche générale incite toutefois à prendre acte de la complexité du réel, en proposant certaines questions spécifiques permettant d'appréhender le phénomène à des échelles différenciées. Ainsi, à une échelle interne aux ateliers, il sera question de s'intéresser aux formes que prend la mise en commun, c'est-à-dire qu'il s'agira d'en décrire les divers éléments, son fonctionnement et ses modalités de (re)production. En ce sens, un intérêt particulier sera porté à l'activité (re)productive déployée par les acteur·rice·s du milieu, c'est-à-dire aux formes différenciées qu'y prend le travail, aux modalités sociales qui l'organisent et qui le mettent en forme. Si le travail de réparation ainsi que les processus de communalisation reposent sur des principes de partage, notamment de connaissances, comment prend forme dans l'action et dans les relations, ce processus? Une part relativement peu explorée touche à la description et l'analyse du processus décisionnel tel qu'il prend place dans les AVC, un élément central du fonctionnement de ces initiatives auquel il est nécessaire de s'intéresser. Il s'agira également de porter une attention particulière au sens que portent les enquêté·e·s à leurs actions, en ce que cela peut nous renseigner sur la façon dont est mise en forme et renégociée la mise en commun au fur et à mesure du processus.

Je chercherai aussi à comprendre si ces initiatives et les personnes qui les portent s'inscrivent dans des réseaux locaux¹⁹ ou translocaux²⁰, de quelle manière cela est susceptible d'affecter leurs activités, et s'il est

¹⁹ En allant interroger la nature des liens qui peuvent se nouer avec d'autres groupes, écologistes, anarchistes, groupes étudiants, associations pour immigrants, par exemple.

²⁰ Certains réseaux trans-locaux d'ateliers communautaires existent du moins en Amérique et en Europe. *Bike! Bike!* est un rendez-vous annuel itinérant qui a lieu dans une ville du continent américain et où les ateliers de vélo communautaires sont invités pour participer à des conférences, à des activités sociales, à des discussions sur les dimensions politiques des ateliers (Bike!Bike!, consulté 2021). L'Heureux Cyclage est un réseau fédéré français d'ateliers sans but lucratif ayant pour objectif de « favoriser la pratique du vélo au quotidien, remettre en circulation des vélos délaissés, réemployer les pièces détachées et recycler les matières premières, échanger les savoir-faire pour favoriser l'autonomie des cyclistes : la vélonomie » (L'Heureux cyclage, consulté 2021). Il existe aussi l'initiative informatique du *Bike collective Network* : « The mission of the Bike Collective Network is to strengthen and encourage communication and resource sharing between existing and future community bike shops. Collectively we can improve a bigger wheel as opposed to re-inventing smaller ones. » (Bike Collective Network, consulté 2021).

possible de parler, à travers les activités des AVC, de création de communautés, selon quelles modalités. Ces réseaux impliqueraient-ils la création de relations de solidarités, de coopération, de partage, liant des organisations initialement disparates, fondant de ce fait un autre aspect de la communalisation qui dépasse l'espace-temps des pratiques quotidiennes dans l'atelier?

En faisant varier la focale davantage, je chercherai à comprendre si l'action de mise en commun déployée par les acteurs qui s'impliquent dans les ateliers de vélo communautaires peut, ou doit, être envisagée comme une forme d'action politique (ou militante), et de quelle façon? Cette question invite forcément à se pencher à nouveau sur les représentations symboliques que portent les acteurs du milieu, mais incite aussi à une analyse des aspects matériels de la mise en commun et des façons par lesquelles celles-ci entrent en relation avec les institutions et les systèmes à une échelle davantage macrosociologique. Cette lunette incite par ailleurs à s'intéresser aux ateliers en tant que modèle d'action citoyenne qui pourrait potentiellement se reproduire sous une autre forme suivant l'impulsion d'acteur·rice·s ayant d'autres objectifs.

Je tiens à préciser que, dans le cadre de cette recherche, l'objectif n'est pas la validation ou l'invalidation de quelque initiative que ce soit au regard d'un quelconque idéal-type de la communalisation, ou, parallèlement, de chercher à mesurer l'adéquation entre les principes déclarés chez les organismes étudiés et les pratiques concrètes des acteurs, comme s'il s'agissait de montrer les insuffisances observables dans la réalité des rapports sociaux devant un idéal énoncé, puisque ceux-ci sont forcément traversés d'ambivalences, de contradictions, de négociations et de compromis en s'inscrivant dans un contexte social qui les dépasse et qui exerce un (certain) pouvoir déterminant sur eux (Eizenberg, 2012; De Angelis & Harvie, 2013; Karyotis, 2020).

L'objectif de recherche sera plutôt de comprendre la façon par laquelle un phénomène observable dans une multiplicité de pays occidentaux, à savoir la multiplication d'initiatives citoyennes pouvant être comprises sous l'appellation de « communs » prend place dans la matérialité des rapports sociaux et de l'espace urbain à partir du cas des ateliers de vélo communautaires montréalais. Il y a actuellement une réelle nécessité de comprendre ce qui, concrètement, s'y crée comme relations, comme médiations symboliques, comme stratégies de subversion ou de résistance et comme création de médiations sociales alternatives à la forme marchande par des activités (re)productives prenant place dans la sphère publique. Ce projet s'inscrit dans une visée de production de connaissances sur le phénomène des communs urbains dans le contexte spécifique du Québec contemporain, plus spécifiquement dans le contexte métropolitain montréalais, alors que les études empiriques sur les ateliers de vélo communautaires se font rares et que, paradoxalement, ce modèle d'action citoyenne prend de l'ampleur (Holemans, 2021, 11).

CHAPITRE 3

Cadre théorique et conceptuel

3.1 Les sociologies des communs : ruptures épistémologiques et caractère polysémique d’une notion au sein d’un champ de recherche en ébullition

L’engouement actuel, tant dans les milieux académiques que dans les sphères associatives²¹, que connaît la production de discours se saisissant du concept de « communs » implique que cette notion soit soumise à un usage particulièrement polysémique pouvant en brouiller la clarté conceptuelle (Berge and McKean, 2015, 473-482; De Moor, 2015, 161; Moroni, 2024, 2; Brando et al., 2019, 555). L’utilisation du terme commun, revêtant différents sens dans le discours de différents auteurs, et parfois dans le discours d’un même auteur, peut mener à confusion, d’autant plus que certaines lectures impliquent, du point de vue de la normativité, un certain regard prescriptif sur la notion. Conséquemment, cette polysémie, et l’ambiguïté qu’elle suscite quant aux emplois particuliers du terme, entraînent plusieurs questionnements et controverses en lien avec l’aspect normatif que peut engager, chez certains auteurs, l’utilisation du concept :

Across several disciplines the commons is often used almost interchangeably with terms such as open access, common property, public domain, public goods, or common pool resources. The concept of the commons is expanding well beyond its traditional domain [...]. This popularity has come at the expense of conceptual clarity (Vaccaro & Beltran, 2019, 337)

Je reprendrai ici une distinction conceptuelle opérée par certain·es auteur·es quant aux problématisations théorico-pratiques qui sont faites des communs en reproduisant une séparation idéale-typique qui regroupe d’une part les approches mises de l’avant principalement par des auteurs proposant une lecture « économique », s’intéressant aux communs en tant que ressources faisant l’objet de régimes d’administration aux formes particulières. Parmi ces définitions se retrouve notamment le paradigme épistémologique d’auteur·e·s associé·e·s à l’École néo-institutionnelle, aussi appelée École de Bloomington, une lecture dont est reconnu à Elinor Ostrom (1990) un rôle majeur dans la réactualisation de l’intérêt académique autour du concept de « communs ». Notre attention se portera ensuite sur les approches davantage « sociologiques » misant sur le caractère processuel des communs, sur les formes de relations sociales que ce processus de mise en commun engage, et sur les propositions normatives qui accompagnent

²¹ Nombreux·ses sont les auteur·es qui soulignent l’augmentation importante au cours des dernières années des productions scientifiques qui prennent les communs comme objet de connaissance, des initiatives en général qui peuvent être comprises comme participant d’un mouvement pour de nouveaux communs et des initiatives citoyennes qui se saisissent elles-mêmes du concept pour définir leur mode d’action (Berge et McKean, 2015, 470-472; De Moor, 2013, 10; De Moor, 2015, 161; Holemans, 2021, 10-11; Moroni, 2024, 2).

les discours qui s'inscrivent dans ce paradigme conceptuel. Certain·e·s auteurs réfèrent, par ailleurs, à ce courant par l'appellation « d'École politique », ou d'approche néomarxiste (Enright & Rossi, 2018, 35; Holemans, 2021, 2). Cette distinction s'inscrit dans une démarche de connaissance heuristique et ne vise pas à établir une typologie dichotomique entre les multiples et variées théorisations des communs qui sont proposées aujourd'hui, qui tendent davantage à s'appuyer les unes sur les autres, à se recouper et à se critiquer en entretenant des dialogues complexes. Cette démarche vise plutôt à faire sens du paysage des travaux prenant comme objet le concept de commun, ou ses manifestations empiriques, afin de dégager certains courants épistémologiques et ainsi permettre de situer notre recherche et d'orienter le travail d'analyse à suivre.

Souvent définis négativement en insistant sur l'absence d'intérêts marchands, de la propriété privée, de l'ingérence gouvernementale, sur l'occupation d'un espace social interstitiel où un « vide » serait laissé entre d'un côté, le marché et de l'autre l'État, la présente recherche prend appui dans une conceptualisation des communs cherchant source dans la logique interne de leur fonctionnement, les caractérisant positivement tout en prenant acte des contextes concrets et actuels qui modulent les formes empiriques animées par des personnes en chair et en os. La problématisation d'un cadre conceptuel permettant d'étudier les pratiques concrètes de ce qu'on appellera la « communalisation » fondera l'horizon de cette section sur les communs.

3.1.1 Les biens communs et *common-pool-ressources* : entre discours et formes de régimes d'administration de ressources

Afin de faire sens du paysage de la littérature académique des communs, je propose de se saisir d'abord des approches proposant une conceptualisation des communs en tant que ressources faisant l'objet de différents *régimes de propriété et d'administration*, desquels les modalités administratives sont appelées à être décortiquées. Cette typologie s'appuie en partie sur une revue de littérature interdisciplinaire mise de l'avant par Moroni (2024), par laquelle l'auteur propose une typologie en trois points. Cette typologie représentera un point d'appui en ce qu'elle propose une abstraction symbolique permettant de faire sens de la complexité des discours autour des communs et des formes diverses que peuvent prendre tant les termes qui sont employés pour référer à l'empirie, que la réalité que ces termes entendent décrire. Bien que cette typologie soit porteuse d'un point de vue heuristique, celle-ci reste imparfaite en ce sens que certaines thèses de l'auteur ne tiennent que si l'on fait abstraction d'un quatrième type de discours (et de pratiques *communales*)

qui peut être identifié²², tant dans les cercles académiques que dans la réalité du *monde vécu*. Nous proposerons, lorsque nécessaire, des critiques et ajouts à cette typologie en mettant en exergue certaines insuffisances, tout en approfondissant plus longuement cette quatrième forme à laquelle notre interprétation des rapports sociaux incarnés dans AVC se rapporte.

Bien que les communs, en tant que ressources, puissent être envisagés en tant qu'éléments tangibles (matériels) et intangibles (immatériels), en évoquant des pâturages ou des connaissances par exemple, la logique classificatoire à l'œuvre dans ce type de typologie, plutôt que de prendre appui sur la matérialité des rapports sociaux et de leurs formes, s'intéresse plutôt à ordonner les lectures des communs en fonction du régime de propriété par lequel est orchestrée et organisée la gestion de cette ressource, écartant du centre de l'argumentaire les formes concrètes que prennent les processus de construction sociale toujours renouvelés faisant ces ressources, les matérialisant ou les délimitant, et ensuite la façon dont le caractère de « propriété » leur est apposé. Selon cette lunette, donc, existeraient selon Moroni (2024, 2) les types « incompatibles »²³ des communs (1) en tant que ressources d'aucune personne, (2) en tant que ressources de quelques personnes (un groupe) et (3) en tant que ressources de toutes personnes. Le quatrième type qui apparaît aujourd'hui comme incontournable, irréductible à un régime d'administration de ressource, consiste à prendre en compte les approches dites des « nouveaux communs », aussi appelés par certains auteurs « communs urbains », régulièrement abordés suivant des lunettes épistémologiques et ontologiques constructivistes incitant ces auteurs à parler, plutôt que de biens communs ou de *common-pool*-ressources, de *processus de communalisation* ou de *mise en commun*.

²² L'auteur souligne, sans pourtant produire une explication satisfaisante de cette affirmation, qu'il « ne vaudrait pas la peine de discuter » [Traduction libre : *worth discussing*] (Moroni, 2024, 2) d'un quatrième type d'administration communale selon lequel un groupe citoyen s'occuperait de l'administration d'une ressource, un type qu'il associe largement au contexte urbain. Nous pourrions postuler l'hypothèse que cette limite analytique est conséquence de la problématisation de l'auteur qui limite les communs à des régimes d'administration de ressource en fonction de différents types de propriété : cette problématisation conceptuelle évacue les lectures davantage sociologiques qui s'intéressent aux communs en tant que processus de mise en commun renouvelés dans l'action. De plus, ce dernier « type » est potentiellement évacué du fait qu'il illustre, dans l'étude empirique, l'inexactitude de l'affirmation voulant que la typologie fasse état de formes conceptuelles exclusives, dont les formes ne peuvent être additionnées dans la réalité.

²³ À la lumière du terrain de cette enquête, et en prenant compte les « nouveaux » communs ou communs urbains tels que nous en traiterons en tant que quatrième type, nous verrons comment ces typologies restent insuffisantes pour rendre compte de la complexité des communs en ce qu'ils doivent être compris comme processus de (re)production du commun, engageant des pratiques et relations sociales qui soulignent l'intrication de multiples types de ressources faisant l'objet de multiples régimes d'appropriation (ou « désappropriation »), et dont « l'incompatibilité » reste une vue de l'esprit qui ne peut résister à l'épreuve de l'empirie.

3.1.2 Une tragédie... qui n'en serait pas une?

Les communs conçus comme « la ressource de personne » incitent à s'intéresser au point de départ de la résurgence des communs comme objet de connaissance; non pas chez Ostrom (1990), mais bien par *La tragédie des communs* de Garrett Hardin (1968). Dans cette œuvre aujourd'hui célèbre²⁴, Hardin soutient un argumentaire s'appuyant sur une conception des communs comme des biens, ou des ressources, qui n'appartiennent à personne, et qui ne font conséquemment pas l'objet d'un processus d'administration concerté. Selon Hardin, les individus profitant de ces ressources seraient davantage préoccupés par les avantages immédiats dont ils peuvent en tirer que par les conséquences négatives que serait susceptible d'engager leur exploitation – les externalités négatives dans le langage de l'orthodoxie libérale – touchant autrui et s'étalant sur une période diffuse, que leur utilisation engage. Que ce soit par surutilisation²⁵ ou pollution de la ressource, Hardin théorise la tragédie des communs comme la conséquence de la mise en application du principe de « liberté » dans un commun, conceptualisé *de facto* en tant que liberté individuelle : « *Freedom in a commons brings ruin to all* » (Hardin, 1968, 1244-1248).

En quelque sorte, Hardin se pose, sans le présenter ainsi, en pionnier dans la théorisation du problème du *free-rider*, c'est-à-dire d'une situation selon laquelle chacun profite d'une ressource en libre accès d'une façon à maximiser son gain personnel. Pour rendre compte du fait que son analyse initiale ne portait pas simplement sur le recours que les humains peuvent avoir des communs, mais d'une situation au sein de laquelle les acteurs ne prennent aucune responsabilité face à l'état de la ressource exploitée, Hardin aurait, plusieurs années plus tard, modifié la locution à laquelle est rattachée sa notoriété afin de se saisir davantage, comme objet de connaissance, de « la tragédie des communs non-administrés » [traduction libre : *unmanaged commons*] (Hardin, 1998; Hardin, 2017). Ce problème du *free-rider* – auquel on réfère aussi parfois par les appellations de « problème du clandestin » ou de situation de *freeloading* – implique une situation suivant laquelle une personne fait une utilisation de biens communs pour son gain personnel, tout en dilapidant ou dégradant la ressource, sans égard pour les besoins d'autrui ou les paramètres de reproduction de la ressource²⁶. Sous la lunette de l'école néo-institutionnelle, cette situation prend forme lorsqu'une personne exploite une ressource sans égard aux modalités, aux règles et aux impératifs

²⁴ Une traduction française du mot *infamous* serait possiblement plus appropriée considérant les lectures contemporaines de Hardin qui critiquent, souvent à juste titre, son analyse et ses recommandations.

²⁵ L'exemple classique d'une pâture utilisée par des éleveurs détériorée par la surexploitation de la ressource (Hardin, 1968, 1244)

²⁶ Soulignons que, selon Hardin, ce serait la croissance démographique des sociétés qui serait à l'origine des dérèglements qu'il constatait au sein de ces biens communs naturels. (Moroni, 2024, X)

déterminés par la communauté administrante, laissant à celle-ci la responsabilité d'assumer le coût de son utilisation pernicieuse (Dardot et Laval, 2014, 131).

Moroni souligne deux *a priori* dans l'argumentaire de Hardin, tout en occultant simultanément un troisième, qu'il partage par ailleurs avec ce dernier. Le premier aurait comme objet la nature du lien entre moralité et ontologie humaine, alors que le second prendrait pour objet les conditions empiriques du monde contemporain comme rapport de cause à effet (Moroni, 2024). En lien avec ce premier *a priori*, il a été reproché à Hardin de mettre de l'avant des réflexions alimentées d'influences malthusiennes – référence qu'il nomme explicitement (Hardin, 1968, 1243) – mobilisant un argumentaire s'appuyant sur la naturalisation de traits antisociaux chez les humains qui seraient amenés à partager des ressources en commun. Chez Hardin, la cupidité, l'avidité, l'égoïsme seraient des caractéristiques naturalisées et universalisées, et ce, en défense de l'idée selon laquelle des ressources placées sous un régime de propriété qui implique la gratuité – ou plutôt en l'absence d'un tel « régime » en ce que cette appellation peut supposer l'existence d'un quelconque arrangement institutionnel – seraient forcément appelées à subir une dégradation et une destruction de la part des personnes qui en profitent (Dardot & Laval, 2010, 115). Le second *a priori* souligné par Moroni consisterait en la supposition selon laquelle la hausse de la population humaine serait la cause de la dégradation des *common-pool-resources* sur lesquelles se portent les réflexions de Hardin, ce dernier faisant une attribution causale entre un monde se complexifiant et « surpeuplé ». Pour Hardin, c'est ce dernier facteur qui apparaissait comme critique dans la dégradation de l'environnement²⁷ (Hardin, 1968, 1243), une voie de réflexion qui l'amena, ainsi que certains de ses adeptes, vers des réflexions écofascistes, anti-immigration, et à tendance eugénistes à laquelle la section de *tragedy of the commons* intitulée « *freedom to breed is intolerable* » ouvre la porte (Hardin, 1968, 1246; Ryberg, 1997, 207; Woodhouse, 2018, 76). Hardin défendait ultimement la privatisation de ces communs, l'administration privée de leurs ressources et le développement de régulations gouvernementales pour leur exploitation (Hardin, 1968, 1245). Bien que certaines des propositions et extensions de la réflexion de Hardin dans *The Tragedy of the commons* soient moralement répréhensibles lorsque l'on envisage les formes qu'elles pourraient être amenées à prendre dans la réalité sociale, il convient de souligner que le propos initial s'appuie également sur une critique du principe de la main invisible de Smith, d'un marché supposément autorégulateur et des dérives environnementales que la croyance en ce principe peut amener

²⁷ Hardin était professeur d'écologie humaine, ayant obtenu un doctorat en microbiologie. Bien que certaines de ses visées seraient aujourd'hui assimilables à certaines mouvances écologistes, elles le seraient probablement en lien avec le mouvement écofasciste, priorisant les politiques nationalistes et orientées vers la réduction de la population humaine plutôt qu'en cherchant une modification des modalités des systèmes productifs, affectant le métabolisme sociétal. (Ryberg, 1997; Woodhouse, 2018)

(*Ibid.*, p. 1244). Alors que l'approche limitative de Hardin ait écarté les enjeux relatifs aux moteurs productifs au sein du capitalisme (maximisation des taux de profit par concentration sur valeur d'échange plutôt que satisfaction des besoins réels en produisant d'abord des valeurs d'usage), que cette occultation l'ait mené vers des propositions écofascistes, le principe visant à limiter l'exploitation des ressources terrestres, que ce soit en imposant des seuils maximaux ou en modifiant les modalités productives, trouve écho chez des penseurs aux propositions davantage portées vers une reconfiguration de l'économie vers l'équité, que ce soit du côté des courants décroissantistes ou écosocialistes, par exemple.

Ainsi, l'appréhension des *a priori* chez Hardin en ne traitant que ceux qui sont identifiés ci-haut, repose sur l'occultation de contraintes structurelles imposées par un contexte social et les systèmes qui le traverse l'influence. En passant sous silence les logiques productives qui sont à l'œuvre à l'extérieur de la propriété communale, où la logique du marché domine, Hardin invisibilise par le fait même les effets déterminants qu'ils engendrent sur les raisons et les motivations pour lesquelles les personnes accèdent aux ressources en libre accès, et sur la façon dont elles le font concrètement. En abordant les biens communs de cette façon, l'argumentaire de Hardin reste campé sur le terrain d'une naturalisation du libéralisme et de l'économie de marché, telles des structures omniprésentes et immuables, participant « d'une doctrine générale des biens économiques pour laquelle la plupart des biens doivent être produits pour des marchés concurrentiels » (Dardot & Laval, 2010, 113).

3.1.3 Ostrom, le renouveau d'intérêt pour les (biens) communs, et une proposition positive pour leur administration

La seconde conceptualisation des communs comme régime d'administration des ressources, appelée par certain·e·s auteur·e·s « École néo-institutionnelle », ou École de Bloomington, prend forme à partir des travaux d'Elinor Ostrom qui, avec la publication de *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action* (1990), a propulsé la relégitimation des communs comme forme organisationnelle ainsi que comme objet de connaissance théorique²⁸ susceptible de détenir un pouvoir heuristique à la fois du point de vue de la recherche théorique ainsi que pour l'interprétation de l'empirie (Heilfrisch & Bollier, 2015, 98). Cette approche centrée sur les biens communs²⁹, saisis en tant que *common pool resources* (CPR), s'inscrit dans une conceptualisation qui en fait, sinon un objet de propriété, un objet (physique ou

²⁸ Heilfrisch et Bollier (2015, 98) placent cette problématisation des communs dans le « paradigme de gouvernance et de gestion des ressources », une lecture qui concorde avec l'appellation d'école néo-institutionnelle utilisée ici.

²⁹ Cette façon de concevoir les communs est parfois associée à l'étude des « communs traditionnels », généralement compris comme des ressources naturelles faisant l'objet d'une entente administrative et distributive particulière, souvent dans le cas de pratiques d'agriculture, de chasse ou de pêche (Berge & McKean, 2015, 470-476).

social) aux frontières déterminées, administré par un groupe circonscrit de personnes données (Moroni, 2024, 5). À cet effet, la capacité du groupe administrant d'exclure autrui ou de nier l'accès à la ressource est, pour Ostrom, une modalité centrale quant à la possibilité d'orienter les actions vers la pérennité de la ressource et pour tendre vers le plus grand bénéfice collectif, court-circuitant de ce fait l'analyse proposée par Hardin :

Defining the boundaries of the CPR and specifying those authorised to use it can be thought of as a first step in organising for collective action. So long as the boundaries of the resources and/or the specification of individuals who can use the resource remain uncertain, no one knows what is being managed or for whom. Without defining the boundaries of the CPR and closing it to "outsiders", local appropriators face the risk that any benefits they produce by their efforts will be reaped by others who have not contributed to those efforts. [...] At the worst, the actions of others could destroy the resource itself. (Ostrom, 1990, 91)

Ainsi, l'entreprise d'Ostrom (1990) a été interprétée par plusieurs comme une réfutation de la thèse de la *Tragedy of the commons* de Garrett Hardin (1968) selon laquelle les ressources naturelles en commun seraient nécessairement dégradées par surexploitation (Holemans, 2021, 3). L'élément clef dans la démonstration d'Ostrom pour soutenir l'idée que des ressources en commun peuvent bénéficier de manière pérenne à une communauté tient dans la clarification primordiale de ce en quoi consiste une ressource en accès communal, ainsi que la place que doivent prendre les modalités d'administration de celle-ci (De Angelis & Harvie, 2014, 287). Alors qu'Hardin décrivait un régime d'accès libre, pour Ostrom, l'accès communal implique non seulement la communication entre les *commoners*³⁰ mais aussi le respect des conditions d'accès et des responsabilités que celui-ci engage par l'établissement de règles institutionnelles, que celles-ci soient liées aux pratiques matérielles, aux procédures administratives, aux mesures de surveillance ou aux moyens de sanction (Holland & Sene, 2010, 446; Araral, 2014, p. 21). Ainsi, Ostrom (1990), se basant sur l'étude empirique des modalités par lesquelles une multitude de communautés ayant réussi à administrer des CPR de manière durable pour répondre à leurs besoins, a établi des *principes*³¹ selon lesquels il serait possible pour un groupe (ou un groupe de groupes) d'administrer une ressource de manière durable :

³⁰ Il ne semble pas y avoir, pour le moment, consensus dans la littérature quant à l'utilisation d'un terme francophone analogue à celui de *commoners* en anglais. Comme nous utiliserons un cadrage théorique processuel de la communalisation, présenté dans la prochaine section, nous prioriserons une appellation qui se rappelle cette forme lexicale en référant aux personnes impliquées dans ce processus par le mot « communalistes ».

³¹ En français, le mot « règle » est régulièrement utilisé, bien que la locution originale soit celle de « *design principles* », une appellation qui implique un sous-texte normatif, ou une prescriptibilité, moindre, et qui se place à un niveau d'abstraction supérieure qui se veut plus général.

1. Définir des frontières claires de la CPR et du groupe pouvant en profiter
2. Établir une concordance entre les règles d'utilisation (temps, endroit, technologie et quantité de la ressource) et les conditions locales
3. Par des « arrangements collectifs », permettre aux personnes affectées par les règles de les modifier
4. Les entités qui vérifient les conditions de la CPR et des comportements d'appropriation font partie du groupe ou y sont redevables
5. Les sanctions relatives à un non-respect des règles d'appropriation de la ressource sont graduées en fonction de la sévérité des actes, et mises en application par le groupe ou par une entité qui lui est redevable
6. Les entités utilisant la CPR et le groupe administrant ont accès à des espaces-temps de délibération rapidement et à faible coût pour résoudre les conflits
7. Les droits du groupe administrant la CPR et leur capacité à mettre sur pied leurs institutions ne sont pas mis en défi par des autorités gouvernementales externes (Ostrom, 1990, 90)

Suivant ces principes, bien que cette forme d'administration puisse être collective, elle reste ainsi pour Ostrom, une forme de propriété exclusive pour les communalistes, fondant ainsi un circuit institutionnel fermé, ainsi qu'une forme de propriété privée pour le groupe (Brower, 2016; Moroni, 2024, 8). Outre le fait que les personnes faisant partie du groupe collaborent dans la gestion de la ressource, il n'est pas non plus dit qu'il n'y ait des rapports communautaires rapprochés ou de nature « altruiste » entre les entités impliquées, mais simplement que chacune puisse profiter, selon les modalités établies, de la ressource en question. Plutôt que des agencements institutionnels et réglementaires centralisés, Ostrom souligne, suivant certains exemples empiriques de biens communs à travers le monde, que ces agencements d'autogouvernance seraient plutôt évolutifs et adaptatifs (Ostrom, 2006, 101-114). Les définitions des communs d'auteurs penchant vers ce courant néo-institutionnel se veulent relativement ouvertes du point de vue de la normativité, et montrent une filiation relativement claire avec les réflexions d'Ostrom (1990) en insistant sur les configurations institutionnelles qui sont mises en place par un groupe de personnes :

[Commons are] institutional arrangements that are formed by groups of people in order to overcome certain common problems over an extended period of time by setting certain rules regarding access to the group (membership), use of the resources and services the group owns or takes care of collectively, and management of these resources and services. (Holemans, 2021, 9)

Si Ostrom n'a pas problématisé les logiques opérationnelles opposées entre communs et capitalisme en termes de systèmes aux visées productives différenciées, celle-ci a toutefois montré que les communautés et des formes d'autogouvernance peuvent être au cœur de solutions aux défis sociaux d'accès, de production et de distribution de ressources, réfutant ainsi le mythe selon lequel seuls le marché et la privatisation, ou la régulation bureaucratique de l'État, seraient à même d'assurer l'efficacité de ces processus (Holemans, 2021, 3).

Dans un prolongement de cette lecture néo-institutionnelle, et dans une troisième acception du terme, le concept de commun est utilisé pour référer à une situation selon laquelle toutes et tous ont, ou *devraient*

avoir, accès à une ressource donnée, évacuant ainsi la notion d'exclusivité centrale à la problématisation Ostromienne (Moroni, 2024, 12). En ce sens, cette troisième problématisation des communs engage une certaine part de normativité en prenant appui sur des fondements axiologiques orientés vers l'égalité, ou du moins l'équité, en ce qui a trait à la satisfaction des besoins. Ces communs peuvent inclure des ressources indispensables à la satisfaction des besoins (déterminés historiquement) et à certains droits (déterminés culturellement, légalement et axiologiquement), dont le droit à la vie, et dans certaines conceptualisations, à la vie « bonne », autant pour les générations présentes que futures (Ibid., 10). Des ressources se retrouvant dans cette troisième lecture des communs sont l'eau, l'air, la nourriture, le logement, la santé, les vaccins, les données, la connaissance, l'environnement, le climat. À juste titre, Moroni souligne que cette dernière conception des communs, en termes de régimes d'administration et d'accès aux ressources, engage une certaine conception du bien commun, se liant à une poursuite collective de « l'intérêt public ». De surcroît, l'auteur affirme que ces communs « échappent à la logique du marché » [traduction libre], alors qu'il aurait été plus juste de souligner que les auteurs soutenant ces discours sur les communs prônent plutôt qu'ils devraient s'y abstraire, alors qu'il ne s'agit, pour l'instant du moins, pas d'une réalité (Moroni, 2024, 10). Les propos de Fattori résument ainsi cette position qui postule la responsabilité morale de considérer certaines ressources comme devant être communes :

Some commons are absolutely fundamental to one's very survival (including, at a minimum, water, food, air, and energy) or essential to guarantee the free development of the person (such as culture and knowledge in its various forms). Everyone must be able to access these commons, and no one can claim exclusive rights over them, precisely because they are goods meant to satisfy basic individual and collective needs, both of the present and of future generations (Fattori, 2013, 383-384)

Alors que la conceptualisation Ostromienne des communs invitait à comprendre ces ressources comme étant susceptibles d'être administrées par la base – des initiatives dites *grassroots* – par les populations profitant elles-mêmes de ces CPR, cette troisième façon de les conceptualiser inviterait plutôt à « réinstaurer la logique verticale de l'État à l'échelle globale » [traduction libre] pour envisager l'administration et la distribution équitable de ces ressources parmi la population (Brando et al., 2019, 556). Or, cette affirmation ne serait possible qu'en limitant conceptuellement les communs à un régime d'administration et de propriété des ressources conçu comme étant temporellement et processuellement figé, abstrait de la réalité et des rapports sociaux où se jouent une lutte pour le pouvoir d'accéder aux modalités de reproduction de la vie à toutes les échelles. La prochaine section explicitera ce point en abordant les manières par lesquelles des initiatives de la base, mises sur pied par les citoyen·ne·s elles et eux-mêmes, se saisissent d'enjeux et de ressources où l'administration joue certes un rôle, mais où le processus de mise en commun et le renouvellement de ce processus prend d'abord forme en relation, à travers la matérialité du social.

3.1.4 L'École politique des (nouveaux) communs : d'une (re)production autrement du quotidien à une conceptualisation processuelle du commun

From New Delhi and New York to Lagos and Los Angeles, urban space is being privatized, street vending, sitting on the sidewalks or stretching on a beach without paying are being forbidden. Rivers are dammed, forests logged, waters and aquifers bottled away and put on the market, traditional knowledge systems are sacked through Intellectual Property Regulations and public schools are turned into for-profit enterprises. This explains why the idea of the commons exercises such an attraction on our collective imagination: their loss is expanding our awareness of the significance of their existence and increasing our desire to learn more about them. (Caffentzis & Federici, 2014, i94)

Plusieurs auteur·e·s pouvant être associé·e·s à une approche dite néo-matérialiste, ou qualifiée d'« École politique », des communs, ont quant à eux critiqué certaines thèses avancées par les tenants de l'approche *néo-institutionnelle*, lui reprochant d'éclipser la question de la tension dialectique³² à laquelle participent les communs contemporains³³ (Enright & Rossi, 2018; Fukurawa Marques & Durand Folco, 2023, 9). Ceux-ci voient, dans l'action de citoyen·ne·s se réclamant des communs, ou pouvant y être associé·e·s, une lutte entre le projet politique de marchandisation et de *nouvelles enclosure* (De Angelis, 2010) néolibérales et celui visant à fonder des modalités de relations sociales et de la reproduction sociale qui répondent à d'autres logiques que celle visant à dégager valeur d'échange, comme cela est mis de l'avant dans de nombreux « nouveaux communs », « communs urbains » ou « communs collaboratifs » (Holemans, 2021, 2; Caffentzis & Federici, 2014, i101; Dardot & Laval, 2014, 120; De Angelis, 2013, 606; Özkan & Baykal Büyüksarac, 2020, 3; Kruzynski, 2019, 135; Bradley & Pargman, 2017). Devant les initiatives citoyennes qui, plutôt que de se saisir de communs naturels existants, produisent des communs, notamment en milieux urbains, de nombreux·ses auteur·e·s se sont intéressé·e·s aux modalités suivant lesquelles des citoyen·nes

³² Considérant le nombre d'auteurs qui opposent les communs à l'État et au marché, il serait peut-être plus à propos de parler de « trialectique ». Or, du fait de l'intégration des logiques du marché au fonctionnement et aux politiques mises de l'avant par les États modernes, du moins en Amérique du Nord, nous nous contenterons du terme dialectique pour référer aux logiques poétiques opposées entre satisfaction des besoins et dégagement de valeur d'échange.

³³ Plusieurs auteur·es (Caffentzis & Federici, 2014, i101; Dardot & Laval, 2014, 61) ont critiqué un cadrage des communs en tant que « biens communs » qu'ils associent à un certain réductionnisme. Pour eux la proposition de l'ajout d'un troisième terme, « biens communs », à la typologie longtemps dichotomique qui opposait « biens publics » et « biens privés », ne nous éloignerait pas d'une vision substantialiste associant des « qualités intrinsèques [aux] biens eux-mêmes » et évacueraient la dimension proprement sociale, celle de la coopération, mais aussi des enjeux de pouvoir et de domination entre les groupes et classes sociales, entourant les questions de souveraineté sur le monde partagé (Dardot & Laval, 2010, 112). À cette conception des communs est associée l'idée selon laquelle le regard sociologique devrait plutôt saisir comme objet le « processus actif qui consiste à "mettre en commun" », car bien que l'on tente de catégoriser la nature du réel en termes de ressources « rivales (eau, terrain, poissons, etc.) ou non rivales (savoir, code, etc.), les ressources peuvent être – ou non – mises en commun » (Heilfrich & Bollier, 2015, 99). Pour Dardot et Laval, c'est l'action humaine qui institue et maintient dans le temps l'existence de communs : « seul l'acte d'instituer les communs fait exister les communs, à rebours d'une ligne de pensée qui fait des communs un don préexistant qu'il s'agirait de reconnaître et de protéger, ou encore un processus spontané et en expansion qu'il s'agirait de stimuler et de généraliser » (Dardot & Laval, 2010, 119).

s'inscrivent dans cette démarche (Dardot and Laval, 2014; Harvey, 2012; Hardt & Negri, 2009) et une multitude d'études se sont penchées sur les formes empiriques que celles-ci peuvent prendre, qu'il s'agisse, par exemple, de la création de parcs (Bradley, 2015), de l'occupation de squares (Stavrides, 2014), de solutions originales d'habitation (Stavrides, 2016), ou de jardins communautaires (Eizenberg, 2012b). Devant ces éruptions de la société civile visant à reprendre une forme de contrôle sur les éléments matériels et immatériels par lesquels les gens se reproduisent et font simplement l'expérience du monde dans lequel ils sont intriqués, certains font émerger des questionnements sur ce qui *devrait* être entendu par la notion de commun du point de vue de ce que ce concept implique dans la vie sociale réelle où se joue lutte entre appropriation par le marché et tentatives des communautés de maintenir leur pouvoir d'agir :

Is the commons a particular type of 'thing' or 'good' or is it a discourse, a cultural dispositif that can be appropriated for different and even opposing purposes? Is there one common or many commons? Through what institutional procedures are the commons instituted? As a discursive formation increasingly appropriated by market forces does the commons exhaust its more revolutionary meanings and interpretations? (Enright & Rossi, 2018, 36)

Les auteur·e·s pouvant être associé·e·s à cette lecture des communs optent généralement pour des définitions plus normatives du point de vue des modalités organisationnelles, administratives et politiques par lesquelles les activités économiques seront appelées à prendre forme au sein de ces collectifs pouvant être associés au mouvement des communs, insistant sur la démocratisation du processus décisionnel et sur la mise en place de relations marquées par des principes d'horizontalité :

[Commons are] social systems in which resources are shared by a community of users/producers (commoners), who also define the modes of use and production, distribution and circulation of these resources through democratic and horizontal forms of governance (commoning). (De Angelis & Harvie, 2014, 280)

D'autres encore vont proposer des définitions plus serrées, qui, du point de vue de la normativité, prennent position tant au niveau du processus par lequel s'articule la mise en commun que par rapport aux fins qui sont visées par celle-ci, c'est-à-dire qu'elle soit axée sur le développement de la liberté d'agir des populations, sur la satisfaction des besoins par la création de valeur d'usage, et donc, sur la façon par lesquelles des initiatives populaires peuvent assurer la reproduction sociale à l'extérieur des modalités dictées par les marchés et les États modernes. Ces définitions interprètent les communs comme des initiatives plus ouvertement, ou fondamentalement, anticapitalistes :

Anti-capitalist commons, then, should be conceived as both autonomous spaces from which to reclaim control over the conditions of our reproduction, and as bases from which to counter the processes of enclosure and increasingly disentangle our lives from the market and the state. Thus they differ from those advocated by the Ostrom School, where commons are imagined in a relation of coexistence with the public and with the private. (Caffentzi & Federici, 2014, i101)

Pour ces auteur·e·s, le processus de communalisation engage foncièrement des pratiques économiques organisées selon des principes anticapitalistes, engageant une réflexion sur la place de moralité dans l'organisation des rapports sociaux de production et de distribution, ainsi qu'une prise en compte de la manière dont ces processus s'intègrent plus largement à la biosphère : « *Commoning practices imply a radical will to establish collaborative and solidarity networks based on anti-capitalist principles of economics, ecology, and ethics* » (Özkan & Baykal Büyüksarac, 2020, 3). Le retour de l'affirmation de l'importance des concepts de valeur d'usage et pouvant être associé au processus de reproduction sociale³⁴ dans la compréhension de l'économie chez les auteurs de l'École politique des communs a mené à des travaux aux croisements disciplinaires entre l'écologie politique, l'économie politique, les études féministes, particulièrement en lien avec la division sociale du travail au sein d'initiatives réelles. La création d'espaces accessibles axés sur l'autonomisation et l'enseignement, sur les principes de partage et de réciprocité, implique une reconfiguration sociale de ce qui était compris à la fois comme du travail et des espaces productifs (et, inversement, de ceux qui sont dits « improductifs »)³⁵, une réorganisation de l'économie politique et de ce qui est considéré comme « économique », dans la lignée des réflexions Polanyiennes que nous avons abordées précédemment.

Le retour de la « reproduction sociale » comme cadrage théorique et conceptuel est largement redevable aux travaux d'auteurs féministes, telles que Silvia Federici qui, depuis les années 1970, s'était fait entendre en

³⁴ La centralité qu'occupent les modalités de la reproduction sociale dans les recherches des penseur·es sur les communs contemporains, particulièrement dans les possibles alternatives aux modalités capitalistes, fait écho aux propos de David Graeber (2006, 66) qui vise à réhabiliter un élément clef de la théorie marxienne qui a été invisibilisée au profit de luttes autour d'enjeux distributifs, soit le concept de mode de production : « éclipser le concept de mode de production a eu comme effet premier la naturalisation du capitalisme ».

³⁵ Marx a reproduit une scission entre les activités marchandes et non marchandes pour établir les domaines, respectivement, du « productif » et de « l'improductif » dans le volume deux du Capital. Conséquemment, son analyse du système capitaliste s'est centrée sur la sphère dite « productive » (Biesecker & Hofmeister, 2010, 1704). Ainsi, Marx affirmait que « tout processus de production impliquait des processus matériels et des processus de valorisation organisés exclusivement dans la perspective de la valorisation du capital. Le travail productif est le travail salarié qui sert les intérêts de la valorisation du capital et génère de la survaleur. [...] La productivité est mesurée en termes de valeur d'échange, en tant que relation de valeur, en tant que taux de profit » [traduction libre] (*Ibid.*, p. 1704). Pour Marx le « travail concret » se réalise dans la création de richesses, de biens matériels ou immatériels pouvant satisfaire des besoins, ceux-ci sont non hiérarchisables, car ils sont définis entièrement par leurs qualités. Le travail qui s'effectue selon la convention capitaliste résulte, lui, d'un processus d'abstraction qui réduit l'activité humaine à une dépense d'énergie, de « force de travail », pendant une durée déterminée. Alors que le travail concret, la création de valeurs d'usage, est une part essentielle à la base du travail abstrait, c'est la forme abstraite qui en vient à subsumer la forme concrète suivant la convention capitaliste. Qu'elle soit formelle ou réelle, cette subsumption par le travail abstrait a comme effet d'instituer la sphère du travail « productif », soit le travail abstrait se retrouvant à valoriser du capital, et son corollaire, le travail « improductif », c'est-à-dire tout travail qui ne crée pas de survaleur (Bischoff, 2009, 279-280). Ainsi, le travail en est venu, dans le sens commun, à être compris comme un ensemble d'activités circonscrites, fondamentalement marchandisées (salariées) et organisées pour la production de valeurs d'échange (Boucher, 2014, 179).

dénonçant l'assignation des femmes à la réalisation d'un travail dévalorisé matériellement et symboliquement dans la sphère privée (Federici, 1975, 4). Pour Federici, la reproduction sociale renvoie à « toutes les activités nécessaires à la reproduction de la vie humaine – du travail domestique à l'agriculture de subsistance, à la production de la culture et du *care* pour l'environnement » [traduction libre] (Federici et al., 2012, 55). Celle-ci – ainsi que de nombreuses auteur·e·s – remet en cause la valorisation de certaines actions – et la dévalorisation réciproque de certaines autres qu'elles soient de « nature » différente ou simplement réalisées dans le cadre d'espaces-temps non axés sur la création de valeur marchande – et, conséquemment, de certains individus selon la convention capitaliste du travail salarié. Les activités de *care* comme les soins dispensés aux enfants et aux aînés, les activités ménagères, la cuisine, les services sexuels, le support émotionnel, l'éducation, la coordination relationnelle, toutes des activités historiquement imposées de manière disproportionnée aux femmes entrent ainsi dans le cadre d'analyse en fondant ici un nouveau concept de l'activité « reproductive »³⁶. Plusieurs auteurs reprennent les critiques d'auteures féministes sur la division théorique entre l'espace « productif » et « reproductif », et affirmer que le régime capitaliste n'occupe qu'une part circonscrite à l'intérieur de l'espace élargi de la « reproductivité sociale », et que c'est la négation des activités de *care* à l'intérieur de cet espace qui est au cœur des crises d'inégalités sociales et environnementales auxquelles nos sociétés font face aujourd'hui (Biesecker & Hofmeister, 2010, 1704).

La notion d'autonomie apparaît comme étant au cœur du principe politique de communalisation qu'il s'agisse de l'autonomie individuelle d'investir une communauté démocratique ou de l'autonomie d'une communauté à disposer d'elle-même. Le mot « autonomie », venant du grec « *auto* », qui renvoi au soi, et « *nomos* », qui renvoi au concept de coutume ou de loi, évoque la condition de « faire sa propre loi » ou celle de l'autogouvernement. Cette notion est donc liée à ce que l'on entend par le concept de souveraineté, c'est-à-dire à la capacité d'une entité à prendre ses propres décisions, non soumises à une autorité externe. Cela dit, et comme l'ont illustré les mouvements des squares, l'autonomie peut aussi renvoyer à un espace, matériel ou social, imaginé comme étant libéré des déterminismes systémiques, tout en étant encerclé par

³⁶ Federici affirme que la convention capitaliste du travail « productif » a imposé une dynamique de domination patriarcale dans la sphère privée de la reproduction (Federici, 1975, p. 3). Ainsi, elle dresse un schéma suivant lequel le travail reproductif dans la sphère domestique permet la mobilisation de la force de travail des travailleurs « productifs » dans la sphère des rapports marchands, créant ainsi une dépendance de ce dernier face au premier, alors que la valorisation de la dépense de la force de travail sous la forme du salaire en vient à instaurer une relation sociale de domination et de mise en forme du travail reproductif dans l'espace domestique (*Ibid.*, p.3; Boucher, 2014, p. 184). Cette relation sociale de domination s'exerce de concert à une naturalisation et une sexualisation du travail reproductif, faisant de celui-ci un attribut de la féminité; en demandant un salaire pour ce travail, Federici participe à la déconstruction de cette assignation naturalisante.

ces systèmes, se définissant par son « extériorité » symbolique face au reste de la société (Stavrides, 2014, 547). Or, une communauté qui prend ensemble ses décisions est responsable des effets de celles-ci; la notion d'autonomie engagerait donc forcément celle de responsabilité³⁷ (Ross-Tremblay, 2016, 9). Pour Federici, c'est précisément cet état d'irresponsabilité collective, exemplifié par le concept d'externalités dans le langage économique orthodoxe, dont il faut sortir par une réintégration de l'économie (dans son sens large) dans les processus politiques et démocratiques, tel que cela prend forme au sein des nouveaux communs :

we need to overcome the state of irresponsibility concerning the consequences of our actions that results from the destructive ways in which the social division of labor is organized in capitalism; short of that, the production of our life inevitably becomes a production of death for others (Federici et al., 2012, 5).

Cela dit, toute tentative d'établir une distinction claire entre des communs « purs » – i.e. des communs fondamentalement et entièrement anticapitalistes – et les autres, qui menaceraient d'être récupérés ou corrompus par les mécanismes propres au capitalisme, a elle-même été critiquée (Karyotis, 2020, 24-25). Contrairement aux lectures qui limitent les communs à un espace social interstitiel entre le Marché et l'État, il nous semble plus prometteur du point de vue de la production de connaissance de rester dans une perspective qui prend acte de la complexité du social et qui, de ce fait, reconnaît l'« ouverture et la porosité » des communs, en ce qu'ils sont des lieux traversés par des processus sociaux qui les dépassent (Zapata, et al., 2020, 1151; Hardt & Negri, 2009, 358-359). Les communs urbains des pays occidentaux voient leurs activités nécessairement influencées par le rôle de l'État – dans plusieurs cas, ils profitent de subventions publiques qui garantissent l'existence continue de leur structure et des services qu'ils dispensent – et du marché, ce qui rend nécessaire une certaine négociation de facettes particulières du processus de communalisation (que ce soit le paiement d'un loyer, la vente de certains produits ou d'adhésions en tant que membre de l'association, etc.) (Holemans, 2021, 4-8). Dans un monde où le marché et l'État sont les structures principales par lesquelles transigent les actions portées vers la reproduction sociale, les communs ne se présenteront forcément pas dans une forme « pure », mais bien selon des formes hybrides, poreuses, transitoires, et préfiguratives à un fonctionnement alternatif qui tend à s'appuyer sur la réciprocité et le partage (Eizenberg, 2012, 765). Devant l'existence simultanée, actuellement co-dépendante des communs et du capitalisme, il devient cependant, et par conséquent, presque impossible de pointer quel système utilise l'autre et à quel moment, d'où le potentiel de récupération marchande qu'appréhendent plusieurs auteur·es devant l'état actuel des choses où « le capital et les mouvements sociaux doivent négocier sur une lame de

³⁷ Cette conceptualisation se lie par ailleurs à la problématisation des activités dans les ateliers communautaires comme prenant acte des limites écosystémiques, mais aussi des besoins relationnels et matériels des humains faisant partie de leur communauté, tel que mis de l'avant par Batterbury & Dant (2019) et explicité plus tôt.

rasoir » [traduction libre : De Angelis and Harvie 2013, 291] (De Angelis, 2013, 609; Caffentzis & Federici, 2014, 1100). Les communs actuels et les *commoners* qui les font exister doivent inévitablement interagir avec les structures dominantes, et c'est cette tension précisément au cœur du processus de communalisation, la négociation avec les contraintes imposées par le capitalisme et la volonté de dépasser les formes qui lui appartiennent, qu'il convient d'étudier en allant interroger les pratiques concrètes (Enright & Rossi, 2018, 36). C'est d'ailleurs par cette négociation, en développant et administrant des ressources entre les structures de l'État et du marché, que les initiatives collectives de communalisation amènent des transformations, inventions et innovations permettant de créer des communs urbains, ou de re-communaliser certaines ressources faisant parfois l'objet d'un régime de propriété publique ou même privé (Zapata-Campos et al., 2020, 1153; Gibson-Graham et al., 2016, 198).

Ces négociations, stratégies, compromis que mettent en action les *commoners*, résultent de la rencontre de de systèmes répondant d'« organisations autopoïétiques » fondamentalement différentes (De Angelis, 2013, 606). De Angelis utilise la locution « organisation autopoïétique » pour faire référence au processus de reproduction des relations sociales par lequel un système opère lors du fonctionnement même de celui-ci. Ce sont donc des boucles systémiques fermées où prend place l'autoreproduction du tout. Dans le cas du capitalisme, il s'agit d'un système où l'argent se situe au début et à la fin de la boucle reproductive – A-M-A' pour reprendre la formule du chapitre 3 du capital de Marx – où le déploiement de la force de travail est réduit à un instrument dans le processus de valorisation du capital : l'argent est l'origine et la fin du processus de reproduction. Si l'on considère le fonctionnement des communs en tant que système, le schéma resterait plutôt centré sur la communauté et ses besoins réels. Le point d'origine du cycle reproductif du système se situant dans la communauté qui, par un processus de mise en commun matériel et immatériel, de ressources, de savoirs, d'idées, d'espaces, mais surtout de temps³⁸, établit des règles pour échanger et ainsi assurer la reproduction de sa propre existence (*Ibid.*, 608).

Suivant cette perspective selon laquelle les communs urbains sont produits par des individus et des collectivités, plusieurs auteur·e·s, s'intéressant davantage aux processus et relations sociales comme des éléments mis en forme et mettant en forme réciproquement des systèmes qui les dépassent, insistent notamment sur l'utilisation du concept « comme verbe (un processus social) plutôt que comme un substantif

³⁸ La dimension temporelle des actions de communalisation est un aspect fondamental du processus social visant à sortir les modalités de la vie du prisme de la valeur marchande. C'est d'abord le temps qui est mis en commun dans le but de satisfaire les besoins de la communauté, contrairement au fonctionnement capitaliste d'une appropriation privée du temps d'autrui sous la forme du temps de travail abstrait (et conséquemment de sa production de survalueur), processus au cœur du procès de valorisation capitaliste.

» pour parler plutôt de communalisation ou de « "mettre en commun", de "mise en commun" » (Heilfrich & Bollier, 2015, 98). Cette lunette théorique a été introduite par Peter Linebaugh (2008, 279) qui recadre à la fois le discours sur les communs vers l'action, mais aussi vers un ensemble d'activités qui sont comprises comme faisant partie de l'économie dans le sens d'actions qui lient les humains ensemble, ainsi que, plus largement, à la nature :

To speak of the commons as if it were a natural resource is misleading at best and dangerous at worst – the commons is an activity and, if anything, it expresses relationships in society that are inseparable from relations to nature. It might be better to keep the word as a verb, an activity, rather than as a noun, a substantive. (Linebaugh, 2008, 279)

Parler de « communalisation », plutôt que des « communs », permettrait un cadrage théorique centré sur les processus d'actions se réalisant en relations et se résorbant dans des systèmes de règles et d'action, dans des formes institutionnelles (ou dans leur absence), à l'image même du processus de mise en commun (Dardot & Laval, 2010, 116-117). Cette conceptualisation processuelle met l'accent sur le fait que c'est dans le geste, nécessairement politique, de mettre sur pied et de lutter pour établir des espaces-temps partagés, solidaires, collaboratifs, et de les animer par des relations coopératives et communautaires qui affirment leurs existences et qu'ils se reproduisent, et que ce n'est qu'en s'intéressant à processus multiforme, traversé de contradictions et collaborations, que l'on peut comprendre ce que « sont » ces communs (Harvey, 2012). Ce sont par ces pratiques de mise en commun prenant des configurations multiples que des groupes s'opposent à la privatisation et la marchandisation du tissu social et urbain :

There is, in effect, a social practice of commoning. [...] At the heart of the practice of commoning lies the principle that the relation between the social group and that aspect of the environment being treated as a common shall be both collective and non-commodified-off-limits to the logic of market exchange and market valuations. (Harvey, 2012, 73)

Cette conceptualisation du commun en ce qu'il s'agit d'actions renouvelées, reproduites quotidiennement, met en exergue que le « commun » est en fait une « une dimension de l'activité et non une caractéristique du bien », un aspect fondamental qui pose toute l'importance sur la compréhension du social en train de se faire, sur l'« ordinaire », sur les pratiques quotidiennes de ceux et celles qui instituent le commun (Laval, 2016, 2; Gibson-Graham et al., 2016, 198). Elle implique de s'intéresser à la matérialité de ce qui est mis en commun, mais aussi aux transformations symboliques et relationnelles qui sont mises de l'avant au sein de ces initiatives, en plus des espaces et des formes institutionnelles qui sont élaborées par ce processus (Zapata-Campos et al., 2020, 1152; Stavrides, 2014). C'est par ailleurs une particularité que possède les « nouveaux communs » face aux « biens communs », selon Hardt & Negri (2009, 146), soit de se substituer à la logique de la rareté : en reposant davantage sur des modèles d'actions, des idées et des savoirs que sur

la possession de ressources matérielles, le principe de partage au centre du commun permettrait son expansion et son débordement hors de la communauté initiale. Il s'agit aussi aujourd'hui d'initiatives qui émergent ici et là, créant la ressource et la renouvelant, plutôt que s'appuyant sur l'exploitation d'une CPR géographiquement située et limitée. Ainsi, nous observons moins un retour ou d'une renaissance des communs – ce qui renverrait davantage un retour à des droits coutumiers ou traditionnels sur des ressources naturelles telles que des paysages, des pâturages, des pêcheries, la défense d'un milieu de vie déjà là – que la création d'assemblages sociaux nouveaux dont la communauté fait partie selon des modalités modernes où la démocratie a place centrale (Laval, 2016, 4-7). Gibson-Graham et al. (2016, 195) comprend ce processus relationnel de communalisation comme un défi ou une lutte [traduction libre : struggle], soit un processus fondamentalement politique, où sont négociés accès, utilisation, distribution des bénéfices, modalités de *care* et responsabilité tant de la ressource que du bien-être d'autrui. Ces agencements relationnels permettant de penser les communs à des échelles variables, qu'elles soient micro ou ultra-locales à macro, tel que des réseaux internationaux, ou prenant des formes variées, des « communs biophysiques (par exemple, l'écologie des sols, de l'eau, de l'air, des végétaux et des animaux), [aux] communs culturels (par exemple, la langue, le patrimoine musical, les symboles sacrés et les œuvres d'art), [aux] communs sociaux (par exemple, les systèmes éducatifs, de santé et politiques) et [a] communs de la connaissance (par exemple, les connaissances écologiques autochtones, les connaissances scientifiques et techniques).» (Gibson-Graham, 2016, 195)

Cette façon d'appréhender les communs, comme un processus de pratiques sociales qui crée et entretient, mais dont les contradictions internes ne sont pas ignorées, permet de s'intéresser aux logiques organisationnelles et institutionnelles qui émergent en interaction et à la façon dont ces éléments sont influencés par les configurations de relations qui les ont vus naître, mais aussi par les contraintes matérielles, institutionnelles, et systémiques qui s'imposent à elles (Dardot & Laval, 2010, 114). C'est en s'intéressant à ces limites et aux manières dont elles sont dépassées, tant matériellement qu'au niveau des imaginaires, de ce qui est envisageable de faire, que le potentiel subversif, préfiguratif et émancipatoire des communs se révèle :

In the contemporary capitalist city people have to invent forms of life in order to survive. To help release the power of doing, which capitalism continuously captures and traps in its mechanisms, we need to participate in the creation of spaces and institutions of expanding commoning. If autonomy has any meaning as an anti-capitalist venture, then it must be constructed in-against-and-beyond the metropolis, by upsetting dominant taxonomies of urban spaces as well as dominant taxonomies of political actions.
(Stavrides, 2014, 549)

Une distinction additionnelle s'impose alors : qu'est-ce qui différencie les relations prenant place dans ces « nouveaux communs »³⁹ de celles qui se seraient données à être observée dans les communs dits traditionnels, comme ceux dont Marx déplorait la destruction au 19^e siècle⁴⁰, par exemple? Les communs urbains compris comme résultant et participant d'un processus relationnel de communalisation poussent à remettre l'emphasis sur l'importance de la communauté dans le commun, l'un et l'autre ayant une existence co-dépendante (Gibson-Graham et al., 2016, 196). Les communs tels qu'ils émergent de la société civile actuelle, engagent une manière de faire communauté qui s'inscrit symboliquement dans la modernité, c'est-à-dire où l'individu s'engage volontairement et activement pour faire monde commun avec ses semblables, plutôt qu'en apparaissant dans un univers social l'inscrivant *ipso facto* dans des configurations communautaires et relationnelles qui échappent à sa volonté :

Elle permet de penser une façon moderne de "faire communauté", laquelle ne vise pas à réactiver la communauté close fondée sur l'identité des semblables, nostalgie à la source de toutes les "révolutions conservatrices", mais à réactualiser la conception d'une société de coopérateurs-citoyens fondée sur la mise en commun des singularités. (Laval, 2016, 2-3)

La communalisation a donc en son fondement un principe politique à partir duquel se créer et se reproduit une communauté, contrairement aux communautés traditionnelles auxquelles l'accès peut être réduit à des formes d'assignation identitaire rigides (Gibson-Graham et al., 2016, 196; Berge & McKean, 2015, 474). De ce fait, ces communautés de communalistes construites à travers le processus de communalisation ne sont pas forcément homogènes, et peuvent lier des personnes aux intérêts différenciés dans d'autres circonstances (Gibson-Graham, 2016, 196). Selon Stavrides (2014, 548) ce serait, par ailleurs, cette particularité des « nouveaux communs » ou des « communs urbains » de pouvoir établir un « seuil » franchissable et non une limite fixe pour accéder à la communauté communale qui représenterait le cœur du potentiel subversif de ce mode d'action : en évitant d'établir clairement et formellement qui fait partie du groupe (Ostrom, 1990), ces initiatives pourraient éviter de nouvelles formes d'enclosure pouvant résulter d'une institutionnalisation à tendances davantage communautaristes que communalistes (Angelis & Stavrides, 2010, 12). Pour que la communalisation reste une forme de coopération suivant un partage équitable, il doit s'agir d'un processus qui dépasse la communauté établie, qui est ouverte aux

³⁹ Certains auteurs emploient cette expression pour parler de certaines initiatives citoyennes qui émergent depuis la fin du XX^e siècle (Holemans, 2021, 1; Berge & McKean, 2015, 482).

⁴⁰ On peut notamment penser à l'article « Débats sur la loi relative au vol de bois » paru dans la gazette rhénane du 25 octobre 1842 ou simplement lorsqu'il décrit les mécanismes par lesquels les paysans ont été expulsés par la force de leurs terres dans le chapitre 8 du premier tome du Capital (De Angelis & Harvie, 2014, 281; Marx, 1842).

nouveaux « membres », et qui s'organise selon des principes permettant le partage du pouvoir décisionnel (Stavrides, 2014, 549).

3.2 Réparation, initiatives collectives et reconfigurations sociales de l'activité (re)productive

3.2.1 La réparation : politisation d'une pratique aux prises entre processus de collectivisation et d'appropriation

The repair and commons movements challenge corporate efforts to deskill both repairers and consumers and transfer their knowledge to firms. They challenge social imaginaries, redefining societal alterities to consumption society (Zapata campos et al., 2020, 1165)

Les initiatives sociales et communautaires centrées autour de pratiques de réparation apparaissent aujourd'hui comme un ensemble de pratiques sociales dont se saisit un nombre grandissant de penseurs, et ce, dans une variété de disciplines parmi les sciences sociales afin d'appréhender la dimension politique qu'elles impliquent (Graham et Thrift, 2007; Graziano et Trogal, 2017; Graziano et Trogal, 2019; Zapata Campos et al., 2020; Bradley et Persson, 2022). Cet intérêt accompagne une montée d'initiatives sociales se saisissant de la réparation comme enjeu pratique, telles que les « *repair cafés* », les bibliothèques d'outils communautaires, les forums et wiki en ligne, ainsi que les AVC, et qui y articulent une variété de sujets politiques, tels que les enjeux autour des communs, de la décroissance, du partage des savoirs, par exemple (Graziano & Trogal, 2017, 637).

Si certaines formes de mobilisation et de réflexions académiques restent davantage centrées sur des considérations liées aux institutions légales et aux potentielles avancées en matière de droits, comme le « mouvement du droit à la réparation » (Schmid 2019; Hughes 2021), d'autres s'intéressent à un certain mouvement qui rassemble divers acteurs, organisations et individus s'intéressant aux pratiques concrètes de réparation, au bricolage et à la réutilisation de manière à la fois autonome et communautaire (Graziano et Trogal 2017; Schmid 2019; Meißner 2021). Ces initiatives visent davantage la réutilisation, le partage, la « résilience » et la réduction des impacts environnementaux grâce à la « requalification » [traduction libre : *reskilling*] (Bradley & Persson, 2022, 1326). Elles insistent sur le caractère écologique de leur pratique, le renforcement de l'autonomie des personnes et des collectivités, l'amélioration qualitative des conditions de vie et de l'inclusion sociale, et s'efforcent de créer un espace pour des pratiques de coopération selon des formes alternatives aux relations marchandes (Bradley & Persson, 2022, 1322). Plusieurs soulignent le lien entre les pratiques de réparation et une certaine volonté de s'engager dans une voie économique post-croissance (Jackson, 2009 ; Johnsen et al., 2017) ou décroissantiste (Demaria et al., 2013) (Graziano & Trogal, 2019, 208). Si certain·e·s auteur·e·s ont souligné la tendance de ces initiatives à augmenter la durée de vie des objets et donc d'augmenter la longueur des cycles allant de la production à la consommation, le

paradigme d'écologie sociale de l'École de Vienne semble révélateur en ce qu'il s'intéresse à aux sociétés humaines en tant qu'assemblages biophysiques traversés de flux de ressources mis en forme par des déterminations matérielles (naturelles) ainsi que symboliques (relationnelles, communicationnelles, politiques, « économiques ») (Kramm et al., 2017, 1042-1043). Suivant cette perspective théorique, les pratiques de réparation peuvent être interprétées comme participant d'un processus de ralentissement du métabolisme social, soit d'une réduction de l'extraction de ressources, de leur transformation, consommation et, ultimement, rejet dans un « extérieur » duquel fait, en réalité, nécessairement partie toute existence humaine (et non humaine).

Graziano & Trogal (2017, 638) soutiennent par ailleurs que ces initiatives renferment le caractère de mouvement social comme elles impliquent des groupes hétérogènes ayant des niveaux de compétence variés et des origines sociales différentes qui œuvrent dans une trajectoire relativement unifiée. Suivant Diani (1992), un mouvement social peut être conçu de manière processuelle comme :

a process whereby several different actors, be they individuals, informal groups or organisations, come to elaborate, through their joint action and/or communication, a shared definition of themselves as being part of the same side in a social conflict. By doing so, they provide meaning to otherwise unconnected protest events or symbolic antagonistic practices, and make explicit the emergence of specific conflicts and issues (Diani, 1992, 2-3)

Si l'antagonisme à une société productiviste et de consommation débridée est identifié par Graziano & Trogal (2017, 637) pour postuler le caractère de mouvement social en lien avec la montée des initiatives collectives de réparation, celles-ci s'appuient sur le concept de « *lifestyle movement* » (Haenfler et al., 2012) pour identifier la dimension politique de la réparation qui coalesce à travers elles en décrivant ces lieux comme étant à « l'intersection des modes de vie et des mouvements sociaux » [traduction libre]. Bien que cette conceptualisation puisse effectivement contribuer à élargir l'appréhension des mouvements sociaux au-delà des mouvements dont les actions se limitent strictement au moment d'opposition, en permettant de considérer des actions « quotidiennes » ou « ordinaires » en tant que pratiques s'inscrivant de manière légitime dans une démarche visant un changement sociopolitique plus large. Cette appellation nous semble néanmoins limitée par la locution « *lifestyle* » qui tend à évacuer la dimension collective de l'action pour prioriser les aspects plus individuels en lien avec des « choix de vie ».

Tel que discuté précédemment, notre préférence serait plutôt rangée d'une conceptualisation portant sur un mouvement de communalisation du fait que la logique sous-jacente à l'action semble moins réductible aux pratiques de réparation elles-mêmes, qu'aux formes relationnelles que sont appelées à co-construire les personnes s'impliquant de ce type d'initiatives. D'ailleurs, Graziano & Trogal (2017, 643) reconnaissent

que ces initiatives s'investissent dans des formes d'activité centrées sur le partage, la réciprocité et la mise en commun. Pour illustrer qu'il n'est pas question de pratiques individuelles, isolées dans la sphère privée, mais d'initiatives à dimension collective, certains parlent d'ailleurs d'un passage du *DIY (Do-It-Yourself)* au *DIT (Do-It-Together)* ou au *DIO (Do-It-Ourselves)* (Ratto et Boler 2014, 3-8). Or, si ces initiatives dont les activités de réparation sont axées vers la coopération et la solidarité peuvent être comprises comme participant d'un mouvement social, elles peuvent également être appropriées comme forme d'activité par le capital (Graziano et Trogal, 2019, 209). De nombreux biens sont aujourd'hui délibérément conçus pour que les possibilités de réparation soient éliminées (Verbeek, 2004), ou pour être simplement remplacés et jetés par obsolescence programmée, incitant à l'accélération des cycles métaboliques, engendrant évidemment une gamme de problèmes environnementaux de la production, au transport, à l'élimination ou au recyclage des déchets (Graham et Thrift, 2007, 18). Certaines entreprises tentent aussi de contrôler la réparation en rendant leurs produits difficiles à réparer de manière indépendante (Graziano et Trogal, 2019, 212) ou en tentant de restreindre les droits de réparation soit par lobbying, soit en retenant des informations délibérément (van der Velden, 2021). De ce fait, certaines activités de réparations auparavant réalisées dans des circuits économiques informels ou dans la sphère privée font aujourd'hui l'objet de tentative d'*enclosure* par des entreprises visant à avoir le monopole de ce type d'activité sur « leur » produits (Bradley & Persson, 2022, 1325).

C'est devant ce mouvement d'expansion capitaliste que le mouvement de « droit à la réparation » se dresse, tant pour que les individus puissent garder le contrôle sur leurs objets, que pour protéger les pratiques collectives ouvrant des avenues productives alternatives (Graziano & Trogal, 2019, 212). Les pratiques de réparation collectives s'inscrivent ainsi dans une démarche politique non seulement en lien avec la crise environnementale, mais aussi en lien avec ces mouvements de colonisation des modalités de la vie et de la reproduction sociale, tant en ce qui a trait aux formes éphémères que prennent les objets qu'en lien avec la subsomption de la possibilité de réaliser certaines formes d'actions (Graziano & Trogal, 2019, 212).

3.2.2 Éclairage féministe matérialiste sur les pratiques de réparation collectives : reconfiguration du rapport au travail, renouvellement des modalités de création de lien social et implications ontologiques

Jackson (2014) a souligné de quelle manière l'emphase est principalement placée sur l'innovation et la création de nouveaux produits, services et technologies, plutôt que sur le soin, la maintenance et la réparation, une considération reprise par Graziano et Trogal (2017, 17; 2019, 207) pour établir un lien avec ce qu'ont souligné plusieurs chercheuses féministes, c'est-à-dire que les pratiques reproductives et de *care* ont longtemps – et font souvent – partie de l'économie dite « informelle » en tant que travail invisibilisé, servant à soutenir l'économie monétaire formelle (Leigh-Star, 1999, 385; dalla Costa et James, 1972 ; Federici,

2012). Avec l'intérêt académique et populaire pour les initiatives collectives de réparation, plusieurs auteur·e·s soulignent la tendance suivant laquelle ces pratiques en viennent à reprendre l'avant-scène sous un nouveau jour, où l'éclairage porté par les auteures féministes matérialistes sur les pratiques reproductives permet de penser leur politisation plutôt que leur récupération au sein du capitalisme « vert » (Bradley & Persson, 2022, 1323) :

Like other urban commoning movements, they challenge the undervaluing of reproductive labour and instead subversively contribute to the revalorization of care practices by taking them out of the household, market, and state to the community via sociable practices (Zapata Campos et al., 2020, 1165)

Plusieurs lectures des initiatives collectives de réparation font le lien avec le concept de reproduction tel que mis de l'avant par les auteures féministes par une analogie s'appuyant sur les concepts d'« avant et arrière-scène » de Goffman afin de les appliquer à la fois aux objets ainsi qu'aux pratiques sociales. Lorsque les objets se brisent et font l'objet de dysfonctionnements, l'« arrière-scène », soit les mécanismes « invisibles » de leur fonctionnement, prendrait momentanément l'« avant-scène » par la mise en lumière qu'opèrent les pratiques de réparation (Henke, 2000, 56). Cette « arrière-scène » est aussi associée au concept de « boîtes noires » technologiques, c'est-à-dire que, par l'utilisation de dispositifs techniques de manière continue, le fonctionnement des objets peut devenir opaque à son utilisateur et inciter à l'absence de remise en question de la technologie (Hinchcliffe, 1996 : 665). Ainsi, les bris des objets techniques et les nécessaires opérations pour rétablir leur fonctionnement peuvent être compris comme des moments participant d'un processus « d'ouverture de boîtes noires » [traduction libre : *un-blackboxing*] permettant de rétablir un état de connaissance, et de développer une forme d'autonomie (Graham et Thrift, 2007, 8).

Or, selon Barca, plutôt que de mettre le travail de réparation à l'avant-plan en l'intégrant dans l'économie capitaliste, sous le contrôle d'entreprises marchandes, les pratiques du travail de réparation et de maintenance doit être « désaliénée », c'est-à-dire que la manière dont le travail est organisé doit être déterminée par les travailleurs eux-mêmes, et les fruits de ce travail doivent leur revenir, si ces activités visent à établir « la possibilité d'organiser le métabolisme social selon des modalités réellement émancipatrices » [traduction libre] (Barca, 2017, 5 ; Graziano & Trogal, 2019, 209-210). Selon Federici (2016), la reproduction sociale est « non seulement centrale pour l'accumulation capitaliste, mais pour toute forme d'organisation » ce qui implique qu'elle soit aussi « au centre de tout projet de transformation », incitant à envisager la réparation, en tant que composante de la reproduction sociale, comme portant un potentiel de critique, de reconfiguration, et même de préfiguration à des formes d'organisation sociale alternatives (Graziano & Trogal, 2019, 208). Dans la suite de ces réflexions, Graziano et Trogal, (2017, 652) soutiennent que les initiatives de réparation collectives, émancipées des formes de travail marchandisées et

appropriées, permettraient d'envisager les potentialités d'une société « post-travail », ce qui consiste sensiblement dans le propos porté par Dardot et Laval (2014) en ce qu'ils envisagent les communs comme principe pouvant ouvrir de nouvelles formes d'organisation de la totalité sociale. Dans cette perspective, la réparation ne concerne pas seulement la restauration fonctionnelle des objets, mais aussi la construction de relations sociales plus équitables, basées sur des formes d'échange non marchandes, et où d'autres formes de travail, davantage axées sur la création de valeurs d'usage, sont revalorisées (Bradley & Persson, 2022, 1325-1329).

Par ailleurs, les initiatives collectives de réparation, en évitant la médiation par le travail salarié, formuleraient, une critique en action des sociétés capitalistes ou cette forme de travail est appelée à être la forme « principale de la médiation sociale » (Postone, 1996, 49) en ce que c'est par celle-ci qu'une part importante des activités sociétales transigent dans la sphère publique, et que le salaire associé est devenu condition quasi *sine qua non* à la satisfaction des besoins et à l'entrée en relation. Suivant cette critique, en sortant du cadre du ménage, les activités de réparation collectives peuvent être comprises comme du travail reproductif à la fois parce qu'il s'agit de re-produire des choses matérielles existantes, mais aussi parce qu'elles prennent place suivant des cadres relationnels non marchands. Par ailleurs, elles politisent leurs pratiques en soutenant leur caractère d'« impératif sociétal » (Rosner et Ames, 2014, 55), en reconfigurant le débat autour des valeurs d'usage permettant la satisfaction des besoins pour vivre, ainsi qu'en remettant l'emphasis dans la sphère publique sur les pratiques de *care* pour les choses, les humains et la nature (Graziano & Trogal, 2017, 651).

À cet effet, Fisher et Tronto définissent le *care* comme « tout ce que nous faisons pour maintenir, continuer et réparer notre monde afin que nous puissions y vivre le mieux possible [incluant] nos corps, nous-mêmes et notre environnement, en entrelaçant tout cela dans une toile complexe qui soutient la vie » [traduction libre] (Fisher et Tronto, 1990 : 40). Graziano & Trogal (2019, 208), soulignent, suivant les considérations soulevées par Puig de la Bellacasa (2011), que ce souci peut être étendu aux mondes et aux relations que nous entretenons avec les acteurs non humains sur lesquelles nos activités, et le métabolisme de nos sociétés, ont nécessairement des impacts. De plus, suivant Tronto (1993), le *care* peut être compris comme intrinsèquement politique dès lors qu'on prête attention à qui le fait et pour qui. La réparation peut être comprise comme un sous-ensemble de ces pratiques et politiques de *care* qui ont été au centre des préoccupations féministes ayant contribué à remettre de l'avant la reproduction sociale, les pratiques qui la soutiennent, et les rapports politiques qui l'organisent. La vision d'une société s'engageant dans un ralentissement des cycles métaboliques par la réparation organisée de manière collective implique de réfléchir ces activités comme forme de *care*, de partage et de relations de réciprocité, ce qui pousse

certain·e·s auteur·e·s à lier ce phénomène davantage aux perspectives de la décroissance et des communs qu'à celles de la croissance verte et de l'économie circulaire (Bradley & Persson, 2022, 1334; Graziano & Trogal, 2019, 205).

Dans la lignée de ces considérations faisant écho aux propos d'auteurs féministes matérialistes, l'accent mis sur les pratiques de *care* et de la reproduction sociale, plutôt que sur celles visant l'extractivisme et la croissance, par les initiatives collectives de réparation pourrait contribuer à redéfinir les formes de vie envisagées collectivement (Graziano & Trogal, 2017, 650). Les initiatives collectives de réparation créent des occasions où la réparation ne se résume pas seulement à réparer un objet, mais aussi à partager des expériences avec autrui, et ainsi nouer des relations avec ceux-ci. Puisque ces initiatives de réparation collective agissent généralement en dehors du cadre d'échanges marchands et transactionnels, elles peuvent devenir des lieux de sociabilité permettant le développement de relations animées de valeurs qui dépassent l'horizon commercial. Graziano & Trogal (2017, 648) entendent par la création de ces « liens de sociabilité » l'expérience des autres comme une source de plaisir réciproque. De ce fait, ces lieux pourraient créer des espaces de rencontre sociale qui, non seulement autonomisent les citoyens en renforçant leurs compétences et savoirs, mais soutiennent également par ces activités la construction communautaire, le bien-être et l'inclusion sociale (Bradley & Persson, 2022, 1328). Plusieurs soulignent que ceux qui participent à des initiatives collectives de réparation le font non seulement en raison de leurs intérêts communs pour la technologie et le travail manuel, mais souvent aussi en raison d'un désir de faire l'expérience de rencontres sociales significatives (Sleigh et al. 2015; Graziano & Trogal, 2017, 648).

Ainsi, la réparation ne consiste pas seulement en la réparation instrumentale de produits, mais aussi en la construction de relations sociales permettant d'endosser des rôles qui permettent de transcender le statut de « consommateurs » (McLaren et al., 2020; Meißner 2021; Bradley & Persson, 2022, 1322). En reconfigurant les modalités par lesquelles le travail est effectué et valorisé, les initiatives collectives de réparation peuvent être conçues comme renfermant le potentiel de « restaurer » [traduction libre] les modalités par lesquelles s'établissent les relations sociales et prennent place certaines modalités du politique (Graziano & Trogal, 2019, 206 ; Bradley & Persson, 2022, 1325). Elles agissent ainsi à un moment charnière, alors que ce qui a commencé comme un processus de déqualification non seulement s'intensifie, mais devient une stratégie visant à faire l'*enclosure* des connaissances, des compétences, mais aussi des modalités sociales par lesquelles transigent les pratiques de réparation, offrant également des opportunités aux personnes en situation socioéconomiquement défavorisée de répondre à leurs besoins. À cet égard, la réparation peut apparaître comme une manière de résister à la dépendance croissante au travail salarié et à la consommation de biens produits suivant cette convention (Graziano & Trogal, 2017, 651). En permettant d'autres formes

d'engagement relationnel par des activités productives plutôt que par des activités axées sur la consommation – à une époque où la consommation peut apparaître comme le seul moyen d'accéder à des occasions d'entrée en relation et de sociabilité – ces initiatives collectives peuvent jouer un rôle crucial dans la reproduction ou la « réparation » du tissu social de leurs communautés locales (Graziano & Trogal, 2017, 652). Cela étant Graziano & Trogal (2017, 652) soulignent que les aspects subversifs de ces pratiques collectives doivent périodiquement être remis de l'avant afin de souligner leur opposition aux logiques néolibérales, en ce qu'elles pourraient être récupérées par un certain discours de la « résilience » qui, plutôt que de vouloir fonder de nouvelles médiations sociales transformatives, accepte l'appauvrissement de la société au profit d'une élite conçue comme hors de portée et émancipée des impératifs collectifs de distribution de la richesse.

3.2.3 La pédagogie critique, un éclairage prometteur sur des pratiques transformatrices

Tel qu'abordé précédemment, les tentatives d'enclosure des savoirs se sont révélées être non seulement un nouvel espace d'expansion capitaliste, mais aussi une porte par laquelle s'intensifie le régime de la propriété capitaliste dans tous les aspects du monde construit par les humains. Cela représente une dynamique de dépossession qui tend à dissocier l'usage de la connaissance du fonctionnement des choses d'une manière radicalement nouvelle, interférant directement avec la réparation et l'entretien des biens matériels (Graziano & Trogal, 2017, 640). Bien que certains puissent considérer le savoir comme une ressource commune difficilement directement appropriable par dépossession (Hess & Ostrom, 2007), le conflit en cours autour des pratiques de réparation rend tangible le fait que les savoirs communs peuvent faire l'objet d'enclosure, et ce, non pas dû à leur « nature », mais en raison de dispositifs techniques et informationnels qui en restreignent l'accès (Dardot et Laval, 2014, 149-150; Graziano & Trogal, 2017, 643). Or, les modes d'organisation des collectifs axés sur les pratiques de réparation – tel que les structures ouvertes mises de l'avant par de nombreuses initiatives avec l'ouverture aux nouveaux membres et bénévoles, ou en transmettant le plus d'information possible via des wikis – incitent à comprendre la défense de la réparation comme une défense du commun en tant que régime de pratique politique, et ce, par la constitution d'actions et de relations pédagogiques aux formes particulières. Ainsi, les aspects pédagogiques des initiatives de réparation collectives comme un élément de la réalité sociale dont l'étude peut nous renseigner non seulement sur les relations de mise en commun des savoirs, mais aussi sur les liens entre l'apprentissage de compétences et les potentialités de changement social, ou socio-écologique, sur le long terme (Graziano & Trogal, 2017, 644).

Comme le soulignent Graham et Thrift (2007, 4-6), les bris peuvent occasionner des réparations qui impliquent une certaine variabilité face à l'état initial, mais qui, bien qu'elles soient « inexactes », possèdent

le caractère d'être innovantes ou créatives. Ce processus prenant place sur une échelle temporelle plus ou moins grande permet d'envisager d'importantes évolutions de formes techniques suivant les pratiques sociales de réparation : « en ce sens, la réparation peut être comprise comme un processus d'apprentissage » [traduction libre] (Brand, 1994: 127). De ce fait, le potentiel que possèdent les pratiques de réparation d'altérer le monde matériel, et, conséquemment, les relations sociales qui y prennent place incitent à penser au potentiel politique que renferment les pratiques pédagogiques y étant associées (Graham and Thrift, 2007, 5; Graziano & Trogal, 2017, 635-636; 2019, 214).

En remettant l'accent sur la création de liens communautaires significatifs et en s'éloignant d'une valorisation à outrance de l'« innovation » comme moyen de marchandisation, pour insister plutôt sur la satisfaction des besoins et les soins portés aux humains et à l'environnement, les initiatives collectives de réparation mettent simultanément de l'avant les processus d'apprentissage et de création qui prennent place à travers leurs activités (Graham et Thrift, 2007 ; Jackson, 2014 ; Graziano & Trogal, 2017, 651). Suivant celles-ci, certain·e·s auteur·e·s soulignent que les citoyens y deviennent des co-créateurs actifs qui, par un processus d'apprentissage collectif et acquièrent de nouvelles compétences (Bradley & Persson, 2022, 1328). La réparation collective peut ainsi être vue comme un lieu de requalification pour les individus et les collectivités pour qui l'opportunité d'intervenir dans la matérialité de la vie quotidienne avait été réduite, participant ainsi à des processus pédagogiques radicaux en ce qu'ils outillent les acteurs pour la transformation du monde matériel et social (Graziano & Trogal, 2019, 206).

Le lien entre apprentissage et convivialité est souvent mis de l'avant comme un élément clef de l'éthos politique des initiatives de réparation, soulignant qu'il s'agit de sites pédagogiques qui mettent également en lumière de nombreuses autres relations qui doivent être « réparées », notamment en ce qui concerne les rapports sociaux de sexe, mais aussi en ce qui a trait à la compétence comme élément modulant la place du pouvoir dans les rapports intersubjectifs (Graziano & Trogal, 2017, 653). À cet effet, les réflexions de penseurs associés au courant de « pédagogie critique », nous semblent particulièrement pertinentes afin d'aborder la manière par laquelle un rapport intersubjectif davantage égalitaire pourrait être amené à prendre place dans des espaces pédagogiques organisés autrement, et comment cette organisation d'un processus pédagogique alternatif peut participer à une démarche sociale émancipatrice. Cet apport théorique aux discussions entourant les initiatives de réparation axées vers la communalisation que sont les AVC représente une des contributions de ce mémoire à la littérature en ce qu'il semble pouvoir nous informer sur les mécanismes qui sous-tendent la mise en commun, ainsi que sur la façon dont les personnes impliquées dans ces projets inscrivent ceux-ci dans des démarches de transformation des formes sociales au-dedans et delà des murs où elles s'activent. Tel que le souligne Ouellette, bien que des initiatives sociales (tel que des

comptoirs alimentaires ou des garderies communautaires, par exemple) ne se présentent pas ou n'aient pas « comme objectif prioritaire ou comme fonction principale l'éducation populaire », c'est néanmoins « autour de luttes sur le front social que s'articule le travail de ces groupes et, spécifiquement, leur travail d'éducation populaire » (Ouellette, 1979, 78).

Pour aborder cette potentialité d'une transformation sociale par le déploiement d'un processus pédagogique critique, ou populaire, il est inévitable d'aborder les réflexions mises de l'avant par Paolo Freire dans son œuvre phare, *Pédagogie des opprimés* (1970 [2005]). Celui-ci insiste sur le fait que le processus pédagogique est, d'une part, central à un apprentissage permettant une émancipation non seulement de la condition d'opprimés, mais du rapport dialectique entre opprimés et oppresseurs. D'autre part, ce processus pédagogique, s'il se veut libérateur, ne pourrait être réalisé, ou organisé, pour les opprimés, mais doit l'être avec et par ceux-ci (1970, 48), dans un partenariat de « *students among students*⁴¹ » (Ibid., 75). Cette reconfiguration du rapport intersubjectif vers une forme davantage horizontale, où le pédagogue rend possible le processus pédagogique et collabore à une compréhension, est une critique fondamentale de la configuration relationnelle d'une pédagogie classique où l'enseignant·e assume la position de sujet pour imposer aux apprenant·e·s la position d'objet, à laquelle est associée une certaine passivité dans l'absorption non-réflexive des informations qui leur sont présentées (Ouellette, 1980, 108). Ainsi, Freire souligne les limites d'une pédagogie « classique » s'appuyant sur la narration, et figeant mécaniquement tant le processus d'apprentissage que les rôles par lesquels en viennent à s'engager les enseignant·e·s et apprenant·e·s dans ce processus. C'est ce que Freire appelle le « modèle bancaire de l'éducation » [traduction libre : *banking model of education*], c'est-à-dire un modèle suivant lequel les rôles sont fixes et où la personne se trouvant dans la position de pédagogue « dépose » des connaissances dans les consciences des apprenant·e·s, postulant *a priori* leur ignorance, et niant leur potentielle participation à un processus heuristique engageant l'esprit critique. Ce modèle pédagogique est associé aux systèmes éducatifs nationaux dont plusieurs auteur·e·s de la deuxième moitié du XX^e ont associé à une forme oppressive (Freire, 1970; Illich, 1971) et ont démontré la propension à reproduire les inégalités sociales (Bourdieu & Passeron, 1964).

Si un réel apprentissage nécessite une réflexion critique plutôt qu'une absorption passive d'informations, ce que Freire appelle la « réflexion authentique », elle implique que le processus pédagogique soit organisé afin de rendre les apprenant·e·s acteur·rice·s de leur transformation. Ce n'est que par ce processus que,

⁴¹ Pour référer à cette forme relationnelle qui insiste sur l'horizontalité dans la rencontre des sujets au sein de la relation pédagogique, le terme « co-apprenant·e·s » sera utilisé dans les sections qui suivent.

plutôt qu'un endoctrinement, la pédagogie peut porter les apprenant·e·s à agir authentiquement sur le monde, de manière autonome, libérée des œillères héritées d'une éducation dogmatique (Freire, 1970, 77). De ce fait, un processus pédagogique émancipateur, ce que Freire appelle la « *problem posing education* » doit révéler le caractère de l'ensemble des participant·e·s d'être à la fois enseignant·e·s et apprenant·e·s :

Education must begin with the solution of the teacher-student contradiction, by reconciling the poles of the contradiction so that both are simultaneously teachers and students. [...] The teacher is no longer merely the-one-who-teaches, but one who is himself taught in dialogue with the students, who in turn while being taught also teach. They become jointly responsible for a process in which all grow. In this process, arguments based on "authority" are no longer valid; in order to function, authority must be on the side of freedom, not against it. Here, no one teaches another, nor is anyone self-taught. People teach each other, mediated by the world, by the cognizable objects which in banking education are "owned" by the teacher. (Freire, 1970, 80).

Ce ne serait que par l'établissement de cette relation intersubjective où les co-apprenant·e·s se rencontrent dans un exercice cognitif critique, qu'une réelle communication ne pourrait être établie, c'est-à-dire une entrée en relation où un échange d'information peut permettre un réel partage d'information entre personnes qui apparaissent l'un à l'autre comme sujets du processus d'apprentissage. Pour Freire, la communication authentique devient le substrat nécessaire à l'échange, ce qui n'est pas sans rappeler les réflexions d'Habermas à partir de « l'agir communicationnel » (Habermas, 1981) où l'échange rationnel (effort de cognition critique et réflexive entre co-apprenant·e·s chez Freire) représente la condition préalable à une délibération où les acteurs puissent se rencontrer sur le terrain des idées plutôt que des statuts, et puissent être à même de faire s'exprimer une volonté réellement démocratique. Ce serait donc, par la communication authentique, libérée du rapport de domination, qu'une réflexion commune pourrait être appelée à prendre place :

Solidarity requires true communication, [...] only through communication can human life hold meaning. The teachers thinking is authenticated only by the authenticity of the students thinking. The teacher cannot think for her students, nor can she impose her thought on them. Authentic thinking, thinking that is concerned about reality, does not take place in ivory tower isolation, but only in communication. (Ibid., 77)

La création d'un lien libérateur et les défis soulevés par les formes que prennent ces rapports intersubjectifs parmi les pratiques pédagogiques trouvent écho dans les critiques féministes de l'éducation académique, exposant comment les hypothèses dominantes sur la manière dont les gens acquièrent de nouvelles compétences et modifient leurs habitudes cognitives négligent des aspects clés de la dimension relationnelle de l'apprentissage (Graziano & Trogal, 2017, 646). Notamment, bell hooks soulignait la nécessité de reconnaître l'étudiant·e comme une personne entière, sans la réduire à une identité qui se limite au moment et à l'espace d'apprentissage (hooks, 1994). Cet apport de hooks est cohérent avec l'approche

intersectionnelle, par laquelle il s'agit, pour comprendre l'expérience sociale des personnes, d'appréhender dans toute sa complexité les configurations par lesquelles celles-ci traversent et sont traversées du social. Si une initiative sociale se targue d'être portée vers la libération, l'émancipation ou l'autonomisation – tel que peuvent l'être certaines initiatives sociales de réparation, dont les AVC – celles-ci doivent mesurer leurs principes et le déploiement de leurs activités à l'aune d'une multiplicité de systèmes de domination, et en fonction des positions sociales qu'occupent les individus face à cette multiplicité de systèmes lorsque celles-ci entrent en relation dans cet espace (classe, racialisation, identité et orientation sexuelle) (hooks, 1984; Crenshaw, 1996).

Pour revenir sur les considérations évoquées plus haut en lien avec le concept de *care*, tout en se saisissant davantage de l'aspect pédagogique-relationnel prenant part du processus social de réparation tel qu'observé dans les initiatives collectives de réparation, Ellsworth (1989) ainsi que Meiners & Quinn (2007) ont également insisté sur le *care* dont témoigne l'enseignant·e qui ne renonce pas au processus dans lequel elle s'est engagée avec l'apprenant, un processus qui peut prendre du temps et ne pas suivre une évolution linéaire. Pour que les pratiques de réparation participent d'un processus d'autonomisation collective, elles doivent également « prendre soin » du contexte relationnel où elles prennent place. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre des connaissances et de développer des compétences techniques, mais, comme le soulignent Graziano & Trogal (2017, 648), ces espaces doivent être socio-techniquement réparés et réparateurs en regard des formes interactionnelles et des rapports sociaux saisis dans une perspective intersectionnelle.

Revenant à la nature du lien entre enseignant·e·s et apprenant·e·s comme étant potentiellement porteur d'un processus pédagogique libérateur, cet objet de réflexion est d'ailleurs repris par Ivan Illich (1971, 10), penseur de la « convivialité », qui souligne l'importance de créer une connexion entre apprenant·e·s et enseignant·e·s suivant un intérêt partagé pour un problème (« *peer matching* »), ce qui permettrait la mise en place d'un processus partagé de « *creative, exploratory learning* ». Cette rencontre, Illich l'envisageait par l'établissement de « *learning webs* », c'est-à-dire par le développement de contextes diversifiés où prennent place différentes façons d'apprendre, interconnectées et accessibles à travers la société grâce à un système de communication (*Ibid.*, 32-40), aujourd'hui réalisé grâce à la prolifération d'Internet. Il est d'ailleurs notable qu'Illich soulignât déjà la possibilité de voir s'établir à travers cette toile des espaces collectifs voués à la réparation :

There could be tool shops, libraries, laboratories, and gaming rooms. Photo labs and offset presses would allow neighborhood newspapers to flourish. Some storefront learning centers could contain viewing booths for closed-circuit television, others could feature office equipment for use and for repair. (Ibid., 1971, 36)

Cette déconstruction du cadre de l'enseignement comme étant l'apparat d'un système institutionnel centralisé chapeauté par l'État pour en faire une toile davantage informelle d'initiatives multiformes incite par ailleurs à reconsidérer les limites largement imposées aux individus quant à leur accès aux contextes pédagogiques ainsi que la place de ces contextes comme pouvant faire partie du processus politique et démocratique par lequel il est possible de se saisir réflexivement de la réalité et d'envisager sa transformation :

A good educational system should have three purposes: it should provide all who want to learn with access to available resources at any time in their lives; empower all who want to share what they know to find those who want to learn it from them; and, finally, furnish all who want to present an issue to the public with the opportunity to make their challenge known. (Ibid., 1971, 33)

C'est d'ailleurs la possibilité de l'insertion de cette dimension critique – que Freire identifie comme étant réflexive, engageant la raison (*logos*) plutôt que la croyance (*doxa*) – dans la rencontre d'acteurs co-apprenants intriqués dans un procédé de co-apprentissage, qui fonde pour Freire l'horizon par lequel le caractère construit du monde, matériel et social, peut apparaître aux opprimés et leur laisser voir « *the world not as a static reality, but as a reality in process, in transformation* » sur lequel ils peuvent agir (Freire, 1970, 83). Cette forme pédagogique émancipée des rôles et formes d'engagement dogmatiques, qui se saisit du monde non pas comme une donnée, mais comme une réalité à appréhender de manière critique, Freire l'appelle « *problem-posing education* ». Prenant appui dans un constructivisme marxien qui conçoit la réalité sociale comme étant le fruit de la contingence historique, Freire insiste par ailleurs sur le fait que, le processus d'apprentissage est à la fois *praxis* émancipatrice et objet de *praxis* afin de l'orienter à cette fin :

Problem-posing education affirms men and women as beings in the process of becoming—as unfinished, uncompleted beings in and with a likewise unfinished reality. [...] The unfinished character of human beings and the transformational character of reality necessitate that education be an ongoing activity. Education is thus constantly remade in the praxis. (Freire, 1970, 84)

Cette *praxis*, soit des actions portées vers la libération ou la réalisation de la condition humaine émancipée de domination, représente pour Freire un processus nécessairement dialectique et cyclique suivant lequel s'entrecroisent réflexion sur la situation occupée par l'individu et action portée à celle-ci, impliquant une réflexion renouvelée sur le changement apporté, et ainsi de suite (Freire, 1970, 66-109-125-126). En s'engageant dans une *praxis* réflexive, les opprimés réalisent le caractère contingent de la réalité dans laquelle ils occupent leur position, et découvrent leur capacité à la transformer. Freire (1970, 109) utilise le terme de *conscientização* [conscientisation en portugais] pour référer à cette réalisation de la capacité d'action, l'agentivité des opprimés sur leur réalité et dans leur libération, sans que celle-ci soit limitée à une

forme d'oppression économique, tel que le serait le concept analogue de conscience de classe chez Marx⁴². Cette transformation de l'individu comme « sujet historique », pour reprendre le vocabulaire marxien, ouvre les potentialités d'une réduction de l'aliénation du fait qu'il s'ouvre les portes pour déployer une action réfléchie, prenant ainsi la pleine responsabilité de celle-ci, tout en s'avancant vers une condition de liberté suivant la satisfaction de leurs besoins matériels, mais aussi une liberté « *to create and to construct, to wonder and to venture. Such freedom requires that the individual be active and responsible, not a slave or a well-fed cog in the machine* » (Fromm, 1966, 52-53, dans Freire, 1970, 68).

CHAPITRE 4

Approche méthodologique, enjeux épistémologiques et terrain de recherche

La démarche de connaissance pour le présent mémoire a été construite en partie en suivant les principes, tant méthodologiques qu'épistémologiques, qu'engage l'approche ethnographique pour les riches potentialités heuristiques qui l'animent et qui se lient avec l'immersion prolongée du chercheur dans la matérialité des rapports sociaux. Une importance a été portée dès les débuts de la recherche à ce potentiel heuristique en vue de l'état actuellement anémique de la production scientifique sur le type particulier de mobilisation citoyenne que représente les AVC, cela nous ayant semblé paradoxal l'apparente ubiquité de ces initiatives dans une variété importante de sociétés.

Dans cette section, nous nous pencherons sur la façon dont le regard de l'ethnographe coïncide avec la problématisation théorique de l'objet à interroger, c'est-à-dire que par une immersion s'étalant sur un temps long, il est envisagé que se révéleront, au fur et à mesure, les processus matériels, relationnels et symboliques, déployés par lesquels les acteur·rice·s, processus consubstantiels au réel à l'étude. Nous ferons également état des méthodes de co-construction des données qui ont été mobilisées au fil de l'enquête, soit l'observation participante et l'entretien semi-directif (ou « ethnographique »).

⁴² Bien que celui-ci ait notamment pu être utilisé par des auteures féministes matérialistes, notamment Christine Delphy, qui a proposé une analyse de l'oppression des femmes suivant le concept de classes sociales de sexes, appelant à une prise de conscience des femmes de leur statut de classe dans les rapports sociaux du système patriarcal (Delphy, 1970)

4.1 L'approche ethnographique et quelques considérations épistémologiques

Il semble impossible de réfléchir à la méthode ethnographique sans évoquer encore aujourd'hui son association à la discipline anthropologique et au travail de terrain des anthropologues modernes, les travaux ethnographiques du début du XX^e siècle de Bronislaw Malinowski ayant cimenté cet assemblage épistémologique entre discipline et méthode (Hughes, 1996, 270). Pourtant, l'ethnographie est fermement ancrée dans la discipline sociologique⁴³ depuis des décennies – notamment grâce aux travaux d'ethnographie urbaine de sociologues de l'École de Chicago, Albion W. Small, W. I. Thomas, Robert E. Park et Everett C. Hughes, pour n'en nommer que quelques-uns (Parent & Sabourin, 2016a, 8-10). Dans la francophonie, le développement de la sociologie québécoise a été marqué de l'influence ethnographique (ou monographique), notamment sous l'influence d'Everett C. Hughes ayant contribué à la mise sur pied du premier département de sociologie à l'Université McGill dans les années 1920 et des travaux de Léon Gérin sur les Canadiens français au tournant du XX^e siècle. Aussi, nous avons assisté plus récemment à une résurgence du travail ethnographique dans la sociologie française des années 1990, pensons aux travaux d'Olivier Schwartz ou de Florence Weber, par exemple (*Ibid.*, 13). Afin d'aborder une réflexion sur l'approche ethnographique et ce qu'elle engage du point de vue méthodologique et épistémologique, prenons un premier appui sur cette définition sommaire de Daniel Céfai :

Par ethnographie, on entendra une démarche d'enquête, qui s'appuie sur *une observation prolongée*, continue ou fractionnée, d'un milieu, de situations ou d'activités, adossée à des savoir-faire qui comprennent l'accès au(x) terrain(s) (se faire accepter, gagner la confiance, trouver sa place, savoir en sortir...), la prise de notes la plus dense et la plus précise possible et/ou l'enregistrement audio ou vidéo de séquences d'activité *in situ*. Le cœur de la démarche s'appuie donc sur l'implication directe, à la première personne, de l'enquêteur, qu'il soit sociologue, anthropologue, politiste ou géographe, en tant qu'il observe, en y participant ou non, des actions ou des événements en cours. Le principal médium de l'enquête est ainsi l'expérience incarnée de l'enquêteur. (Céfai, 2010, 7)

Ces particularités que représentent le temps long de l'implication et l'engagement de la dimension corporelle, et donc sensorielle, du ou de la chercheur·e en tant qu'outil herméneutique, créent par ailleurs les conditions d'objectivation du savoir (Renahy & Sorignet, 2006, 22; Ramognino, 2013, 6). L'entrée en contact avec les participant·es passe par une relation sociale incarnée, habitée dans les situations de la vie « ordinaire », elle-

⁴³ Dans le cadre de cette recherche, j'utiliserai le terme ethnographie, bien qu'il existe un débat sur la place de son emploi en sciences sociales, notamment face à celui, plus marginal, de sociographie (Parent et Sabourin, 2016, 16), ou bien d'étude de cas élargie (Glaeser, 2010, 239; Burawoy, 2003, 425)

même objet de connaissance abordé à la suite d'une (co)construction⁴⁴ de traces dans la relation qui s'est construite entre l'ethnographe et les membres de son milieu d'étude (Payet, 2016, 212). En ce sens, le travail de l'ethnographe lui demande de mobiliser des savoir-faire qui ne sont habituellement pas associés au travail académique, tel que trouver un accès au terrain, gagner la confiance des participant·e·s, savoir en ressortir (Cefaï, 2010, 7). Parent et Sabourin font allusion à cette étape d'intégration dans le milieu en reprenant une formule de Hughes, celle d'un apprentissage de « la rhétorique sociale », c'est-à-dire des règles qui mettent en forme et organisent les relations sociales, ces codes particuliers à un milieu qu'il faut adopter pour être accepté non seulement en tant qu'enquêteur, mais pour que cette identité initiale laisse aussi place à celle de participant à ce milieu (Parent & Sabourin, 2016a, 17).

Une étape cruciale pour le travail analytique et de développement de connaissances à prétention sociologique devient l'explicitation des conditions sociales de production des traces et ensuite du savoir dégagé par l'analyse, soit les conditions d'objectivation de ce savoir (Buscatto, 2010, 26). Cette étape est fondamentale puisqu'il n'existe pas de modèle unique, de méthode circonscrite avec ses règles d'action, ses étapes formalisées, ses choix prédéterminés qui limiteraient la relation sociale d'enquête en une forme prescrite préétablie; celle-ci est plutôt un objet plastique qui se construit entre les participant·es et le ou la chercheur·e, ce dernier exerçant un certain discernement subjectif quant à la manière dont les traces seront construites, décrites et analysées (Buscatto, 2010, 23; Hughes, 1996, 276; Cefaï, 2010, 571; Payet, 2016, 210). C'est à partir de ces questionnements sur l'explicitation des conditions d'objectivation de la connaissance qu'émergent ultimement les considérations prenant pour objet la réflexivité, ou les « démarches réflexives » en recherche, pour rendre compte de la positionnalité sociale à partir de laquelle ces savoirs ont été constitués (Papinot, 2014, 5). Plutôt que de viser un (dés)engagement en se réclamant d'une posture positiviste classique par laquelle le chercheur tenterait de s'extérioriser (ou de s'altérer du monde social et de ses acteurs, les altérant en retour) afin de développer des connaissances « objectives », la posture réflexive, entre les absolus positivistes et constructivistes, par sa prise en compte de la nécessaire intrication du chercheur dans le monde social, fonderait la condition primordiale à la production d'une forme de connaissance objectivée permettant d'appréhender le réel dans ses articulations liant les échelles micro et macro. Micheal Burawoy évoque par ailleurs une problématisation de ce processus d'objectivation de connaissance suivant trois moments (qui nous apparaissent forcément concomitants), celui (1) de la relation

⁴⁴ Je parle ici de co-construction des traces, car elles ne sont pas uniquement « recueillies » par le ou la chercheur·e, comme le sont par exemple des spécimens végétaux dans le travail de terrain du biologiste botaniste. La relation sociale d'enquête engage l'ethnographe et les participant·es dans la création conjointe d'événements, d'échanges de paroles et de gestes, de traces qui seront ensuite objectifiées par un travail d'analyse pour devenir révélatrices de positionnalités sociales (Parent & Sabourin, 2016a, 17; Parent & Sabourin, 2016b, 118).

entre l'enquêteur et les enquêté·e·s, (2) de l'empirie telle qu'observée en relation avec ce que nous appelons dans le cadre de cette recherche les « processus globaux », et (3) celui de la réflexion théorique, celle-ci pouvant potentiellement être amenée à devoir être modifiée par l'éclairage particulier d'une réalité particulière résultant d'une recherche particulière menée par un·e chercheur·e particulier·e :

Selon ce modèle [de la science réflexive], l'engagement, et non le détachement, est la voie d'accès à la connaissance. Fondée sur notre participation au monde que nous étudions, la science réflexive développe des dialogues multiples pour expliquer les phénomènes empiriques. Elle établit un premier dialogue, virtuel ou réel, entre l'observateur et les acteurs. Elle insère ce premier dialogue dans un deuxième entre les processus locaux et les forces globales. Celui-ci ne peut à son tour être compris qu'à travers un troisième dialogue de la théorie avec elle-même. L'objectivité n'est pas mesurée par des procédures qui assurent une cartographie précise du monde, mais elle est garantie par la croissance de la connaissance que permet une reconstruction inventive et économe de la théorie à travers son accommodation aux anomalies. (Burawoy, 2003b, 426)

D'où, par ailleurs, l'importance du travail de description riche dans la recherche ethnographique. Par son souci de décrire de manière détaillée des scènes, des processus, des interactions en prenant comme point de départ le vécu et l'expérience des participant·es, mais aussi celles de l'ethnographe, la pratique ethnographique se rapproche de ce que certains⁴⁵ ont appelé une « sociologie du vivant » qui se saisit d'une expérience de la vie concrète des relations en tant qu'espace social non morcelé, mais bien interconnecté à d'autres espaces-temps de relations (Parent & Sabourin, 2016a, 20). Cette attention portée à la matérialité des rapports sociaux a notamment permis aux ethnographes sociologues de rendre compte d'expériences sociales invisibilisées ou simplement écartées – rappelons-nous de l'histoire de la sociologie urbaine dont nous avons évoqué quelques figures de proue un peu plus haut – des analyses prenant comme objet des dynamiques d'ordre systémique. Cette perspective est fondamentale à l'analyse d'initiatives et de solutions originales, d'expérimentations d'une organisation de la reproduction sociale alternative devant nécessairement conjuguer ses activités avec les contraintes qu'implique leur enracinement dans des sociétés dont le système capitaliste organise la majorité des rapports économiques. De ce fait, la présente recherche prend acte de cette particularité ethnographique en ce qu'elle mobilise pour l'analyse un niveau de détail élevé en ce qui a trait aux traces co-construites, ce qui se reflète dans le travail de description riche tant de la matérialité des infrastructures que de la façon dont les relations et interactions sont amenées à prendre forme au sein des ateliers communautaires, des formes relativement nouvelles et marginales (ou marginalisées) dans notre rapport à la (re)production, la consommation, l'entrée en relation en contexte urbain.

⁴⁵ Parent et Sabourin (2016) reprennent cette expression à Gilles Houle.

Cette mise en lumière des expériences marginales – ou marginalisées – du social s’effectue en partie en prenant comme point de départ les catégories de connaissances des principaux intéressé·es, les schémas interprétatifs et explicatifs qui leur permettent de se saisir des enjeux auxquels ils font face (Cefaï, 2010, 10; Cefaï, 2012, 556). Cette démarche reconnaît, dans un premier temps, le rôle des participant·e·s dans la recherche, et dans un second temps, le fait que l’ethnographe ne possède pas le monopole d’une réflexivité critique à l’égard des catégories employées pour décrire les personnes, leurs relations, et les systèmes à l’œuvre dans le monde dont ils font l’expérience. Cela ne veut pas dire pour autant que les propos des participant·e·s soient analogues dans leur nature à ceux du discours scientifique auquel prétend contribuer le ou la sociologue; si tel était le cas, cela ferait plutôt du travail ethnographique un exercice à teneur littéraire (Beaud & Weber, 2012, 235). Soulignons ici qu’il n’est pas question de hiérarchiser ces discours, mais plutôt de souligner leurs natures différentes du fait de leurs visées différenciées. Inversement, il s’agit, pour l’ethnographe, de prendre acte, dans le travail descriptif, de la charge symbolique associée aux actions et aux discours des enquêté·e·s tout en liant ces interprétations à leur visée, leurs modes de classification, et aux processus de compétition et coopération qui les lient dans la coproduction d’un monde commun (Cefaï, 2010, 9; Parent & Sabourin, 2016b, 118). Le travail scientifique ayant une autre visée de connaissance permet alors à l’ethnographe de prendre une distance face à ces interprétations parfois ambiguës, conflictuelles ou paradoxales, pour proposer une analyse lui étant propre, sans toutefois perdre de vue l’écart entre la vision qui est avancée et celle des principaux intéressés. L’explication de cette distance implique par ailleurs de rendre explicites les particularités des positionnalités sociales spécifiques desquelles proviennent ces visions, ce qui peut nous renseigner sur ce que l’on cherche à comprendre (Cefaï, 2012, 550).

Cette porte d’entrée que constitue l’interprétation de sens commun peut mener le travail du ou de la sociologue ethnographe à des problèmes d’ordre général, ou « macrosociologiques » – qu’il soit question de la démocratie, du capitalisme, du racisme, du sexisme, de l’écologie ou autre – et engageant *de facto* des réflexions d’ordre moral, politique, civil. Alors que le travail ethnographique a pu être inférieurisé pour plusieurs raisons⁴⁶ au profit d’une glorification du travail théorique qui se serait saisi des grandes idées, il est nécessaire de rappeler que l’ethnographie engage nécessairement une part d’idéel, de conceptuel et de théorique, dans l’ouvrage où l’analyse prend place en ce qu’elle prend déjà appuie sur un cadre théorique

⁴⁶ Pour en apprendre davantage sur l’association entre travail ethnographique et travail social, et l’infériorisation de ceux-ci suivant des schèmes de pensée sexistes, consulter Parent et Sabourin (2016).

particulier et renvoie à une ontologie sociale particulière, permettant de faire dialoguer « les processus locaux et les forces globales » (Parent & Sabourin, 2016a, 19; Burawoy, 2003b, 426).

L'ethnographie, par ses méthodes qui poussent le ou la chercheur·e à faire une expérience de première main des processus sociaux permettrait, selon Daniel Cefaï, d'atteindre « les modalités concrètes du politique », le politique en train de se faire, en ce qu'il s'exerce par l'expérience d'une communauté qui s'est constituée, par l'activité d'acteurs rassemblés pour s'interroger sur des enjeux partagés, des problèmes ou objectifs communs qu'il s'agit d'atteindre concrètement (Cefaï, 2012, 546). L'ethnographie permettrait ainsi de s'émanciper des catégories formalisées, institutionnelles, et des typologies arrêtées pour aller interroger les reconfigurations de l'action politique et du politique tel qu'il est possible de l'observer dans la réalité des rapports sociaux (Cefaï & Lafaye, 2001, 195; Cefaï, 2010, 8). De ce fait, l'approche ethnographique serait à même de laisser l'espace à la considération de la complexité du réel, des contradictions entre discours et actions, des raisons de ces contradictions, qu'il soit question des déterminants systémiques qui pèsent sur les individus et les groupes ou des contraintes directes qui pèsent sur les acteurs et leurs ressources, tout cela en accédant à la façon dont se (re)produit le quotidien, à travers les étapes d'une existence « ordinaire » (Payet, 2016, 217). C'est à partir de multiples types de traces – pensons aux « traces langagières, mais aussi traces matérielles, traces des corps, traces des lieux et de leurs aménagements, traces des dispositifs variés mobilisés dans les activités sociales, allant des outils aux mécanismes informatiques » – qu'un travail de va-et-vient entre celles-ci et les outils théoriques se déploie pour faire sens du monde concret, une expérience à laquelle Daniel Cefaï fait allusion par l'image de la « spirale de l'enquête » (Parent & Sabourin, 2016b, 112; Cefaï, 2010, 8 ; Cefaï, 2012, 565).

La situation dans laquelle se déroule l'observation, participante ou non, devient par voie inductive l'*hic et nunc* qui, par l'analyse, sera lié à un ailleurs, à un avant et un après, à d'autres espaces-temps de relations qui traversent et dépassent la réalité du milieu observé, renvoyant à l'ordre des systèmes ainsi qu'à un contexte social élargi mis en forme par et mettant en forme réciproquement cet observatoire particulier (Ramognino, 2013, 5). En ce sens, la théorisation d'Andreas Glaeser d'une ontologie sociale processuelle, permettant de lier l'action dans sa localité la plus restreinte aux systèmes les plus vastes, est d'une richesse considérable afin de faire sens, à différentes échelles spatiotemporelles, des actions assimilables au processus de communalisation tel qu'il peut s'observer dans les AVC montréalais.

Glaeser, dans *Une ontologie pour l'analyse ethnographique des processus sociaux. Élargir l'étude de cas élargie* (2010), théorise l'irréductibilité de toute situation à un unique ici et maintenant, cherchant à montrer comment celles-ci s'articulent inexorablement à d'autres espaces-temps sociaux. Cette perspective change

la manière de poser les questions et d'aborder le terrain. L'entrelacement de l'*ici-maintenant* avec des *ailleurs-autrefois* implique, pour Glaeser, de comprendre les actions « comme des nœuds » qui sont à la fois action et réaction, forcément liés à d'autres processus (Glaeser, 2010, 247). Les influences d'un processus donné sur des objets distants dans l'espace et le temps – ces liens entre l'action locale et les systèmes, la morale, le politique ou simplement une localité « autre » – Glaeser les appelle « articulations projectives ». Irrémédiablement interreliés, ces situations particulières et ces ordres seraient expression et effet, mises en forme par et mettant en forme en retour. Par cet entrelacement de processus sociaux locaux et globaux se produiraient des réactions temporellement éloignées, donnant *ipso facto* une certaine inertie, une durée et trajectoire aux phénomènes sociaux (*Ibid.*, 265).

En ce sens, cette démarche de recherche qui prend acte de la complexité du réel tel qu'il se manifeste dans le contexte des relations sociales *in vivo*, l'ethnographie, permet une appréhension de processus sociaux complexes tels qu'ils se présentent, de manière non schématique, dans les rapports sociaux matériels, sans pour autant placer le ou la chercheur·e dans l'impossibilité de lier les savoirs dégagés à ces ordres de connaissance qui dépassent l'*hic et nunc* de la situation. De ce fait, la méthode ethnographique permet de lier la situation empirique à des processus et des systèmes dont les logiques habitent et mettent simultanément en forme une multitude d'espaces-temps sociaux et les relations qui y prennent place. Or, en gardant comme point de départ l'action concrète, l'ethnographie ouvre la porte à l'émergence de nouveaux questionnements, à une compréhension du social qui évite de se figer dans des catégories idéelles réifiées dont le ou la chercheur·e serait saisi *a priori* (Parent & Sabourin, 2016b, 117).

La conséquence d'un regard chargé d'une telle ontologie sociale consiste à remettre en cause les oppositions dichotomiques classiques entre sujet et objet, structure et événement, micro et macro; simultanément d'une complexité vertigineuse, cette théorisation du social permet aussi de faire varier la focale analytique pour rendre compte de divers processus qui s'enchâssent ou s'influencent les uns les autres suivant des spatialités et des temporalités différentes (*Ibid.*, 259; Payet, 2016, 216; Ramognino, 2013, 9). De cette manière, l'ethnographie permet au chercheur de lier la singularité de la concrétude sociale à la généralité de la « structure » ou de la théorie, aux dynamiques globales, aux processus sociologiques et historiques dans lequel doit s'ancrer l'analyse scientifique pour faire sens du monde (Cefaï, 2010, 16). Pour lier cela à la présente recherche, il s'agira de décrire et d'analyser comment, en actes, se fait le processus de mise en commun, par quelles stratégies, en mobilisant quelles ressources, selon quelles structures institutionnelles, à partir de quels acteurs, tout en engageant une réflexion sur la façon dont ces éléments peuvent s'insérer dans des processus sociaux plus larges, touchant par exemple aux luttes environnementales, anticapitalistes, ou au mouvement pour les communs qui s'observe aujourd'hui de par le globe. Cette variation d'échelle de

contextualisation tente de prendre acte des effets de connaissance particuliers que chaque éclairage implique (Lahire, 1996, 398; Smith, 2018, 80).

De saisir la communalisation comme un processus, comme quelque chose qui s'inscrit dans le temps, qui implique de s'intéresser tant aux actions qu'à leurs potentialités et déterminismes, marque le fait que ce sont des individus en chair et en os, inscrits dans des configurations de relations sociales variées, qui mettent au jour de nouvelles façons de produire le monde et leurs relations. Nicole Ramognino affirme notamment que

«Ce sont les acteurs en coprésence qui leur donnent [aux processus] toutes leurs forces ou les amenuisent dans la mesure où c'est par leurs activités respectives coordonnées ou conflictuelles, conformes ou réversibles, que ces processus peuvent agir. Ici encore il ne s'agit pas de processus déterministes qui jouent sur les acteurs et leur socialisation ou leurs cultures, mais bien d'un rapport que ces derniers entretiennent avec eux et elles. (Ramognino, 2013, 14)

De comprendre les acteurs ainsi, selon une ontologie relationnelle qui les replace dans des configurations de relations diverses ayant un effet sur et étant reproduites par eux, permettrait aussi d'éviter la substantification des êtres par l'emploi de catégories homogénéisantes lors de l'analyse (qui fait quoi; qui dit quoi). Cette articulation entre les divers niveaux du travail scientifique, entre terrain et théorisation, repose fondamentalement sur l'adéquation entre le projet de connaissance et la méthode privilégiée. La problématisation du phénomène social comme processus de relations sociales de mise en commun va de concert avec l'approche méthodologique privilégiée et l'ontologie sociale processuelle qui sous-tend cette recherche. Se fonde ainsi une adéquation épistémique entre théorisation du phénomène social à l'étude (les communs compris dans la forme processuelle que nous appelons communalisation), problématisation de la méthode d'objectivation de connaissances (l'ethnographie donnant accès aux processus en train de se réaliser en relations) et ontologie du social (chaînes de processus qui dépassent l'*hic et nunc* de l'action, qui préfigurent et dépassent l'observation). Il s'agit en somme de saisir, d'observer et d'analyser le processus de communalisation à partir d'une compréhension du social où les pratiques sont conçues de manière processuelle.

La posture ethnographique est conséquente au regard du projet de connaissance qui anime cette recherche en ce sens qu'elle reconnaît à la fois la place du chercheur dans le monde et la nécessité de ne pas réduire les expériences du quotidien au statut de données triviales, banales, infrapolitiques (Berger & Gayet-Viaud, 2012, 9; Hughes, 1996, 269). Il s'agit ici de saisir comment, par l'étude de plusieurs « moments » de la rencontre des acteurs (pratiques quotidiennes, instances décisionnelles, structure, etc.), ceux-ci s'organisent de manière pratique autour d'une transformation du monde en ce qu'il est compris comme un élément commun. Il convient pour la recherche ethnographique d'aborder l'atelier dans une perspective heuristique

(regard inductif) qui ouvre le chantier pour, à la fois, rendre compte du caractère humain de l'espace, de l'activité qui s'y déploie, des normes qui l'organisent, et de la rencontre d'humains produits et producteurs de relations dont les formes sont forcément appelées à prendre des configurations différenciées en fonction des individus, des moments, et même à évoluer. Cette approche permettra, de manière analogue à celle qui est mise de l'avant par Dorothy Smith dans son élaboration de ce qu'elle appelle l'« ethnographie institutionnelle », ou même à l'approche similaire de l'« étude de cas élargie » de Micheal Burawoy, de partir du vécu des acteurs, de leur expérience du social dans la pratique, pour ensuite « élargir le domaine de ce qui est visible depuis un site, en cartographiant les relations qui connectent un site local à d'autres » et ainsi lier les enjeux du « monde vécu » à ceux du « système » (Smith, 2018, 80). Cette perspective incite à aller sonder la réalité vécue des gens qui s'inscrivent dans les processus à l'étude pour ensuite interroger la façon par laquelle ceux-ci se rapportent à un ordre institutionnel, économique et politique. Elle ouvre la porte pour se demander comment ces pratiques s'objectivent dans des structures aux caractéristiques et formes, légales ou organisationnelles, spécifiques (OBNL, règlements, assemblées générales, comités, etc.) qui ouvrent des possibilités et régulent l'activité, cela tout en prenant acte des intersections des multiples systèmes de régulation qui sont à l'œuvre simultanément.

4.1.1 Méthodes de co-construction des données

Nous avons opté pour la réalisation d'une recherche s'inscrivant dans une approche ethnographique mobilisant à la fois les méthodes d'observation participante ainsi que l'entretien semi-directif. Ce choix méthodologique, sans viser une triangulation des données à proprement parler, a été motivé par une volonté de répondre le plus exhaustivement que possible aux objectifs de recherche, chaque méthode permettant un accès particulier à certains aspects de la réalité, ainsi qu'un éclairage spécifique sur ceux-ci. En ce sens, ces deux moyens de co-construction des données qualitatives ont été mobilisés « pour mesurer les facettes communes, mais aussi différentes d'un phénomène, permettant une compréhension enrichie et approfondie de celui-ci » [traduction libre] (Greene *et al.*, 1989). Par l'exposition de différents éléments du phénomène social étudié, l'analyse et l'interprétation résultante peuvent être amenées à plus de « profondeur » et de nuance. Plutôt que d'inscrire l'utilisation de la méthode d'observation participante dans une démarche de « contre-vérification » de la probité des propos des participant·e·s aux entrevues⁴⁷, l'utilisation des

⁴⁷ Certains auteurs, tel que Jerolmack & Khan l'article *Talk is Cheap : Ethnography and the attitudinal Fallacy* soutiennent que l'approche ethnographique, par la méthode d'observation participante, permet, et en quelque sorte devrait servir, à identifier la « vraie » nature de l'action et le sens qui s'en dégage, comme les propos rapportés individuellement lors d'entretiens seraient forcément biaisés par la définition subjective de la situation et de leurs actions (Jerolmack & Khan, 2014, 181).

méthodes multiples vise ainsi à exploiter les forces de chacune des méthodes mobilisées en ce qu'elles peuvent nous informer tant sur les « situations » en actions que sur « les sens imaginés des activités » (Lamont & Swidler, 2014, 7).

4.1.1.1 Observation participante

L'ethnographie, fréquemment associée à une méthode d'observation « directe », est en fait toujours médiatisée par un corps inextricablement inséré dans des configurations de relations sociales. L'ethnographe, loin d'être carte vierge, est plutôt produit·e et reproduit·e par et parmi des configurations de relations sociales particulières (Buscatto, 2010, 23). Cette prise de recul participe d'une « reconnaissance que nous [sociologues] faisons partie du monde que l'on étudie » [traduction libre], un ancrage qu'il est impossible et inutile de tenter d'effacer, mais dont l'explicitation fonde les bases de l'objectivité (Burawoy, dans Buscatto, 2010, 26). Prenant acte de mon propre positionnement relatif au terrain d'étude de cette recherche, par souci de transparences et de respect des modalités éthiques, ainsi que pour témoigner de quelques conditions d'entrée en contact avec le terrain, je mettrai ici en lumière quelques éléments du rapport entretenu antérieurement avec les AVC à l'étude.

Lors de la période pré-pandémique, j'ai pu participer en tant que bénévole aux activités de l'atelier BQAM-E, me permettant de nouer certains liens dans le milieu des AVC. Cette relative proximité avec le milieu d'étude a contribué au processus d'insertion sur le terrain, comme nous le verrons plus tard. Or, la gravitation entre deux mondes sociaux qu'implique la pratique de recherche participante – le monde académique et le monde vécu des enquêté·e·s – engendre certaines responsabilités. Une entrée authentique, en négociant les codes propres au milieu à l'étude tout en divulguant le rôle de chercheur qui nous mène à cet endroit-là à ce moment-là, représente un aspect primordial de la création de la relation sociale d'enquête (Renahy & Sorignet, 2006, 12).

Selon Nicole Ramognino, le travail ethnographique se caractérise par une volonté de rendre compte de la réalité vécue à partir de traces construites dans un rapport particulier au réel médié par le corps et l'emploi de diverses techniques (Ramognino & Houle, 1990). L'observation participante représente une méthode permettant au sociologue de co-construire des traces sur le réel à travers sa relation avec les enquêté·e·s. Ainsi, le terrain maintient le moment heuristique dans la recherche en action pour laquelle l'orientation théorique minimale de la communalisation doit servir la découverte. Il s'agit également d'intégrer l'observateur dans le champ de l'observation, révélant les médiations et catégorisations dont il est prisonnier, à l'instar de tout individu, et qui lui donnent un accès spécifique à la connaissance. Pour cette étude, des

séances d'observations participantes en tant que bénévole ont permis de rendre compte d'une variété de traces et de rendre saillantes des expériences particulières de ces positions d'entrée en relation.

La relation qu'entretient l'observateur participant avec son terrain et son milieu de socialisation académique reste en quelque sorte analogue à l'exercice de l'équilibriste avançant sur la corde raide; comme l'affirment Renahy et Sorignet, lors de l'enquête, « il s'agit de se rendre disponible à l'implication sans perdre sa faculté sociologique à situer ce que l'on observe dans des niveaux plus structurels de compréhension du social, c'est-à-dire d'arriver à jouer de la double appartenance qui fonde la démarche ethnographique » (Renahy & Sorignet, 2006, 29). Ainsi, il n'est pas question de décrire uniquement ce qui se passe dans un espace social restreint, mais de montrer les articulations entre ce qui se donne à l'observation et d'autres espaces sociaux, d'autres systèmes sociaux, existant à l'extérieur et à travers lui. La perspective de Smith, d'une approche qui part du vécu des individus, « de préoccupations ou de problèmes qui concernent réellement les gens, et qui émergent dans leurs relations à un ordre institutionnel » a été particulièrement intéressante pour la présente recherche (Smith, 2018, 83-87). Elle permet notamment de partir du vécu des gens, de leurs besoins – de mobilité, d'autonomie, d'acquisition de savoirs, d'un sentiment de compétence, de relations communautaires – pour les relier aux conditions de possibilité de l'action collective dont ceux-ci se sont saisis, et ce, tout en s'intéressant et en mettant en lumière les contraintes institutionnelles, légales, structurelles, qui limitent actuellement les formes organisationnelles et, conséquemment, les actions potentiellement déployées par les collectifs d'AVC.

Une prise de note dans un cahier de terrain, après le moment de l'observation participante, une reconstruction *a posteriori* de l'*hic et nunc* de la réalité sociale, a permis de rendre compte d'une variété de traces à même de donner matière au travail sociologique. D'abord, la participation aux activités des ateliers communautaires a donné à l'observation certains aspects matériels du réel à l'étude que l'on peut circonscrire suivant quelques catégories : langagières (quels discours sont partagés *in situ* par les enquêté·es et suivant quelles positionnalités sociales⁴⁸, quels sont les discours officiels observables dans les

⁴⁸ Xavier Dunezat, dans *L'observation ethnographique en sociologie des rapports sociaux : sexe, race, classe et biais essentialistes* (2015) offre des pistes de réflexion intéressantes quant à l'importance de rapporter les discours à la matérialité des rapports sociaux, c'est-à-dire de saisir à partir de quelle positionnalité (ou inscription particulière dans une configuration de relations sociales) les discours sont énoncés. Ce qui ressort du propos consiste en la difficulté que représente ce travail pour le ou la sociologue. Il s'agit à la fois d'éviter la substantification des enquêté·e·s dans le travail sociologique, tout en prenant acte que le regard de sens commun catégorise les individus et leur assigne une identité, qu'il réifie dans les corps des caractéristiques données *a priori*. Les propos de Mazouz (2015, 79-86) sont analogues, mais ajoutent la distinction selon laquelle toute positionnalité est circonstancielle, que toute assignation prend son sens dans un contexte vécu.

communications publiques des organismes), les lieux (l'environnement dans lequel se fait l'observation, le statut de leur occupation, l'aménagement intérieur, la proximité qu'ils suscitent entre les individus, les modalités d'accès, comment ceux-ci sont construits et modifiés), et des dispositifs techniques (outils, vélos, outils informatiques, et l'usage qui en est fait). L'observation permet en outre de co-construire des traces liées aux activités (comment les acteurs entrent-ils en contact, comment échangent-ils et qu'échangent-ils, quels gestes sont appliqués à la matière, quels sont les règles ou principes d'orientation de l'action, quelles sont les séquences d'action, quels sont les rôles ou comment s'effectue la division du travail)⁴⁹. Toutes ces dimensions contribuent à appréhender les lieux, les outils, les savoirs, les interactions et relations comme des éléments interconnectés, qu'il s'agit de décrire avec le plus de détails possible.

La participation étant très concrète lors des permanences, engageant à la fois le corps et l'esprit, étant stimulante, tant socialement qu'intellectuellement et physiquement, la prise de note devait pratiquement toujours se faire *a posteriori*. Outre quelques moments de prise de note rapides dans une application téléphonique, la très grande majorité des séances d'écritures de notes se faisaient le soir même en rentrant de l'atelier, durant les premières heures de la nuit. La particularité du terrain, d'être un espace semi-public traversé de nombreuses personnes et engageant des efforts interactionnels, manuels, mais aussi des réflexions techniques, en plus de maintenir une attention réflexive sur le travail de recherche ethnographique, à la co-construction de ces « données » en train de se réaliser, a représenté un défi au moment de la restitution des événements qui avaient pris cours. La dimension incarnée, corporelle, du travail ethnographique de terrain, et la dépense énergétique qu'il implique, est devenue évidente lorsque mes cahiers s'ouvraient sur mon bureau, la nuit tombée, et que je m'affairais à rendre compte de ce qui s'était passé, de quelle façon, avec qui, et quelles impressions m'étaient traversées l'esprit sur le moment. Il m'a semblé que parfois la nuit éclaircissait certains éléments, ou certaines réflexions, et ainsi plusieurs matins étaient ponctués de retours dans les cahiers pour y ajouter des éléments qui s'étaient consolidés dans ma mémoire, ou de nouvelles réflexions qui avaient eu le temps de mûrir davantage. Cette prise de notes en décalé étaient nécessaires pour plusieurs raisons imbriquées les unes aux autres qui se nouent autour de l'espace matériel d'atelier et à l'activité qui y prend place, c'est-à-dire qu'il s'agit d'espace de travail sur des dispositifs techniques. Bien qu'il ne s'agisse pas du seul aspect, comme nous l'exposerons dans ce mémoire, la part manuelle du travail qui y est déployé est non négligeable, et s'exerce à travers et sur des dispositifs couverts d'huiles et de graisses noircies. Une prise de notes au fil des activités aurait été matériellement difficile en

⁴⁹ Ces catégories du réel à observer sont largement appuyées sur celles qu'énonce Peretz (2004) dans *Les méthodes en sociologie : l'observation* lorsqu'il établit les divers éléments à inclure dans une grille d'observation (p.83-85).

ce qu'elle aurait probablement ruiné les cahiers de notes et menacé de rendre illisible les traces écrites, mais elle aurait potentiellement également institué une distance – du fait de s'abstraire des activités réalisées par les autres participant·e·s, mais aussi de réaliser une activité qui contraste fortement avec celles qui sont réalisées dans l'environnement immédiat – qui aurait rendu particulièrement saillante la position de chercheur, m'instituant simultanément dans une posture d'*outsider* qui aurait pu modifier le nœud de relation au sein duquel j'avais pu m'insérer auprès des participant·e·s.

Si la phase plus « exécutive » que « planificative » que représentent les permanences des projets d'ateliers communautaires a pu nous renseigner davantage sur les manières concrètes par lesquelles la communalisation prend forme dans le contexte des AVC montréalais, il s'est avéré primordial d'avoir accès aux moments davantage dédiés au processus décisionnel, ou démocratique, cruciaux à la mise en commun et aux orientations qui y sont données. Dans la réalité concrète, ce processus n'avait pas strictement de clôture, prenant forme à tout moment par l'action des individus qui font « vivre » le commun. Or, les moments de délibération, réservés aux réunions de comités ou de groupes de travail, aux rencontres du conseil d'administration ou des assemblées générales, restent des moments dont la visée se rapporte explicitement au processus d'intendance partagée. La participation à ces moments a permis d'observer les pratiques discursives des enquêté·e·s : qui prend la parole, comment, suivant quelles règles, pour dire quoi et comment ces paroles s'insèrent dans un contexte relationnel et organisationnel plus large. La prise de notes faisant partie des pratiques des enquêté·e·s lors de ces moments délibératifs et consultatifs, que ce soit pour garder une trace qui leur sera utile dans la réalisation d'actions visées ou pour s'y référer dans le futur, la prise de notes ethnographique a pu être réalisée au même moment sans que cette pratique implique de s'abstraire de l'action à l'étude, ni de rendre saillante outre mesure la positionnalité de chercheur-participant. À l'instar de mes collègues d'atelier, mes notes faisaient état des enjeux soulevés, en plus d'y ajouter des informations sur les personnes qui les avaient apportées et de quelle manière, comment la discussion était organisée, quelle ambiance et quelles formes d'échanges informels prenaient place, comment s'articulaient les accords et désaccords.

Au final, ce sont 50 séances d'observations participantes qui ont permis d'élaborer le corpus de données à partir des réalités qui se donnent à être constatées sur le terrain (26 séances à BQAM-E, dont 15 lors de permanences et 11 lors de rencontres ou d'activités particulières; 8 séances au MEBG, uniquement lors de permanences puisqu'il n'y a eu aucune rencontre; 12 séances à LGR, dont 8 permanences et 4 rencontres; 4 séances lors d'activités auprès de partenaires). Ces séances d'observation se sont étalées sur une période de 8 mois, du 3 septembre 2021 au 12 avril 2022. Les permanences à BQAM-E et LGR étaient d'une durée d'environ quatre heures alors que celles du MEBG étaient d'environ 3 heures. Les rencontres ou activités

particulières ont pu osciller entre des durées d'une heure à cinq heures, alors que les activités auprès de partenaires se sont étalées de quatre heures à une journée complète. Les différences entre le nombre de séances réalisées dans l'un ou l'autre des milieux a été produite par l'insertion plus tardive dans certains d'entre eux en lien avec les variations dans les moments de reprise de leurs activités suivant la pandémie, ainsi que des fluctuations quant à la régularité des opérations.

4.1.1.2 Entretiens

Nous avons choisi de mobiliser la méthode des entretiens semi-directifs afin d'atteindre certains éléments plus difficilement accessibles lors de l'immersion en tant qu'observateur participant, en ce sens que nous désirions accéder aux représentations des personnes participant·e·s de ce qu'ils faisaient en action et du sens qui y était insufflé. L'entretien a l'avantage de passer par une médiation symbolique langagière où peuvent s'explicitier les catégories de connaissance par lesquelles les acteurs caractérisent certaines pratiques non langagières. Il donne l'opportunité nette aux enquêté·e·s de restituer, selon leurs propres catégories cognitives et symboliques, leurs expériences vécues et le sens qu'ils y attribuent. Il ouvre l'accès à des descriptions du réel tel qu'il apparaît aux yeux des enquêté·e·s : le discours de l'entretien est donc à la fois médié par des formes langagières qui renvoient à des catégories cognitives de sens commun, des normes sociales d'expression, et une socialisation perceptive particulière. Pour l'ethnographe, il s'agit par ces entretiens de comprendre la réalité sociale des enquêté·e·s, c'est-à-dire de pouvoir décrire tant les éléments objectifs que subjectifs qui érigent leurs récits de leurs expériences du social, tout en faisant l'interprétation des processus sociaux qui sont œuvre à travers celles-ci (Beaud, 1996, 241; Poupart, 2012, 61).

Les entretiens ont également été la méthode privilégiée pour co-construire des traces relatives aux activités en mixité choisie qui sont proposées par certains ateliers. Comme le souligne Smith (2018, 72), les expériences du social sont liées aux corps et les processus dynamiques dans lesquels s'inscrivent les individus (et leurs corps) dépassent l'échelle locale. Ainsi, différents individus peuvent avoir des expériences radicalement dissemblables d'un même milieu en fonction des processus de catégorisation sociale auxquels ils font face. Les entrevues ont permis d'atteindre la manière par laquelle s'instituent des espaces-temps internes au processus de mise en commun, suivant quelles modalités d'accès, à quelles fins, tout en interrogeant ce qui y prend forme comme activités et formes relationnelles spécifiques, notamment en ce qui a trait à la question des espaces-temps en non-mixité choisie.

Contrairement à l'enquête mobilisant des méthodes quantitatives où le hasard dans la constitution de l'échantillon en fonde la mesure de sa représentativité, dans l'enquête qualitative, ce sont quelques personnes qui sont choisies par l'enquêteur « en fonction de critères qui n'ont rien de probabiliste et ne

constituent en aucune façon un échantillon représentatif au sens statistique » (Michelat, 1975, 236). Alors que cet état de fait pouvait être historiquement assimilable à une perception d'infériorité de la méthode au sein de la discipline sociologique, les « entretiens ethnographiques » ou « entretiens en profondeur » intégrés à une approche ethnographique « d'insertion dans le milieu », réalisés par le choix de certain·e·s participant·e·s incitent à se libérer du primat quantitatif en réalisant un nombre restreint d'entretiens permettant d'atteindre ce qui se donne difficilement à l'observation *in situ*⁵⁰ (Beaud, 1996, 234-236; Pierret, 2004, 201). Ainsi, nous avons privilégié la réalisation d'entretiens auprès « d'informateurs clefs », un choix délibéré en ce qu'il était conséquent avec la visée de connaissance de la recherche; pour atteindre les modes opératoires matériels des AVC dans toute leur complexité, ainsi que le sens d'une implication soutenue, il s'avérait plus judicieux d'aller à la rencontre de personnes ayant un niveau de familiarité élevé avec le milieu. Les personnes interviewées ont également été sélectionnées en prenant soin de varier les formes d'implications qu'elles ont connu, ce qui a permis d'atteindre certains aspects spécifiques des réalités et expériences sociales à l'étude, mais aussi les constructions significatives qui traversent l'implication, autant dans les actions particulières que dans l'interprétation qu'elles font du projet collectif. En ce sens, les individus sont choisis en ce que leurs discours permettent d'appréhender des aspects spécifiques de la réalité étudiée, l'enquêteur « utilisant les particularités des expériences sociales des individus en tant que révélateurs » d'une réalité particulière telle qu'elle est vécue par les enquêté·e·s (Michelat, 1975, 236).

Ainsi, huit personnes, impliquées comme bénévole, ont été recrutées vers la fin de la période d'insertion, soit en les abordant en personne lors d'une activité en présence, soit en les invitant par écrit via voie informatique. Dans les deux cas, des informations générales sur la démarche de recherche et ses visées de connaissances ont été partagées afin de susciter l'intérêt chez les potentiel·le·s participant·e·s, ainsi que pour les mettre en confiance et leur donner quelques repères pour l'exercice à venir. Les entretiens ont été réalisés à la convenance des participant·e·s, dans un lieu de leur choix; certain·e·s entrevues ont été réalisées en plein air, dans des parcs, lors de périodes où cela était conséquent avec les recommandations sanitaires, d'autres ont été réalisées dans des salles d'université, dans des cafés, et dans des AVC à l'extérieur des heures d'ouverture. Celles-ci ont varié d'une durée d'une heure à deux heures, l'une d'entre elles prenant place sur deux séances dû aux disponibilités de la personne interviewée.

⁵⁰ L'entretien est en fait toujours réalisé *in situ* en ce sens qu'il est nécessairement situation sociale dont on peut se saisir « comme situation d'observation », bien que celle-ci soit modulée en fonction de facteurs alternatifs à ceux qui se donnent à être vus lors des activités « normales » du milieu à l'étude (Beaud, 1996).

Les entretiens étaient basés sur un schéma sommaire en quatre « sections », dont la séquence, le contenu, ainsi que la manière de l'amener, se modifiait et se modulait en fonction de la relation d'enquête particulière qui s'était nouée sur le terrain avec chaque personne, et qui se nouait à nouveau dans le microcosme spatio-temporel de l'entretien. Il est possible de se référer à ce schéma qui se trouve en annexe A du présent mémoire. La première section cherchait à évoquer les trajectoires d'intégrations dans le milieu des AVC, en abordant notamment l'entrée en contact avec les ateliers de vélo communautaires et la transition vers une posture de personne impliquée activement dans un atelier. Celle-ci a permis d'aborder particulièrement les formes relationnelles suivant lesquelles cette entrée en contact s'est effectuée à travers les rencontres interpersonnelles qui ont pris place, tout en abordant les activités et étapes qui ont été mises en œuvre au cours de cette intégration. Elle a aussi permis de mettre en lumière les facteurs motivationnels matériels (expérientiels) et idéels (potentiellement axiologiques) qui ont porté vers ces milieux alternatifs en premier lieu. Celle-ci a notamment permis de mettre en exergue les temporalités ainsi que les formes distinctes que peuvent suivre ces trajectoires d'intégration. Cette section laissait régulièrement place à de longues périodes non-directives, où le rôle de l'interviewer ne consistait qu'« à favoriser la prise de parole des interviewées », que ce soit en soulignant certains aspects du discours ou simplement en laissant la place pour la réflexion et la reprise de parole (Poupart, 2012, 65). La seconde section touchait aux activités déployées par les AVC et à la façon dont ce déploiement était organisé. Celle-ci était axée sur la description des activités telle qu'elle était vécue et perçue par les enquêté·e·s, sur la façon dont leur rapport à ces activités et aux humains avec qui ils entraient en relation leur apparaissait. La troisième section visait à atteindre la perception des participant·e·s des enjeux de nature plus organisationnelle en lien avec l'AVC où ceux-ci s'impliquaient. Celle-ci a permis d'aborder les modalités du processus d'intendance, les règlements, les modalités d'accès tant dans ce qu'ils ont de formel, que la manière dont ceux-ci sont perçus par les personnes interviewées, que la manière dont la mise en application de ces diverses modalités est envisagée en ce que cela implique comme enjeux, défis, ou avantages. Finalement, les entretiens ont été un moment clef afin d'explorer le sens de l'implication à différentes échelles. Dans la dernière section, nous avons exploré le sens de l'investissement personnel dans la démarche générale des AVC, elle-même problématisée de manière subjective, en tant qu'élément particulier et différencié s'insérant parmi d'autres éléments de la vie des personnes interviewées. Celle-ci permet également de s'intéresser au sens subjectif de différents types d'actions concrètes que mettent en œuvre les enquêté·e·s, que ce soit la transmission de connaissance lors des permanences, le travail manuel sur les vélos, le travail administratif, ou la rencontre de personnes à travers ceux-ci. Elle permet en outre d'appréhender l'implication et les actions déployées en ce qu'elles sont des éléments intégrés à une interprétation d'un projet porté par l'atelier, ou même les ateliers communautaires en général.

Ces sections et les questionnements qui s’y retrouvent participent d’une démarche heuristique marquée, dans la concrétude des entretiens en train de se réaliser, d’une ouverture aux éléments auxquels nous n’aurions pas pensé ou qui n’auraient pas été mis en lumière dans la littérature⁵¹. Bien qu’elles visent l’atteinte de discours nous permettant d’effectuer une analyse à même de nous renseigner sur les objectifs de connaissance esquissés plus tôt, ces sections et leur contenu ont été mis en forme en fonction des éléments qui semblaient, non seulement, plus saillants dans l’expérience des participant·e·s, mais des éléments qui les amenaient à élaborer leur pensée à travers des descriptions riches ou engageant des significations subjectives de l’action individuelle ou collective.

4.1.1.3 Méthodes d’analyse des données

Du point de vue théorique, notre analyse est inspirée en partie des approches de la *Grounded Theory* (Glaser & Strauss, 1967; Corbin & Strauss, 2015) et de la théorisation ancrée (Paillé, 1994), nous incitant à se saisir des données co-construites sur le terrain afin d’en arriver à une théorisation permettant d’en faire sens. Bien que la théorisation ancrée soit une approche à proprement dit de la recherche qualitative, elle incite également, par des processus d’analyse et de codification itérative, au développement de relations entre les données et à leur classification, desquelles une compréhension interprétative et théorique du réel est amenée à émerger (Paillé, 1994, 150). Cela étant, il est nécessaire de souligner que, conséquemment avec les considérations épistémologiques développées plus tôt en lien avec l’approche ethnographique, le travail d’analyse ne peut être réduit à un ensemble d’opérations empirico-inductives du simple fait que l’ethnographe-analyste s’inscrit dans des configurations sociales de relations qui ont un impact du point de vue de la connaissance. Les positionnalités sociales occupées par les chercheurs ainsi que leurs expositions à certaines écoles de pensée, autant théoriques que méthodologiques, impliquent de considérer les éléments déductifs de toute interprétation de l’empirie du social. À la fois induction et déduction, le travail d’interprétation à partir des données co-construites implique de faire sens de partir de ce qui en émane, tout en mobilisant des schèmes de pensée, des appréhensions théoriques, qui permettront potentiellement, à terme, de faire sens de l’embrouillamini des données brutes. Cette approche qui lie induction avec de nécessaires points d’appui théoriques, s’apparente à celle mise de l’avant par Charles Sanders Peirce avec le concept d’« abduction », processus par lequel induction et intuition théorique – cette dernière résultant d’un bagage de connaissances et d’expériences se rapportant à d’autres contextes et objets de connaissance

⁵¹ Ce serait d’ailleurs un des avantages, selon Poupart (2012, 64), de l’entretien qualitatif que de faire émerger des dimensions insoupçonnées auxquelles le chercheur n’aurait pas songé au départ, enrichissant de se fait la compréhension de l’objet à l’étude.

– se rencontrent pour faire sens des traces de la réalité étudiée (Timmermans & Tavory, 2012, 170; Tavory & Timmermans, 2014, 83).

Une retranscription verbatim a été réalisée à partir d'enregistrements audio en prenant soin de rendre compte du plus de détails possible, en rendant compte des intonations particulières, des rires et des hésitations semblant significatives. Ces verbatims ont ensuite fait l'objet d'une analyse de contenu à l'aide du logiciel Nvivo 12 Plus, un choix d'outil en partie motivé par la familiarité développée lors d'une recherche antérieure, la forme des données (textuelles), et les capacités d'organisation et de classement de celles-ci. Permettant un codage par « unités de sens » – Nvivo utilisant l'appellation de « nœuds » pour référer à ce que l'on entend généralement par le mot « code » – ce logiciel fournit à l'analyste « un espace structuré pour organiser ses idées » (Roy & Garon, 2013, 163). Ainsi, à la lecture attentive des verbatims, des catégories thématiques ont émergé de l'interprétation des propos des participant·e·s et des codes ont ainsi été créés au fur et à mesure de l'analyse. Lorsqu'une quantité conséquente de codes avait été créée grâce aux extraits préalablement analysés, le travail consistait largement en l'identification de la nature symbolique des propos de placer les extraits dans les codes appropriés. Il a été possible, par la suite, de récupérer l'ensemble des extraits identifiés sous un code donné en les sélectionnant, ce qui a permis de procéder à une interprétation plus fine des éléments discursifs touchant à un aspect spécifique du phénomène. En analysant les extraits de l'ensemble des entrevues pour un code particulier, « l'attention particulière portée à la singularité de chaque entretien va de pair avec une mise en relation des divers entretiens entre eux » (Michelat, 1975, 242).

L'analyse des données co-construites à partir des séances d'observation-participante a suivi une temporalité continue, bien que ponctuée de diverses étapes. L'immersion longue sur le terrain, toujours marquée du mouvement réflexif par lequel l'ethnographe se saisit de ses propres expériences du social, incite à envisager la « saisie » des données (l'écriture) comme un premier moment analytique influencé en partie par des procédés cognitifs conscients, impliquant de faire des choix tant lexicaux que liés à la façon dont le réel sera décrit, et inconscients, nous rapportant aux enjeux épistémologiques qui touchent à la positionnalité du chercheur dans les rapports sociaux. Outre ce moment « pré-analytique », l'analyse en tant que telle prenait place tant sur le terrain, par exemple en prenant note sur mon téléphone d'une intuition qui me traversait l'esprit et qui semblait pouvoir être éclairante de la réalité qui venait d'être observée, qu'au moment de retranscrire dans les cahiers d'observation ce qui s'était passé dans l'atelier. Les marges devenant en quelque sorte un espace où prenait place un premier procédé d'abstraction, soit des événements décrits, soit des propos reproduits. Finalement, le retour sur les notes d'observation suivant l'analyse des entretiens a permis l'utilisation et l'adaptation du système de codage préalablement développé en utilisant un système de

couleurs et de collants auxquels des annotations ont permis de répertorier dans les observations des unités de sens.

Sans parler d'une analyse par triangulation des données, le travail analytique a été animé d'un souci de complémentarité dans ce que les méthodes de recherche ont permis de co-construire comme trace à analyser, prenant acte du fait qu'une « une étude qui mobilise de manière complémentaire divers types de données qualitatives peut améliorer sa robustesse et son pouvoir rhétorique » (Lamont & Swidler, 2014, 13). D'une part, les entrevues ont permis d'aborder certains aspects du phénomène social que sont les ateliers communautaires qui se donnent plus rarement à l'observation (qu'il s'agisse d'actions particulières, de situations, de relations) tout en se saisissant des représentations subjectives des personnes interviewées de ces éléments, en sus des significations qu'elles y attribuent, et du sens qu'elles attribuent à leurs propres actions.

4.2 Terrain de recherche

4.2.1 Considérations éthiques

Toute recherche engageant un rapport direct, ou indirect, avec d'autres humains se doit de porter une attention particulière à l'éthique de la recherche. Puisque notre recherche implique d'interagir avec de nombreuses personnes, autant dans des situations de la vie « normale » que lors d'entretiens plus « particuliers », de nombreux moyens visant à ce que se réalisent correctement ces étapes du point de vue éthique ont animé mes réflexions et ont été mis en place. Cette recherche par ailleurs a obtenu l'approbation du comité CERPE-FSH de l'UQAM préalablement à l'entrée sur le terrain et à la réalisation des entretiens.

En ce qui a trait à l'insertion sur le terrain en tant que « chercheur-participant », les paramètres de divulgation de cette posture, et de ce qu'elle impliquait, a suscité de nombreux questionnements. Dans plusieurs initiatives à l'étude, les personnes participant en tant qu'utilisateur·e·s pouvaient n'être que de passage, échanger un regard, quelques paroles, peut-être un sourire, ou interagir principalement avec un·e autre collègue. Avec ces collègues, comme ces initiatives fonctionnent largement de façon horizontale, il n'y avait pas non plus d'organe décisionnel auquel demander une autorisation formelle à la participation. Néanmoins, la posture adoptée a été celle d'une transparence dans la mesure du possible, c'est-à-dire que l'entrée en contact avec les bénévoles des ateliers s'est faite en les informant de mes activités de recherche, un « dévoilement » renouvelé plusieurs fois au fil des rencontres, ainsi que lorsque de nouvelles personnes avec qui je serais amené à interagir à maintes reprises se joignaient aux collectifs. Cette divulgation s'est aussi répétée auprès d'utilisateur·e·s avec qui les interactions s'inscrivaient davantage dans le temps, ce qui n'était pas possible de faire avec l'ensemble des personnes du fait de l'accaparement dans des activités de

participation, le fort achalandage lors de certaines périodes, et la valeur limitée de cette information pour une personne dont ni le nom ni toute autre caractéristique permettant l'identification ne se retrouverait dans la rédaction de cette recherche.

En ce qui a trait aux entretiens, les participant·e·s ont été abordé·e·s en leur présentant la démarche et les objectifs de recherche. Les paramètres de réalisation des entretiens leur ont été divulgués afin d'obtenir leur consentement libre et éclairé (Enregistrement audio, durée approximative d'une à deux heures, retrait possible à tout moment, confidentialité et anonymisation des données). Les participant·e·s ont signé un formulaire de consentement à cet effet. Les enregistrements ont été sauvegardés en prenant soin d'utiliser des noms de fichiers numérotés dans un dossier sécurisé par mot de passe. Comme l'objet d'étude n'impliquait pas que des participant·e·s à l'étude ne révèlent des faits intimes, en plus des facteurs de protection que représentent la participation volontaire et le retrait libre, le risque de participation était évalué comme étant faible.

Au moment de l'écriture, les considérations éthiques ont animé plusieurs choix de moyens visant la protection de la vie privée en tentant de réduire le risque d'identification des participant·e·s. D'abord, l'anonymisation des données a été réalisée par le remplacement des noms propres par des noms fictifs, en portant une attention particulière à ce que les noms de remplacement ne soient pas partagés par d'autres participant·e·s au milieu. Afin de limiter l'identification par d'autres facteurs ou par croisement d'informations, certains renseignements qui ne s'avéraient pas critiques pour l'analyse ont été omis ou modifiés, tels que des noms de villes de provenance, des types d'emplois occupés ou des domaines d'études. Dans certains cas, l'utilisation d'appellations plus générales, telles que « un bénévole » ou « une usagère », a été privilégiée afin de limiter ce risque d'identification par croisement d'informations.

En ce qui a trait aux modalités relatives à la réalisation de la recherche en lien avec la pandémie de Covid-19, bien que nous avons réalisé notre terrain lors de la période de déconfinement de l'automne 2021, certaines modulations des recommandations gouvernementales avaient toujours lieu. La réalisation des entretiens et des observations s'est faite en suivant les consignes de santé publique en vigueur, ainsi que les dispositions additionnelles adoptées par les milieux à l'étude. Dans certains cas, il s'agissait de porter un masque respiratoire, alors qu'à d'autres périodes les regroupements intérieurs étaient interdits, ce qui a mené à une interruption des observations au mois de janvier 2022. Certains ateliers avaient adopté des modalités additionnelles, telles que faire fonctionner un filtre à air, ou limiter le nombre de personnes admissibles à un même moment. En fonction des fluctuations des recommandations de santé publique, les entretiens se

sont réalisés en extérieur, dans des parcs, ainsi que dans des lieux fermés, avec ou sans masque selon les recommandations en vigueur.

4.2.2 Présentation sommaire des milieux à l'étude et processus d'insertion

Montréal accueille une quinzaine d'ateliers qui, grâce aux individus qui les animent, rendent disponible selon diverses modalités d'accès leur espace, leurs outils, et des savoir-faire. Lors de la période de participation, de septembre 2021 à mai 2022, il m'a été donné de participer à trois AVC présentant des différences importantes concernant leurs formes institutionnelles, leurs affiliations, leurs moyens de financement.

L'atelier de vélo communautaire BQAM-E a été mis sur pied par des étudiant·e·s en 2009 dans un pavillon de l'UQAM, au centre-ville de Montréal, dans l'arrondissement Ville-Marie. Il n'est pas nécessaire d'être membre pour avoir accès à l'atelier : celui-ci est ouvert et accessible gratuitement à toutes et tous du lundi au vendredi entre 16h et 20h, le mardi étant une soirée en « mixité choisie », c'est-à-dire une soirée réservée aux personnes ne s'identifiant pas comme hommes cisgenres. Le statut de « membre » à l'organisme s'obtient gratuitement pour les bénévoles, automatiquement pour les étudiants·e·s de l'université qui paient une cotisation semestrielle de 1\$, et il est accessible à toute autre personne au coût de 20\$ par année. Le statut de membre donne le droit d'assister, de proposition et de vote dans les assemblées générales, ainsi que le droit de se présenter aux élections du conseil d'administration. En outre, il fonde la barrière d'accès aux instances démocratiques de l'organisme. BQAM-E existe en tant que personne morale enregistrée au registre des entreprises du Québec en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL). Étant incorporé sous la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, BQAM-E est dirigé par un conseil d'administration (CA) élu par une assemblée générale qui commande ses décisions. Soulignons le statut particulier de l'organisme : il est à la fois un OBNL enregistré ainsi que groupe étudiant profitant de, et étant contraint par, la structure institutionnelle et les politiques de l'université où il s'est installé physiquement. Une évolution du statut de groupe étudiant à celui de groupe étudiant d'envergure a permis l'obtention auprès de l'université du droit de collecter une cotisation automatique non obligatoire (CANO) du montant d'un dollar par trimestre auprès de tous les étudiants et étudiantes de l'université.

Ayant participé par le passé, en 2018 et 2019, aux permanences d'atelier comme bénévole, j'ai rapidement été mis au courant de la reprise potentielle des activités. Bien qu'il s'agît en septembre 2021, en quelque sorte, d'une réinsertion, il s'agissait aussi d'un exercice inusité en ce que ma participation allait mobiliser une positionnalité supplémentaire qui était appelée à être divulguée; celle de chercheur. Ainsi, la première activité à laquelle j'ai pu participer suivant ce nouveau rôle a été une rencontre du comité bénévole afin de

déterminer les modalités (sanitaires et organisationnelles) qu'allait suivre la réouverture de l'atelier. Lors de cette rencontre, et des permanences qui allaient suivre, les échanges avec des personnes qui participaient au milieu avant la pandémie et de nouveaux·elles participant·e·s ont laissé la place à la divulgation, largement reçue avec enthousiasme. De ce fait, l'insertion dans le milieu s'est réalisée en douceur, suivant un rapport de confiance établi préalablement avec les participant·e·s.

Le Mile End Bike Garage, comme le nom l'indique, est un atelier situé dans le secteur Mile End à Montréal, à l'extrémité nord du quartier. Il est accessible à toutes et tous, bien qu'une contribution volontaire entre cinq et dix dollars par séance soit encouragée. L'atelier est ouvert de 18h à 21h du lundi au vendredi, en fonction des disponibilités des bénévoles. Cet atelier n'est pas une entité enregistrée légalement et opère de manière entièrement indépendante par l'implication de personnes qui y œuvrent bénévolement. Le local de l'atelier se situe au deuxième étage d'un ancien immeuble industriel du boulevard Van Horne accueillant aujourd'hui plusieurs artistes. Mon insertion s'est faite du fait que je suivais plusieurs pages d'ateliers communautaires sur les réseaux sociaux, mode de communication privilégié par plusieurs de ces initiatives, en attente de l'ouverture d'autres ateliers à même de donner d'autres réalités sociales à l'observation. Lorsque le MEBG a annoncé sa réouverture au cours de la deuxième moitié du mois d'octobre 2021, je me suis rapidement saisi de l'opportunité.

Lors de ma première visite, à l'improviste, Daniel m'accueille et me souhaite la bienvenue en anglais. À l'image de la ville et du quartier dans lequel il s'enracine, ce premier contact révélera déjà un environnement au sein duquel le bilinguisme sera omniprésent. Après m'avoir demandé si j'étais venu pour réparer un vélo, je me suis présenté en lui expliquant que je possédais une certaine expérience en tant que bénévole d'AVC, que je menais une recherche prenant ces initiatives comme terrain d'étude, et que j'aimerais, conséquemment, m'impliquer au MEBG s'ils pouvaient bénéficier d'un autre bénévole. Il m'a répondu, visiblement amusé, que l'atelier avait toujours besoin de bénévoles, en soulignant au passage son intérêt pour l'étude. Il prit ensuite un moment pour raconter l'histoire de l'atelier et les grandes lignes de son fonctionnement. Lors de ce premier contact, quatre usager·e·s se sont présentés : cela a été l'occasion de me rendre utile et de m'insérer rapidement comme part active du milieu. J'ai alors pu aider une personne avec un problème lié à une manette de vitesse, alors que d'autres s'affairaient à réparer leurs vélos de manière autonome, posant ici et là quelques questions à mon nouveau « collègue ». Au moment de quitter, j'ai demandé à Daniel de quelle façon je pourrais m'intégrer dans l'horaire régulier. Il m'a alors indiqué d'écrire à Marie sur *Facebook* en contactant la page de l'atelier, que ce serait elle qui en saurait davantage à cet effet. La réponse de Marie a été très enthousiaste, tant en lien avec le fait que l'atelier aurait un nouveau bénévole que vis-à-vis des objectifs de recherche dont je lui fais part sommairement. J'ai alors

immédiatement été invité à rejoindre la plateforme de clavardage du collectif (*Slack*) où les discussions liées à la coordination d'atelier ont lieu, me permettant de participer à une permanence de façon hebdomadaire. L'accueil chaleureux et enjoué des bénévoles en place, ainsi que ma connaissance du modèle d'action des ateliers et de la mécanique vélo, semblent avoir été des éléments clefs qui ont permis une intégration rapide dans ce milieu.

L'atelier La Grande Roue, situé dans le quartier Saint-Michel à Montréal, représente quant à lui un projet particulier intégré dans l'OBNL Loisirs Communautaires Saint-Michel (LCSM). Puisque cet atelier s'était complètement éteint lors de la pandémie, et que la période à l'étude consistait en un redémarrage selon de toutes nouvelles modalités au sein d'un nouvel OBNL, le reste des éléments descriptifs qui seraient détaillés ici a fait l'objet d'un processus de co-construction et de mise en commun qui sera explicité dans les chapitres à venir. L'entrée en contact avec les responsables de l'atelier La Grande Roue s'est faite grâce à l'intervention d'une personne interposée. En effet, j'ai été invité à participer à la relance des activités de l'atelier communautaire grâce à un « collègue » de BQAM-E avec qui j'avais discuté de ce projet de recherche. Grâce à son enthousiasme à la fois pour ce projet de recherche, mais aussi à son expérience dans le quartier Saint-Michel, j'ai été invité à participer à la relance de cet atelier sous une nouvelle forme, en étant chapeauté par un nouvel OBNL. Lors des premières rencontres sur le terrain, il est devenu apparent qu'il n'y avait plus réellement d'organisation à proprement parler : les infrastructures matérielles étaient toujours là, mais les bénévoles qui s'occupaient d'administrer l'atelier n'y étaient plus. C'est ainsi que j'ai pu assister et participer au processus de relance mis en branle par ce collègue, par d'ancien-ne-s bénévoles intéressé-e-s à participer à nouveau, et par la directrice de l'organisme.

4.2.3 Un milieu affecté par le contexte pandémique, une recherche qui le dépasse

La pandémie de Covid-19 a eu un impact considérable sur les ateliers communautaires montréalais, et conséquemment, sur l'intégration et le déroulement de l'enquête au cœur de cette enquête. Plusieurs ateliers de vélo communautaires ont dû, pendant cette période, fermer leurs portes ou modifier leurs activités, limiter le nombre de personnes admises et de bénévoles sur place. Que ce soit à Chicago (Patrone, 2020) où à Montréal, ces espaces dont le mode d'activité principal repose sur l'accès à des espaces, des outils, du temps et des savoirs mis en communs – ce qui est rendu possible par la rencontre des corps – ont largement dû diminuer de manière importante l'accès. Du fait que le mode d'action et la visée des ateliers à l'étude implique des formes partage entre des individus qui se rencontrent physiquement pour produire, ensemble,

dans un espace physique⁵², l'ensemble des lieux terrain ont été largement inaccessibles pour la quasi-totalité de l'année 2020, jusqu'à l'automne 2021. Le choix des trois ateliers présentés ci-haut comme terrains d'étude a été dicté, en partie, par la chronologie qu'a suivie leur processus de réouverture.

Cela étant dit, bien que notre recherche se soit manifestée dans un contexte de reprise marquée par des relents pandémiques, que les discours des acteurs et actrices du milieu, ainsi que certaines actions, évoquaient les perturbations qui résultaient des politiques de santé publique et des reconfigurations de l'action nécessaires pour limiter l'exposition au virus, les formes relationnelles et les actions mises en œuvre au sein des AVC ne se limitent pas à ce contexte. Les ateliers communautaires prédataient la pandémie et, bien que nous verrons que cette période a amené un lot de perturbations pouvant mettre en exergue des défis, mais aussi des avantages qu'implique l'organisation alternative de l'activité économique, ont continué d'exister après celle-ci. Les reconfigurations de l'action collective peuvent ainsi servir à la recherche comme témoignages des modes d'action matériels, des configurations relationnelles qui les supportent et de l'insertion plus large des AVC dans la société, en rendant saillant, par contraste, l'état « normal » des choses. Sans occulter les particularités de cette période, la complexité amenée par celle-ci pourra servir au travail sociologique afin de rendre compte des particularités de ce milieu, tant dans ses imbrications locales que globales.

CHAPITRE 5

Résultats

5.1 Préambule sur les perturbations et adaptations d'un milieu collectif à la pandémie de COVID-19

Le 13 mars 2020, alors que le gouvernement du Québec décrétait la fermeture de l'ensemble des commerces dits non-essentiels jusqu'au 13 avril, les ateliers vélo, commerciaux et communautaires, étaient contraints de fermer leurs portes, à défaut de figurer parmi la liste des services exemptés. Pour celles et ceux qui voulaient utiliser leur vélo, ou s'y mettre en vue d'éviter des déplacements coûteux en voiture, en taxi, ou dans les transports en commun pour éviter de s'exposer au virus Covid-19, les lieux leur permettant de faire l'entretien de leur moyen de transport ne leur était pas accessible, alors que les garages de mécanique automobile pouvaient, eux, offrir leurs services à leur clientèle (Caillou, 2020a). Une semaine s'est écoulée

⁵² Le modèle des ateliers communautaires étant répandu, d'autres communautés ont été touchées, notamment à Chicago (Patrone, 2020; Norris, 2020).

avant que le gouvernement ne modifie les directives le 1^{er} avril 2020 en ajoutant les ateliers de vélo à la liste des services essentiels (Caillou, 2020b). Néanmoins, les ateliers communautaires Montréalais n'ont pas fait partie de cette réouverture au public le 1^{er} avril, du moins pas selon les modalités habituelles qui caractérisent leur fonctionnement « normal ». Plusieurs facteurs peuvent expliquer les délais plus importants qui ont caractérisé la réouverture des ateliers.

D'abord, la logique opératoire des initiatives à l'étude revêt un caractère fondamentalement différent de celle qui soutient l'activité des entreprises privées. Alors que ces dernières devaient – et doivent toujours – conjuguer avec l'impératif de dégager des profits afin de maintenir leur existence à court ou long terme, la forme de travail qui se situe à la base de l'activité des ateliers communautaires, les emplacements « alternatifs » qu'ils occupent et les liens qu'ils ont tissés entre eux, mais aussi avec les institutions, personnes et entités légales qui les hébergent, ont octroyé à ces initiatives citoyennes le privilège d'une pression à la réouverture moindre que celle qui pouvait être ressentie dans le circuit commercial, une réalité à double tranchant pour la communauté qui les faisaient vivre.

Bien qu'ils faisaient face à l'impératif de réaliser des profits pour maintenir les lumières allumées, acquérir des marchandises, payer les salaires de leurs employés et le coût de l'espace locatif, les ateliers de vélo commerciaux jouissaient de l'avantage relatif de voir l'activité économique qui s'effectue en leur sein, l'entretien et la réparation de vélos, être quasi-entièrement médiée par l'échange monétaire, elle-même largement dématérialisée par l'avènement du paiement « sans-contact ». Cette forme d'activité permet un contact minimal entre des corps physiquement vulnérables à une menace virale invisible; seul l'objet technique vélo devait passer du propriétaire au technicien, limitant ainsi le risque physique et la charge anxiogène pouvant être liée à une potentielle exposition au virus (Kelly, 2020).

Les ateliers communautaires ne jouissaient pas de la même médiation sociale que constitue l'échange marchand devenu « barrière » symbolique dans le contexte de la crise sanitaire. Tel que nous en faisons état en 5.3, l'activité économique qui s'effectue dans l'atelier est médiée par les corps qui s'y rencontrent : ce n'est que par leur rencontre dans un lieu physique, où ils peuvent s'échanger gestes, paroles et manipulations d'outils partagés que l'activité ne peut prendre place. Dans le contexte pandémique, la saleté recouvrant les instruments et les surfaces n'était plus limitée aux multiples huiles et graisses auxquelles l'exposition du corps n'impliquait que des conséquences relativement bénignes; une nouvelle « saleté » invisible était susceptible de recouvrir les instruments et d'« habiter » l'espace.

Ainsi, plusieurs éléments se sont articulés afin de repousser la date de réouverture de plusieurs ateliers communautaires. D'abord, les trois initiatives dont fait état la présente étude occupent des lieux physiques qui appartiennent à une entité tierce qui, pendant la pandémie, avait restreint l'accès du public. BQAM-E avait d'ailleurs dû fermer entièrement jusqu'au printemps 2021, puisque l'administration de l'institution universitaire où ses locaux sont situés avait fermé l'accès de ses pavillons au public. Pour maintenir une certaine capacité d'action, des bénévoles ont sorti l'atelier mobile lorsque l'université a permis aux étudiant·e·s et au personnel d'aller récupérer leurs effets personnels : celui-ci a été amené dans un local loué auprès d'une entreprise d'entreposage en libre-service. Des ateliers ponctuels de réparation ouverts au public ont été animés par des bénévoles qui l'ont et se sont rendus disponibles dans des parcs situés à proximité à plusieurs reprises au courant de l'été 2020. Au printemps 2021, les bénévoles de l'atelier avaient obtenu l'aval de l'université, et du service de sécurité, pour ouvrir l'atelier, à condition qu'il n'y ait que deux personnes présentes de manière simultanée : durant cette période, une fiche avait été publiée sur les réseaux sociaux afin de permettre aux membres du public de prendre rendez-vous avec un bénévole se portant volontaire pour assurer l'ouverture et l'accompagnement mécanique.

Pour le MEBG, la fermeture aurait d'ailleurs rendu la situation « super compliquée », selon Jacob, puisque, contrairement à BQAM-E et LGR, l'initiative portée par les bénévoles du Mile End devait toujours s'acquitter de ses responsabilités financières liées au paiement d'un loyer pour le local situé dans un immeuble privé. Selon ce dernier, « avec la Covid et la baisse d'achalandage, le loyer est devenu un vrai enjeu pour la survie de l'atelier ». Sans entrée d'argent, les bénévoles impliqués ont dû faire preuve de créativité dans l'improvisation de moyens afin de recueillir les fonds nécessaires à leur maintien des lieux, des activités représentées habilement par le terme « *hustle* » qu'utilise Daniel pour résumer cette période d'activité :

Because [of] covid there was so many months where we had to literally be closed-closed. Those were really difficult, the core people had to really hustle to be able to make rent, so like building whatever bikes we had in the shop, just building them and selling them and hoping for the best, selling t-shirts, putting things online, being like "Hey, we're trying to make rent of anybody is interested in a t-shirt?" and then do a little photoshoot, like we did a photoshoot just recently, like back here, just [Lisa] and I, and so that sold a bunch of t-shirts, and like 15 bucks a t-shirt and you sell ten, fifteen t-shirts, that's not too bad right? And so that's like one third of your rent for the month. (Daniel)

Ensuite, que ce soit par souci de santé personnelle ou publique, ces collectifs de bénévoles ont fait des choix visant à réduire les risques d'exposition à la maladie. En effet, lors de la vague d'Omicron en janvier 2022, une réunion virtuelle entre bénévoles de l'BQAM-E a statué pour maintenir la fermeture de l'atelier au public pour l'entièreté du mois de janvier bien que les restrictions strictes étaient levées en date du 17. Cette décision avait été prise par consensus dans le but de limiter la propagation du variant dans la population.

Contrairement aux mécanicien·ne·s du circuit commercial, les mécanicien·ne·s des initiatives à l'étude n'encourraient pas de perte de revenus en ne retournant pas à l'atelier, facilitant potentiellement ce choix de ne pas retourner au « travail » :

il y a beaucoup une perte de sentiment de sécurité qui s'est fait, puis bien les humains, ultimement quand ça se met à avoir peur, c'est comme plus difficile de voir les choses en avant puis de s'inquiéter aussi des questions globales qui nous touchent pas tout le temps directement quand on est comme anxieux ou anxieuse de sa propre sécurité, c'est plus difficile de voir les choses sur un grand plan, puis comme, t'sais il y a une sécurité comme, physique, il y a *actually* des risques (Mas)

Le MEBG, pour reprendre les mots de Marie, était « completely closed for all this time », en faisant référence à toute la période d'interdiction des rassemblements. D'une part, l'immeuble était entièrement fermé au public, mais d'autre part, il était apparent lors de nos discussions qu'un souci était porté par celle-ci, ainsi que par d'autres camarades, à ne pas contribuer au phénomène de contagion communautaire qui pourrait potentiellement causer des problèmes de santé à des personnes plus vulnérables. Les bénévoles portaient par contre toujours leur projet de partage de connaissances en portant une aide à distance, notamment à Marie qui, à l'époque, était encore usagère de l'atelier :

*And I was still sending messages to the garage facebook page everyday *laughs* like "ok, here's where I'm at, my wheel doesn't fit", and then they're like "ok, you have to spread out the drops to make the wheels fit, and they were just coaching me on how to do all this work in my house, during the pandemic, at a distance. (Marie)*

Cette fermeture semble néanmoins avoir eu raison, pour un certain temps, de l'organisation et de la coordination qui se faisait auparavant comme des pratiques « normales » qui pouvaient ponctuer le quotidien sans demander un effort particulièrement important. Or, les pratiques administratives et les liens relationnels n'ont pas échappé à la perte de repères qu'a pu amener l'isolement pandémique, comme en font par exemple état Mas et Camille lors de nos entrevues :

Mais je pense que la pandémie a mis un gros coup dans l'organisation [...], c'est rendu plus difficile de naviguer, tant dans le faire, que dans le comment, que avec qui, tout est rendu plus nébuleux (Mas)

le fait de sortir de deux ans d'engagement en virtuel, ça demande de déconstruire une habitude qu'on avait avant, de se rendre pour aller faire sa permanence, tout le monde le faisait naturellement, sauf que pendant deux ans plus personne l'a fait, puis là c'est une nouvelle habitude, ça s'est installé de resté chez soi en fait, c'est affreux, mais le confort, réapprendre à sortir pour aller s'impliquer, pour aller participer (Camille)

Le délitement – qui, du point de vue des acteurs était d'une durée temporellement incertaine au moment de la mise en place des dispositifs d'isolement – des liens et relations qu'avaient noué les personnes impliquées dans ces collectifs a pu amener son lot d'inquiétudes et d'incertitudes en lien avec l'avenir de ces initiatives

collectives où ils et elles avaient investi temps et énergie. La sortie pandémique, le « retour à la normale » selon l'expression populaire, a donc demandé un effort concerté sur la manière dont celle-ci allait être effectuée, ainsi que sur les moyens qui allaient être mobilisés pour la rendre possible. Certaines tentatives de réduire les expositions potentielles ont été prises, par exemple avec la construction de boîtes Corvi-Rosenthal (Dodson et al., 2022) qui ont été placées dans l'atelier. La réouverture s'est également faite de façon progressive, en organisant d'abord des rendez-vous afin de limiter le nombre de personnes présentes à un même moment. Comme l'illustre Camille, des considérations plus abstraites en lien avec l'aspect « communautaire » de l'atelier ont aussi fait surface. Comme elle l'explique, ce sont des questionnements sur la manière de (re)construire le dynamisme communautaire qui ont animé les discussions de celles et ceux qui voulaient voir l'atelier reprendre « vie » :

Quand je suis arrivée sur le CA, on était vraiment dans "Ok, comment on fait vivre un atelier qui ne vit plus, qui n'existe plus, qui est fermé? Comment on maintient les bénévoles impliqués? Comment aussi, bien toute la communauté qu'on cherche à rejoindre, elle est plus dans les locaux parce que l'université elle est fermée. Donc, y'avait tous ces problèmes-là qui était un peu... Comment on fait vivre ça, puis comment on réouvre de manière sécuritaire? Donc ça a plus été des enjeux de logistique et d'implication logistique dans le sens "bien ok, il faut qu'on gosse la sécurité pour qu'on ait l'autorisation d'ouvrir parce qu'on est un service essentiel selon le gouvernement". C'était assez intéressant de se dire comment on relance une dynamique? Puis au niveau de maintenir l'engagement, c'était de faire une sortie vélo, d'essayer de faire des activités qu'on pouvait se permettre-*ish*, parce qu'on avait pas le droit de se rassembler, donc ça a été un petit peu ça les premiers temps (Camille)

Bien que les outils de communications informatiques aient permis de maintenir certains liens entre les bénévoles de BQAM-E, il est apparent que la rencontre physique des corps reste nécessaire pour faire communauté et pour ressentir l'existence même de cette communauté. Dans le cadre des ateliers communautaires, cela ne semble pas fortuit : le travail engage des humains et leurs corps, ensemble dans une rencontre. Camille évoque d'ailleurs cet aspect fondamental des ateliers communautaires, à savoir que ce serait dans la rencontre des corps, dans l'exercice du travail d'atelier, mais aussi par tous les échanges connexes qui sont forcément impliqués que se créent des liens communautaires et des relations humaines enrichissantes :

Comment on rappelle en fait que d'avoir les mains dans la graisse, dans la mécanique c'est ça aussi qui fait partie, puis, on peut pas le vivre sans être présents à l'atelier? Puis de se rappeler de ça, puis aussi de le rendre attractif pour aller chercher de nouvelles personnes, t'sais de dire, quand tu viens faire ta permanence du lundi soir, bien en fait, tu viens avoir du fun aussi, tu viens mettre ta musique dans l'atelier, tu viens échanger avec d'autres bénévoles, tu viens échanger avec du monde, tu viens parler vélo, de tes projets d'étude, de ton boulot, t'sais tu viens pas que... (Camille)

Tel que cela deviendra apparent dans la section 5.4.7.2, les rencontres dans les ateliers permettent aussi la reconnaissance entre les bénévoles du déploiement d'une énergie collective vers un but commun, partagé, leur permettant d'inscrire leur pratique collective dans une trajectoire sociale et symbolique cohérente :

Y'a aussi une nécessité du sentiment de proximité pour pouvoir s'organiser, t'sais de comme, d'avoir le sentiment de s'organiser autour d'un but commun, mais quand tu te vois pas assez, c'est difficile de définir c'est quoi ce but commun, puis c'est là où on s'embourbe un peu dans juste, de la gestion d'infrastructure et moins dans, comme, la prise d'actions sur comme, ton but ou ta cause là. (Mas)

La rencontre physique, de corps et d'esprits amenés à se saisir d'enjeux de fond et de forme, tout en créant un lien interpersonnel qui les transcende, peut ainsi rendre saillant pour la personne impliquée le sens de cette implication

5.2 Construction communale d'un espace-temps matériel de relations : de l'occupation de l'espace à la possibilité de son aménagement

5.2.1 Dimension physique de l'atelier BQAM-E

L'atelier BQAM-E, situé dans l'est de l'arrondissement Ville-Marie de la ville de Montréal, occupe trois espaces au sein des pavillons des sciences naturelles de l'UQAM : l'atelier même, un bureau, et un espace de stockage. Juste devant l'entrée de l'atelier, à même le mur du couloir, une murale représentant des cyclistes aux habits et aux chevelures colorées en indique la présence. Les représentations de personnes cyclistes aux apparences disparates, ainsi que les couleurs saturées utilisées dans la réalisation de cette murale peuvent contribuer à la construction de l'espace comme étant marqué d'une atmosphère ludique et inclusive.



Figure 5.1 : Photo de la murale devant l'entrée de l'atelier BQAM-E

La porte d'entrée de l'atelier sert de babillard lors des heures de fermeture. Des affiches y sont fixées afin de partager les heures d'ouverture, le mode de fonctionnement de l'espace ou pour faire la promotion d'événements à venir. En passant le seuil, une zone d'accueil est aménagée : des crochets permettent de laisser ses vêtements chauds ou ses habits qu'on ne souhaite pas salir, une étagère permet d'y laisser son sac et ses effets personnels, et un bureau avec un poste informatique permet aux bénévoles de recevoir les personnes qui arrivent et de réaliser des opérations informatiques (prise de paiements, commandes, musique, recherche). Les usager·e·s accèdent également à ce poste lors des permanences pour consulter de la documentation mécanique en ligne, souvent accompagné·e·s d'un·e bénévole pour les aiguiller. Sur ce bureau, une feuille permet d'enregistrer sa présence en tant qu'usager·e. On peut y inscrire quelques informations de base (nom, adresse courriel, identité de genre, date de visite). Directement en entrant, sur ce bureau se trouve aussi du matériel promotionnel pour l'atelier (macarons, collants), mais aussi du matériel militant, qu'il s'agisse de pamphlets pour des événements à venir ou des collants aux slogans soit pro-vélocité ou anti-automobilité⁵³. Derrière ce bureau se situe une armoire avec un système de son qui permet de diffuser de la musique dans l'espace, des cartables renfermant des informations diverses, que ce soit les règlements de l'atelier, les pièces disponibles pour les commandes ou des procédures de réparation. On y trouve aussi un bac en plastique rempli d'objets égarés par des bénévoles ou usager·e·s, une bouilloire, des verres, des ustensiles pour les repas lors de réunions ou autres événements. Une autre armoire, verrouillable, contient les pièces neuves et les pièces commandées en attente de ramassage. À l'entrée se trouve aussi une petite bibliothèque de fabrication artisanale où sont placés des zines⁵⁴ portant sur le vélo, les ateliers, l'aménagement de la ville ou les rapports sociaux de sexes. Certains peuvent être acquis gratuitement ou en échange d'une contribution volontaire et certains sont étiquetés comme étant disponibles pour consultation seulement.

⁵³ Par exemple, des collants aux slogans « *Fuck car culture* » et « *Mort à la culture du char* » avec des images de voitures détruites ont été distribués dans certains ateliers lors de la période d'observation participante.

⁵⁴ Les zines sont des livres autopubliés et souvent auto-imprimés.



Figure 5.2 : Photo d'une bibliothèque de zines

Au centre de l'atelier se situe l'espace de travail : huit pieds de travail où l'on peut installer des vélos sont disposés au centre, à proximité d'établis servant à y déposer pièces et outils. L'ensemble des surfaces, tant le sol que les tables de travail sont marquées par le travail porté aux objets qui laisse derrière lui graisses et huiles noircissantes, elles-mêmes témoignage de l'usage du vélo et de ses déplacements. Une odeur caractéristique des ateliers traverse l'espace et s'impose aux narines, entre l'odeur du métal, du caoutchouc et des produits chimiques et lubrifiants de tous genres. Sous les surfaces de travail, des espaces de rangement permettent d'accéder à des lingettes, des brosses, divers produits consommables (huile à chaîne, huile pénétrante, alcool à friction, graisses de différents types), des contenants de plastique pour y verser de l'eau contaminée et de l'huile.

Au fond de l'atelier, de grandes étagères sont remplies de contenants de plastiques dans lesquels des pièces usagées sont placées. Pour les pièces de petite taille, un système de classement utilisant des rubans adhésifs

de couleur appliqués aux contenants permet d'identifier les systèmes mécaniques auxquels se rattachent ces pièces (pièces de freins, de jeux de pédalier, de jeux de direction, etc.). Pour les pièces de plus grande taille, les bacs de plastique ont une étiquette imprimée ou un morceau de chloroplaste où l'on retrouve à l'écriture manuscrite l'identification du système mécanique ou de la pièce, le standard spécifique de ce dernier, et dans certains cas, d'autres informations additionnelles, telles que le côté (gauche/droit) et l'état (complet/incomplet). Un certain niveau de connaissance technique peut s'avérer nécessaire afin de pouvoir trouver la pièce désirée et, même, pour savoir quoi chercher. Les bénévoles aident régulièrement à réaliser cette tâche, bien qu'un souci soit évidemment porté à ce que des personnes peu familières avec l'espace puissent le naviguer efficacement.

Au mur côté nord se trouve un établi faisant presque la longueur complète de l'atelier. Fixés au-dessus, des panneaux perforés permettent de placer les outils au mur et de les rendre disponibles à la vue de toutes et tous. Ceux-ci sont regroupés selon les systèmes mécaniques auxquels sont rattachées leurs fonctions et sont étiquetés ainsi. Éventuellement, un bénévole bien impliqué dans l'aménagement de l'atelier ajouta un système d'identification selon des codes de couleur afin de permettre aux néophytes d'identifier rapidement à quel système se rattache un outil donné. Les outils moins fréquemment utilisés sont placés dans des tiroirs étiquetés sous l'établi et les outils électriques sont sécurisés dans une armoire verrouillée devant être ouverte par un·e bénévole par mesure de sécurité. On retrouve également sur l'établi des stations d'alignement de roues, ainsi que des câbles et gaines nécessaires aux réparations des systèmes de freins et de vitesses.



Figure 5.3 : Photo-grand angle de l'espace de travail de BQAM-E

Au mur côté est est installée une étagère construite de manière artisanale à partir de bois de construction (2x4) où sont placées des roues et des pneus neufs (verrouillés à l'aide d'un câble), et des roues usagées classées selon leur taille. On trouve également une impression de grand format illustrant un vélo en vue éclatée : les pièces sont illustrées et la vue éclatée permet d'en identifier les composantes. Les noms des

systèmes et des pièces y sont indiqués afin d'en faire un outil de référence. Finalement, dans un coin caché derrière les armoires entourant l'accueil sont placés les rebuts métalliques en tous genres, qu'il s'agisse de cadres de vélo endommagés, de roues brisées ou de pièces impossibles à réparer, en attendant d'être ramassés ou amenés à l'écocentre. De grandes fenêtres permettent également à la lumière naturelle d'entrer ou bien, lors des mois de plus faible ensoleillement, aux passants d'observer l'activité qui prend place dans l'atelier.

BQAM-E profite également d'un bureau fenestré qui donne sur la cour intérieure du campus des sciences de l'université. Cet espace reclus permet aux bénévoles de réaliser des tâches informatiques ou administratives dans une atmosphère plus calme, et sert également de rangement pour le matériel de bureau, ainsi que quelques outils et pièces de rechange, en plus de l'atelier mobile. Cet atelier mobile consiste en une remorque dans laquelle se trouvent des outils, des pièces et des pieds de travail. Celle-ci peut être fixée à un vélo ordinaire, et permet aux bénévoles de tenir des séances de mécanique en plein air lors d'événements particuliers ou chez d'autres organisations qui les ont approchés. Au courant de la recherche terrain, l'atelier a également pu profiter d'un endroit de stockage réservé dans le stationnement sous-terrain du bâtiment voisin, appelée la « grotte » par certain·e·s bénévoles. Cet espace permet d'accueillir un don de plusieurs dizaines de vélos abandonnés sur les installations de l'université, de dégager de l'espace dans le bureau en y déplaçant l'atelier mobile.

5.2.2 Dimension physique de l'atelier Mile End Bike Garage

Le local du MEBG se trouve quant à lui sur une artère commerciale à l'extrémité nord du quartier, dans une ancienne bâtisse industrielle abritant aujourd'hui de nombreux studios d'artistes et d'artisans. De l'extérieur, rien n'indique que s'y trouverait un atelier de vélo communautaire, ce que plusieurs bénévoles déplorent par ailleurs. Une porte qui donne directement sur le trottoir permet d'entrer dans l'immeuble. Pour accéder à l'atelier, un escalier d'une quinzaine de marches doit être gravi, vélo à l'épaule, une réalité qui n'enchante par ailleurs pas particulièrement les bénévoles, dont Daniel qui souligne que cela peut-être encombrant pour certaines personnes. Dans un large couloir, où d'autres locataires ont installé leurs tableaux et ont disposé des fauteuils, une porte décorée de dessins, de peinture à pochoir, de collants et d'affiches d'événements donne accès à l'atelier. D'ailleurs, en discutant de l'ancrage de l'atelier dans ce lieu, Marie s'exclame : « *art is in the building DNA and [its] public spaces, it's part of the culture of this place* ».

En entrant, l'espace au caractère longiligne se dévoile presque entièrement. Vers l'avant de l'atelier, un système de rangement à étage permet d'installer des roues sur deux étages. Derrière la porte, au sol, des morceaux de bois de construction sont entassés. Juste à côté se trouvent les contenants pour les rebuts, le

recyclage et la ferraille. Une quinzaine de roues sont également empilées, faute d'espace dans le système de rangement. Entre l'établi et ce système de rangement, un petit coin a été aménagé afin d'y placer une petite caisse, un livret pour consigner les transactions, du rangement sous un comptoir pour quelques pièces neuves fréquemment demandées. On y trouve également des zines et quelques livres de mécanique vélo.



Figure 5.4 : Photo du MEBG sur la longueur

Sur la droite, cinq pieds de travail sont fixés directement au mur. Adjacent à ceux-ci se trouvent cinq petites « stations » faites de bois avec des outils fréquemment utilisés⁵⁵. À même le mur se trouve une quantité importante d'information manuscrite et illustrée à la main. Entre art et illustration technique, on peut y voir un vélo dessiné dont chaque composante est identifiée par le terme technique approprié, en anglais et en français. Au milieu du cadre, on y a écrit « One of many possible bikes; Un vélo parmi d'autres ». Autour de ce vélo, on remarque aussi des illustrations en vue éclatée de systèmes de freins, de dérailleurs de potences, de leviers, de cassettes, de moyeux de roues, de jeux de pédaliers, de pédales où chaque petite

⁵⁵ Tel que des clefs anglaises, jeu de clefs hexagonales, tournevis, bouteille d'huile.

pièce est identifiée. Juste à côté, plusieurs outils sont dessinés et identifiés. On trouve également des illustrations qui renvoient à des informations ou des opérations techniques⁵⁶. En plus de ces informations plus techniques, on peut lire deux messages qui sont mis en évidence par de la peinture jaune : tout à fait en haut du mur, on peut lire « *FUCK SHIT UP!!! (You'll learn something)* », alors qu'au bas est inscrit « *DON'T GUESS, ASK QUESTIONS* ». En apparence paradoxales, ces affirmations peuvent être interprétées plutôt comme participant d'un processus pédagogique visant à éviter la hiérarchisation entre les différentes façons d'apprendre. Que ce soit en obtenant des informations sur la « bonne » manière de faire par une personne plus expérimentée, ou par l'expérimentation elle-même, quitte à faire des erreurs desquelles découleront des apprentissages, chaque approche est reconnue comme légitime et est même encouragée, une conception qui se retrouve inscrite dans l'espace physique même, directement au mur.



Figure 5.5 : Photo des dessins, informations et messages inscrits aux murs du MEBG

⁵⁶ Par exemple : à quelle position sur la cassette se trouve le dérailleur lorsqu'il est question de vitesse élevée ou basse, comment entrer un câble dans un levier de frein, comment ouvrir et fermer une chaîne à l'aide du bon outil, quels types de pattes de cadres peuvent accommoder une conversion de vélo à une vitesse en permettant de tendre la chaîne, quels sont les différents standards de filetage pour les jeux de pédalier, le standard de filetage propre aux pédales, comment calculer la longueur d'une chaîne



Figure 5.6 : Photo de l'établi de travail du MEBG

Au mur d'en face, un établi a été construit de manière artisanale avec des pièces de bois de construction. Comme le souligne Marie, l'espace a changé au fil du temps grâce au travail des bénévoles, mais surtout celui de Daniel qui a mis ses compétences en construction à profit pour construire des infrastructures sur mesure adaptées à l'espace :

the space was a bit different too, the space has evolved over time, Daniel has built so much of just the infrastructure in the garage like the shelves, the bins on casters, the signs, the hanging racks with the wheels, that's all Daniel, and he works in construction, for like his day job, so he's really skilled in that way, so he built everything in the garage, so the space itself has evolved (Marie)

On peut remarquer qu'une combinaison de matériaux neufs, tels que des 2x4, a été utilisée conjointement avec des pièces de bois réutilisées. On y trouve une surface de travail, des étaux, des outils disposés ici et là, ainsi que des produits lubrifiants et nettoyants. Au-dessus, fixés au mur, des outils sont superposés à un autre dessin de vélo; leur emplacement est déterminé par le système mécanique auquel est attachée leur fonction. Des bacs de petites pièces sont placés dans une étagère et au bout de l'établi, l'un d'eux servant au surplus des pièces qui ne sont pas encore classées. Sous l'établi, plusieurs caisses de laits, certaines sur

roulettes, contiennent des pièces usagées. On peut aussi y trouver des pneus usagés dans un état convenable pour être utilisés davantage.

À l'arrière, un mur de contreplaqué a été érigé dans lequel un vitrail a été installé; celui-ci ne donne pas sur l'extérieur, mais bien sur le studio à partir duquel l'espace d'atelier a été découpé. Lorsqu'interrogé à cet effet, Daniel m'a expliqué que l'espace a été construit, littéralement, par les acteurs qui ont initialement voulu amener leurs activités dans cet immeuble. Les premier·e·s bénévoles ont ainsi délimité physiquement l'espace réservé à l'exercice des activités du collectif en subdivisant un studio d'habitation existant, suivant la demande d'un voisin désireux de réduire la superficie de son studio, et conséquemment, de son loyer :

[X] came here and he just asked the guy that was living next door, [...], he wanted to reduce his rent so he was like, you can take a part of my studio, you just have to build a door and put drywall and sort of build a little bit of a wall and then you'll have a space, and so that's what he did, and it was all super DIY. It was like, [X] was working in construction at that point so he knew enough about framing and whatever, and that's it, he built that space. (Daniel)

Cette dimension *DIY* qu'évoque Daniel dans la construction physique de l'atelier est apparente par l'utilisation de morceaux de bois réutilisés afin de créer des étagères et des établis, de fils d'extension qui passent sous les madriers pour amener l'électricité nécessaire au fonctionnement d'outils et de lumières situées à l'arrière de l'atelier. Des crochets ont aussi été installés aux madriers qui supportent le plancher de l'étage supérieur afin d'y suspendre une quinzaine de vélos pouvant être restaurés par des bénévoles ou des usager·e·s. Sous ces vélos, une dizaine de cadres récupérés sont accolés les uns sur les autres. À côté sont placées des caisses où sont rangées des pièces de grandes dimensions (guidons, supports à bagages, fourches, etc.).

5.2.3 Dimension physique de l'atelier La Grande Roue

L'atelier communautaire La Grande Roue est pour sa part situé dans le quartier Saint-michel, dans un immeuble de la ville administré par un OBNL mandaté et subventionné au niveau municipal pour administrer des espaces, des cours et des événements communautaires. Il est directement adjacent à un parc municipal et se situe à proximité d'une école secondaire ainsi que d'une bibliothèque municipale. L'atelier est situé au rez-de-chaussée et, pour y accéder, les usager·e·s doivent sonner à l'extérieur afin qu'un·e bénévole vienne leur ouvrir une porte qui se verrouille automatiquement⁵⁷. De grandes portes donnent accès

⁵⁷ L'atelier est situé dans un secteur ayant connu plusieurs événements de violence armée dans les dernières années. Le verrouillage automatique des portes fait partie des mesures de sécurité adoptées par l'OBNL qui administre l'immeuble.

à l'atelier, relativement petit, qui est divisé en deux pièces. La pièce arrière contient des vélos usagés à remettre en état, des roues de seconde main suspendues à un système de rangement de fabrication artisanale, des étagères contenant des bacs en plastique eux-mêmes remplis de pièces neuves et usagées. La pièce principale, d'environ 4 mètres par six mètres, contient trois pieds de travail autoportants, une poste informatique, un grand lavabo en plastique qui permet de laver des pièces. Sur le mur du fond, des étagères contiennent des pièces usagées de petites tailles dans des contenants de plastique étiquetés, ainsi que des produits consommables (dégraissants, huile, graisse, lingettes, etc.). Au mur de droite, un établi en métal permet également de ranger des caisses de lait remplies de pièces usagées. Au-dessus de celui-ci, un panneau perforé sert de rangement aux outils dont l'emplacement est indiqué par le marquage permanent de leur silhouette sur le mur.

5.2.4 Processus de co-construction des espaces d'ateliers

Bien que nous n'ayons pas eu accès aux modalités par lesquelles a été mis en forme l'espace de LGR – un accès rendu plus difficile dû à la passation du projet entre une organisation et une autre, ainsi que dû à la discontinuité des activités imposée par le contexte pandémique – les cas de BQAM-E et du MEBG ont mis en exergue la manière dont l'organisation de l'espace et la construction de celui-ci est un processus itératif et collectif. Les diverses tâches qui fondent ensemble le processus de co-construction de l'espace communal sont détaillées dans le tableau B.1 : Travail d'aménagement de l'espace situé en annexe B. Ce processus se déploie de manière continue, par l'initiative de personnes qui voient une amélioration possible :

And it's not like, I'm not a civil engineer, I don't understand planning, I don't understand any of those things, it was literally just doing it, I mean part of it was wanting to be there and seeing frustration of people coming in to fix their bikes and recognizing those frustrations, where it was coming from and then solving the problem based on that, and so we really just like talked, and everybody was like "Okay, so you're running into a problem?" and the person was like "yeah I can't find this tool", and then recognizing the fact that things needed to be a little bit more organized and it just came through that experience (Daniel)

Ce témoignage de Daniel illustre la façon dont les bénévoles innovent et trouvent des solutions adaptées à leurs espaces et aux besoins des membres de leur communauté, bien qu'ils ne soient pas nécessairement des spécialistes dans ces questions. Selon Marie, elle aussi bénévole au MEBG, Daniel aurait contribué de manière importante à l'aménagement de l'espace par la construction des infrastructures. Celui-ci souligne d'ailleurs comment ce processus prenait place par l'expérience empirique des insatisfactions, que les problèmes liés à l'espace et son aménagement se révélaient par l'utilisation des bénévoles et des usager·e·s, et que ce qui semblait fonctionner, concrètement, était adopté pour faire de l'atelier une construction matérielle plus adaptée : « *when you're there enough, doing enough, you recognize what doesn't work* » (Daniel). Ces insatisfactions pouvaient se rapporter à la manière dont les humains devaient négocier avec

les objets et les corps d'autrui dans l'espace. Il s'agissait en quelque sorte d'organiser le local afin d'avoir de l'espace pour travailler, tout en essayant de maximiser le nombre de personnes capables de réaliser ce travail dans un espace relativement restreint. Cette façon de concevoir l'atelier comme un espace qui doit être mis en forme pour être au service de ces corps et de leurs mouvements, Daniel l'appelle « *the ergonomics of the space* ». Par cette formule, il fait allusion à la façon dont les corps se déplacent dans l'atelier ainsi qu'au souci porté à l'aménagement de celui-ci afin que ces mouvements soient efficaces dans la réalisation du travail mécanique visé, tout en limitant les frustrations par la rencontre impromptue de corps portés vers des objectifs différenciés :

the reason why the tools are on one side, and all of the bikes are on the other side, because the flow of traffic is this, it's back and forth, it's like literally from one wall to the other. First of all, it's super simple to get your tool, super simple to get back to your thing, you're not getting in anybody's way, the workflow, makes so much sense, and like, it's a simple fix but we recognized what was not working in the space
(Daniel)

En modifiant l'espace pour répondre aux insatisfactions que suscitait son utilisation, les personnes impliquées en arrivent à créer un tout nouveau « *workflow* », un processus de travail caractérisé par une plus grande fluidité qui permet aux personnes en apprentissage de repérer rapidement ce dont ils et elles ont besoin. Comme un des aspects clefs du projet porté par les ateliers est de rendre des néophytes aptes à réparer elles et eux-mêmes leurs vélos, la disposition dans l'espace et l'identification des outils ou produits chimiques nécessaires aux réparations sont des éléments qui ont fait l'objet de réflexions afin de servir cette fin :

having things labelled, having all of the tools have a place visually, not in a box, not somewhere, 'cause people when they come in, they're not familiar, they're learning, and so if you have a bunch of tools everywhere, like "oh it's underneath this thing, behind that thing". On a wall! Everything is there. There's a bike drawn on the wall, and the parts, the tools that you need for that specific thing is in front of the thing that you're fixing, so all the wheel [tools] are, [...]. I had like the tools up on the wall, and I had them kind of drawn out, and at least they were visual, so you could point to them and you saw all of the tools, somebody else made the idea of putting the bike to scale on the wall and putting the tools corresponding to each area, it's brilliant! (Daniel)

Or, l'organisation de l'espace de manière à ce que les néophytes soient rapidement capables d'y travailler efficacement a aussi d'autres avantages. En maximisant l'espace de rangement, en rendant le tout accessible rapidement, une synergie s'opère entre l'efficacité accrue dans la réalisation des tâches mécaniques, mais aussi dans ce que peuvent offrir à la communauté les bénévoles qui s'y impliquent. Pour Daniel, cette réorganisation de l'espace signifiait également que l'atelier pouvait remplir plus aisément sa mission pour un plus grand nombre de personnes, en le faisant d'une façon qualitativement plus fluide, et, conséquemment, en étant plus susceptible de susciter l'adhésion des personnes à ce type d'initiative :

It's just making it so that the space works for the people that are volunteering so they can help everybody, 'cause there's generally one or two volunteers for like five, six, seven, ten people. Small space. So in order for that to happen and for the flow of people to come in and out and people to want to continue coming to the space, it needed to be organized in a better way, in my mind, and so, you know, we started being like "oh, then maybe we should do boxes that roll out so it's easier to find all the parts, maybe we should have specific signs so that everything is clear", so that when somebody comes in that knows nothing about nothing, they see big names on a bin, they're like "That's where I find that thing". One look at that bike [drawn on wall], and when somebody comes in, we explain all of these things to them (Daniel)

Tel qu'il le mentionne, des considérations liées à l'efficacité dans l'organisation de l'espace l'ont mené, ainsi qu'un.e collègue, à entreprendre des modifications des infrastructures. Ces modifications ont permis une maximisation dans l'installation de certains dispositifs techniques clefs, tels que des pieds de travail, qui permettent à davantage de personnes de profiter de l'espace, de travailler, et de répondre à leurs besoins. À BQAM-E, ce processus de modification de l'espace prenait également place en temps réel lors de la période d'implication, puisqu'un comité centré sur le réaménagement de l'atelier se rencontrait périodiquement pour améliorer certains éléments de l'espace et en maximiser l'efficacité, l'esthétique et l'accessibilité. Ainsi de nouveaux systèmes de classement des roues, des pneus, des pièces usagées ont été mis en place sur plusieurs mois. Selon Daniel, ces modifications à l'espace peuvent avoir des conséquences majeures sur l'activité qui prend place dans les ACV :

it changed everything, because you could not only find the tools, but you could help a lot more people in a short period of time and so then we could add a more stations, we added two more stations, and I started recognizing, I was like "first of all, the space is cluttered, it needs to be a place where it's inviting", there was plastic on the ceiling, I just recognized spaces that I had been in before that worked, and so I built up what I recognized worked in each of these places and how they worked (Daniel)

Cette considération portée vers la construction d'un espace de travail qui soit aussi accueillant pour les membres de la communauté montre par ailleurs qu'il ne s'agit pas non plus d'un espace limité au déploiement d'un travail manuel. Cette volonté de faire de l'atelier un espace invitant illustre l'attention portée aux dimensions humaines et relationnelles qui sont amenées à y prendre place. En effet, l'organisation de l'espace est comprise comme pouvant contribuer à orienter l'action vers des formes relationnelles collaboratives. D'ailleurs, son ouverture, le fait que toutes les personnes présentes puissent avoir un contact visuel, puissent percevoir ce sur quoi elles travaillent et de quelle façon, peut inciter des acteur·rice·s, bénévoles ou pas, à demander ou venir en aide à leurs pairs facilement. À cet effet, Boris souligne que, contrairement à un magasin de vélo où il y aurait « une médiation qui bloque, qui sépare tous ces gens-là, [...] à BQAM-E, les gens sont comme "ah!", ils voient les autres, puis c'est ça qui est fondamentalement différent ». L'espace permet ainsi à plusieurs de travailler de manière collaborative, autour d'un même objet.

5.3 Les mains dans le cambouis : de quoi est-il question dans « l'action »?

Que ce soit à BQAM-E, au MEBG ou à La Grande Roue, les bénévoles arrivent normalement quelques minutes avant les premier·e·s usager·e·s. Cela étant dit, il n'est pas impossible de rencontrer quelques personnes attendant patiemment l'ouverture des portes. Les tâches mises en œuvre lors des permanences ne sont pas exactement les mêmes entre les différentes initiatives; évidemment une certaine variabilité s'installe en lien avec l'organisation de l'espace, la division formelle et informelle du travail, des personnes impliquées, des modèles d'action qui ont été adoptés par les collectifs. Néanmoins, plusieurs d'entre elles trouvent une forme analogue dans l'ensemble des initiatives étudiées. Le tableau B.2 : Travail lors des permanences, situé en annexe B, fait état d'une large variété de tâches relatives à la tenue des permanences dans l'ensemble des ateliers, ce qui était, lors de la période d'observation participante, un ensemble entièrement réalisé par des personnes impliquées bénévolement.

À BQAM-E, l'ouverture de l'atelier s'effectue par le déverrouillage d'une case adjacente à la porte principale à l'aide d'un cadenas numérique dans lequel se situe une clef, elle-même attachée à un fin câble métallique afin qu'elle ne puisse être retirée. Le code du cadenas numérique est partagé entre bénévoles afin qu'ils et elles puissent ouvrir l'atelier. À l'ouverture, plusieurs tâches doivent être réalisées afin que les activités courantes puissent avoir lieu. D'abord, l'état de l'atelier doit être constaté; est-il rangé relativement proprement ou est-ce que des outils, des bouteilles de produits consommables, des pièces sont plutôt étendus sur le sol ou sur les surfaces de travail? Bien que les conventions de l'atelier soient de ranger et nettoyer sommairement l'espace à la fermeture, une tâche initiale récurrente vise à s'assurer que celui-ci soit fonctionnel pour la réalisation des activités de mécanique. Cela implique qu'en tant que bénévole, les outils laissés sur les comptoirs doivent être placés à l'endroit qui leur est désigné, soit dans les tiroirs ou sur les murs. Le même processus doit être accompli pour les consommables ainsi que pour les pièces de vélo laissées ici et là. Ce processus implique une connaissance de l'atelier lui-même, de la manière dont l'espace est organisé, mais aussi des outils et pièces puisqu'il est nécessaire de reconnaître l'utilité de ces objets afin de les classer correctement. Ce processus de rangement est relatif plutôt qu'absolu : le niveau de « propreté » de l'espace peut varier d'une journée à une autre, en fonction de l'achalandage, du nombre de bénévoles disponibles et du temps qu'ils et elles peuvent y porter.

Certaines armoires doivent ensuite être déverrouillées. Lors de la période d'observation participante, il s'agissait d'ouvrir l'armoire des pièces neuves, l'armoire des outils portatifs à batterie (Meuleuse, perceuse, clef à choc) ainsi que pour celle qui contient la caisse. L'argent comptant que contient cette caisse doit ensuite être compté, et les montants de chaque dénomination doivent être saisis dans un formulaire électronique programmé spécialement pour l'atelier afin de vérifier si le montant entré est conforme au

montant qui a été saisi lors de la fermeture de la permanence précédente. Ce formulaire en ligne est intégré à une plateforme informatique d'administration des finances qui a été adaptée aux besoins de l'organisme par un bénévole. Dans l'ensemble des ateliers, les bénévoles vont généralement diffuser de la musique dans l'espace de travail grâce à des enceintes qui permettent de connecter un téléphone intelligent ou qui sont connectées au poste de travail informatique.

Au MEBG et à La Grande Roue, l'ouverture ne consistait qu'en l'étape de déverrouillage d'une porte principale et d'une vérification de l'état général de l'atelier, suivi du rangement de l'espace au besoin. Cela dit, lors des premiers mois de à LGR, soit septembre et octobre, les permanences prenaient à l'extérieur pour permettre aux gens du quartier de voir l'initiative dans l'espace public, de venir poser des questions et d'amener leurs vélos pour des réparations rapides. Ce mode d'action impliquait de sortir des pieds de travail ainsi que des coffres à outils.

Dans l'ensemble des ateliers, lorsqu'une personne se présente pour réaliser des réparations ou un entretien de son vélo, un·e bénévole l'accueille en la saluant, en se présentant, et en l'invitant à entrer dans l'atelier avec son vélo (ou bien en lui demandant d'attendre – ou de s'installer pour travailler – quelques instants à l'extérieur du local s'il n'y a plus d'espace disponible), généralement avec le sourire. Lorsqu'il s'agit d'une personne qui se présente pour la première fois dans l'espace, une présentation de l'atelier ainsi que de son fonctionnement est généralement faite par un·e bénévole présent·e pour que celle-ci puisse se retrouver dans l'espace et se sentir à l'aise de l'occuper. Marie illustre ainsi comment elle transmet les informations clefs à une personne se présentant au MEBG pour la première fois:

When we have someone coming in that I don't recognize or that I've never seen their name before, I'll ask them if they've been to the shop before and if they say no, then I'll try to give them a bit of a overview, of like what the shop is all about "you know we're run by volunteers, we're here, you know, people do their own work, we're here to help, if you have questions or are not sure what to do, you know, that's the model of how we operate, and we have used parts for very cheap, we have some new components,[...]. Yeah, and just show them, this is where to find the tools you might need, and we have some reference books, just give them a little quick tour of where to find what they're looking for and set them up on a station and try to get a sense of, do they know what they're doing or not? (Marie)

Il s'agit pour Marie de présenter le fonctionnement de l'espace, de montrer qu'il s'agit d'une initiative portée par des bénévoles et que celles-ci et ceux-ci sont présents pour porter assistance, pour répondre aux questions relatives à la réalisation des tâches mécaniques, et qu'il s'agit avant tout d'un espace où les personnes réalisent elles-mêmes leurs réparations. Elle présente également les caractéristiques propres à l'atelier; la disponibilité à petits prix de pièces neuves et usagées, la manière dont sont disposés les outils dans l'espace, puis elle indique aux personnes où s'installer pour entamer le travail sur leur vélo. Les

observations ont permis de mettre en lumière que cette dernière étape, celle de l'installation du vélo à un poste de travail implique souvent la communication d'instructions plus détaillées quant au fonctionnement des pieds de travail où les vélos doivent être placés afin d'être surélevés et de permettre la réalisation des tâches mécaniques. Dans certains cas, les bénévoles portent une aide physique pour soulever un vélo alors que l'utilisateur active le mécanisme du pied de travail suivant les explications qui lui sont partagées.

Que ce soit la première fois qu'une personne se présente ou qu'elle soit habituée, deux questions lui sont généralement posées, à moins que celle-ci rentre dans l'espace de façon très assurée, et s'affaire directement à ses réparations de manière autonome. L'une cherche à en apprendre sur la nature des réparations mécaniques que la personne souhaite réaliser alors que l'autre vise à informer les bénévoles du niveau d'aisance de celle-ci face à la réalisation des tâches visées. Certaines personnes vont signifier se sentir compétentes pour réaliser l'ensemble des opérations mécaniques, alors que d'autres vont demander de l'assistance pour quelques-unes d'entre elles, et d'autres encore vont exprimer désirer un suivi serré pour l'ensemble des tâches à venir. Qu'il s'agisse de l'une ou l'autre de ces situations, les bénévoles vont mentionner être disponibles pour répondre à leurs questions et pour leur venir en aide, au besoin, dans leurs opérations mécaniques. À moins qu'une personne n'ait contacté préalablement l'atelier en détaillant la nature des problèmes mécaniques dont elle souhaite se saisir, les bénévoles connaissent rarement la raison exacte de leur venue lorsqu'ils et elles se présentent à l'atelier :

This week we had a fellow come in to rebuild, you know, his hub was wobbly on his wheel, so he needed to rebuild his hub and regrease his bearings and then we had another person who just wanted to do like a spring tune up and replace their brake cables, and we had, let's see what else, flat tires, just kinda... It's always a mystery to see what's gonna come in (Marie)

Tel que l'illustre Marie, les personnes qui fréquentent les ateliers communautaires accomplissent des tâches mécaniques présentant un haut niveau de variabilité. Cette variabilité peut tout autant se présenter de manière qualitative que quantitative, en ce sens que la nature des problèmes et des tâches à accomplir sur leurs vélos peut être variée⁵⁸, et le nombre d'opérations peut être très faible ou très élevé. Dans la vaste gamme d'opérations mécaniques possibles, le niveau de complexité varie évidemment lui aussi quant aux séquences à respecter et à la manière d'appliquer les outils aux objets.

⁵⁸ Dans le langage de la mécanique vélo, les opérations sont dites se rapporter à des « systèmes ». Ces systèmes consistent en des ensembles de dispositifs techniques qui permettent de réaliser différentes opérations au sein du tout que forme l'objet « vélo ». Par exemple, le système de transmission, composé des pédales, du pédalier, des plateaux, de la chaîne, des pignons, et des dérailleurs, permet d'assurer la propulsion du vélo en transmettant l'énergie appliquée au pédalier vers la roue arrière, ainsi que d'assurer le changement des vitesses.

Dans certains cas, les usager·e·s possèdent les connaissances et compétences techniques pour accomplir les tâches mécaniques pour lesquelles ils et elles sont venu·e·s à l'atelier. De plus, si ces personnes sont confortables, qu'elles connaissent déjà l'espace en question – ou le fonctionnement d'ateliers similaires – il est fréquent de les voir entrer, saluer rapidement les bénévoles et commencer à s'affairer à leur vélo de manière autonome, en posant parfois quelques questions sur l'emplacement des outils ou sur la manière d'accomplir une tâche spécifique qui leur donne du fil à retordre. Elles vont et viennent entre leur poste de travail, les caisses de pièces, les murs et étagères où sont placés les outils et les consommables⁵⁹. Ils trouvent ce dont ils ont besoin et retournent à leur vélo pour continuer leur tâche.

Dans d'autres cas, les personnes qui viennent pour réparer leur vélo ont des connaissances relativement limitées en mécanique. Certaines d'entre elles vont mentionner ouvertement ne posséder que très peu de connaissances en mécanique⁶⁰ et avoir besoin d'un suivi serré pour réaliser les tâches, alors que d'autres vont privilégier une approche des problèmes techniques par tatillonnage. Tel que l'illustre Marie, à moins qu'une personne ne connaisse la nature exacte du problème et la méthode appropriée pour y remédier, les bénévoles vont les aider à identifier ces problèmes par une étape de diagnostic accompagné, puis en leur demandant le niveau de suivi qui leur convient pour réaliser les tâches à venir :

*« Sometimes people think their problem on their bike is one thing but then when you start exploring you realize that actually their bike has a different problem, or you know, the problems are connected and *laughs* Like, their brakes aren't working, they think they need new brake pads, but actually they need new cables and maybe their caliper is broken with a bad spring, you know, all kinds of things could be wrong, and it's not obvious what the problem is at first, so we do a little bit of diagnostic to figure out what's going on, and yeah, then, let them kind of express how much or how little help they need » Marie*

Les situations où une personne ne possède pas tout à fait suffisamment de connaissances sur l'objet technique afin d'orienter quelles opérations devraient y être appliquées, et dans quel ordre, pour atteindre le

⁵⁹ Les produits consommables sont toutes les pièces qui doivent régulièrement être remplacées dans le cadre de l'entretien normal d'un vélo. Par exemple, l'huile à chaîne, l'huile pénétrante, la graisse, le dégraissant, le frein filet sont des produits consommables. Des pièces sont également considérées consommables telles que les patins de frein, les rustines, les câbles et gaines, la chaîne.

⁶⁰ Il est arrivé plusieurs fois lors des séances d'observations qu'une personne arrive et me réponde lorsque je lui demande si elle est à l'aise avec la mécanique qu'elle a déjà remplacé une crevaillon, mais que son expérience se limite à ce type d'opération.

but visé sont relativement fréquentes⁶¹. Par exemple, lors d'une soirée à BQAM-E, une utilisatrice, qui venait tout juste de terminer l'entretien du roulement de moyeu de sa roue avant, m'a demandé si je pouvais lui expliquer comment utiliser l'aligneuse pour redresser le voilement dans la jante. J'ai cependant remarqué que cette jante était irrécupérable dû à l'élargissement de certains œillets, ce qui ne permettrait plus l'équilibrage des tensions nécessaire au redressement de la roue. La personne ayant besoin d'une roue fonctionnelle la journée même afin de se déplacer, nous nous sommes mis à regarder parmi les roues usagées de l'atelier. Par chance, nous avons pu trouver une roue usagée de la bonne taille, avec un moyeu aux roulements en parfait état, qui n'a nécessité que quelques ajustements à l'aligneuse. Cette dernière étape représenta finalement l'opportunité d'apprentissage souhaitée, soit le procédé d'alignement d'une roue : comment installer la roue dans l'aligneuse, comment diagnostiquer l'origine du problème, quels outils employer et suivant quels principes. L'ensemble de ces étapes ont fait l'objet d'explications verbales ainsi que de démonstrations mimées. La personne s'est ensuite saisie des outils et des techniques, demandant une confirmation quant à l'application correcte des opérations. Après quelques minutes à l'aligneuse, celle-ci réussit à compléter l'ajustement, sourire aux lèvres, et reconnaissante de l'aide reçue en plus de pouvoir repartir avec un vélo fonctionnel la soirée même.

Parfois, des usager·e·s peuvent se présenter pour résoudre des problèmes d'une relative simplicité, sans qu'il n'y ait nécessairement de bris mécanique, mais qui impliquent néanmoins la mobilisation de connaissances relatives au fonctionnement de divers mécanismes afin d'être résolus. Par exemple, lors d'un atelier extérieur en période automnale à La Grande Roue, un homme se présente avec le vélo de son enfant. Il nous explique alors, à moi et mon collègue bénévole, que le problème est lié au fait que le guidon n'est pas perpendiculaire à la roue. Il ne suffit que de quelques instants pour lui expliquer quelle visse devait être ajustée sur la potence afin de réaligner le guidon avec la roue. Il put replacer le guidon et quitter, en nous remerciant de pouvoir remettre son vélo à son fils.

⁶¹ Une situation très similaire à celle qu'illustre Marie en lien avec un frein dont le ressort était brisé s'est réellement présentée lors d'une permanence de fin d'automne au MEBG, lorsque deux usagers travaillaient sur un vieux vélo avec l'objectif de le remettre en état pour qu'il puisse servir comme vélo d'hiver. Au courant de la soirée, je réalise qu'ils travaillent depuis un certain moment sur un étrier de frein avant. Ils s'affairaient alors à déloger un écrou d'une visse à tête arrondie dans le but de pouvoir y fixer un nouveau câble de frein. En voyant leur méthode de travail, je leur suggère d'utiliser une pince-étau afin de maîtriser et immobiliser la visse en question, ce qui devrait leur permettre d'avoir un effet de levier suffisant pour déloger l'écrou. Après leur avoir indiqué où se trouvait la pince-étau puis leur avoir fait une démonstration de son fonctionnement, je m'aperçois en fait que cet étrier de frein présentait un problème plus important : le ressort assurant le retour de l'étrier en position ouverte était brisé dû à la rouille. Sans ce ressort, l'étrier ne serait pas en mesure de fonctionner convenablement. J'ai donc pu assister la personne dans la recherche d'un étrier de frein usagé convenable pour son vélo.

Dans d'autres situations, une personne peut arriver avec un problème qu'aucun·e bénévole ou usager·e en présence n'a rencontré auparavant et dont les conditions de remédiation échappent aux connaissances collectives. Ces situations impliquent alors la mobilisation de ressources informationnelles, que ce soit dans des livres (ex. lors d'une permanence au MEBG, une personne devant changer des rayons brisés s'est installée à l'aligneuse avec un livre sur la mécanique pour s'épauler quant aux étapes à suivre), sur un blogue⁶², un forum, un wiki, ou à l'aide de vidéos en ligne. Ce type de situation a notamment eu lieu à BQAM-E lorsqu'un usager s'est présenté avec un vélo au cadre en acier dont la patte de dérailleur était tordue. Ne connaissant pas les outils ou la méthode appropriée pour le réparer, les bénévoles et la personne concernée se sont informé·e·s grâce à des ressources en ligne. Celles et ceux-ci ont appris quel outil il s'agissait d'utiliser et quelle procédure appliquer, puis, l'outil en main, l'usager s'est affairé à la réparation.

Une proportion importante des vélos qui sont amenés dans les ateliers sont relativement vieux, n'ont probablement pas fait l'objet d'un entretien régulier, ont été laissés à l'extérieur, accrochés aux clôtures ou aux stationnements municipaux, et ont été exposés aux éléments lors de leur utilisation comme moyen de transport usuel. Régulièrement, des usager·e·s arrivent avec de vieux vélos dont l'acquisition est récente, et qui nécessitent un entretien en profondeur avant d'être fonctionnels ou fiables. Conséquemment, il est fréquent de voir des vélos dont l'état de certains systèmes est dégradé de façon importante. Tel que l'explique Jacob, un effort de transmission d'information et d'éducation doit être déployé par les bénévoles afin de rendre intelligibles leurs recommandations quant aux opérations qui doivent être réalisées pour remettre ces vélos en état de rouler :

Beaucoup de personnes ont des vélos qu'ils ont jamais maintenus depuis leur acquisition, et on leur dit "non, vous avez pas dix pièces, c'est pas juste les patins de frein, non, un vélo c'est un système et ça doit se concevoir comme un système et [à partir du] moment où le système commence à défaillir, bien va falloir agir de manière systémique [...]. Si vos gaines ont péri, le câble à l'intérieur est mort, il est distendu, il y a une corrosion dessus. Donc quand vous allez appuyer votre freinage, bien vous pouvez changer les patins de frein, il va rien se passer de mieux, à peine. Et les gens sont pas forcément informés de ça, donc on est là aussi pour les informer de ça (Jacob)

Les bénévoles portent par ailleurs une attention particulière à l'aspect sécuritaire des vélos qui passent sous leurs yeux et appuient sur l'importance de maintenir des composantes « critiques » dans un état convenable

⁶² Le blogue de Sheldon Brown est une véritable ressource sur le fonctionnement de différents systèmes pour de nombreux·ses bénévoles, mais aussi pour évaluer la compatibilité de différentes pièces et de différents standards lors de l'adoption de solutions originales, tel que cela s'observe régulièrement dans les AVC. La plateforme de vidéo *Youtube* est également une ressource fréquemment utilisée pour apprendre et montrer visuellement la façon dont peut être accomplie une opération mécanique donnée sur une pièce précise.

pour éviter des situations dangereuses. Un souci est alors porté à transmettre ces informations relatives aux enjeux de sécurité que peut représenter la conduite d'un vélo en mauvais état aux personnes qui pourraient ne pas être avisées. Cette transmission d'informations repose sur des savoirs techniques pouvant être relativement pointus, non seulement sur des systèmes mécaniques, mais sur des standards précis, ou sur les limites de certains matériaux. Ces savoirs peuvent devenir des leviers d'actions ayant potentiellement des conséquences importantes sur les risques, connus ou inconnus, qu'une personne serait amenée à prendre lors de ses déplacements :

...quand j'ai vu l'état du vélo j'ai fait "ok, donc on va s'assurer que son vélo il est sain, qu'il va pas te mettre en danger, parce que tu récupères un cadre de vélo, mais tu sais pas vraiment dans quel état il est. "Il a l'air droit". C'est pas vrai, pas forcément. [...] Tu veux rouler avec? Je t'y invite pas. J'vais pas à t'en empêcher, mais je suis pas responsable, le vélo est susceptible de casser à tout moment. (Jacob)

Ce partage d'information sur les aspects sécuritaires des dispositifs techniques se répète régulièrement lors des permanences, par exemple, lorsqu'une pièce est installée de manière inadéquate ou que des pièces sont endommagées ⁶³. Dans une situation particulière où une personne avait acheté un vélo neuf à très faible coût et était venue au MEBG pour faire une mise au point initiale, un collègue bénévole a constaté que l'état du vélo pouvait mettre l'utilisateur à risque. Les pattes de fourche étaient tordues, les haubans endommagés, et l'ensemble des composantes étaient de piètre qualité. Il lui a été recommandé d'éviter d'utiliser ce vélo qui pourrait poser un risque à sa santé. La personne, bien que déçue, était reconnaissante d'avoir pu profiter de ces conseils.

L'entretien des vieux vélos, ou des vélos négligés implique parfois de réaliser des activités techniques qui sont décrites par certain·e·s bénévoles comme n'étant pas « typiques » ou désirables pour les ateliers commerciaux, de manière à revaloriser un vieux vélo dont la valeur marchande est aujourd'hui très faible, mais qui détient toujours un potentiel d'utilité très élevé. Par exemple, un défi récurrent dans l'ensemble des ateliers se présente lorsqu'un·e usager·e arrive avec un vélo dont une pièce qui doit faire l'objet d'un ajustement ou d'un entretien se trouve figée dans le cadre, soit par corrosion galvanique ou par oxydation. Peuvent alors être mises en action des barres de force, des scies à métaux, des chalumeaux et bains d'eau

⁶³ Par exemple, Jacob indique à une personne que rouler avec un jeu de direction endommagé et desserré est très risqué et, comme les pièces manquent à l'atelier, il lui recommande d'aller les acheter pour les installer le plus rapidement possible. La personne l'a remercié de lui avoir indiqué n'ayant pas su qu'il s'agissait d'un problème important.

glacée, ainsi que les solutions chimiques^{64 65}. Ce type de réparation implique un certain degré d'imprévisibilité quant à l'investissement temporel qui sera nécessaire pour déloger la pièce en question; il peut s'agir d'un exercice de quelques minutes comme il peut s'agir d'un investissement de quelques heures, ou même d'une tâche dont les étapes peuvent s'échelonner sur plusieurs jours. Tel que l'illustre Marie, les usager·e·s et bénévoles doivent faire preuve de créativité et de capacité d'improvisation devant les défis techniques qui se présentent lors des permanences :

*Yeah, so he wanted to flatten out his rim again, and I was like "you can try!" *laughs* and I was like "we have a selection of wheel, you can also replace you wheel if you want", and he's like "No, I'm gonna hammer out this tacoed rim to be flat again" *laughs* So that's what he did, he banged it out, and then he showed me, and he did a pretty good job, it was pretty flat! And I said, "I don't know how long it's gonna last, I would suggest you might want to replace your wheel pretty soon, but good job!" *Laughs* So we get a lot of hack jobs you know, people are very creative, people come up with creative solutions for their issues, I think especially in a place like ours, we get a lot of people who are really, like, creative problem solvers because they're here to get the DIY work. (Marie)*

Il m'a été donné de voir plusieurs de ces solutions inusitées lors de permanences, souvent mises en œuvre conjointement par des usager·e·s et bénévoles, que ce soit des tiges de selle faite à partir de guidons, de freins avant adaptés pour fonctionner comme freins arrières (ou vice versa), de modifications portées à des garde-boue à partir de pièces disparates ou même des garde-boue fabriqués à partir de vieux pneus, de la réparation de freins à partir de pièces usagées, des conversions maison de vélos traditionnels en vélos électriques. Selon Marie, la part de curiosité et d'inventivité dans l'apprentissage à la mécanique, cette volonté d'explorer par tatillonnage, attire les gens vers les ateliers communautaires qui se sont développés à cette fin :

⁶⁴ Il m'a été donné à maintes reprises de voir, à BQAM-E, le chauffage d'une tige de selle ou d'un jeu de pédalier au chalumeau dans l'optique de profiter de l'expansion thermique des métaux pour réduire la friction causée par la corrosion des pièces et les libérer. Il m'a également été donné de voir au MEBG l'utilisation d'hydroxyde de sodium afin de dissoudre entièrement des pièces en aluminium saisies de manière indélogeable dans des cadres de vélos en acier.

⁶⁵ Ces activités impliquent certains risques au niveau de la santé, ce que les bénévoles prennent en considération en demandant aux personnes si elles sont à l'aise de réaliser telle ou telle opération. L'aspect sécuritaire du travail, bien qu'occupant une certaine place, n'occupe pas une place de commune mesure avec ce qui pourrait s'observer dans le secteur privé. Alors que les employeurs du secteur privé doivent s'enregistrer auprès de la CNESST, payer des cotisations aux fins d'assurances et développer un programme de prévention visant à identifier, corriger et contrôler les risques associés aux tâches des travailleurs, les ateliers communautaires à l'étude présentent un niveau variable de prise en charge des risques associés au travail des bénévoles.

*if they wanted to take their bike to a shop and have it repaired by a professional that's what they would do, but they don't, they want to hack a solution with the *laughs* by trial and error, and that's exactly what our space is great for (Marie)*

Cette inventivité prenant place par une mécanique créative permet une réduction des objets étant jetés, une revalorisation de détritrus en leur trouvant de nouvelle utilité, et est valorisée en tant que pratique qui arrive à remplir une fonction sans demander de nouvelles ressources. À cet effet, les pièces usagées que détiennent les ateliers deviennent de réelles mines de possibilités : elles permettent à une personne qui cherche une visse d'une dimension particulière avec un pas particulier, de trouver cette pièce et de réparer son vélo gratuitement. Souvent, lorsqu'il serait superflu de changer un dispositif complet alors qu'il n'y a qu'une pièce de brisée, les bénévoles vont encourager les gens à trouver une pièce de remplacement, soit dans des bacs créés à cet effet, soit sur un dispositif déjà incomplet, que ce soit un frein, un dérailleur, etc. Qu'elles soient fonctionnelles ou brisées, les pièces dont se saisissent les acteurs de ces initiatives ouvrent des potentialités de création de valeur lorsqu'elles rencontrent la créativité d'individus à même d'envisager le travail mécanique de façon alternative. Le réemploi et l'utilisation alternative, ou créative, des pièces permet la réalisation de réparations efficaces et rapides. Une importance est tout de même placée sur le maintien d'un stock de pièces usagées fonctionnelles qui pourraient servir dans le cas où une personne devrait changer un dispositif donné en entier. Les bénévoles vont régulièrement épauler les usager·e·s dans la recherche de ces pièces qui peuvent demander des connaissances plus pointues des dispositifs techniques, ainsi que du système de classement de l'atelier.

Plusieurs personnes viennent également aux ateliers dans une visée de personnaliser leur vélo pour l'utilisation spécifique qu'elles en font. Elles se saisissent ainsi du dispositif technique, développent leur compréhension et leur maîtrise de celui-ci en le rendant plus confortable et plus adapté à leur corps, à leur morphologie (la modification de vélos de route avec un guidon de type « béliet » pour un guidon droit trouvé dans les pièces usagées, résultant en une position davantage verticale sur le vélo, est relativement fréquente), aux conditions météo (installation de garde-boue soit achetés, soit fabriqués de façon artisanale à partir de panneaux de chloroplaste, provenant généralement d'affiches de campagnes électorales collectées par des bénévoles), aux trajets effectués (changer les plateaux et pignons pour modifier la difficulté des vitesses). Certaines personnes vont également modifier leur vélo afin d'en faire un objet qui s'intègre mieux à leur vie et à leur emploi du temps, en le simplifiant et en réduisant le nombre de composantes par exemple, ce qui a pour effet de réduire les besoins en entretien et les risques de bris mécaniques. Une opération de ce type qui est régulièrement observée consiste à retirer les dérailleurs et manettes de vitesse d'un vélo afin d'en faire un vélo à une vitesse. D'autres vont aussi personnaliser l'esthétique de leur vélo à l'aide de pièces particulières ou colorées, de collants ou de peinture.

Le niveau d'achalandage lors des permanences d'atelier peut être hautement variable. Lors des moments de fort achalandage, l'espace d'atelier peut être saturé de bénévoles et d'usager·e·s au point où l'ensemble des stations de travail sont utilisées, et même plus, des usager·e·s se trouvant à travailler à même le sol, où même dans le couloir adjacent⁶⁶. Dans les trois ateliers où se sont réalisées les séances d'observation participantes se sont produites des permanences où aucun·e usager·e ne s'est présenté·e, ainsi que des permanences où il y a eu plus d'une dizaine d'usager·e·s. Or, l'achalandage suivait une tendance grandissante plus de temps s'écoulait depuis la réouverture post-pandémique. Des bénévoles profitaient parfois des moments de faible achalandage pour réaliser différentes tâches. Dans certains cas, ceux et celles-ci travaillaient sur leur propre vélo, ou sur un vélo de l'atelier. Marie m'explique qu'elle a pris l'habitude d'avoir un vélo « projet » lui permettant de travailler et d'apprendre, dans le cas où les conditions le lui permettent :

I try to always have a project that I'm working on, so I come prepared to work on my own bike or a bike that I'm trying to build or repair and then,[...] I've built maybe five or six bike and restored, like, I rebuild, and like take them apart and rebuild them for practice and yeah. Still, you know, I learn. (Marie)

Dans certains cas, des bénévoles plus expérimentés vont profiter de ces moments de calme pour offrir de l'accompagnement spécifique à un·e bénévole moins expérimenté·e, par exemple en offrant une formation sur un système mécanique donné. À BQAM-E, j'ai notamment pu observer Boris lors d'une soirée pluvieuse et faiblement fréquentée, offrir une formation sur l'ajustement des freins à un nouveau bénévole en prenant son propre vélo comme terrain d'apprentissage. Que ce soit lors des périodes de fort ou de faible achalandage, il est aussi possible d'observer des usager·e·s ayant davantage de connaissances en mécanique, ou étant plus familier·e·s avec l'atelier, porter assistance à des personnes plus novices, que ce soit par rapport à la réalisation de travaux mécaniques ou dans le repérage de ressources dans l'espace. Par exemple, lors d'une soirée au MEBG, une personne m'apostrophe pour obtenir des informations sur l'entretien d'une roue libre, or, n'ayant jamais fait l'opération, je l'ai référé à une autre personne que j'avais aperçue faire la même opération, par chance, quelques minutes avant. Cette dernière a ainsi pu épauler, avec plaisir, la personne cherchant à en apprendre davantage à cet effet.

⁶⁶ À BQAM-E, les permanences sont normalement conduites avec entre 1 à 6 bénévoles et l'atelier peut recevoir 8 usager·e·s pouvant placer leur vélo dans une station; Au MEBG, le nombre de bénévoles varie entre 1 et 2 par permanence et il y a 5 stations de travail; à LGR, le nombre de bénévoles variait entre 1 et 3 et l'atelier contient 3 pieds de travail.

Lorsque l'atelier est fortement achalandé, il n'est pas rare d'entendre des bénévoles annoncer à la salle l'heure de fermeture dans le but de rappeler que les réparations doivent être complétées et les outils rangés. Ces rappels sont aussi faits de manière plus individuelle en demandant aux usager·e·s ce qu'il leur reste à faire en termes d'opérations mécaniques, en leur rappelant l'heure de fermeture et en les aiguillant sur ce qui est réaliste de faire en fonction du temps restant et de son niveau de maîtrise des opérations. Par exemple, lors d'une soirée à BQAM-E, une personne désirant faire l'entretien d'un jeu de pédalier à clavette pour la toute première fois, alors qu'il ne restait environ qu'une trentaine de minutes à la permanence, a été invitée par une collègue à entreprendre cet entretien lors d'une autre plage horaire, plus tôt dans la soirée. Bien qu'une heure de fermeture soit affichée et fasse l'objet de rappels, les bénévoles font généralement preuve de flexibilité à cet égard. À moins qu'un·e bénévole ne fasse la fermeture seul·e et doive quitter à une heure précise, il est relativement commun que des usager·e·s n'aient pas complètement fini leurs réparations à l'heure de fermeture et que des bénévoles restent pour porter assistance avant de fermer. Ces périodes, qui allongent les permanences hors des heures d'ouverture, peuvent varier de quelques minutes à quelques heures, en fonction de la volonté et la disponibilité des usager·e·s et des bénévoles⁶⁷. Dans certains cas où une personne est engagée dans une réparation ou un processus d'entretien avec lequel celle-ci n'a pas, ou peu, d'expérience et que la conduite du vélo (de manière sécuritaire) dépende de la complétion de cette opération, des bénévoles peuvent demander à la personne si elle est à l'aise d'avoir une aide plus pratique. Lorsqu'il n'est pas possible de remettre le vélo en état de fonctionner dans un délai raisonnable, les personnes sont encouragées à venir compléter leurs réparations lors d'une autre plage horaire d'ouverture.

Pendant les permanences, lorsque les bénévoles en ont l'opportunité, ou qu'il s'avère nécessaire de le faire pour la suite des activités, ceux et celles-ci vont s'affairer à des tâches connexes à l'activité plus strictement mécanique, des tâches qui, comme le dit Boris, ne « sont pas écrites nulle part, mais qui apparaissent comme devant être faites, dépendant de l'audace, de la disponibilité puis l'initiative des bénévoles ». Parmi ces tâches figure la réception des paiements des usager·e·s pour les pièces achetées durant la soirée, un ensemble d'actions relatives à la gestion du matériel (voir tableau B.3 : Travail de gestion du matériel en annexe B), ainsi que le ménage. Un effort de classement et de rangement est déployé par les bénévoles de manière

⁶⁷ Lorsque des personnes terminent des opérations après l'heure de fermeture, celles-ci le font généralement à l'intérieur des trente premières minutes qui suivent, or, une collègue de BQAM-E m'a déjà partagé être restée jusqu'à 22h avec un usager et un autre bénévole pour déloger une pièce figée par corrosion dans un cadre, alors que l'heure de fermeture « officielle » est de 20h.

sporadique lors des permanences ainsi qu'à la fermeture dans le but de maintenir l'espace dans les conditions les plus favorables pour le déroulement des activités:

y'a comme des tâches de gestion d'atelier qui se font pas nécessairement par les usagers, [...] s'assurer qu'il y a de tout que les pièces soient bien classées, dépendant de si il y a plus ou moins de monde, ça va nous amener à remettre des stocks de consommables comme l'huile ou *what ever*, remplir des bouteilles, mais aussi à la fin ranger ce que les gens ont pas rangé, les faire payer leurs factures, puis fermer la caisse à la fin, s'assurer que l'atelier soit dans un état acceptable disons pour les prochaines, prochains qui vont ouvrir. (Boris)

Bien qu'il reconnaisse que ces tâches de rangement incombent généralement aux bénévoles, Daniel insiste néanmoins sur le fait que la responsabilité de maintenir l'espace dans un état relativement bien rangé est partagée avec les usager·e·s qui fréquentent l'atelier collectif et utilisent l'espace et les outils, et que le rôle de bénévole n'implique pas *a priori* de ranger les outils ou les pièces pour autrui :

*Another thing is put your tools away *laughs*. At the end of the day, put your tools away, recognize that we're not here to clean up after people, although we have to generally, it's a community space, learn where things kind of go, if you're not sure, hang it up on the wall, it's fine, at least it's up on the wall you know? And make sure your space is clean. (Daniel)*

Derrière ces mots de Daniel transparaît une conception de l'atelier comme un espace communautaire où chaque personne endosse un rôle actif en tant que membre de cette communauté. Ainsi, que l'atelier soit fréquenté en tant que bénévoles ou usager·e·s, des responsabilités sont engagées par le fait de participer aux activités qui se déploient dans cet espace.

Tel que le soulignait Boris, d'autres activités sont réalisées en soutien aux tâches mécaniques, telles que celles qui visent le maintien de l'accessibilité des consommables. Lors de permanences, il m'a été donné de voir des collègues bénévoles remplir des bouteilles de lubrifiants, fabriquer des lingettes absorbantes à partir de vieux vêtements reçus en dons, remplir des bouteilles de petites pièces, par exemple. Ces efforts de gestion de matériel impliquent également des efforts au niveau de la planification des stocks, bien qu'aucun des trois ateliers à l'étude ne tienne rigoureusement un inventaire de pièces à proprement parler :

I'm also trying to keep an eye on what items we have in stock, like this week we sold our last axle, and now I'm thinking "ok, when I order again from our supplier, I need to order some more axles if they have them in stock", trying to keep an eye on you know, if we have enough brake cables, if we have enough... (Marie)

Cette attention portée aux ressources matérielles se porte également aux outils qui, comme l'explique Jacob, doivent être régulièrement remplacés du fait que ces ateliers communautaires rendent les ressources disponibles à des personnes néophytes qui peuvent ne pas appliquer les outils aux usages pour lesquels ils

ont été conçus. Cette dégradation relativement rapide des outils est déplorée en entrevue tant par Jean que par Jacob, ce dernier expliquant la situation ainsi :

[Il faut] faire des achats d'outils pour remplacer les outils qui nécessairement sont détruits, parce qu'on confie ces outils à des personnes qui ne sont pas nécessairement au fait de leur utilisation, et donc les outils se désagrègent relativement rapidement comparé à des outils qui sont maintenus par un groupe professionnel. La maintenance des outils pour moi est un point sur lequel on doit vraiment, vraiment travailler. Je prends nos pinces coupantes, c'est pas normal qu'elles soient usées aussi vite, mais quand on voit la manière dont les gens coupent, on comprend mieux pourquoi *rires (Jacob)

En fonction des manques, certaines pièces et outils vont être commandés chez le fournisseur de pièces de l'atelier et certains éléments manquants seront achetés chez des détaillants et quincailleries. Dans les deux cas, et ce dans chacun des ateliers observés, un·e bénévole prenait l'initiative de se déplacer pour aller ramasser ou acheter ce manque. Dans le cas du MEBG, les personnes se relayaient de manière organique en fonction de leurs disponibilités pour remplir ces tâches et en profitaient pour le faire lorsque l'opportunité se présentait dans leur vie de tous les jours, en passant à la quincaillerie sur le chemin de l'atelier, comme plusieurs le partageaient sur la plateforme de messagerie, ou dans une vente de garage, par exemple :

If we happen to see wrenches at a yard sale or something we'll pick them up, and also stuff like cleaning products, like the WD-40, stuff like that, either Daniel or I will go to Home Depot and pick some stuff like that that needs to be replaced, and if I'm at home depot and I'm buying like simple green or scour pads, or you know, anything like that, I might add a wrench or two to the shopping cart to, yeah, replenish the stuff that gets worn out or lost (Marie)

Marie ajoute que d'autres outils sont donnés par des membres de la communauté qui veulent soutenir l'initiative, ou même par des bénévoles qui veulent faire un don au projet. Certain·e·s bénévoles vont même fabriquer des outils de façon artisanale pour éviter d'acheter un outil existant et ainsi faire des économies. Au MEBG, par exemple, une presse à jeux de direction a été fabriquée à l'aide d'une longue tige filetée et de rondelles de différents diamètres. Dans les trois ateliers, des tubes de cadres de vélos accidentés avaient été coupés et récupérés afin de fabriquer des barres de force, et d'autres dispositifs artisanaux servant à immobiliser une pièce où une force doit être appliquée avaient été fabriqués.

Que ce soit à BQAM-E ou au MEBG, le ramassage de la commande chez le fournisseur n'impliquait pas pour un·e bénévole de payer immédiatement, la facture est plutôt ajoutée au compte de l'atelier que maintient l'entreprise. Or, les achats faits chez des détaillants de grande surface et à la quincaillerie

impliquaient que les bénévoles paient avec leurs propres moyens avant de se faire rembourser⁶⁸. Lors de la période de terrain, il n'avait pas été nécessaire de placer une commande pour l'atelier La Grande Roue du fait qu'il y avait un stock conséquent de pièces et de consommables déjà présents à l'atelier.

5.4 Construction communale d'entités symboliques et collectives

5.4.1 Lectures historico-populaires des trajectoires d'initiatives collectives : une narration pour faire sens d'un projet partagé

De manière analogue à ce qui pourrait se donner à l'observation dans des communautés de tradition orale, les étapes par lesquelles les personnes autrefois impliquées dans ces collectifs ont créé ces espaces-temps participatifs sont racontées et transmises par les plus ancien·ne·s aux nouvellement arrivé·e·s. Ce processus de transmission d'information pouvant créer une trame narrative qui unifie l'initiative collective et l'inscrit dans une trajectoire historique et sociale tend à se répéter au fil du temps et des allées et venues des personnes nouvellement impliquées au sein des initiatives. Lors de soirées de permanence usuelles ou d'événements sociaux, il m'a donc été possible d'être en posture de réception de ces interprétations historiques populaires, et de pouvoir observer d'autres personnes les recevoir à d'autres moments.

Lorsque sont racontées ces histoires de genèse et de développement des ateliers, peu de noms sont généralement mentionnés. Quelques descriptions sommaires prennent plutôt la place des personnages; on entend parler du « monde qui ont parti l'atelier », « d'étudiant·e·s » ou bien des « *two girls who started it* ». En général, les identités des individus qui ont insufflé la poussée initiale se sont en quelque sorte effacées au profit d'une histoire qui met de l'avant la trajectoire collective. Bien que la composition de la communauté portant ces ateliers se soit métamorphosée au fil du temps, les modes d'action que portent les ateliers à l'étude, eux, auraient passé l'épreuve du temps.

Bien que les noms des personnes initialement impliquées ne soient pas nécessairement connus des bénévoles actif·ve·s au moment de mon passage, qu'ils et elles ne les ont pas cotoyé·e·s et connu·e·s personnellement, on sent dans le discours des comparses d'atelier une certaine fierté ressentie à leur endroit, une certaine admiration mêlée de reconnaissance, d'avoir planté les premiers jalons qui ont permis d'établir les initiatives

⁶⁸ Daniel m'a partagé une anecdote suivant laquelle lors de la période pandémique où l'accès à A2 était sévèrement amputé ainsi que, conséquemment, les entrées d'argent permettant de payer le loyer, Marie avait payé de sa poche des pièces neuves pour remettre en état des vélos usagés à vendre dans le but de maintenir l'atelier financièrement à flots. Il avait insisté pour qu'elle soit remboursée, mais considérant la situation financière de l'atelier, elle avait refusé.

qu'ils et elles connaissent aujourd'hui. C'est cette impression qui m'habite lorsqu'à la suite d'une réunion entre bénévoles de BQAM-E, nous nous réunissons au parc Jeanne-Mance. Mathieu me raconte alors l'histoire de l'atelier telle qu'il la conçoit : le tout aurait débuté avec un groupe d'étudiant·e·s de l'université qui aurait occupé et utilisé un local de casiers sans porte, pour réparer leurs vélos et ceux de leurs ami·e·s, sans l'autorisation de l'administration universitaire. À plusieurs reprises, les étudiant·e·s qui occupaient ce local à « l'improviste » se seraient fait « tasser [déloger] par la sécurité » (Boris), avant d'y retourner pour reprendre leurs activités. On replace ces événements quelque temps dans la deuxième moitié des années 2000. En entrevue, Boris me partage une lecture similaire de l'histoire du collectif :

Avant, c'était un espace qui était utilisé, mais disons pas tant à son potentiel parce que c'était un lieu un peu reclus, puis y'a de la tuyauterie. Y'avait, bon, des casiers qui étaient utilisés, fait que la première année que moi j'y allais y'avait des casiers sur les murs puis y'a des fois des gens qui rentraient pour chercher leur sac genre, qui avaient pas rapport là, mais au milieu de la salle les gens s'installaient puis je pense qu'au début ils se faisaient tasser, mais un moment donné c'est comme devenu l'atelier BQAM-E, puis depuis ça a continué à un peu s'intégrer à l'UQAM (Boris)

Face à l'opposition institutionnelle à l'utilisation informelle d'un espace physique au sein de l'université, ce groupes d'acteur·rice·s aujourd'hui anonyme aurait déployé des démarches pour trouver une certaine légitimité, elle-même gage de stabilité, selon Boris. Ainsi, ceux et celles-ci ont enregistré l'initiative en tant qu'OBNL au registre des entreprises du Québec au cours de l'année 2009, avant de trouver une légitimité au sein de leur institution d'enseignement supérieur lorsque le groupe obtint la reconnaissance du statut de groupe étudiant officiel, en 2010. Cette reconnaissance de statut au sein des politiques institutionnelles de l'université s'est soldée d'abord dans le droit d'habiter l'espace qu'ils et elles occupaient clandestinement, mais aussi dans la possibilité de l'aménager selon les besoins émergents d'un collectif en transformation et en croissance.

Je sens dans le discours de mon collègue que cette lutte pour l'occupation de ce local implique davantage que de simples considérations utilitaires, qu'à ses yeux, un projet politique animait ces actions auxquelles une dimension pratiquement militante est reconnue. Je sens aussi dans les discours de collègues que le rapport entre l'initiative à laquelle ils et elles participent et l'institution universitaire qui l'habite peut être ambivalent sur certains aspects : celle-ci pourrait, par moments, mettre des « bâtons dans les roues » à cet OBNL qui cherche le maintien d'une certaine indépendance, et, à d'autres moments, représenter un partenaire providentiel qui permet au groupe de profiter d'avantages liés à son statut privilégié.

Cette histoire populaire qui mise sur les aspects « militants » et politique de l'avènement des ateliers communautaires se retrouve également dans les récits relatant l'évolution du MEBG. Toujours sans pouvoir nommer les instigateur·rice·s initiaux·les, on me les présente lors de discussions comme des « *punks* » qui

étaient alors « *at the fringe* » socialement parlant (Daniel). Néanmoins, la manière dont Jacob me présente les débuts met en lumière le rapport complexe et tortueux où s'entremêlent motivations économiques, utilitaires, pragmatiques, répondant en partie aux intérêts personnels d'un groupe relativement restreint, et en partie à l'intérêt d'offrir à une communauté plus élargie une espace qui pourra répondre à certains de ses besoins :

Alors le but du collectif, à l'origine, c'était pas un but... Nos premiers membres ont créé le garage essentiellement, parce que, un, ils étaient messagers vélo, ou fan de vélo, il y en avait plusieurs et avaient besoin de faire l'entretien vélo, et se rendaient compte que ça marche pas souvent en boutique, ça marche pas, c'est trop cher, on peut créer un collectif, on a déjà les contacts, on a besoin d'un espace, et dès le moment où on a un espace, on peut ouvrir l'espace à d'autres personnes pour essayer de payer pour l'espace et nous on a les pièces, on a les équipements, on a le savoir-faire ou on va acquérir le savoir-faire, un vélo c'est pas compliqué. (Jacob)

Cet éthos du *Do-It-Yourself* (DIY), de celles et ceux qui se saisissent des moyens, des outils et des savoirs afin de réaliser des tâches qui leur permettront de remplir eux et elles-mêmes leurs besoins en s'éloignant du circuit commercial plus coûteux, reste caractéristique de cette initiative populaire pour Daniel, lui aussi bénévole au même atelier. C'est d'ailleurs Daniel qui me raconte en premier lieu l'histoire du MEBG lors de notre première rencontre, durant une permanence peu achalandée de la reprise post-pandémique. La première mouture de l'atelier serait apparue dans un garage de particulier loué dans une ruelle du quartier du Mile End au cours de la deuxième moitié des années 2000 sous l'impulsion de deux femmes dont les noms lui échappent. Bien que les repères temporels restent inexacts, – « *around 2007, like, I would have to check the dates, but it's been a long time* » – les faits tels qu'ils me sont racontés font état d'une première version d'atelier qui ne put faire long feu. En effet, lorsqu'il prit conscience de l'achalandage, du va-et-vient que suscitait l'atelier, le propriétaire du petit garage de ruelle devenu atelier communautaire aurait expulsé les mécanicien·nes populaires avec l'appui d'un inspecteur municipal qui interdit la continuation des activités où s'était installé le collectif puisqu'elles auraient été jugées de nature « commerciale » :

... they got kicked out of that space. I don't know if they lied to the guy about what they were doing but he got wind of a bunch of people, random people going in and out of this garage, like the landlord, it was just a little garage, like a garage-garage, like for a car. They like wired enough electricity and had enough stuff to be able to have a couple of stands and have a couple of tools, and it was two women that had started it, two girls who had started it, [...] but essentially, they didn't continue on (Daniel)

L'atelier se serait alors déplacé après qu'un bénévole ait trouvé l'actuel local : une petite pièce du deuxième étage d'un ancien édifice industriel devenu studios d'artistes situé sur une artère commerciale du quartier Mile-End. Ce local n'existait pas avant la venue de l'atelier; l'instigateur du mouvement en serait venu à un accord avec un occupant de l'immeuble qui voulait réduire son loyer en diminuant la superficie de son studio. Des murs ont été érigés, un espace a ainsi été découpé, puis l'atelier était implanté. À cette époque,

l'initiative profitait largement du bouche à oreille pour rejoindre les membres du public. Daniel me raconta d'ailleurs comment fonctionnait le système de communication en place à l'époque, sourire aux lèvres, se remémorant les inventions techniques dont se servait à petite échelle un collectif dans un monde où les réseaux sociaux n'étaient pas omniprésents :

So they had a system before, [...] it was a texting system. So essentially you would text in, it was two main words, it was either schedule, or hours, and if you texted in the word schedule, it would text you back the actual schedule and if you put [...] "status" you would know if the volunteer was there, 'cause they had the sign in, and you could just show up, and so you needed no appointments and you would just show up, and there was plenty of people that showed up either way, and they would wait outside of the door, and volunteers would be late and ladada, and so it was a great system at that point, then you could be anonymous and whatever, and now Facebook makes it a little bit less so but, yeah, that's how it worked in 2014 when I was here (Daniel)

Avec le temps, les besoins des membres du collectif auraient évolué, ce dernier se serait agrandi et aurait connu une ouverture encore plus grande au public, aux gens du quartier et à la communauté cycliste métropolitaine, notamment du fait de s'être inscrit sur les plateformes de médias sociaux, en l'occurrence *Facebook*, où le groupe s'est « ouvert à pratiquement 3000 membres » (Jacob). Jacob ajoute que, malgré cet élargissement de la communauté, l'atelier a, selon lui, su maintenir « l'esprit libertaire de la place », ce que Marie appelle « *kind of a punk energy* ». À ce jour, l'atelier n'a pas d'existence légale. Cette existence matérielle et communautaire aurait suffi aux yeux de « certains anciens [qui] ne voulaient pas avoir d'existence légale dans les structures de l'État pour ne pas avoir à s'y plier » (Jacob). À cet effet, Daniel insiste sur l'importance qu'à pour lui la liberté, et le sentiment individuel de liberté, qui vient avec le fait de rester dans cet état d'initiative communautaire non-enregistrée :

I feel overwhelmed going to something that's like really structured in like corporate America, and I've worked in corporate America you know, I've worked in the clothing industry for years in design, and like in New York and here, and I got out of it at a certain point 'cause like, I could work in it, and I survived in it for years, but it always felt strange, because there were so many components that stopped you from being able to do the next thing you needed to do without following a structure and a bureaucracy, and a hierarchy and whatever, and I know that exists even in DIY cultures, but it's a lot easier to build a fix, and to be able to move and maneuver, because it's a lot more organic, you know, it's a lot more, there's a lot more connectiveness, there's not like the "outside", it's not like the structure of a company, or a structure of a corporation, where just like here, it's just this "we're a group of people doing a thing together, period". That's it, it's the simplicity of it, you know. (Daniel)

En ce qui a trait à La Grande Roue, l'histoire de l'atelier m'est relayée par plusieurs personnes, dont Mathieu, un collègue de BQAM-E qui m'a invité à participer à la relance de cet atelier. Au fil des conversations avec Mathieu et Sarah – directrice de l'OBNL qui occupe le bâtiment au sein duquel se retrouve l'atelier (LCSM) – un portrait se dresse quant à l'histoire de l'initiative. Celle-ci diffère des histoires de genèse d'atelier telles qu'elles prennent forme pour BQAM-E et MEBG en ce sens que cet atelier ne naît pas de l'initiative d'un

groupe d'individu sans structure formelle pour les lier, mais surgit plutôt de l'initiative de personnes, salariées et bénévoles, œuvrant sous l'égide d'un OBNL déjà constitué depuis plusieurs années, Cyclo Nord-Sud⁶⁹. L'atelier, en tant qu'entité physique, existe en fait depuis l'automne 2018. Il était alors un projet d'un autre OSBL inscrit dans l'économie sociale à l'échelle locale ainsi que dans des démarches de coopération internationale dont l'essentiel des efforts portent sur l'accès au vélo comme moyen de transport. Cet atelier physique s'inscrivait alors dans un projet plus large de sensibilisation à la pratique du vélo et d'apprentissage de la mécanique pour les gens du quartier Saint-Michel. Par ce projet, des ateliers de réparation de vélos dans les parcs ont été réalisés à l'aide d'un atelier mobile, des cours d'initiation au vélo ont été dispensés et des ateliers mécaniques thématiques ont été octroyés. Les activités d'animation de l'atelier par cet OBSL auraient d'abord été suspendues temporairement avec la pandémie, puis, dû à des difficultés financières, celui-ci aurait proposé à LCSM de reprendre l'atelier et tout le matériel, équipement, pièces et outils qui avaient été acquis pour le faire fonctionner. Ce processus de passation officiel s'est concrétisé au courant du terrain d'étude et la (ré)ouverture officielle de l'atelier prit place en juin 2022.

De plus, LCSM avait déjà réalisé des projets qui liaient la mécanique vélo à la vie communautaire. Marcelo, un bénévole impliqué à cette époque et intéressé à participer au processus de relance de l'atelier, me raconta qu'il s'était impliqué grâce à une annonce qui avait été publiée dans le journal de quartier. Il se souvient d'ailleurs de la façon dont le tout était organisé, dans des conteneurs du stationnement, à l'extérieur du bâtiment :

Tout était entreposé dans le conteneur dehors. Seulement les boîtes d'outils, on les gardait ici, mais les pieds, les vélos, tout était là dans les conteneurs. Puis les gens arrivaient pour faire des réparations comme ici. Et puis [X] a dit il faut un atelier fixe, puis on a trouvé ici. Je trouvais que c'était bon cette place, puis c'était le bon espace... (Marcelo)

À cet époque, il avait pu amener sa contribution au programme auquel participait LCSM, un programme donnant l'opportunité à des jeunes devant réaliser des services communautaires de venir faire de la mécanique vélo de manière bénévole pour rendre service aux membres de leur communauté.

⁶⁹ Cet OBNL, agissant initialement de manière prioritaire dans le secteur de la solidarité internationale en envoyant des vélos à l'étranger, a multiplié depuis des années ses actions au Québec et à Montréal. Cet organisme a d'ailleurs été mis sur pied par Claire Morissette, militante cycliste ayant été figure de proue, avec Robert « Bob » Silverman dans *Le Monde à Bicyclette* (Cyclo Nord-Sud, s.d.).

5.4.2 Processus d'incorporation, règlements et dispositifs structurants : des approches différenciées suivant des intérêts et des réflexions partagées

Les trois initiatives à l'étude ont été constituées selon des formes organisationnelles distinctes qui influent sur les statuts, responsabilités et dispositifs par lesquels s'effectue la prise de décision au sein des collectifs qui les portent. Tout un travail plus invisible, de nature plus bureaucratique et administrative, prend place en aval comme en amont pour que puissent se réaliser les opérations courantes, mais aussi dans le but de créer des structures, atteindre une reconnaissance institutionnelle, développer des procédés d'action, acquérir des ressources matérielles et immatérielles (i.e. informations, relations, accès à des espaces et des temps déterminés, droits de diffusion, etc.) qui permettent l'inscription dans le temps d'un tout prenant forme par l'action du groupe.

Des trois ateliers à l'étude, BQAM-E représente l'atelier communautaire qui s'est davantage investi dans une démarche d'institutionnalisation autonome. L'incorporation de BQAM-E a été effectuée auprès du registre des entreprises du Québec (REQ) le 11 mai 2009 en tant que personne morale sans but lucratif (OSBL) régie par la Partie III de la loi sur les compagnies du Québec (Loi sur les compagnies. RLRQ, c. C-38; BQAM-E, 2022b) Cette incorporation dans les structures légales de l'État implique l'imputation de certaines responsabilités envers l'organisme et ses administrateurs qui agissent en son nom. Consubstantiellement, elle opère une influence sur ses lettres patentes et règlements généraux, ainsi que sur les formes que prennent les structures administratives dans l'organisme. Par cette incorporation, la personne morale BQAM-E est tenue de payer ses droits d'immatriculation annuels au REQ et de lui soumettre une déclaration annuelle faisant état des renseignements de ses administrateurs (Gouvernement du Québec, 2023). L'organisme doit produire des déclarations de revenus pour les deux paliers gouvernementaux, doit conserver les coordonnées de ses membres ainsi que le contenu des procès-verbaux de ses réunions du conseil d'administration et des assemblées générales. Il doit également maintenir une copie de ses règlements généraux et de toutes modifications apportées à ceux-ci.

En plus d'être un OSBL enregistré, l'atelier BQAM-E possède le statut de groupe étudiant d'envergure au sein de l'institution universitaire qui l'abrite physiquement, l'UQAM, depuis 2018. Selon cette politique, « un groupe d'envergure est reconnu comme un partenaire de l'Université », et peut profiter de certains avantages qui découlent de cette reconnaissance. La politique 51 de l'institution universitaire fait état des conditions pour atteindre ce statut, dont l'obtention d'appuis préalablement consentis de cinq associations facultaires et d'un syndicat reconnu par l'institution universitaire. Selon cette politique, cette désignation sert à décrire un groupe « poursuivant des objectifs extraordinaires de nature collective et communautaire s'adressant à l'ensemble de la communauté universitaire et contribuant à son enrichissement et à son

rayonnement » (UQAM, 2014). Pour Camille, membre du CA de l'organisme, ce rayonnement caractérise de manière fondamentale le mandat dont peuvent se saisir les groupes d'envergure, soit d'avoir un impact qui ne se limite pas à la communauté estudiantine de son université d'attache, mais qui est plutôt appelé à se déployer à l'échelle de sa municipalité pour rejoindre une population plus large :

... un groupe d'envergure c'est quoi? C'est un groupe qui est reconnu par la communauté étudiante de l'UQAM et par l'UQAM comme un groupe qui a des intérêts qui dépassent ceux de l'UQAM, qui sont utiles vraiment à la communauté étudiante, mais aussi plus large que ça, à la communauté montréalaise.
(Camille)

L'institution universitaire porte un support en ressources matérielles et en services aux groupes étudiants ayant remplis les conditions requises pour atteindre cette reconnaissance institutionnelle, soit un local de secrétariat meublé, une ligne téléphonique et internet (incluant des services de support technique internes), l'hébergement d'un site web et un accès à une adresse courriel, un accès gratuit aux tableaux d'affichage, présentoirs et babillards électroniques, ainsi que des locaux supplémentaires à la lumière des besoins particuliers. Cette énumération reste non-exhaustive puisque la politique régulant les dispositions relatives à ce statut particulier ajoute qu'« un groupe d'envergure peut convenir d'autres droits, privilèges ou avantages, consentis par l'Université en s'adressant au comité de reconnaissance ». Par exemple, Boris m'explique que grâce à ce changement de statut, les services universitaires ont procédé à l'installation d'une porte principale permettant de fermer l'accès à l'atelier hors des heures d'ouverture, alors qu'auparavant l'atelier restait accessible en tout temps et l'ensemble des armoires renfermant pièces et outils devaient être verrouillées pour éviter les vols. Cette modification aux infrastructures aurait d'ailleurs représenté un changement majeur ayant permis de repenser l'organisation entière de l'espace où se déploie l'activité pédagogique et mécanique.

Pour Mas, Camille et Boris, la relation qu'entretiennent BQAM-E et l'UQAM ne profite pas qu'à l'organisme, mais serait réciproquement bénéfique. En fournissant du soutien matériel et des services aux groupes étudiants, l'université fournirait au même moment les conditions de réussite à ces groupes desquels elle pourrait retirer « un espèce de capital social et politique à avoir ces groupes-là en son sein », selon Mas. Camille abonde dans le même sens en soulignant que la présence de ce genre d'activités misant sur la « participation citoyenne et l'inclusivité » dans l'enceinte de l'université, pourrait contribuer à conférer à l'institution une image « plus moderne » et « plus ouverte ». Selon Boris, certains services institutionnels, tel que *UQAM Écoresponsable*, verraient des avantages à s'allier à l'atelier afin de rejoindre la population étudiante et pour faire la promotion de projets à dimension écologiste qu'ils ont soutenus sur le campus, donnant par le fait même une image « plus verte, plus écologiste » à l'université.

BQAM-E, en tant qu'entité collective, retire également plusieurs avantages de cette reconnaissance comme groupe étudiant d'envergure. D'abord, cela a permis aux bénévoles d'entreprendre des démarches auprès des associations facultaires afin d'obtenir, en 2019, une cotisation d'un dollar par étudiant·e par session⁷⁰. À cet effet, Boris m'a partagé avoir participé à cet effort qui impliquait de coordonner la participation de bénévoles de l'atelier aux assemblées générales de cinq associations facultaires en plus d'un syndicat pour y soumettre une motion qui permettrait aux assemblées de donner l'aval, ou non, à cette nouvelle cotisation. Par son statut de groupe étudiant, l'atelier s'intègre également dans un réseau d'autres organisations étudiantes pouvant s'épauler. Par exemple, des membres du CA, à l'automne 2021, ont approché la radio étudiante afin de faire la promotion des activités de l'atelier. Camille est par ailleurs consciente des avantages considérables dont profite le groupe étudiant, de la façon dont ils amènent une stabilité financière et matérielle à l'initiative, et comment cela libère du temps et de l'énergie pour que les bénévoles puissent œuvrer à remplir concrètement la mission de l'organisme, un privilège que ne connaissent pas tous les ateliers :

BQAM-E a eu les conditions de réussite les plus gagnantes, parce que l'UQAM acceptait de laisser un local, parce qu'il y a la CANO, donc y'a quand même un espèce d'ancrage puis de stabilité dans le temps qui est propre à BQAM-E par rapport p-e à d'autres ateliers qui sont beaucoup plus, bien beaucoup plus instables parce qu'ils ont pas de financement perreïn, parce qu'ils se retrouvent avec des locaux qui sont seulement temporaires, donc je te dirais que l'institution a quand même une stabilité. [...] On a une sécurité qui est sans mesure par rapport à d'autres ateliers qui viennent justement nous voir pour des demandes d'aide parce qu'ils sont complètement dépendants de subventions publiques ou justement, on a la chance de ne pas mettre d'énergie mentale sur comment on va finir notre mois, comment on va finir notre année, comment on va maintenir notre local, tout ça on a pas à la gérer et c'est une sécurité mentale, versus tous les ateliers qui sont "bien, voilà c'est ça, notre local ferme dans un an, il faut déjà penser à où est-ce qu'on va se retrouver". (Camille)

Le statut de groupe étudiant d'envergure étant régi par une politique universitaire, certains impératifs doivent toutefois être rencontrés par les bénévoles impliqués afin de le maintenir. Notamment, la politique institutionnelle demande le maintien d'un CA composé dans une proportion de 75% d'étudiant·e·s inscrit·e·s à l'université, de tenir minimalement une assemblée générale annuelle pour l'élection d'un CA, pour la réception et l'adoption des états financiers, ainsi que pour l'adoption d'un budget pour l'année à venir. La politique demande aux groupes s'étant dotés de ce statut de trouver un financement externe à celui provenant des cotisations étudiantes (si le groupe a obtenu ce financement après avoir rempli les conditions d'admissibilité au niveau des appuis facultaires et a démontré l'intérêt communautaire de sa démarche).

⁷⁰ Le vocable utilisé dans la politique institutionnelle est « Cotisation automatique non obligatoire ». Cette cotisation est donc automatiquement ajoutée à chaque facture étudiante semestrielle. Les étudiant·e·s peuvent faire le choix de retirer leur cotisation en formulant une demande de remboursement auprès du groupe étudiant visé.

Camille souligne certaines initiatives qui ont été mises sur pied à cette fin, qui s'insèrent à la fois dans la mission de l'organisme et qui permettent de toucher des « sommes symboliques » permettant de remplir les obligations qui leur incombent :

c'est des initiatives de rachat de vélos usagers puis de les remettre à neuf pour les vendre, d'aller faire des partenariats avec notamment, avec le CEGEP du Vieux-Montréal, c'est des sommes symboliques, mais ils nous payent pour que leurs étudiants soient automatiquement membres, même s'ils sont pas à l'UQAM, donc y'a des petites réflexions comme ça qui vont chercher des fonds (Camille)

D'autre part, ces groupes dits d'envergure doivent démontrer la récurrence de leurs activités et leur applicabilité à l'ensemble de la communauté universitaire. Pour ce faire, les bénévoles doivent soumettre aux instances administratives de l'université les états financiers de l'organisme, un bilan d'activités, la liste des administrateur·rice·s, la liste des employé·e·s (le cas échéant), ainsi qu'une preuve du renouvellement de ses assurances et de son incorporation. Ces impératifs impliquent des tâches supplémentaires, et il peut parfois s'avérer ardu pour les bénévoles de remplir l'ensemble de celles-ci, notamment au niveau de la représentativité des administrateurs :

on doit avoir une représentativité dans notre conseil d'administration des différentes associations facultaires, donc logiquement on est censés avoir un CA qui est diversifié et ça tu vois, c'est à géométrie variable. Quand je suis arrivée dans le CA on l'atteignait, l'an passé-ish, cette année pas du tout, cette année on trois étudiants et trois non-étudiants, donc là on a vraiment un gros travail à faire pour avoir cette reddition de compte (Camille)

Cette forme de « redevabilité » ou de reddition de comptes, comme l'exprime Camille, implique la démonstration d'une saine gestion des activités, mais également de ses finances, ce qui peut comporter certains risques, selon certains bénévoles. Pour Jean, par exemple, bien que l'obtention d'un financement annuel permette de « faire des activités, de payer des formations, d'acheter des outils », le risque résiderait dans la responsabilité qui impute à l'OBNL de démontrer la saine gestion de ses finances. Le financement venant d'une plus grande communauté que celle qui fréquente les lieux de l'atelier, si les fonds font l'objet de dépenses pouvant ne pas être jugées optimales, ou qui pourraient être perçues comme injustifiées, et que cela sortait dans la sphère publique, l'organisme pourrait s'attirer l'ire de personnes ou de groupes qui pourraient remettre en cause la légitimité du caractère « automatique non obligatoire » du financement.

L'existence de BQAM-E comme personne morale à part entière, incorporée comme OBNL, mais aussi comme groupe étudiant qui s'est engagé dans un processus de reconnaissance au sein des structures mises en place par l'administration universitaire, tout en occupant un local dans un pavillon universitaire, crée parfois des tensions du fait que l'initiative ne profite pas d'une pleine indépendance. Boris me partage notamment ses frustrations en lien avec le service de sécurité de l'université qui, selon lui, bloquent l'accès

à l'atelier et ciblent les bénévoles en lien avec la fermeture des accès au pavillon. Néanmoins, bien qu'il reconnaisse l'existence de certains obstacles associés au fait d'évoluer dans un milieu institutionnel qui dépasse l'initiative d'atelier, ceux-ci sont mis en perspective relativement aux avantages potentiels qui peuvent aussi en découler : « Dans une institution comme à l'UQAM, bien faut dealer avec d'autres services qui peuvent nous aider ou nous bloquer » (Boris).

Conformément aux demandes légales et institutionnelles, les acteur·rice·s de BQAM-E ont élaboré un document établissant les lettres patentes et les règlements généraux de l'organisme. Les dispositions établies dans ce document ont été adoptées en assemblée générale, seule instance habilitée à en modifier le contenu. De manière non exhaustive, il fonde pour l'organisme :

- Le territoire visé par ses actions
- Les objectifs et principes qui orientent ses actions
- Les droits et devoirs qui incombent aux membres et usager·e·s, ainsi que les conditions pouvant mener à la suspension ou l'exclusion
- Les dispositions relatives à la tenue des assemblées générale
- Les droits et devoirs des bénévoles, ainsi que les conditions entourant la suspension et révocation de ce statut
- Les dispositions relatives au conseil d'administration

En outre, ce document fonde les orientations axiologiques et les mandats de l'atelier comme projet collectif et porte un discours qui tend à insuffler un sens aux actions déployées par les personnes en son nom. C'est en ce sens que, pour Camille, ce document ne fonde rien de moins que « le cœur de BQAM-E ». Pour Mas et Camille, lorsque je leur demande ce à quoi se rapportent ces règlements, les éléments qui leur viennent à l'esprit portent principalement sur le savoir-vivre en contexte de relations interpersonnelles. Pour Mas, il s'agit d'établir un code de conduite qui implique d'être « respectueux puis respectueuses des gens, de l'espace », ce qui impliquerait de « respecter les gens dans leur intégrité physique, psychologique, émotionnelle » et « l'espace, les objets, les outils ». Pour Camille, ce qu'elle considère comme des principes « de respect, d'écoute, de tolérance » seraient liés à la volonté d'inclusion caractéristique de la démarche de l'organisme, une démarche dont les tenants et aboutissants seraient partagés « un peu naturellement » par les porteur·se·s du projet collectif.

L'atelier MEBG, quant à lui, s'est développé selon un tout autre modèle de mise en commun. Cet atelier n'est enregistré auprès d'aucune instance gouvernementale et ne consiste pas, légalement, en une entité à

part entière. Marie souligne qu'il n'existe aucun document interne établissant une quelconque structure ou règlements formels. C'est notamment ce qui la pousse à déclarer en riant « *Oh! No, there's like no organisation at all actually* ». Elle précise sa pensée en ajoutant que l'initiative n'existe en fait que par l'implication et le travail continu des différent·e·s bénévoles qui ont porté ce projet à travers les années :

*right now there's literally nothing, we pay cash to the landlord, there's no official governing documents or bylaws or charter or anything. It's not incorporated, it's not a non-profit institution, it does not exist, it's not an entity at all, it's just a space and we pay cash to the landlord and that's it *laughs*. We have no bank account we have no- All we have is the Facebook page and the Slack channel, which is new, we only set up the Slack channel last year, yeah! It does not exist outside of the volunteers who run it, and the volunteers have turned over you know (Marie)*

Pour Daniel, qui compte maintenant parmi les bénévoles actifs les plus anciens, l'absence de repères formels encadrant dans une structure formelle ce qui prend place dans l'action avait quelque chose de vertigineux, d'étourdissant, ou même d'intimidant lors de la période initiale de son implication : « *I knew about the concept, but being there and seeing like, how relaxed it was, and there was no real structure, a part of it was like a little bit too much for me, 'cause I was like "Oh my god, I wish there was more structure".* » (Daniel)

Selon lui, l'existence d'une initiative communautaire qui ne s'inscrit pas dans les structures de l'État devient *de facto* un acte politique – même si cela n'était pas forcément l'intention initiale – puisqu'un ensemble d'impératifs sont généralement présentés comme étant « la » façon de faire lorsque des gens décident de mettre sur pied un projet qui les dépasse :

I guess it ends up becoming political, but it's not the end goal, I just recognize the importance of spaces like this existing outside of like, what you're supposed to do to be able to have a space like this in, sort of like, a modern you know, first world country set up and structure whereas like you get a non-profit, you go through the paperwork and you get that done, you build your executive team, and then you do this, and then you do that and then whatever. There's something about the simplicity of this, that allows anybody in their community to be able to be like, we're gonna do this thing! (Daniel)

Notons que ce manque de structure est conçu par Daniel comme un élément qui permet l'action, qui donne une certaine légèreté à l'initiative et qui permet aux gens de participer à un projet collectif qui n'est que cela, et non pas une structure dans laquelle ils doivent s'intégrer formellement. Pour Jacob, cet état de fait, du collectif en ce qu'il se refuse une existence imbriquée dans les structures légales de l'État, est en partie le résultat des affiliations idéologiques aux principes anarchistes/libertaires de celles et ceux qui ont porté l'initiative jusque-là :

l'organisation avait un profil de collectif quasi anarchiste, en tout cas, pas anarchiste, libertaire, moins de règles, mais de meilleures règles, ce qui est assez à part à Montréal aussi, on doit être le seul collectif sans avoir aucune attache ni aucune structure gouvernementale (Jacob)

Or, bien qu'il n'y ait pas de document établissant « formellement » les principes et règlements, les personnes impliquées au MEBG insistent néanmoins sur le fait qu'il existe un certain code de conduite encadrant les modalités de participation à l'espace. D'ailleurs, ce code de conduite aurait déjà été inscrit à même le mur de l'atelier, avant d'être recouvert de peinture. Pour Jacob, cet ensemble de règles se rapporte à la « décence et l'humanité », établissant en quelque sorte un guide de « savoir-être » dont l'adhésion de l'ensemble des participant·e·s à l'espace est espérée :

On aime pas en parler parce qu'on espère que tout le monde, toutes les personnes qui viennent au garage vont les respecter par défaut, on est un garage communautaire. On demande pas d'argent en dehors de l'argent pour garder la lumière. Les gens ont pas besoin de payer les volontaires, on leur demande d'être décents, on leur demande d'être des personnes qui sont ordinaires et qui reconnaissent qu'on est là pour les aider. On a pas d'obligation de réussir à entretenir le vélo d'une personne, on a une obligation d'informer la personne que ça peut être difficile. [...] C'est juste une question de respect de l'humain, à la fin de la journée, c'est respecter les autres. (Jacob)

Ce respect qui doit marquer les interactions sociales entre les personnes qui prennent part à l'action au sein du MEBG s'informe des valeurs communautaires et humanistes qui animent les bénévoles de l'initiative populaire. La récalcitrance exprimée par Jacob en lien avec l'insistance sur ce « code de conduite » semble liée au fait que les gens qui s'impliquent à l'atelier le perçoivent comme un espace où sont susceptibles de se nouer des relations communautaires, liant significativement les individus et leur créant un sentiment d'appartenance. En ce sens les bénévoles de l'atelier semblent soucieux de cultiver une communauté composée de membres pour qui les valeurs du respect d'autrui et l'inclusivité sont centrales :

I mean we don't have any kind of written rules or, we don't have anything like that that's like formalized, but it's very important to me, and I know it's very important to the other volunteers who have been leading the space, so I think that happens naturally, that when you cultivate that kind of environment that first of all, you're attracting people to come into your environment who agree with those values, and I think that when we have people expressing interest who want to be part of the space and want to be part of this community, part of the reason [is] they can see those values being practiced and it attracts other people who also have those values themselves. (Marie)

Bien qu'un modèle plus « organique » centré sur des conventions sociales auxquelles adhèrent, tantôt explicitement et tantôt implicitement, les personnes qui entrent en relations dans et par cet espace, des discussions sur le devenir institutionnel de l'initiative ont pris place entre certain·e·s bénévoles lors de l'implication terrain. D'une part, certain·e·s souhaiteraient voir le collectif s'institutionnaliser davantage, notamment en devenant un OBNL de plein droit, reconnu par l'État, ce qui développerait son accès à certaines ressources matérielles, notamment financières sous forme de subventions ou d'avantages fiscaux.

Ce désir de voir l'atelier trouver une légitimité en s'incorporant en personne morale est animé d'une volonté pragmatique, l'institutionnalisation revêtant un caractère instrumental. En effet, pour Jacob, l'inscription de l'initiative au REQ servirait d'abord et avant tout à assurer sa « survie », et éventuellement, à améliorer les conditions matérielles dans lesquelles se réalisent les actions portées par les bénévoles :

Moi ce qui m'intéresserait c'est que le garage soit transformé en OBNL de plein droit, de manière à pouvoir bénéficier de subventions à hauteur de la ville, des différents paliers de gouvernement pour pouvoir par exemple bénéficier d'un local subventionné, parce que notre local, autant il a un côté sympathique et pratiquement légendaire auprès de certains, autant il nous facilite pas l'existence. (Jacob)

Cette perspective est également partagée par Marie qui aimerait faire plus d'activités capables de rejoindre davantage des gens du quartier, ce qui s'avérerait plus difficile avec les fonds limités sur lesquels opérait l'atelier lors de la période terrain⁷¹. Daniel, pour sa part, déclare avoir longtemps été opposé à la mise en œuvre des démarches qui feraient de l'atelier un OBNL reconnu. Selon lui, la flexibilité dont profite l'initiative qui n'est en fait qu'un regroupement de citoyens qui ont décidé de mettre sur pied un projet collectif, présenterait des avantages, notamment en ce qui aux formes d'implication demandées aux personnes qui donnent de leur temps et leur énergie. Il souligne que, que ce soit qualitativement ou quantitativement, les tâches réalisées par les bénévoles seraient appelées à changer : de nouvelles tâches administratives apparaîtraient, des responsabilités budgétaires impliqueraient de réaliser de nouveaux exercices fiscaux, des assemblées générales plus formelles et des réunions de conseil d'administration devraient avoir lieu de manière périodique. Pour Daniel, ce type de fonctionnement où s'ajoutent nombre de responsabilités, qu'elles soient collectives ou individuelles, est synonyme de complexité et d'augmentation de la charge de travail, ce qui n'impliquerait pas d'avantages matériels, selon lui, en regard des activités du collectif :

Well, to be honest with you, it's worked so well up to this point, without that structure, of like, being on paper a non-profit, because what that generally involves is having some dedicated people that are willing to do the paperwork, not only to get it started, but to continue on and go through the tax process and someone has to be connected to a bank account, [...], somebody has to be responsible for that, and I bucked against that for years, meaning like, I don't get it, I don't see the benefit of it (Daniel)

⁷¹ Au moment d'écrire ce mémoire, Marie m'a partagé que la reprise des activités suivant un niveau analogue à celui prédatant la pandémie a permis de sortir l'atelier de ses difficultés financières et d'envisager un futur sans changer de mode « d'incorporation ».

Cette charge de travail additionnelle, et considérable selon Daniel, retomberait par ailleurs sur un collectif de personnes s'impliquant de manière entièrement bénévole au sein d'un OBNL indépendant :

I just see so much more work, so that's always what kind of bothers me, 'cause I think like "that takes manpower", and that takes dedicated manpower. This would be a volunteer thing, and so to maintain volunteers to do those important jobs, which is maintaining bookwork for a non-profit, it's a lot to be able to maintain (Daniel)

C'est d'ailleurs l'anticipation de cette complexité qui place la réflexion de Daniel en porte à faux devant celle qui supporte l'institutionnalisation, car celle-ci met en lumière le paradoxe de l'institutionnalisation pour des collectifs citoyens portés par l'implication de bénévoles. Pour Daniel, ce ne serait pas le manque de structure organisationnelle qui constituerait une menace existentielle pour le collectif, mais bien le développement et la mise en place d'impératifs organisationnels et de responsabilités, corollaires de cette institutionnalisation :

I recognize that going in that direction, unless you have a very clear core of people that are willing to do it, it just, it could literally end what we have, if it doesn't work out, do you know what I mean like, if you get to a point where it's just like "oh, we can't keep up the books or we'll get in trouble with the CRA, because we didn't do something properly and then at some point the person that was the main person that took care of that is like "I don't want to do this anymore. [...] I recognize what the potential negative outcome could be, and that's like scary and sad you know? (Daniel)

En discutant avec Daniel, il devient évident que cette perspective sur l'avenir du collectif est ancrée dans une façon spécifique de le concevoir, de concevoir ses actions, sa « structure » – ou plutôt son absence de structure « formelle » – car c'est ce qui lui permettrait d'opérer à l'image de ce qui se fait concrètement dans l'atelier. C'est-à-dire que le collectif est lui-même bricolage, un assemblage toujours renouvelé, à l'image du travail *DIY*, de la mécanique créative centrée sur la réalisation de valeurs d'usage, animé par une vision profondément pragmatique qui place les personnes, ensemble, au cœur de l'action pour répondre à des besoins concrets :

Where as the way we do it, it's no problem, we don't have to answer to anybody, we're just a community of people in this community doing something together, and that's where the work lies and you could constantly get new people and turn about and it will continually go, it's like an old junk car, that you just keep on adding older parts to and it continues to ride you know, where as you get a brand new car, that like nobody knows how to fix, then you have to bring it in the dealership and you have to do that every time there's a problem, you know what I mean. (Daniel)

Pour Daniel, cet assemblage possédant un caractère quasi-improvisé met en exergue que les ateliers peuvent servir d'exemples préfiguratifs à ce qui est possible de faire lorsque des gens d'une communauté décident, ensemble, de bâtir quelque chose pour répondre « directement » à leurs besoins⁷² :

Having these collective spaces, where you're like "Wow, you just built this with a couple of people? You didn't have any grant proposals? Or like you didn't have to talk to any bureaucratic people in a building?" No! We rented a space, we put some stuff up on the wall, and we asked people to come in, and that was it. (Daniel)

Pour Daniel, cette ouverture de nouveaux horizons relatifs à l'action communautaire s'inscrit dans une démarche cherchant et ayant le potentiel de susciter une vaste gamme d'initiatives prenant des formes et objets variés. Il évoque à cet effet l'image de musiciens qui s'inspirent de ce qui existe déjà afin de créer quelque chose de complètement nouveau :

It's a very tiny space, but the fact that people know it exists in this community in the way that it's run right now, represents, to me, a space that somebody, even if they don't want to fix their bikes, they see the possibility of a space existing like that, and so it opens up those doors. [...]. It's like somebody that plays music, and they only know a certain kind of music and they see a band that's literally mixing a bunch of music that makes no sense, but it's beautiful, and then their like "wait a second, I could do that, I could mix this, this, this, this, this!" (Daniel)

Soulignons également la vision portée par ces mots de Daniel : « Nous ne sommes qu'une communauté de gens, dans cette communauté [le quartier du Mile End], qui font quelque chose ensemble, et c'est là que réside le travail » [traduction libre]. Pour lui, le travail vient du fait de venir en aide concrètement aux gens du quartier, aux membres de son voisinage, sans qu'ils n'y aient de liens préalables, et de façon à répondre à un besoin matériel, d'avoir accès à un moyen de transport fonctionnel. En outre, il est possible d'entrevoir dans ce court extrait une vision du travail managérial comme étant détaché, du travail qui a un impact réel

⁷² Cette discussion sur le caractère potentiellement inspirant d'initiatives citoyennes informelles trouvant des réponses à des besoins réels implique également un questionnement sur les raisons, en partie légales, qui limitent ces formes d'action dans la société québécoise. À cet effet, Marcelo déplore le fait que, comparativement à son pays d'origine, il perçoit l'action directe communautaire comme étant plus difficile à réaliser ici du fait que les cadres juridiques soient plus contraignants. Il se rappelle à cet effet comment il lui était possible d'avoir un pouvoir d'action directe sur son propre milieu de vie dans un contexte où, soit la réglementation n'existait pas, soit elle n'était pas appliquée :

Par exemple, moi-même avec mes potes en Colombie, en face de chez moi il y avait un grand séparateur de voie, donc on a décidé pour nous même de mettre des arbres puis on a planté des arbres dans tous les séparateurs, personne nous a arrêté, personne nous a emmerdés, personne n'est venu nous dire "on en a marre, vous travaillez dans un endroit illégal", Ici tu ne peux pas faire ça. Une frustration pour moi ici c'est de ne pas planter un arbre, parce que là-bas je plantais des arbres beaucoup. (Marcelo)

dans la vie des gens, comme étant abstrait de la création de valeurs d'usage telle qu'elle se fait dans l'action des permanences d'atelier.

En ce qui a trait à l'atelier La Grande Roue, celui-ci ne représente pas une personne morale en soi, mais s'insère plutôt en tant que projet particulier au sein d'un OSBL existant. Au moment de l'insertion terrain, aucun document propre à l'atelier n'établissait de règlements particuliers. L'organisme au sein duquel il s'insère en tant que projet possède quant à lui des règlements généraux détaillant les catégories de membres, les conditions de suspension et d'expulsion, ainsi qu'un ensemble de modalités relatives aux dispositifs administratifs (LCSM, 2024), tels que l'élection de membres du conseil d'administration et les pouvoirs de l'assemblée générale.

Puisque l'atelier était dans les balbutiements d'une reprise post-pandémique sous un nouveau nom et en étant porté par un nouvel organisme, les éléments se rapportant à l'administration de l'atelier étaient abordés lors de rencontres de travail, et n'étaient pas formalisés. Les modalités d'accès, d'action et la structure de l'atelier faisaient l'objet de discussions répétées lors de la période de participation, et résultaient pour cette période d'un commun accord entre les bénévoles et la directrice de l'organisme. Ce processus sera abordé plus amplement dans la prochaine section.

5.4.2.1 Processus d'intendance populaire et modalités de partage du pouvoir

Les structures organisationnelles différenciées impliquent l'existence de tâches, dispositifs, moments administratifs distincts et adaptés, plus ou moins formels, dans l'ensemble des initiatives à l'étude. Différentes formes relatives au travail administratif sont présentées dans le tableau B.4 : travail administratif, situé dans l'annexe B. À BQAM-E, le travail d'administration se donne à l'observation et s'articule en cinq moments : les assemblées générales, les réunions du conseil d'administration, les réunions de comité, les discussions entre bénévoles lors de moments qui ne sont pas planifiés et dégagés de manière concertée pour des tâches administratives, ainsi que l'ensemble des moments où se réalisent des tâches, à la suite ou en prévision des quatre moments susmentionnés. Tel que le mentionne Boris, par l'effervescence de l'implication des bénévoles, il est impossible d'identifier « un » centre décisionnel alors qu'une pléthore de décisions surgissent d'endroits et de moments divers et variés : « Oui, bien la structure à BQAM-E est changeante, il y a beaucoup d'endroits où les décisions se prennent qui apparaissent puis qui finalement peuvent ne pas durer ou qui reviennent dans le futur » (Boris).

Les assemblées générales ont lieu deux fois par année, une fois au printemps et une fois à l'automne, lors d'un soir de semaine. La période d'insertion à BQAM-E permet de participer à l'assemblée de l'automne

2021 ainsi que celle du printemps 2022. La première s'est tenue sur une période d'environ deux heures alors que la seconde dura environ trois heures trente. Celles-ci sont organisées par le conseil d'administration qui en fixe la date, prépare l'ordre du jour, peaufine les procès-verbaux des AG précédentes, s'occupe de réserver un local au sein de l'université, s'assure qu'il y ait de la nourriture pour les participant·e·s, trouve des personnes qui pourront faire l'animation, et annonce au public la date à laquelle elle se tiendra. À leur arrivée dans la salle de l'assemblée, les bénévoles et usager·e·s qui veulent participer doivent faire vérifier leur statut de membre à l'organisme, puisqu'il fonde le critère d'accès à cette instance décisionnelle. Bien qu'il y ait eu quelques personnes non-bénévoles présentes, la majorité des gens présents aux assemblées étaient des bénévoles de l'organisation. Ceux-ci s'impliquaient aussi davantage dans les discussions au fil de la soirée.

Une fois dans la salle l'ambiance semble plutôt décontractée, les personnes présentes prennent place et discutent entre elles en attendant le début des procédures. Une fois le quorum atteint (établi au nombre de personnes le plus bas entre 10% des membres ou 15 membres en règle), une personne propose l'ouverture de l'assemblée générale débute. Puisque les règlements généraux de l'organisme stipulent que le déroulement des assemblées générales doit suivre un code de procédure donné, les bénévoles et usager·e·s présent·e·s doivent s'assurer que leurs interventions soient faites selon les modalités établies, sans quoi les personnes chargées de l'animation ne pourront pas les recevoir officiellement. Dans les faits, les deux assemblées auxquelles nous avons pu assister permettaient de dévier légèrement du cadre procédural : plusieurs participant·e·s néophytes posaient des questions sur les procédures, et lorsque leurs interventions n'étaient pas tout à fait conformes au code de procédure, des « ententes à l'amiable » étaient convenues entre l'assemblée et l'animation afin d'alléger le déroulement de la soirée. Boris insiste d'ailleurs sur le caractère « relaxe » de ces assemblées, bien qu'au niveau des idées des tensions puissent émerger :

Souvent, tu connais pas mal tout le monde dans la salle, fait que t'sais, ça se fait, sans dire informellement, c'est les AG les plus relaxe, les plus calmes, des fois il y a des petites tensions qui émergent de questions... mais dans les procédures c'est très... (Boris)

Lors de l'assemblée de l'automne 2021, un nouveau comité a été mis sur pied. Ce potentiel comité a d'abord été présenté à l'assemblée par un bénévole désirant doter le collectif d'un organe dédié à l'organisation d'actions à visée politique. Une discussion de plusieurs dizaines de minutes s'en est suivie sur les orientations axiologiques et politiques de ce comité, sur le type d'actions qui pourraient être envisagées, et sur la question de la représentation des actions portées par ce comité ou ses membres au nom de l'organisme. Au terme de ces discussions, l'existence du comité a été entérinée, une case budgétaire de cinq mille dollars lui a été accordée annuellement et des principes directeurs lui ont été imputés, soit de favoriser la :

- Promotion de la mobilité active ;
- Création de liens de solidarité dans la communauté cycliste et le tissu associatif montréalais;
- Réflexion et l'utilisation du vélo comme outil de promotion d'équité et de justice sociale entre les gens de différentes cultures, sexes et âges en créant un lieu d'échange et de partage d'expertises, d'apprentissages et d'accueil de projets à vocation sociale en lien avec le vélo. (BQAM-E, 2022)

À l'assemblée du printemps 2022, deux subventions ont été octroyées à d'autres ateliers cherchant des fonds pour acheter du matériel et des outils leur permettant de maintenir leurs opérations. Une personne bénévole de chaque atelier s'est présentée à l'assemblée pour présenter leur demande, et, à la suite des délibérations, deux subventions d'un montant d'environ 1500 dollars ont été distribuées. Plus tard dans la soirée, les discussions se sont portées sur la création d'un fond et d'une politique de subvention visant spécifiquement à aider d'autres ateliers communautaires qui pourraient avoir des situations financières moins favorables que celles de BQAM-E. Grâce aux discussions entre les bénévoles présent·e·s, une case « fond de solidarité » a été établie au budget annuel de cinq mille dollars et le CA a été mandaté par l'assemblée générale pour produire une politique de subvention encadrant le déploiement et les modalités d'accès à ce fond.

L'élection des membres du conseil d'administration a pris place. Chaque personne désirant se présenter aux élections prend quelques instants pour expliquer qui elle est, quel est son rapport à l'atelier et quelles sont ses motivations pour occuper un poste au CA. Celles-ci ont alors été invitées à quitter la pièce par l'animation, et l'assemblée a pu se porter en faveur ou en défaveur de la candidature. Lors des assemblées d'automne 2021 et du printemps 2022, l'ensemble des personnes ayant posé leur candidature ont été élues⁷³.

Lors des assemblées, un bénévole a également présenté les principales activités de l'organisme au cours de la dernière année, ainsi que des actions marquantes portées par les différents comités. Une portion des assemblées a aussi été dédiée à la présentation des états financiers, et à la détermination du budget pour l'année à venir. La préparation des états financiers et la présentation de ceux-ci revient au membre du CA qui a accepté d'occuper le rôle de trésorier. Les discussions budgétaires ont impliqué de nombreuses interventions et propositions demandant le vote pour modifier ou accorder des montants, que ce soit pour des achats de dispositifs matériels ou pour des projets particuliers, pour des formations mécaniques, pour l'achat de matériel promotionnel, ou pour dissoudre des cases rendues obsolètes. Les discussions ont été respectueuses, bien qu'elles suscitaient parfois les passions, les interventions et les amendements pouvant

⁷³ Quatre hommes et quatre femmes ont été élu·e·s lors de l'assemblée d'automne, puis une femme et un homme ont été élu·e·s à l'assemblée du printemps.

se multiplier. Des périodes de plénières ont été votées à répétition pour dégager du temps permettant aux personnes intéressées d'argumenter en faveur ou en défaveur d'une proposition, de la commenter, d'amener différentes considérations ou pour proposer une approche alternative qui pourrait mener à une tout autre proposition, sans avoir à suivre les règles de procédures strictes qui sont applicables à l'extérieur de ces moments réservés. Si une certaine énergie était présente à toutes les étapes des assemblées, la fatigue résultant de la concentration du moment démocratique et du format relativement rigide pouvait être ressentie dans les portions plus tardives de ces exercices.

L'accès aux réunions du conseil d'administration de BQAM-E de la période automnale 2021 au printemps 2022 a permis d'observer la façon dont cette instance administrative organise ses rencontres, se divise le travail et se saisit des dossiers qui sont portés à son attention. Les membres du conseil, agissant de manière bénévole, se rencontraient une fois par mois, les soirs ou la fin de semaine, souvent dans un lieu public tel un café, pour se saisir des mandats octroyés par l'assemblée générale, de nouveaux développements dans des projets d'atelier, de nouvelles demandes venant de l'extérieur, ou pour faire le point sur l'avancement de divers dossiers. Certaines personnes arrivaient avec de la nourriture, d'autres achetaient un petit quelque chose sur place qu'ils ou elles pouvaient se faire rembourser grâce à une case budgétaire dégagée à cet effet. Entre le moment de l'arrivée et le début de la réunion, les personnes présentes en profitaient pour prendre des nouvelles, s'échanger leurs états d'âme, des considérations sur leur journée, leurs déplacements, leur emploi du temps. Une fois tout le monde présent, la réunion démarrait officiellement. Une personne prenait le rôle du secrétariat et ouvrait un document afin de réaliser un procès-verbal de la rencontre. Bien qu'il y ait un procès-verbal et qu'un ordre du jour soit adopté, les discussions ne suivaient pas un cadre d'interaction rigoureux. Le ton des rencontres était à la fois léger, tout en prenant place dans un climat mené vers les enjeux à traiter, les participant·e·s s'adonnant à échanger des blagues et sourires ici et là, tout en se ramenant aux enjeux à l'ordre du jour. La séparation entre cet espace-temps de travail administratif et celui de la « vie privée » pouvait ainsi sembler poreuse. Par exemple, lors de certaines rencontres où des participant·e·s se joignaient de manière virtuelle, les enfants venaient saluer les collègues, ou se joignaient aux parents en réunion (virtuelle) sur le trajet piéton du retour de l'école.

En ce qui a trait aux rôles des membres du CA, conformément aux obligations légales qui régissent les organisations incorporées en tant qu'OBNL, les rôles de président·e, secrétaire et trésorier étaient assignés. Dans les faits, le rôle de président n'impliquait que des devoirs d'agir en tant que signataire, que ce soit auprès de l'institution universitaire duquel fait partie l'organisme comme groupe étudiant, ou auprès d'autres organisations, tel que des institutions financières, des firmes comptables ou d'assurances. Le rôle de secrétaire, bien qu'une personne y soit affectée au registre des entreprises, est rempli à tour de rôle, selon

les personnes qui se portent volontaires lors des réunions. Le rôle de trésorier, quant à lui, impliquait davantage de responsabilités, soit de transiger avec la firme comptable afin de réaliser les déclarations d'impôt, ainsi que de réaliser les états financiers qui doivent être présentés lors d'une assemblée générale. Ces tâches spécifiques impliquaient que la personne chargée de ce rôle développe des compétences et des connaissances techniques spécifiques en lien avec les dossiers financiers de l'organisme. De ce fait, celle-ci devenait une référence lorsque d'autres administrateurs ou bénévoles avaient des questions relatives à l'administration financière, bien que l'ensemble des données étaient rendues publiques lors des assemblées générales.

Les réunions du conseil d'administration qui se sont données à l'observation ont montré un espace se saisissant tant d'enjeux liés au fonctionnement usuel, que d'enjeux organisationnels, ainsi que devant intervenir au niveau interpersonnel. La division des tâches se faisait en fonction des disponibilités et des préférences des personnes présentes, chacune se portant volontaire pour réaliser tel ou tel mandat. Selon Boris, il s'agit d'un espace qui permet aux personnes impliquées de développer des compétences administratives enrichissantes. Une des tâches usuelles réparties à une personne différente chaque mois consistait à prendre connaissance des courriels et des messages adressés à l'organisme, que ce soient des demandes de participation à des événements, des demandes d'information ou des demandes provenant de services institutionnels de l'université. Les demandes étaient soit traitées directement, soit relayées aux autres membres du CA, à un comité en particulier, ou encore à l'ensemble des bénévoles.

À cet effet, le conseil d'administration semblait servir couramment de courroie de transmission entre les organisations ou personnes de l'externe, et l'ensemble des bénévoles. Lors d'une rencontre, par exemple, une personne du CA s'est portée volontaire pour réaliser une affiche détaillant les étapes relatives à la procédure de fermeture d'atelier, une autre pour la procédure de remboursement pour la nourriture achetée par des bénévoles lors des permanences (il s'agit par ailleurs d'une particularité de BQAM-E qu'il est nécessaire de souligner : pour soutenir leurs besoins alimentaires lors de la plage horaire des permanences (16h à 20h), les bénévoles peuvent se faire rembourser un achat de nourriture, jusqu'à 10 dollars, avec facture à l'appui, une proposition ayant été adoptée en assemblée générale). Une autre personne a pris contact avec la radio étudiante de l'université afin qu'y soit diffusé un message faisant la promotion de l'atelier auprès des étudiant·e·s. Suivant les rencontres, un·e volontaire s'occupait de faire un compte rendu de la réunion à partir du procès-verbal, et publiait ce compte rendu sur le groupe des bénévoles afin que celles et ceux-ci soient au fait des derniers développements et puissent partager leurs commentaires. Ces comptes-rendus étaient également utilisés afin de passer des messages, que ce soit des rappels de procédures d'atelier – par exemple, entrer les heures de bénévolat effectuées à la fin des permanences, une demande

provenant de l'université – ou pour recueillir de l'information relative à un enjeu spécifique, retrouver une pièce manquante d'un outil, par exemple.

Les tâches de niveau organisationnel impliquaient principalement la complétion de documents nécessaires au renouvellement de l'inscription au registre des entreprises, du statut au sein de l'institution universitaire, des assurances. De nombreuses tâches résultaient aussi d'impératifs dictés par l'assemblée des membres, organe décisionnel suprême de l'organisme. Par exemple, au printemps 2022, l'assemblée a mandaté le CA de produire, pour la prochaine assemblée, une politique de subvention afin de formaliser et d'uniformiser les dispositions selon lesquelles une aide financière pourrait être octroyée à d'autres organisations. Cette politique était appelée à être présentée à l'assemblée afin qu'elle puisse l'amender ou l'adopter. Selon Boris, bien que BQAM-E possède un CA par obligation légale, cet organe décisionnel ne représenterait pas nécessairement un lieu de concentration de pouvoir par rapport au reste des endroits où peuvent se prendre des décisions au sein de l'organisme : « t'sais, le CA il faut qu'il existe parce que légalement on nous le demande t'sais, puis ça amène de facto une place où il y a des décisions qui se prennent, mais c'est pas nécessairement... » (Boris).

Or, selon Camille, les mois précédents notre entrevue ont vu évoluer la nature des enjeux pris en charge par le CA d'enjeux portés « sur de l'exécutif » vers davantage de « réflexions de fond ». Cela incluait notamment le développement d'une politique de harcèlement et l'altération de certaines pratiques dans le but de les rendre plus intégrées aux processus internes et plus cohérentes avec les principes établis de l'organisme. À cet effet, une proposition avait été faite afin de trouver des alternatives aux formations données aux bénévoles par une entreprise privée spécialisée, quitte à développer une solution maison, et ce dans le but de rapprocher les pratiques des valeurs de l'organisme qui resteraient, selon Camille, toujours « en toile de fond » pour les membres de CA. Le changement de nature des enjeux traités peut revêtir à la fois un caractère plus stimulant, mais être simultanément plus épuisant du fait que le processus discursif et démocratique puisse prendre davantage d'ampleur :

Donc les responsabilités ont beaucoup changé et sont à la fois plus stimulantes, mais aussi plus drainantes parce que sont moins: "d'une rencontre à l'autre, j'ai ma liste de ça à faire". Non là on est sur des projets qui s'étalent sur du long terme et qui nécessitent beaucoup de *challenge* parce qu'on est plusieurs humains autour de la table avec des visions différentes donc... Ça a vraiment grossit. (Camille)

Le déploiement du processus décisionnel du CA était marqué de rapports horizontaux entre les participant·e·s. Toutes et tous avaient un droit de parole égal sur les enjeux portés devant le groupe, et la majorité des discussions se soldaient dans l'adoption d'une démarche faisant l'objet d'un consensus. Dans le cas où des personnes ne partageaient pas la même opinion, en fonction de la gravité des enjeux, soit

certaines d'entre elles consentaient à ce que l'autre approche soit privilégiée, soit le collectif passait au vote où la décision de la majorité l'emportait, soit ces enjeux allaient être portés devant l'ensemble des bénévoles afin de déterminer la volonté de l'ensemble des personnes impliquées dans le projet collectif. Selon Camille, la distinction dans la nature des enjeux desquels se saisit le CA n'implique pas, contrairement à d'autres organisations, dans la prise d'une posture de pouvoir sur les autres bénévoles :

Ça nécessite aussi de consulter beaucoup les bénévoles, les membres qui s'impliquent eux dans des comités, mais qui sont pas sur le CA, parce que bien, ils ont tout à fait leur part de... [...] En comparaison avec d'autres organisations, on va pas se donner les mêmes pouvoirs, ce qui est très sain, parce qu'on va vraiment aller chercher l'avis dans nos comités, pas prendre les décisions en petit groupe parce que ça nous dépasse puis qu'on a pas les épaules pour le porter, alors que pour avoir vu d'autres organisations, certaines fois c'est le CA qui tranche tout, qui tranche pour l'organisation, mais c'est pas la culture de BQAM-E. (Camille)

En outre, selon Camille, les débats résultants des rapports plus horizontaux entre les membres du CA permettent l'idéation et la création de nouvelles avenues qui n'étaient pas éminemment apparentes et, pourtant, se révèlent plus adaptées aux besoins de l'organisme. Ce processus de réflexion collective peut être étendu à l'ensemble des personnes impliquées dans le projet communautaire afin d'arriver, par processus itératif et collectif, à une solution qui soit la plus adaptée, mais qui reflète aussi réellement la volonté de l'ensemble :

se dire bon bien voilà on se donne 4 mois pour faire une politique de subvention des ateliers communautaires puis on la présente puis on la *challenge* dans une rencontre ouverte aux comités, en disant bien "le travail qui est issu de ça vous en pensez quoi les bénévoles?" Puis ensuite on fait marche arrière selon leurs commentaires (Camille)

Camille souligne par ailleurs que l'implication sur le CA est une implication qui est, elle aussi, bénévole et que, bien que celle-ci soit volontaire, l'émergence d'enjeux plus complexes aurait significativement augmenté la charge de travail pour les individus devant répondre de responsabilités extérieures à cet engagement. Elle insiste par ailleurs sur son sentiment que l'administration horizontale soit à la fois plus « humaine », mais qu'elle peut s'avérer plus exigeante par la charge de travail potentiellement impliquée :

c'est vraiment hyper enrichissant parce que c'est beaucoup plus humain et ça implique beaucoup plus, mais certaines fois quelle galère, parce qu'on va chercher beaucoup trop de choses pour des décisions et c'est humainement très fatigant aussi. (Camille)

À BQAM-E, des comités s'occupent également de l'organisation de projets ou d'ensembles de tâches connexes. Certains comités ont un caractère plus permanent, et se rencontrent de manière périodique, alors que d'autres apparaissent pour réaliser des projets plus spécifiques et se rencontrent de manière plus sporadique. Lors de la phase terrain de la présente étude, plusieurs comités étaient actifs, dont un comité

touchant à tout ce qui a trait aux bénévoles, un comité chargé de réaménager l'atelier, un comité s'occupant des soirées en mixité choisie, le nouveau comité de mobilisation et un comité Équité-Diversité-Inclusion (EDI) qui a été mis en place au printemps 2022.

Le comité bénévole se réunissait une fois par mois, suivant une annonce qui était faite sur le groupe de communication interne. Toute personne impliquée à l'atelier était alors invitée à venir participer. Un·e participant·e se chargeait généralement d'amener de la nourriture à partager. Les gens profitent de ces moments de rencontre pour discuter de leurs occupations personnelles avant de s'installer en cercle et de s'entendre sur une liste de sujets à traiter. Les bénévoles se penchent sur l'organisation des permanences, de tâches courantes, mais aussi sur des projets ponctuels pour lesquels une enveloppe budgétaire est dégagée. Boris insiste d'ailleurs sur le dynamisme de ce comité qui se saisit d'enjeux variés : « Il est super actif puis il y a toutes sortes de décisions qui se prennent, d'engagements qui naissent de ça. Des petits projets puis des plus gros » (Boris).

Entre l'automne 2021 et le printemps 2022, les rencontres du comité bénévole ont permis d'aborder des questions variées allant de la création de vêtements à la planification d'une participation à un événement international d'AVC. Le tableau C1 : Enjeux délibérés lors des réunions du comité bénévole (BQAM-E) situé en annexe C fait état d'une variété de questions dont se sont saisi·e·s les bénévoles. L'ensemble des projets sont amenés par des bénévoles eux-mêmes intéressés à les développer. Certaines personnes peuvent ne s'impliquer que lors des permanences d'atelier, alors que d'autres ne s'impliquent que lors de ces moments qui consistent en des exercices discursifs davantage portés sur la coordination, la délibération et la planification. Les échanges permettent, par processus itératif, de dégager la forme que prendront les projets et les étapes nécessaires à leur réalisation. En fonction des rencontres, des personnes présentes et du nombre d'objets à l'ordre du jour, les discussions peuvent être plus ou moins formelles. Une personne prend généralement des notes afin de relayer les informations au reste des bénévoles. Les tours de parole se prennent à main levée, en tentant de respecter l'ordre dans lequel les personnes se sont manifestées. Ceux et celles qui se sentent interpellé·e·s par un projet particulier se portent alors volontaires pour réaliser l'une ou l'autre des tâches requises à son avancement.

Bien que Mas se référait au fonctionnement du comité mixité choisie en disant que « tout le monde participe à la conversation, la voix de tout le monde dans la communication est égale, [et que] c'est aussi pour ça que c'est compliqué », cela semble applicable à l'ensemble des comités à BQAM-E. Les rapports horizontaux fondent la norme interactionnelle, chacun·e amenant sa perspective et ses arguments afin que le collectif arrive par le débat, ultimement, à une entente sur la manière de procéder. L'unanimité serait le mode

d'adhésion idéalement recherché, ce qui impliquerait parfois de dédier davantage de temps aux processus discursif pour trouver un compromis susceptible de susciter l'adhésion, ou, du moins, le consentement de l'ensemble :

on essaye de fonctionnement avec une unanimité générale. Puis mettons que y'ait une personne qui soit en désaccord, on va comme discuter, voir c'est quoi le problème, [...]. T'sais, au travers de la discussion, on se retrouve avec deux choix, soit la personne qui a émis le désaccord change d'avis puis fait comme "ok, je vais me ranger avec l'avis de tout le monde", ou alors on essaie de trouver un compromis qui va faire cette fois l'unanimité. [...] des fois ça prend un petit peu plus de discussion pour faire comme "Bien t'sais c'est vraiment la décision la plus logique pour tout le monde" puis ça se résout là. (Mas)

Le comité mobilisation est, pour sa part, devenu un lieu d'organisation d'actions et d'événements à teneur davantage politique et culturelle. Boris souligne que par ce comité, les bénévoles « organisent des activités qui [n']ont pas nécessairement rapport avec la mécanique : participation à des manifs, même en organiser, des conférences, des cercles de lecture » (Boris). Pour Jean, qui a mis sur pied ce cercle de lecture prenant pour objet la pensée d'Ivan Illich, ces moments de recul symbolique face au travail d'atelier sont d'une importance capitale, puisqu'ils participent, selon lui-même, d'un processus réflexif permettant d'orienter l'action, d'y donner un sens pour les individus et le collectif, et d'envisager de nouvelles avenues à explorer :

C'est de baser nos actions sur des connaissances sur des bases théoriques, pouvoir informer, pouvoir discuter, pouvoir inventer. [...] C'est en s'informant qu'on peut avoir une réflexion sur ses actions, parce que faire des actions comme ça, ça devient vide, mais quand tu as une réflexion en arrière ça devient important. Ça devient global. [...] c'est pas juste remettre en question, c'est avoir une réflexion pour comprendre ce que tu veux faire et qu'est-ce que tu choisis de faire? Mais si t'as pas de réflexion, tu vas toujours répéter un peu tes actions, mais avoir une réflexion, c'est la base pour motiver puis après ça faire des actions. (Jean)

Ces soirées de conférences, dont l'intitulé en jeu de mot « soirées déchaînées » invite l'imaginaire à envisager un mouvement de remise en question et d'effervescence, ont vu plusieurs activités se réaliser au fil de la période de participation au milieu, tel que :

- Conférence sur l'histoire du vélo par un bénévole de l'atelier
- Conférence sur le cycloféminisme avec conférencière invitée
- Multiples projections de films dont les thèmes se rapportent au cyclisme et aux enjeux sociaux qui s'y articulent
- Impression, affichage et achat de matériel multimédia pour manifestations
- Organisation de cercles de lecture sur l'œuvre d'Ivan Illich

Par les ressources financières qui lui ont été dégagées lors de l'assemblée générale, le comité mobilisation est devenu un lieu où se rejoignent des bénévoles aux permanences d'atelier ainsi que des personnes impliquées dans d'autres groupes militants pour la mobilité active à Montréal⁷⁴, notamment pour l'organisation des Masses critiques lors de leur relance au printemps 2022.

Boris mentionne par ailleurs que d'autres projets se réalisent de manière spontanée, suivant l'initiative de quelques bénévoles, sans que cela s'inscrive dans un comité particulier. Par exemple, quelques bénévoles ont fabriqué une petite bibliothèque de *zines* portant sur différents thèmes liés aux vélos, aux ateliers communautaires, et aux enjeux sociaux qui se rapportent au cyclisme urbain⁷⁵ :

il y a aussi même des petits groupes de travail, encore plus petits que le groupe bénévole, quand les gens ils disent "ah il y aurait de quoi à faire, mais on veut pas le faire tout le monde ici". C'est vraiment affinitaire, ça apparaît puis ça reste quelques temps, jusqu'à temps que ce projet-là soit mené à terme. (Boris)

En comparaison à BQAM-E, le processus administratif au MEBG se déploie de manière davantage informelle, selon une temporalité qui ne tend pas à extraire des moments spécifiques qui y seront dédiés. Cette fluidité par laquelle prend forme le processus administratif est appréciée notamment par Daniel :

what I like about the bike garage here, is that, it's constantly changing. [Autre AVC montréalais] and all of those places change, but they got like a board of directors, it's a great organization, but they have a board of directors, so they have to really follow mandates and they have hours and they have meetings all the time (Daniel)

Les moments où l'ensemble des personnes impliquées dans le collectif se réunissent sont relativement rares, et lorsqu'ils se produisent, portent généralement peu sur les enjeux administratifs. Ainsi, alors que d'autres initiatives délimitent des espaces-temps pour s'intéresser aux façons de faire et aux modalités d'organisation des activités, de l'espace, des relations à l'interne, les bénévoles du MEBG réalisent ces activités en continu, au fil des conversations, des rencontres fortuites, ainsi que sur la plateforme de messagerie en ligne

⁷⁴ Les articulations entre les actions et les visées portées par des personnes impliquées dans diverses organisations et groupes militants à travers les ateliers communautaires et les relations interpersonnelles qui s'y nouent seront traitées en 5.4.7.2.

⁷⁵ Les thématiques des *zines* sont identifiées grâce à des collants posés sur différentes sections de la bibliothèque. On retrouve les sections suivantes : Le vélo comme véhicule de lutte féministe, le vélo écolo, le vélo comme outil de changement social, le vélo et sa mécanique, ainsi que le vélo dans tous ses autres aspects.

qu'utilisent les bénévoles. Tel que l'évoque Marie, les décisions portent largement sur des tâches concrètes, que ce soit l'achat de matériel, le rangement de l'espace, les publications sur les réseaux sociaux :

things we might discuss are like "ok, we're gonna put together a [fournisseur de pièces] order, anyone need something in particular for the shop?" or "Hey Daniel, do we have enough money in the till to buy an extra tool right now?" or Daniel might post like "hey we're a little short of rent, let's post on Facebook that we have t-shirts to sell", Jacob might post like "let's do a clean-up this weekend and see if we can organize the shop a bit", so those are the kinds of decisions that go on. (Marie)

Même dans les organisations où existent des structures organisationnelles davantage formelles (c'est-à-dire des assemblées générales, réunions du conseil d'administration ou des comités), une certaine part du processus décisionnel prend place dans les interstices restants entre ces structures, un espace comblé par l'informalité des relations interpersonnelles, par les « discussions de couloir » où se décident et se consolident les formes que seront amenées à prendre les actions. Or, la quasi-totalité du processus décisionnel dans un collectif comme le MEBG s'effectue – consciemment – de manière informelle :

Techniquement, on a pas de gouvernance à l'intérieur du collectif, chacun fait un peu ce qu'il veut, on se rencontre de manière... J'ai envie de dire que c'est souvent des coïncidences ou c'est souvent des rencontres dans le couloir "ah salut, t'es là!", "oui", "ah, faudrait qu'on prenne une décision là-dessus", "ok!" *rires* (Jacob)

Cette particularité du Mile End Bike Garage, soit de ne pas avoir de structure administrative formelle, affecte la temporalité sur laquelle se déploie non seulement le processus administratif, mais également les actions concrètes qui mettent en forme l'espace ou qui sont portées vers le travail mécanique en tant que tel. Tel qu'évoqué précédemment, le processus, qu'il soit nommé d'intendance, de gouvernance, ou décisionnel, est forcément mis en forme par les dispositifs réglementaires et les structures que des personnes ont mises sur pied antérieurement. Comme l'évoquait Daniel, le fait d'avoir peu de « structures » mises en place permet aux bénévoles d'agir suivant une temporalité comprimée. En fonction des projets, cette absence de complexité administrative permettrait aux gens de porter leurs idées à l'action directement, de manière apparemment assez spontanée, quitte à consulter leurs pairs lors de discussions informelles afin de mesurer si celles-ci sont bien fondées :

there's not a real strong kind of structure, people can come to the table with ideas and just kind of put it forward, I just, I proposed to some of the people that I volunteered with at the time, and they were just like "go for it", do you know what I mean? 'Cause they were just like, if it's going to make it better, great and so that's how it came to be. (Daniel)

Pour Daniel, cette façon de faire permet de mettre de l'avant des propositions et des actions qui améliorent l'initiative, sans alourdir « inutilement » par des procédures bureaucratiques chronophages le travail qui se fait dans l'atelier⁷⁶ :

somebody else made the idea of putting the bike to scale on the wall and putting the tools corresponding to each area is brilliant! And that wasn't like, we didn't have a big meeting, [...]. It didn't take, like, that specific thing didn't seem like a big deal [...]. We didn't have like a monthly meeting, we didn't have to do a vote, there was nothing bureaucratic about it, we just talked amongst ourselves a little bit, so there was a little bit of like a discussion, and then it just happened (Daniel)

C'est d'ailleurs ce qui pousse Jacob à dire que le processus décisionnel « est complètement *emphase* informel », ajoutant que le MEBG n'« est pas un collectif organisé », mais qu'il se situe plutôt « à la limite de l'anarchie » et qu'il « est très, très libertaire ». Néanmoins, cette vision ne semble pas entièrement partagée par l'ensemble des membres, puisque Daniel fait tout de même allusion à l'existence d'une « structure » qui apporterait une certaine stabilité au collectif :

we try to find sort of a balance, of like having a little bit of structure to maintain, to not be fully chaotic 'cause it doesn't work and it's not maintained, and I've seen that with so many anarchist groups and stuff. (Daniel)

Daniel semble utiliser le mot « structure » pour faire référence aux conventions établies au sein du groupe, tel que certains « rôles » endossés informellement par des membres du collectif, auxquels se sont associées des tâches. Soulignons que ces « rôles » n'existent pas concrètement, il s'agit en fait de rôles sociaux dans lesquels certaines personnes se sont retrouvées de manière fortuite, une réalité mise en exergue par la formule « *there's no positions, nobody's the manager* ». Par ailleurs, cette formule simple met en exergue le fonctionnement radicalement horizontal par lequel opère le MEBG où tout un chacun est libre de s'investir selon ses intérêts afin de contribuer au collectif.

Néanmoins, Daniel s'occupe largement de la planification financière, des dépôts, de payer le loyer, des rapports avec le gestionnaire d'étage, alors que Marie s'occupe généralement de coordonner l'horaire hebdomadaire, de le publier sur les réseaux et de placer la commande chez le fournisseur. Cette organisation

⁷⁶ De manière analogue à cette vision portée par Daniel, selon laquelle le « vrai travail » est celui qui se déploie sur le terrain, Jacob me partage une réflexion lors d'une séance d'atelier selon laquelle beaucoup de gens qui travailleraient dans le communautaire ne « comprendraient pas le communautaire », que certaines positions administratives dans ce milieu auraient des salaires trop élevés, ce qui contribuerait à détourner les fonds des fins auxquelles ils sont versés, et que la sur-institutionnalisation pourrait, à son avis, mener à un éloignement des problématiques concrètes.

minimale en termes d'administration laisse une grande place à l'improvisation, à la fluctuation des rôles en fonction des intérêts et des disponibilités des bénévoles, ainsi qu'à la consultation des pairs et au partage d'information en continu. Ainsi, sur la plateforme de messagerie électronique, les bénévoles s'informent des manques de pièces à combler et à commander chez le fournisseur. Certain·e·s se portent volontaire pour en faire le ramassage. D'autres demandent lors d'une soirée de permanence si un vélo identifié au nom d'un·e usager·e est disponible à la vente, on l'informe quelques minutes plus tard que cette personne n'a pas travaillé sur son projet depuis des mois et qu'il pourrait être vendu. D'autres encore planifient spontanément des balades à vélo, ou des soirées entre bénévoles pour passer du temps de socialisation ensemble, abstrait du travail mécanique ou autrement relié à l'atelier.

Comme l'atelier La Grande Roue était en période de relance lors de l'insertion terrain, la majorité des discussions de nature plus « administratives » prenaient place lors de rencontres ponctuelles entre les bénévoles, la directrice de l'OBNL, ainsi qu'occasionnellement d'autres salariés de l'organisme pouvant venir en support au projet d'atelier. À ses débuts, la mise en œuvre du projet se déployait entre quelques bénévoles impliqués – Mathieu, Marcelo, et moi-même – ainsi que la directrice de l'OBNL. Lors de notre première rencontre avec celle-ci, j'ai d'ailleurs été marqué par une apparente distance entre les objectifs portés par mes collègues d'atelier, et les considérations plus administratives qui animaient la directrice. Cette première rencontre portait d'ailleurs sur les modes d'action qu'allait privilégier ce « nouvel » atelier : Mathieu, un ancien bénévole de BQAM-E envisageait un fonctionnement analogue à celui qui est partagé par pratiquement l'ensemble des ateliers de vélo communautaire, soit des plages horaires les soirs de semaine où les gens peuvent venir faire de l'autoréparation de leurs vélos en étant épaulés par des bénévoles qui peuvent leur enseigner les rudiments de la mécanique portée sur ces objets. Les attentes de la directrice, lors de cette première rencontre étaient davantage portée sur la réalisation d'activités ponctuelles, capables de marquer l'esprit d'un conseil d'administration possiblement peu familier avec ce mode d'action « en continu ». Une phrase m'avait marqué lorsqu'elle s'était exclamée : « Moi, je dois présenter et justifier ça au CA la semaine prochaine, tu comprends? ». Un certain décalage semblait exister, du moins pour le moment entre ce sur quoi devait se porter l'attention des personnes impliquées dans cette relance d'atelier du côté « terrain » et du côté « administratif ». Cependant, au fil des rencontres, du temps et des activités qui prenaient place, un certain apprentissage du fonctionnement de l'atelier s'est fait, et l'adhésion à ce modèle de la part de l'administration s'est concrétisée. Éventuellement, des rencontres avec la responsable de la programmation de LCSM, une personne salariée chez l'organisme, ont permis d'établir certaines modalités d'accès et modes d'action : pour profiter de l'atelier, les gens allaient devoir être membres de l'organisme (carte obtenue au coût de 10\$, annuellement), et les bénévoles d'atelier tiendraient des permanences hebdomadaires en plus d'organiser des formations thématiques ponctuelles.

Le fait d'évoluer dans un organisme aussi structuré et institutionnalisé que LCSM, profitant d'un budget conséquent lui permettant d'embaucher plusieurs personnes salariées, impliquait également que des services pouvaient être obtenus assez rapidement, sans engendrer de frais pour l'atelier. Par exemple, une fois un nom d'atelier sélectionné, un employé chargé des communications et des éléments graphiques a pu créer un logo. D'ailleurs, ce nom fut le produit d'une collaboration avec des adolescents fréquentant la maison de jeunes située à l'étage du même édifice, un autre projet de LCSM. Cette activité remue-méninge avec des jeunes du quartier avait été organisée par Mathieu et Joanie, une bénévole s'étant jointe à l'initiative durant l'hiver 2021-2022. Cette initiative montre d'une part la volonté de faire de cet atelier une initiative ancrée dans sa communauté, reflétant la volonté des gens du quartier, mais aussi de quelle façon, matériellement, des démarches sont mises en place afin de créer des liens entre des humains à travers des structures appelées à remplir les besoins de cette même communauté. Elle illustre ainsi la boucle de rétroaction qui alimente l'initiative comme fait social construit par sa communauté, et de façon subséquente, construisant à son tour de nouvelles relations communautaires.

5.4.3 Modalités d'accès, principes d'inclusivité et déploiement d'un pouvoir collectif

Les principes d'inclusion et d'accessibilité sont partie prenante des activités que proposent les ateliers communautaires. Cela dit, l'accès aux espaces-temps de relations que représentent les ateliers est modulé en fonction de divers éléments, certains ayant été mis en place par les acteurs de ces initiatives, et certains résultant des configurations physiques et sociales dans lesquelles s'insèrent ces entités collectives. D'abord, les espaces physiques qu'occupent les ateliers impliquent que l'accessibilité dépend des infrastructures matérielles au sein desquelles elles se sont installées. Que ce soit à BQAM-E, au MEBG, ou à La Grande Roue, l'implantation de ces ateliers dans des structures physiques liées, ou non, à d'autres organisations ou institutions aux caractéristiques spécifiques, module différemment l'accès pour différentes populations.

À BQAM-E, par exemple, puisque l'atelier se situe à l'intérieur d'un pavillon d'une institution universitaire, certains bénévoles sont d'avis que certaines personnes pourraient ne pas se sentir bienvenues. Selon Boris, l'intégration physique dans un milieu institutionnel peut rendre l'accès plus difficile pour certaines populations qui seraient moins « désirées » par certains services, dont les services de sécurité :

À l'UQAM la sécurité nous bloque un peu *rires* Nous bloque un peu l'accès à nos services, mais c'est aussi vu que nous on offre le service gratuitement, ça peut intéresser du monde qui sont moins bienvenus à l'UQAM genre, qui sont plus dur à desservir, je pense. (Boris)

Boris fait ici allusion aux personnes itinérantes qui se feraient régulièrement expulser des pavillons universitaires lorsqu'ils y entreraient. L'iniquité dans l'accès à l'espace qu'engendre *a priori* des préjugés

portés à l'endroit de certaines personnes faisant l'objet d'une catégorisation sociale discriminatoire, et l'action d'exclure des personnes catégorisées comme « désirables » ou « indésirables » est décriée :

Pourquoi est-ce qu'un itinérant pourrait pas venir à BQAM-E pour réparer son vélo, t'sais? Parce que cette population-là utilise son vélo pour toutes sortes de raisons, pour déplacer ses biens, pour se déplacer elle-même puis même pour travailler, t'sais? [...]. J'ai l'impression qu'il y a un peu un blocage, que ces population-là, mettons, itinérantes qui ont des vélos, viennent pas bien, bien, même s'ils sont beaucoup autour, peut-être qu'ils le connaissent pas, mais clairement y'a comme un, peut-être un problème aussi institutionnel qu'ils se sentent pas bienvenus. (Boris)

BQAM-E, par sa proximité avec le centre-ville, mais aussi avec la Mission St. Micheal's qui était hébergée dans l'église Saint John l'évangéliste au coin de la rue Saint-Urbain et de l'avenue du Président-Kennedy⁷⁷, donnant sur la même cour intérieure, avait une certaine visibilité chez cette population. Malgré les barrières à l'accès, des personnes en situation d'itinérance ont utilisé l'atelier lors de soirées de permanences qui se sont données à l'observation participante. Les bénévoles les accompagnent au même titre qu'avec quiconque. Lors d'une permanence, je me souviens d'ailleurs d'une personne en situation d'itinérance qui découvrait l'atelier, qui manifestait son intérêt pour la manière dont le tout était organisé, et qui voulait en apprendre davantage sur le fonctionnement. Un bénévole l'accompagnait et répondait à ses nombreuses questions avec enthousiasme. Selon Daniel, le MEBG arrive également à rejoindre des personnes qui peuvent se retrouver dans des situations de grande précarité :

Yeah, there's no limitation, on who we have coming into the shop, [...] we do have people that maybe not necessarily are, are... are not homed, they don't have a home, but they're like on the border of not having a home, and they come in here and we try to find ways to be able to make it work (Daniel)

En outre, selon Camille, les barrières à l'accès pour ces populations mettent l'accent sur l'importance des activités ponctuelles qui se font en collaboration avec des organismes de soutien aux populations vulnérables, lors desquelles des bénévoles ont pu aller à la rencontre de personnes qui pourraient être découragées de fréquenter l'atelier.

Au MEBG, les infrastructures physiques au sein desquelles prend place l'atelier pourraient également limiter l'accès à certaines personnes. Or, cette limitation ne serait pas la résultante d'une dynamique sociale poussant certaines personnes à se sentir indésirables, ou par laquelle un groupe de personnes tendrait à exclure un autre groupe. Plutôt, l'existence du MEBG au deuxième étage d'un immeuble industriel, en haut

⁷⁷ En décembre 2022, cet organisme de charité a dû déplacer ses opérations dans une autre église du centre-ville dû à la dégradation du bâtiment de l'église *St. John the Evangelist*. (CBC News, 2023).

d'un escalier d'une quinzaine de marches, pourrait limiter l'accès à des personnes ayant diverses limitations physiques. Les bénévoles se désolaient d'ailleurs de ce fait et affirmaient désirer un local au rez-de-chaussée, d'une part pour augmenter la visibilité de l'initiative, mais aussi pour s'assurer que personne ne soit découragé de venir à l'atelier dû à des limitations physiques :

I think in an ideal world, the garage would not be on the second floor, I think ideally in a perfect world it would be more accessible to people who don't have accessibility, meaning people that are older or they ride a bike and their mobility isn't the greatest, or they don't have the muscle to be able to take it up the stairwell, to me it's a big disadvantage, and we've looked at other spaces, but it's hard, and we've talked about going to other community based organizations and being like "look, we don't need that much space, we have a tiny little like, closet of a room back there, all we need is that space somewhere else (Daniel)

BQAM-E et La Grande Roue ne connaissent pas les mêmes limitations puisqu'il existe des aménagements accessibles dans les édifices où elles se trouvent. À cet effet, une personne se déplaçant en fauteuil roulant s'est déjà présentée lors d'une permanence à BQAM-E afin de faire l'entretien d'une roue dont la construction était grandement similaire à celle d'une roue de vélo.

Outre ces aspects matériels, les ateliers mettent délibérément en place différentes modalités d'accès auxquelles doivent adhérer les personnes qui désirent les fréquenter. D'abord, les ateliers limitent l'accès à des plages horaires d'ouverture (bien qu'il soit possible d'observer une certaine flexibilité à cet égard dans les faits, particulièrement en ce qui a trait aux heures de fermeture). Les acteurs des ateliers peuvent, dans certains cas, moduler l'accès à certaines catégories de personnes lors de certaines plages horaires déterminées. Par exemple, BQAM-E est seulement accessible aux personnes qui ne s'identifient pas comme hommes cisgenres lors des soirées réservées au comité mixité choisie, ce qui prend place actuellement les mardis soir⁷⁸. Bien que le MEBG n'ait pas tenu de soirée réservée aux personnes qui ne s'identifiant pas comme hommes cisgenres lors de l'implication terrain, ce type d'activité avait lieu par le passé grâce à l'initiative d'un·e bénévole, une démarche qui avait été bien accueillie par le groupe selon Jacob. Outre ces soirées réservées, ce dernier affirme, à propos du MEBG, qu'à propos de « la question LGBTQ, on a toujours été inclusifs, on a toujours voulu que les gens viennent ». À cet effet, ce dernier a l'impression que de plus en plus de personnes de la communauté LGBTQ fréquentent le garage, apprécient leur expérience, et que leur inclusion passe plutôt par un accueil qui se veut uniformément respectueux :

⁷⁸ Une présentation plus approfondie des dynamiques propres aux soirées en mixité choisie à BQAM-E se retrouve dans la prochaine section.

On a de plus en plus de personnes LGBTQ qui viennent nous rendre visite et qui se sentent, on l'espère, bien dans le garage et qui obtiennent une aide dont ils ont besoin, et ça passe par une certaine neutralité, je veux dire, il faut savoir neutraliser le langage, on a pas à parler à personne comme un "bro", mais on a pas à parler à qui que ce soit comme un "bro" (Jacob)

Outre ces moments « réservés », les trois ateliers visent rendre l'espace accessible au plus grand nombre de personnes possible en diminuant les barrières à l'entrée, notamment les barrières financières. À BQAM-E, par exemple, tout un chacun peut fréquenter l'atelier, utiliser les outils et demander conseil aux bénévoles sans avoir à déboursier le moindre frais. De plus, les pièces usagées sont disponibles en contribution volontaire, ce qui implique qu'une personne ayant peu de moyens financiers et ayant besoin d'une pièce particulière pour réparer son vélo, peut en faire l'acquisition gratuitement.

Au MEBG, les usager·e·s sont encouragé·e·s à faire une « contribution volontaire » de cinq à dix dollars lorsqu'ils utilisent l'espace et les outils le temps d'une soirée, bien que celle-ci ne soit pas strictement nécessaire. Ce « coût » résulte de contraintes matérielles selon lesquelles l'atelier doit payer un loyer au propriétaire de l'immeuble pour occuper l'espace, doit avoir des fonds pour remplacer des outils, doit acheter des pièces et consommables, et ce, sans profiter d'une incorporation qui permettrait de profiter de financements externes. Selon Daniel, ce fonctionnement à partir de contributions volontaires permet d'en faire un espace qui, dans la réalité, tend davantage vers ses idéaux d'inclusivité :

I just saw how they created a community where people could just come and go, there was no age category specific, it wasn't like they were gearing towards anybody, there was people in and out of homelessness to get their bikes, and it was a sliding scale like, "look, we got to pay for bills so you have to pay to come in here and give a donation", but if you had somebody that came in that didn't have it, it slid, and you used your judgement in that case scenario and it just like... 'cause I think there's like this skewed idea of like, community, and maybe the DIY networks, where like people build something on their idea of what DIY or community is and it's not really that inclusive. You know what I mean, they pretend that it is, but it's not really that (Daniel)

À La Grande roue, un statut de membre à LCSM doit être obtenu au coût de dix dollars par année pour profiter de l'atelier. Ce faible coût donne également accès aux autres services et activités offerts par l'organisme. Il a été mis en place suite à la période d'insertion en observation participante, mais faisait l'objet de discussions entre les bénévoles et les administrateurs de l'organisme lors de cette période. Durant la période transitoire de réouverture, l'atelier était accessible gratuitement à tous et toutes, comme l'évoque Marcelo : « Seulement qu'ils aient un vélo et de la patience, on demandait pas qu'ils habitent le quartier, non. Le monde arrivaient en vélo et on faisait ce qu'on pouvait. [...] on ne demandait rien, ni argent, ni données de la personne. » (Diego)

Tel qu'évoqué précédemment, le MEBG avait mis fin aux abonnements annuels lors de la période pandémique, puisque le public n'avait pas accès à l'atelier. Cette pratique n'a pas été remise en place lors de la reprise des activités. À BQAM-E, bien que de nouveaux abonnements n'aient pas été acceptés lors des périodes de fermeture, la pratique a été maintenue, et les abonnements actifs ont été allongés d'un an à partir de la réouverture dans le but de compenser les délais de fermeture. Le statut de membre à BQAM-E s'obtient automatiquement pour les bénévoles et les étudiant·e·s de l'UQAM qui maintiennent leur cotisation semestrielle d'un dollar, une entente avec le CEGEP du Vieux Montréal octroie ce statut aux étudiant·e·s de cette institution, et le reste des membres du public peuvent en faire l'acquisition au coût de 20 dollars par année. Comme l'explique Camille, le statut de membre n'est pas nécessaire pour accéder à l'atelier, mais donne accès à des formations thématiques qui sont offertes ponctuellement, ainsi qu'au placement de commandes à partir du catalogue de pièces du fournisseur de l'atelier :

Tout le monde a accès à l'atelier, membre ou non-membre. Les non-membre, par contre, ne peuvent pas faire de commandes de pièces matérielles, ou ne peuvent pas assister aux formations qu'on donne, donc c'est des privilèges en moins, [...] dès que t'es membre, ça t'ouvre des petits bonus en plus qui sont intéressants (Camille)

L'accès aux ateliers et la participation à leurs activités et structures est réfléchi en fonction de principes d'inclusivité, c'est-à-dire que l'espace est aussi réfléchi en tant qu'entité sociale où entrent en relations des personnes selon des modalités qui visent à réduire le plus possible les barrières à l'entrée. Comme le dit Marie à propos du MEBG : « *it's always been a space that people feel welcome in, I hope, and it's really really, really important to me, and I'm sure that it is to other volunteers, that it is a space that everyone needs to feel included* ». Que ce soit moi ou un·e collègue qui accueillait de nouvelles personnes, parfois non-initiées au fonctionnement des ateliers communautaires, il m'a été donné de ressentir une certaine gêne chez celles-ci, ce qui apparaissait comme important de limiter par un accueil chaleureux, dans le but que la personne se sente bienvenue dans l'espace.

La sensibilité aux besoins et à l'approche privilégiée pour les rencontrer se fait sur une base individuelle, les bénévoles étant d'ailleurs attentifs aux signes qui laisseraient croire qu'une personne ait besoin d'être accueillie plus individuellement, selon Boris et Mas. Une fois les questionnements initiaux sur le fonctionnement général des AVC écartés, les bénévoles portent leur attention aux besoins particuliers de chaque usager·e·s (dans la mesure du possible, en fonction de l'achalandage) en posant à leur tour des questions ayant pour objectif de mesurer leur niveau d'aisance en mécanique, d'en apprendre davantage sur la nature de leurs besoins en accompagnement ainsi que sur la nature des réparations visées :

C'est quoi l'expérience de la personne avec les vélos? C'est tu comme, "Ah, bien t'as jamais touché à un outil de réparation" ou comme "Ah tu sais déjà patenter des choses, puis on aurait besoin de répondre à tes questions plus qu'autre chose." (Mas)

Pour Mas, la création d'une relation basée sur l'écoute, l'attention et la compréhension réelle des besoins et attentes de la personne permet d'entrer dans une relation pédagogique qui saura être enrichissante plutôt qu'exaspérante, et contribuera par ailleurs à l'efficacité du processus de réparation :

C'est important que la personne se sente écoutée sur c'est quoi les problèmes sur son vélo, on est pas là pour émettre un diagnostic puis faire fi de ce que la personne est en train de nous dire [...]. De un, c'est inefficace, puis de deux, c'est vraiment très désagréable. Donc, vraiment être à l'écoute des problèmes puis des besoins de la personne, puis quand la personne a exprimé tout ça, on peut essayer d'établir c'est quoi qui peut être fait t'sais (Mas)

Ce souci porté aux autres, que ce soit dans leur accueil, dans la reconnaissance de leur individualité, de leurs désirs, de leurs insécurités, des contraintes avec lesquelles ils doivent composer pourrait, selon Mas, contribuer à créer un contexte favorable au respect mutuel et aux échanges cordiaux :

Il y a beaucoup d'attention qui est mis à comment recevoir les gens, puis ça se transmet aussi à comment les gens vont se conduire avec les bénévoles après. Puis là, j'ai vraiment l'impression que vu que les gens se font traiter avec attention et considération, bien, ça laisse pas tant place à avoir des comportements inappropriés, [c'est] mon espoir *rires*. Puis mon impression, c'est que si les gens se sentent vraiment respectés puis écoutés bien comme, ça laisse beaucoup moins place à la frustration puis [à] des débordements (Mas)

De plus, par l'accueil des personnes, une certaine prise en charge peut avoir lieu, non seulement en ce qui a trait aux besoins mécaniques, mais aussi à la façon dont la participation d'un·e usager·e à l'atelier puisse s'insérer dans sa vie de manière holistique, de façon à ce que celle-ci n'engendre pas d'impacts négatifs non anticipés. Une attention particulière est portée à la nature des réparations envisagées, à la durée des tâches engendrée par celles-ci (en fonction du niveau d'aisance mécanique de la personne), ainsi qu'aux contraintes temporelles dont fait l'expérience cette personne en ce qu'elles limitent le temps qu'elle peut consacrer à ses réparations. Selon Boris, les néophytes en mécanique n'auraient pas nécessairement l'expérience leur permettant d'évaluer le temps nécessaire à réaliser telle ou telle réparation, alors que certaines d'entre elles peuvent être particulièrement laborieuses et chronophages. Mas ajoute que la prise en compte de cette dimension temporelle se rapporte à une notion de respect, autant pour soi et de ses besoins, que pour autrui et des leurs :

C'est aussi important de prendre en compte combien de temps ça va nous prendre parce que les horaires de fermeture, c'est aussi important pour le respect de sa propre personne de les respecter, t'sais. C'est aussi important qu'on puisse être capables de rentrer chez nous puis de se reposer, mais c'est aussi important que les gens puissent rentrer de façon sécuritaire chez eux s'ils arrivent avec leur vélo qui est un peu abîmé, bien comme, faut pas non plus s'engager dans quelque chose qui est trop majeur, puis la

comme "Ah bien ton vélo est plus roulant!", mais, t'sais, y'étais *kind of* roulant avant, c'est comme...
tsk! (Mas)

Le souci porté au bien être des usager·e·s dépasse ainsi l'ici-maintenant où prennent place les activités pédagogiques et mécaniques puisque les bénévoles portent une attention particulière à l'aspect sécuritaire du dispositif duquel celles et ceux-ci se saisissent. Jacob avait partagé plus tôt l'importance qu'il accorde à l'éducation relative à la sécurité à vélos, que ce soit en lien avec l'aspect mécanique de ces dispositifs techniques ou en tant que moyens de mobilité devant négocier, avec autrui, l'espace public de la ville. Marie affirme également porter une attention particulière aux opérations réalisées par les usager·e·s afin que l'aspect sécuritaire ne soit pas négligé, tout en restant dans une posture non contraignante d'accompagnatrice : *I do want to make sure that people are safe, you know, there would be some hack jobs that people would try, where I would say "Hey, I think that's a bad idea, umm, don't say I didn't warn you"*
laughs (Marie)

Loin d'être de simples clients, les personnes qui viennent effectuer leurs réparations sont reconnues comme des personnes à part entière, dont les particularités ne peuvent être écartées de la relation pédagogique. À l'image d'un·e professeur·e qui encouragerait ses étudiant·e·s à poursuivre leurs efforts vers leur réussite académique, les bénévoles des ateliers prennent acte des potentiels sentiments de vulnérabilité que peuvent ressentir les usager·e·s lorsqu'ils sont mis à l'épreuve devant des problèmes mécaniques avec lesquels ils ne sont pas familier·e·s, et s'investissent dans la relation en leur prodiguant des encouragements :

Après ça pendant l'atelier, bien y'a quand même beaucoup de travail, de... je dirais pas du travail social, mais, des fois tu aides les gens même pas nécessairement à ce qu'ils comprennent comment réparer un truc, mais aussi qu'ils se sentent bien [...] Y'a beaucoup de monde qui ont besoin de se sentir en confiance, je pense. Souvent tu sens l'incertitude, genre "Ah ça je peux-tu faire ça?", "tu peux le faire"
rires. Fait qu'il y a quand même beaucoup de travail là-dessus (Boris)

Bien qu'il souligne que « travail social » n'était pas le mot exact qu'il souhaitait utiliser, le fait qu'il s'agisse du terme qui vint à l'esprit de Boris lors de notre entrevue illustre malgré tout à quel point la dimension humaine joue une place d'importance dans les activités des ateliers communautaires. Un exemple récurrent de ce type de situation prend place lorsqu'une personne s'affaire pour la première fois à aligner une roue. En soi, l'opération est d'une relative simplicité. Il ne s'agit que de tourner des écrous pour régler la tension sur les rayons. Or, le contexte dans lequel cette opération se fait et les principes par lesquels une roue de vélo se tient droite sous tension peuvent, eux, ne pas être intuitifs. Au départ, plusieurs personnes doutent qu'elles puissent arriver à le faire, mais les bénévoles en viennent rapidement aux encouragements, et souvent, si le temps le permet (il s'agit d'une opération minutieuse qui peut requérir un temps considérable), les usager·e·s se mettent au travail. Les bénévoles expliquent alors le procédé et la façon d'appliquer le

geste aux outils, en prenant soin de répéter plusieurs fois les instructions. Les personnes sont alors laissées quelques temps à elles-mêmes. Parfois ce sont elles qui interpellent un bénévole pour s'assurer qu'elles appliquent la théorie correctement, et parfois, souvent, ce sont les bénévoles qui, après avoir été vers d'autres personnes pour s'assurer que tout allait bien, reviennent et font de même avec celle-ci.

Sur ce dernier point, plusieurs personnes pourraient se sentir intimidées à l'idée de fréquenter les ateliers communautaires de vélo du fait de ne pas se sentir compétent·e·s en mécanique selon les participant·e·s. Lors des permanences, il n'était pas rare qu'une personne se présente pour la première fois à un atelier, sourire nerveux aux lèvres, fébrilité dans la voix, indiquant qu'il s'agissait de la première fois qu'elle allait toucher à un vélo pour en faire l'entretien ou pour procéder à des réparations, et qu'elle n'y connaissait rien. La réponse des bénévoles était toujours très similaire, soulignant qu'il n'y a nul besoin de connaître quoi que ce soit à la mécanique pour venir travailler à l'atelier, que toutes et tous sont ici pour apprendre et s'entraider, et que des bénévoles sont là pour épauler tout au long du processus. Pour Marie, c'est cette volonté de faire sentir à autrui ce sentiment d'être bienvenue et encouragée à apprendre qui l'anime et qui la pousse à vouloir faire de l'atelier une expérience positive pour les usager·e·s : « *what I hope for the garage is that when people, clients come, they feel the same sense of feeling welcomed and encouraged to learn and not looked down upon for their lack of knowledge* » (Marie)

Pour Mas, il s'agit de trouver l'approche pédagogique qui conviendra le mieux à une personne donnée afin que son expérience soit la moins anxiogène et la plus enrichissante possible, parfois en ayant un suivi un peu plus serré :

Après y'a toujours des personnes qui se sentent vraiment insécures puis qui sont comme "Ah bien j'aimerais vraiment mieux le faire avec toi", [...]. Des fois ça les rassure, puis des fois, ça prend aussi d'identifier c'est quoi qui rend la personne plus confortable aussi, on peut pas juste pitcher les gens en leur disant "Ah bien tu fais ça puis ça puis ça puis ça", y'a des gens que ça rend vraiment très insécures. (Mas)

Les bénévoles peuvent devenir une figure de référence qui, par l'accompagnement et les conseils qu'ils prodiguent, peuvent rassurer certaines personnes dans le processus d'apprentissage de nouvelles compétences. Pour Marie, il est important de faire de l'atelier un « *welcoming, open space* », ce qui se traduit pour elle dans l'adoption d'une posture où il s'agit d'épauler les usager·e·s, d'être à l'écoute de leurs besoins, tout en laissant la place à l'exploration :

I want to give them a chance to go at it themselves and let them come to me if they need help, but then also be aware that not everyone is comfortable approaching you and asking for help, so trying to keep an eye on them and like if they're standing there not actively doing stuff, maybe they need intervention
laughs (Marie)

Plutôt que de masquer un « manque » de connaissances, les usager·e·s sont encouragé·e·s à poser des questions, peu importe qu'il s'agisse d'une question « avancée ou rudimentaire ». Jacob croit d'ailleurs que l'aspect communautaire de ces initiatives incite à abaisser les barrières et inciter les gens à poser leurs questions :

Je pense que dans les associations comme la nôtre, [...], les gens trouvent plus de sentiment de communauté et ont moins peur de poser des questions. Les gens peuvent avoir peur de poser des questions en boutique, nous on leur dit "Posez des questions, posez les questions les plus bêtes, y'a pas de mauvaises questions (Jacob)

Cette façon de concevoir l'inclusion en mécanique ne se limite pas aux usager·e·s qui viennent réparer leurs vélos. Daniel ajoute qu'à ses yeux, il s'agit en quelque sorte d'une règle que de ne décourager personne à devenir bénévole par manque de connaissances ou compétences mécaniques :

Another sort of like, I guess, rule that stuck throughout is, we never discourage people that are interested in becoming volunteers because of a level of knowledge, never happens, it doesn't matter. 'Cause if it takes them a year and a half to be able to get to a point where they feel comfortable enough to potentially do a volunteer session on their own, that's fine. It's another person that's part of the community that's wanting to be involved, [...], and so that's like a really important part, is making sure that we can facilitate that anybody be able to be a part of it, [...], that is important to all of us, like it's making sure we have as many people (Daniel)

D'une part, cela serait contre-productif, puisque ce type d'initiative collective ne reposerait pas que sur un type de travail, mais bien sur l'amalgame de différentes formes d'implications permettant à l'initiative de remplir différents objectifs et de rejoindre son public. À cet effet, l'accueil de personnes qui veulent s'impliquer autrement que par la mécanique se fait avec enthousiasme, comme le souligne Daniel :

They're like "I don't know if I really want to do the mechanic part, but I'm really good at organizing events outside of this". Great! Another part of the community that's part of the space that's gonna allow for it to grow and expand (Daniel)

Ce type de trajectoire d'intégration s'est notamment donné à être observé de nombreuses fois, particulièrement à BQAM-E, où des personnes se sont intégrées directement à des groupes de travail de comités, ou même directement en se faisant élire sur le CA pour contribuer d'une autre manière que par le travail mécanique. Ensuite, un « rejet » des personnes voulant s'impliquer sans avoir un certain bagage de connaissances techniques irait à l'encontre des principes de pédagogie communautaire qui animent les ateliers de vélo communautaires, et qui sont le moteur par lesquels elles réussissent à se maintenir dans le temps et à se reproduire. En effet, la très grande majorité des mécanicien·ne·s bénévoles œuvrant dans les ateliers ont soit appris en fréquentant eux-mêmes les ateliers en tant qu'usager·e·s, soit en venant

simplement s'impliquer comme bénévoles et en apprenant au fur et à mesure, en posant des questions à leurs pairs (usager·e·s inclus·e·s), en allant s'informer sur internet ou dans des livres.

Pour Camille, les principes d'inclusivité traversent l'ensemble des actions qui prennent place là où elle s'implique :

En fait, c'est une toile de fond de BQAM-E, de vraiment, que c'est un atelier ouvert à toutes et tous, un atelier inclusif qui se veut aussi un espace sécuritaire, [...] je pense que personne a la volonté d'aller à l'encontre de ça, puis très sincèrement si on avait quelqu'un qui allait contre ce principe-là, il serait pas à BQAM-E (Camille)

Elle évoque par ailleurs que l'accès aux infrastructures et à ces espaces-temps de relation soit corollaire d'un respect des règlements adoptés collectivement. Tel qu'expliqué précédemment, ceux-ci portent largement sur le savoir-être et le respect d'autrui. Lorsque ces règlements sont enfreints, que ce soit de manière répétée, ou dû à la gravité de l'acte perpétré, l'accès aux lieux peut être révoqué. Ce principe est également partagé par la communauté du MEBG, ce que Marie rappelle clairement en déclarant que l'atelier est : « *an inclusive place, that's not negotiable, everyone is on the same page about that [...] there's no rule that's written down, but if people are making others uncomfortable in anyway, that's gonna be unacceptable, so that's the rule *laughs** » (Marie).

Les ateliers à l'étude mettent ainsi en pratique un principe d'inclusivité *radicale*, en ce sens qu'ils tentent de prendre en compte le plus de facteurs possible, et qu'adhérer et appliquer en action les principes sous-jacents de respect d'autrui dans leur « intégrité physique et psychologique » (Mas) fondent une condition *sine qua non* à la participation. Cette interdépendance entre l'adhésion aux normes d'interaction et l'accès est résumée simplement par Boris qui affirme que « le service de BQAM-E est libre, gratuit, mais [qu']il se donne à condition de respecter les bénévoles ». Lorsqu'un·e usager·e manque de respect à autrui, l'expulsion devient une conséquence possible, ce qui n'est pas sans précédent :

on a eu à deux reprises, une personne qui a eu un comportement déplacé vis-à-vis d'un de nos volontaires pour quelque chose qui pourrait être conçu comme du sexisme. Ça arrive normalement avec des personnes [...] qui perdent le rapport à la notion d'association et qui veulent juste un service, et dans ces cas-là on les envoie directe à l'extérieur du garage (Jean)

Dans certains cas, la notion de responsabilité quant au « non-respect » de ces normes interactionnelles peut cependant être ambiguë, notamment avec des personnes faisant face à des troubles de santé mentale susceptibles d'affecter leur comportement, et, conséquemment, leur entourage immédiat. Dans certaines situations, la prise d'un moment de recul, de réflexion et de discussion est privilégiée afin de déterminer

une approche convenable pour l'ensemble des personnes concernées, comme cela a pu se faire au MEBG notamment :

you know we ran into some problems here and there with some people that came into the space, [...] people that were dealing with mental illness and we tried to facilitate that and you know there was this one time where it got to be, not dangerous, but they weren't doing well, and so we had to facilitate and make sure that everybody was safe and we tried to do that with a group setting and talking with them.
(Daniel)

Dans certains cas, les bénévoles peuvent se sentir au dépourvu lorsque les solutions qui seraient appelées à être mises en place font partie du champ de compétence des travailleuses et travailleurs sociaux plutôt que de celui des mécaniciens-pédagogues-populaires. Les principes d'inclusivité peuvent ainsi trouver une limite fonctionnelle lorsqu'ils se butent aux ressources limitées des collectifs en lien avec la gestion de situations de crise de santé mentale : « C'est déjà arrivé même que, du monde qui viennent en situation de maladie, puis il va pas nécessairement avoir un affrontement, mais le service est un peu interrompu parce qu'on est pas capables mettons de faire du travail social. » (Boris)

Les personnes qui s'impliquent dans les ateliers font également partie et ont été socialisés dans une société où existent et se reproduisent des systèmes de domination. Les ateliers, en tant qu'entités collectives – bien qu'ils aient adhéré des principes d'inclusivité et aient pu adopter des règlements qui encadrent dans un certain sens les interactions – ne sont pas immunisés à ce que des personnes qui œuvrent en leur sein aient des propos ou commettent des gestes qui contribuent à reproduire ces systèmes de domination. Les participant·e·s aux entrevues ont insisté sur le fait que les principes d'inclusivité qui traversent leurs initiatives sont « non-négociables » (Marie) et priment ainsi sur l'ancienneté, les liens, les connaissances techniques ou le statut :

*I don't care if anyone has the best mechanics skills, if they're gonna make anybody feel unwelcomed in the shop, then they're not in the right place, and thankfully we haven't had to bring that up with, like it hasn't come up in my time thankfully *laughs* That would be an uncomfortable conversation to have, but sometimes you have to go outside of your comfort zone to make sure you have the space you want.*
(Marie)

Tel qu'y fait allusion Marie, en l'absence de structures hiérarchiques rigides ou le pouvoir s'exerce de manière verticale, la gestion des conflits peut être plus informelle et demande soit un dialogue entre les acteur·rice·s concernés, soit une discussion plus large entre les membres du collectif afin d'arriver à une résolution. Si des bénévoles ont des comportements problématiques, plusieurs efforts en résolution de conflit sont généralement déployés avant d'en arriver à des mesures plus drastiques, telles que l'exclusion. D'autres ont d'ailleurs souligné en entrevue la difficulté à faire face, ou à encadrer les situations où une

personne a été victime de préjudice, ou dit avoir été victime de préjudice, du fait des ressources limitées avec lesquelles composent généralement les ateliers. À BQAM-E et au MEBG, puisqu'il s'agit d'initiatives administrées par des bénévoles, « c'est aux bénévoles de porter cette charge » (Camille) relative aux mesures disciplinaires qui pourraient devoir être appliquées. Selon Mas, cette situation selon laquelle des personnes, d'égaux à égaux, entrent dans un rapport de force peut devenir problématique, en ce sens que les règlements et principes établis au sein des ateliers collectifs ne sont pas des énoncés performatifs; pour prendre effet dans le monde vécu, ils doivent s'accompagner d'actions qui visent à les faire respecter :

Ça amène une certaine forme de complexité, parce que si y'a jamais de conséquence à ces comportements-là, ça a beau à être marqué sur le papier que c'est interdit, bien là y'a personne pour te chicaner quand tu le fais, bien t'sais, tu vas le faire quand même là [...], y'a aucune réprimande qui arrive après, alors pourquoi les gens seraient forcés de changer leurs comportements puis de faire un effort pour changer leurs mentalités? (Mas)

Ainsi, la gestion de ces situations peut impliquer d'avoir à dialoguer avec des personnes qui ont des visions différentes en ce qui a trait aux comportements ou aux propos qui peuvent être acceptables socialement. À cet effet, Mas souligne qu'il peut être difficile de devoir négocier avec des personnes qui « ont peut-être pas la même définition [du] respect psychologique des gens ». De plus, l'administration de ce type de problématiques implique un investissement de temps et d'énergie, une charge qui, selon Mas, serait dévolue de manière disproportionnée aux personnes étant déjà affectées par ces systèmes d'oppression, ce qui peut mener à un sentiment de surmenage et, à terme, de ras-le-bol :

Il faut avoir le temps de donner du temps à ces enjeux-là, puis de la disponibilité mentale, parce qu'on te rajoute une charge mentale alors que t'essaye de faire les choses bien puis de rendre l'espace sécuritaire pour d'autres personnes, comme, c'est un processus un peu complexe de demander aux personnes qui vivent déjà des oppressions de s'organiser, de mettre en place un système pour faire la gestion des gens qui oppriment les autres. On ajoute constamment une charge supplémentaire, puis dans les faits, c'est déjà une charge que tu vis au quotidien. Là il faut aussi que tu prennes de ton temps bénévolement pour rajouter ça. C'est de l'estrie de marde *rires* (Mas)

De plus, bien qu'il n'y ait pas de personnes clairement identifiées pour prendre charge de ce que le langage managérial qualifierait des problèmes de « ressources humaines », les membres des collectifs en question semblent s'organiser de manière « organique » pour que les situations jugées sérieuses soient prises en main. Au MEBG, par exemple, lors d'une période antérieure au terrain de recherche, deux bénévoles ont pris en charge une part importante des activités après que des discussions collectives se soient soldées dans le départ d'anciens bénévoles. Cette situation a été invitée du fait que leurs agissements « ne correspondaient plus avec la mission qu'[ils] s'étaient donnés » (Jacob). Bien que Jacob souligne que son implication relève d'une volonté de le faire « pour le plaisir », il reconnaît que ce genre de situations conflictuelles « occasionne beaucoup de stress ». Ainsi, malgré leurs ressources limitées, les acteur·rice·s prennent acte du fait que des

situations socialement problématiques se soient déjà produites et risque de se reproduire dans le futur puisque leurs initiatives n'évoluent pas en vase clos.

À BQAM-E, il revient ultimement au CA de cet atelier de faire respecter les règlements de l'organisme, et d'appliquer les sanctions, lorsque des personnes les enfreignent d'une manière qui peut poser préjudice à autrui ou à l'organisme. Une rencontre extraordinaire du CA a d'ailleurs dû avoir lieu lors de la période d'observation lorsqu'une personne déposa une plainte formelle au conseil à l'encontre d'un bénévole qui aurait eu un comportement déplacé à l'endroit d'une usagère. Celle-ci aurait quitté l'atelier en larmes, ne se sentant pas à l'aise de rester pour réaliser les travaux pour lesquels elle était venue. Lors de cette rencontre extraordinaire, trois personnes ont été invitées à témoigner : le bénévole ciblé par la plainte, une personne bénévole ayant été témoin de la situation et une autre personne bénévole ayant reçu la plainte. De longues discussions faisant objet de maintes considérations s'en sont suivies : des membres du CA insistèrent sur l'importance de faire de l'atelier un lieu sécuritaire et sur la responsabilité du CA à cet égard. Il a également été question de maintenir l'image de l'atelier comme un lieu inclusif que toutes et tous peuvent se sentir à l'aise de fréquenter, dont la personne qui s'est sentie lésée lors de cette visite. Trouver une réponse de juste mesure face aux événements, tout en abordant la situation dans une perspective de justice réparatrice plutôt que punitive, ont représenté deux éléments clefs des réflexions portées par les bénévoles du CA. Puisqu'il ne s'agissait pas de la première plainte à l'endroit de la personne visée, et que les propos ou comportements offensants étaient répétés à l'égard de femmes, le CA statua pour une suspension de trois mois avec réintégration aux activités de l'organisme conditionnelle à la poursuite d'un cours en communication non violente. Cette situation réactiva le développement, par des bénévoles, d'un comité en équité, diversité et inclusion (EDI) afin d'aborder les enjeux relatifs à l'inclusion, aux savoirs-être, et aux procédures relatives aux plaintes touchant aux incivilités ou comportements et propos qui pourraient porter préjudice⁷⁹.

5.4.3.1 Rapports sociaux de sexe et création d'un « *safer-space* »

En me racontant l'histoire du MEBG, Daniel me confie qu'à une certaine époque, bien qu'ils se réunissaient dans une ambiance décontractée et ouverte, les personnes qui animaient l'atelier constituaient selon lui « *kind of a boys club* ». Jacob, de manière tout à fait analogue, emploie l'expression « groupe de *dudes* » pour décrire cette réalité qui avait pris place, sans pourtant avoir été orchestrée par quelque volonté concertée, car bien que l'atelier ait été mis sur pied sous l'impulsion de deux femmes, éventuellement, le collectif se

⁷⁹ Selon Mas, la volonté de mettre sur pied un comité Équité, diversité, inclusion à BQAM-E datait de plusieurs années, mais l'avancement des travaux a été mis à mal par la période pandémique.

serait transformé. Aujourd’hui, il se réjouit de la plus grande diversité que connaît la composition démographique du collectif d’atelier grâce à l’achalandage de femmes et de personnes ne s’identifiant pas parmi les catégories du système d’assignation sexuelle binaire dominant :

Ça a changé beaucoup, beaucoup plus féminisé qu’auparavant. Ça c’est une super chose, on était à une fille de temps en temps, puis on est rendus à plusieurs femmes qui viennent nous voir par semaine. On avait des personnes qui avaient pas envie de venir parce qu’on était connus comme un groupe de *dudes*, et c’était pas notre objectif, c’était juste, bien on est des *dudes* à la base... (Jacob)

BQAM-E collige des données démographiques relatives à l’achalandage de l’atelier en demandant aux usager·e·s de saisir certaines informations sur une feuille située à l’entrée au moment de leur arrivée. Ces données produites par auto-déclaration présentent néanmoins un faible niveau de fiabilité dû au fait que peu de personnes saisissent leurs données à l’entrée et se dirigent directement vers les postes de travail. Néanmoins, Boris me partage certaines données en entrevue, soulignant que « depuis l’ouverture en 2021, il y a eu 113 personnes qui [n’]ont pas dit leur genre, 134 qui se sont dits femme, 142 hommes, puis 30 personnes non binaires » (Boris). Selon ces données, si l’on écarte les réponses manquantes, l’atelier serait fréquenté dans une proportion similaire par des hommes et des femmes, ainsi que dans une proportion d’environ 10% par des personnes non-binaires. De plus, toujours selon Boris, les mécanicien·ne·s de l’atelier communautaire représenteraient un groupe plus diversifié en termes des identités sexuelles que ce qui pourrait se donner à être observé dans des ateliers commerciaux : « je dirais, de mon expérience dans les bike shops, à une exception près que je connais, c’est plus diversifié chez les bénévoles, versus mettons les gens qui travaillent dans des bike shops, les techniciens et techniciennes, mais surtout techniciens » (Boris).

Bien que plusieurs femmes et personnes non-binaires soient impliquées en tant que bénévoles dans les initiatives à l’étude, celles-ci restent, selon les situations qui se sont données à être observées, dans une situation de représentation minoritaire. Par exemple, au MEBG, deux femmes étaient présentes sur environ une quinzaine de bénévoles vers la fin de la période d’insertion. À La Grande Roue, une femme s’est jointe à l’initiative alors animée par quatre hommes peu de temps avant notre départ. À BQAM-E, lors des réunions de comités qui se sont données aux observations, les personnes non-hommes-cis représentaient entre 10 et 35% des personnes présentes. Le CA de l’organisme faisait toutefois figure d’exception en ayant une représentation paritaire entre les hommes et les femmes.

Selon Boris, ces problèmes de représentations peuvent, dans certains cas, se conjuguer avec la manifestation de comportements ou d’attitudes sexistes de la part de bénévoles hommes s’adressant à des usagères de l’atelier, ce qu’il interprète comme étant une manifestation au sein de l’initiative de tendances sociétales qui en dépassent les murs :

la mécanique c'est un milieu qui reflète plein de problèmes plus larges dans notre société, mais qui est même propre à la mécanique genre, c'est souvent macho, puis des problèmes de représentation chez les bénévoles, t'sais, il y avait plus de gars, même juste des gars des fois, puis leur attitude était pas tout le temps, bien, juste et égale ou équitable, dépendant si t'es une femme ou un homme tu vas être servi pareil, puis j'ai entendu plusieurs fois au courant de mon engagement bénévole à BQAM-E, des femmes me disais "t'sais je veux plus y aller parce que je me suis senti comme de la merde à cause de tel bénévole qui a agis de telle manière" (Boris)

D'ailleurs, lors des entrevues, plusieurs personnes – des femmes, mais pas seulement – ont signifié avoir vécu des expériences négatives en ayant fréquenté pour la première fois un atelier communautaire. Or, des deux personnes qui ont été catégorisées femmes⁸⁰ lors de leur première expérience d'atelier communautaire, la cause de leur malaise était la même : elles avaient été écartées du processus de réparation par un bénévole homme dévaluant leurs capacités, et court-circuitant par le fait même le processus pédagogique auquel elles avaient souscrit en fréquentant l'atelier. Pour Camille, une première expérience dans un atelier en France l'a poussé à vouloir fréquenter davantage de créneaux où elle savait qu'il y aurait des femmes parmi les bénévoles afin de s'assurer de pouvoir faire elle-même les opérations mécaniques et ainsi pouvoir apprendre, déclarant à la volée : « ça me fait chier qu'on le fait pour moi en fait! *rires* ». Pour sa part, Mas explique que l'expérience qu'il a vécue a été choquante par le manque de considération de la part du bénévole pour le rôle actif que doivent jouer les usager·e·s dans le processus mécanique et pédagogique, peu importe l'identité de la personne :

On est arrivés, puis on a exprimé le fait qu'on avait des problèmes sur notre vélo, mais qu'on était pas capables d'identifier c'était quoi. On a... comment dire? On s'est vraiment senti mis de côté, "ah, vous savez rien, ah vous êtes des petites filles", [...] par des hommes qui semblaient avoir beaucoup d'autorité dans l'espace, [...] puis on s'est pas senties accompagnées dans notre apprentissage [...] malgré que ce soit dans les valeurs de la place, d'encourager l'apprentissage des gens (Mas)

Cette mise à l'écart a été interprétée par Mas comme résultant d'une attitude sexiste selon laquelle les personnes catégorisées comme femmes ne se verraient pas reconnaître les capacités nécessaires pour s'investir pleinement dans un processus technique de réparation mécanique, une activité associée par biais discriminatoires à une certaine représentation de la « masculinité ». Évidemment, cette dévalorisation des savoir-faire et des compétences techniques des personnes catégorisées femmes de la part de bénévoles qui associent implicitement ces tâches au sexe masculin peuvent susciter des frustrations :

⁸⁰ Nous utilisons ici l'expression « catégorisées femmes » afin de souligner le processus social d'assignation identitaire pouvant prendre place de façon automatique et auxquelles peuvent se lier un ensemble de croyances, sans que l'identité assignée soit en adéquation avec l'identité dans laquelle se reconnaît la personne ciblée.

c'est arrivé une fois que je suis arrivé avec le vélo de mon coloc, parce qu'il y avait un jeu dans le jeu de direction, j'ai adressé le problème, mon coloc avait aucune idée de quoi il en retournait, puis le bénévole s'adressait uniquement à mon coloc qui le regardait avec un air de "je sais pas de quoi tu me parles", puis là j'étais comme "oui, c'est exactement ça que je te dis", puis le bénévole avait commencé par essayer de prouver que j'avais tort. J'étais comme... *Tsk*, ok! (Mas)

Cette expérience désagréable a eu pour effet de repousser durablement Mas, pour qui il a été décevant de constater que « même si c'était dans les valeurs déjà de l'atelier de démocratiser [la mécanique vélo], la mise en pratique était pas tout le temps-là ». Ces expériences se placent en porte à faux devant les principes établis des ateliers qui en font des espaces axés vers l'inclusion et la participation des usager·e·s au processus pédagogique. *A contrario*, bien qu'elle se retrouvait parmi une majorité d'hommes, Marie se remémore avec nostalgie la façon dont elle a été accueillie comme usagère au MEBG, et la façon avec laquelle les bénévoles ont pris en compte l'importance du rôle actif qu'elle devait jouer dans le processus de réparation et d'apprentissage :

Well, I really loved that space and it was an important space to me over many years, [...] it was a space where I felt comfortable, because it's also, as a girl in male dominated spaces it's easy to feel intimidated in spaces like that, but there I was never made to feel dumb or condescended to in the bike garage, they were always welcoming and encouraging you to learn and, so I really appreciated the environment there (Marie)

Grâce à cette approche non discriminatoire, et encourageante, qui lui a permis de se sentir à ses aises au sein d'un milieu traditionnellement masculin, Marie a aussi pu s'investir pleinement dans cette activité, en dégager un sentiment d'*empowerment*, et développer la volonté de transmettre ce sentiment à autrui, particulièrement à d'autres femmes :

I've started coming to the garage, especially in the last two years, that would've never have happened if I came to the garage and people were like, laughing at me cause I didn't know the terminology or you know... It's completely because of the openness and willingness of the volunteers to teach me that led me to believe that I could do that myself, and gave me the encouragement to pursue that as an activity. So yeah, I'm really wanting to share that with other people and make sure that that's the vibe that people feel when they come into the garage, especially for women, I love when women come to the garage and do their own work and feel proud of it. (Marie)

En ce sens, la retransmission de ce sentiment de fierté a été un moteur motivationnel dans sa trajectoire d'implication au sein du collectif. Pour d'autres, inversement, cette motivation a été la résultante d'une volonté de changer les façons de faire et de créer un climat où chacun·e serait plus à l'aise de fréquenter et de participer au sein de leur atelier. Pour Mas, notamment, il était nécessaire de faire de cette initiative communautaire un espace où les pratiques seraient concrètement plus inclusives pour l'ensemble de la communauté, d'en faire un espace où toutes et tous, peu importe leur identité, seraient accueilli·e·s avec respect et avec la possibilité de dégager du positif de leur participation :

je pense que ça a aussi motivé ma volonté de m'impliquer dedans aussi, pour faire comme, "ça a pas d'allure que ça soit l'expérience que des personnes de certaines minorités vivent dans un espace qui est censé être communautaire". Le communautaire on veut que ça soit pour tous et toutes, on veut que les gens se sentent bien, puis que comme, ils en ressortent, pas avec une valeur ajoutée, mais une valeur comme personnelle ajoutée, dans le sens qu'ils ressortent pas en sentant comme "Ah bien je me sens plus mal que quand je suis entré!" *rires* (Mas)

Lors de quelques permanences, certain·e·s bénévoles, soucieux·ses de maintenir un environnement où prend place une démarche pédagogique équitable, ont mobilisé des techniques visant à rappeler la façon de faire à leurs collègues. Ces « rappels à l'ordre », par exemple, peuvent être émis verbalement à des collègues commençant à faire des tâches mécaniques pour des usagers et usagères. Par exemple, lors d'une permanence à BQAM-E, une usagère s'est absentée momentanément, laissant son vélo sur un pied de travail. Pendant ce temps, le bénévole qui l'épaulait a commencé à travailler sur l'ajustement de ses freins. Un autre bénévole lui a alors indiqué que ces tâches ne faisaient pas partie de son rôle, qu'il devait la laisser faire pour qu'elle puisse apprendre, même si sa volonté était de rendre service. Dans certaines situations, ces rappels sont directement lancés par les personnes concernées : lors d'une séance de mécanique automnale dans le même atelier, une usagère, déjà familière avec le bénévole qui l'épaulait, lui a signifié qu'il devait la laisser faire, insistant sur le fait qu'elle ne croyait pas avoir eu le même traitement si elle était un homme. Ce genre de rappels peuvent prendre la forme de phrases telles que : « Tu lui montres, mais fais le pas pour elle/lui, ein? ». Il n'est alors pas question de faire un procès d'intention aux personnes impliquées puisque cela ne vient pas nécessairement d'une volonté de dévalorisation du savoir-faire d'autrui, mais potentiellement d'un manque d'expérience, possiblement avec la mécanique comme processus pédagogique, même si la volonté est de développer les compétences chez la personne qui apprend.

Par la tenue de permanences en mixité choisie (Gabrielle, 2017), aussi appelées « *WTF nights* » (*Women, Trans, Femmes*) en anglais, des membres de ces collectifs cherchent à écarter, dans une certaine mesure, les risques de violences structurelles auxquelles peuvent être assujetties les personnes qui ne sont pas des hommes cisgenres dans une multiplicité d'espaces-temps sociaux. L'instauration de ces soirées particulières vient notamment d'une volonté de mettre en place des actions concrètes afin de créer un espace réellement inclusif : « ça fait pas vraiment de sens de se sentir opprimés dans un espace qui se veut inclusif, puis qui est présenté comme inclusif. Puis [...] à moins de prendre des décisions puis des actions volontaires, les choses changent pas » (Mas).

Camille, pour vulgariser, souligne qu'à BQAM-E ces soirées sont réservées aux personnes qui ne sont pas des hommes cisgenres⁸¹⁸². Des soirées analogues avaient eu lieu au MEBG par le passé sous l'impulsion d'une bénévole qui en avait fait la proposition. Selon Daniel, cette initiative avait été accueillie par le collectif, en disant simplement : « *Cool, that sounds like a great idea!* ». Aujourd'hui, des trois ateliers à l'étude, seulement BQAM-E⁸³ tenait activement une soirée en mixité choisie lors de la période de participation, ce qui prenait place de façon hebdomadaire, le mardi soir⁸⁴. À BQAM-E, ces soirées sont organisées par le comité du même nom, un groupe qui profite d'une organisation relativement autonome avec des ressources financières qui lui sont propres. Le fait d'occuper une plage horaire déterminée et d'avoir son propre budget procure une certaine autonomie à ce collectif dans le collectif, libre d'organiser ses propres activités :

Le fait aussi qu'on ait notre propre budget complètement indépendant et qui soit dans le fond autogéré parce que la seule chose qu'on a en termes de redevabilité c'est montrer à quoi a servi ce budget, prouver que les dépenses ont été faites pour ce pourquoi elles ont été dites, puis que nos activités respectent évidemment le cadre puis les missions de l'atelier, mais sinon on peut décider de comme, faire quelque chose qui rentre pas du tout dans les habitudes de BQAM-E en général, puis ça dépend pas mal juste de nous. (Mas)

⁸¹ En tant que personne qui répond à cette catégorisation identitaire, il n'a pas été possible d'assister au déroulement des activités en contexte de mixité choisie, d'où la pertinence accrue de la méthode de collecte de données par entretiens en lien avec ce sujet.

⁸² Dans les faits, une certaine flexibilité semble exister. Deux bénévoles femmes ayant été impliquées lors de soirées en mixité choisie m'ont signifié qu'en fonction de la situation, il leur était arrivé d'apporter des outils à une personne homme-cis qui voulait faire une réparation rapide, quitte à ce que ce soit dans le couloir, ou même de demander aux personnes présentes dans l'atelier en mixité choisie si elles étaient confortables à ce qu'un homme exécute une réparation d'urgence dans l'atelier. Bien que les bénévoles aient la légitimité de refuser quelqu'un qui ne réponde pas aux critères d'accès lors de cette soirée, Camille affirme qu'il y « a quand même une souplesse, si c'est un flat, c'est correct, de lui donner une pompe, des outils, il retourne son vélo et il fait ça dans le hall, ça gêne personne puis tout le monde est à l'aise. »

⁸³ L'ajout du « -E » au nom de l'atelier serait en fait lui-même résultant d'une volonté de membres du comité mixité choisie de « féminiser » le nom de l'atelier afin de montrer d'une certaine façon, dans l'appellation même de l'organisation, la place prépondérante qu'y prennent les principes d'inclusivité et l'importance du féminisme dans la démarche portée par les bénévoles. Cet ajout aurait été réalisé en 2018 selon le site de l'organisme, « la lettre E symbolisant l'importance féministe de l'inclusion des genres dans l'atelier, la mécanique étant un milieu trop souvent sexiste ». (BQAM-E, 2022)

⁸⁴ D'autres ateliers pratiquent les soirées en mixité choisie, notamment Right to Move (La Voie Libre), qui explique la pertinence de ces espaces-temps en soulignant que bien que des efforts soient déployés afin de rendre l'atelier le plus inclusif possible, certains avancements restent à faire, et certaines personnes pourraient ne pas se sentir à l'aise de s'investir dans un projet de pédagogie mécanique au sein d'un espace historiquement à dominance masculine. (Right to Move, s.d.; girlsnightinmtl, 2016)

Pour Mas, ces plages horaires participent d'un processus de co-construction d'un « espace plus sécuritaire » (*safer space*), qui, par la mise en place de certaines conditions d'accès, rendraient l'exercice des activités moins anxiogènes et moins susceptibles de voir l'expression d'agressions verbales ou de micro-agressions :

Ça vient du concept de *safe space*, c'est censé être un endroit sécuritaire où on se sent protégés, que ce soit physiquement, émotionnellement et psychologiquement. Après ces concepts-là ont été critiqués dans le sens qu'un espace qui soit totalement sécuritaire n'existe pas, donc là on a comme migré vers le terme *safer space*, ou "espace plus sécuritaire", [...] dans le sens qu'on essaye de rendre nos espaces plus sécuritaires, surtout psychologiquement parce que [...] les micro-agressions, les agressions verbales et tout ce qui tourne un petit peu autour de ça sont quand même encore des réalités courantes puis présentes. (Mas)

Selon les participant.e.s aux entrevues, une attention particulière serait portée à l'accueil des usager.e.s, à la façon de s'adresser à celles et ceux-ci, et « un *care* » (Mas) particulier serait mis dans l'expérience de chacun.e lors de ces soirées. Ainsi, les soirées en mixité choisie peuvent permettre de rejoindre des personnes ayant vécu des expériences négatives par le passé, que ce soit directement lié à un événement ayant pris place dans un atelier communautaire ou non. Pour Mas, apprendre « qu'il y avait un espace qui pouvait être plus sécuritaire [...] a vraiment piqué [son] intérêt » et l'a poussé à « redonner une chance à ces ateliers », quatre ans après sa première tentative où il s'était senti être mis à l'écart et diminué. Pour Camille, l'implication en tant que bénévole lors de ces soirées a été le fruit, à la fois d'éléments conjoncturels, mais aussi d'éviter de répéter l'expérience négative qu'elle avait vécue dans un atelier en France où elle s'était sentie être mise à part du processus pédagogique qui aurait dû être le sien :

Je gardais quand même cette expérience de mon atelier en France où j'étais bien... C'est ça, c'était plus fun d'apprendre avec des mécaniciennes, puis j'avais encore, à l'époque, j'avais pas assez de connaissances mécaniques. En fait, j'avais peur en allant sur d'autres soirées de me retrouver avec exactement la même situation à savoir "Je progresse pas". (Camille)

Lors des soirées en mixité choisie, à la rencontre de bénévoles mécaniciennes, elle décrit une tout autre expérience. Elle s'y est sentie prendre un rôle actif dans le processus pédagogique grâce au souci porté par les bénévoles et aux techniques éducatives mobilisées :

Dès que je me mettais face à des mécaniciennes, il y avait vraiment cette volonté, bien, de me laisser faire, puis de prendre l'outil pour me montrer le mouvement, quitte à remettre la pièce brisée pour que je refasse tout moi-même, t'sais beaucoup plus une culture d'éducation. (Camille)

Selon Camille, le développement de ses compétences et de son autonomie en mécanique lui a amené une certaine assurance qui fait qu'aujourd'hui, elle se sentirait plus à l'aise de mettre ses limites afin de s'assurer du déroulement de sa séance suivant les conditions qui lui conviennent :

Après, ça me dérangerait plus du tout [d'aller lors des soirées en mixité élargie], parce qu'aussi, maintenant, j'ai la capacité de dire à quelqu'un "Non, laisse-moi faire, t'as pas à t'inviter là-dedans, je suis en train de faire mes trucs et je viendrai te voir si j'ai une question". (Camille)

Pour Mas, le comité mixité choisie sert aussi à ouvrir des espaces de réflexions pour celles et ceux qui y participent afin de discuter « de l'autonomisation, [de] la prise de pouvoir, notamment pour les femmes puis les personnes *queer* dans la ville », de la « démocratisation du vélo, mais avec un accent mis sur les minorités », et de « la diversité des corps » et de la manière dont cela se rapporte au cyclisme. Par le dégagement de ces espaces-temps réflexifs ainsi que par le déploiement des activités de mécanique par et pour des personnes femmes et non-binaires, les activités du comité mixité choisie s'inscrivent selon les participant·e·s dans les mouvements cycloféministes (Camille) et écoféministes (Mas). Pour Camille, son implication à l'atelier, donner les moyens aux femmes de réparer elles-mêmes leur vélo, ce travail d'autonomisation mécanique par la pédagogie collective qui prend place dans l'atelier, permet de lier émancipation féministe et mobilité active :

Le cycloféminisme, je trouve que c'est un moyen d'émancipation formidable, donc c'est aussi d'apprendre à des femmes à réparer eux-mêmes leur vélo, parce que c'est aussi bien souvent plus des gars, puis ça se voit on a plus de bénévoles masculins, puis la culture du vélo est généralement, traditionnellement plus masculine, donc c'est aussi un moyen de démystifier la mécanique, on peut tout à fait être quelqu'un qui se considère féminin puis réparer son vélo, il y a aucun malaise à ça, c'est pas grave puis au contraire, c'est aussi, pour moi, tout un vecteur de contribuer au féminisme via l'angle de la mobilité et la mécanique de vélo. (Camille)

Par extension, le fait de démystifier la mécanique vélo, de lever le voile sur le fonctionnement des systèmes, d'illuminer la boîte noire que représente l'objet technique, d'y plonger et de le décortiquer, a pu avoir un impact concret sur l'expérience que font certain·e·s participantes de leur ville et de leur milieu de vie. D'une part, le processus d'apprentissage et d'autonomisation permettrait une plus grande utilisation du vélo comme moyen de transport quotidien, ce qui aurait comme conséquence de modifier la façon dont les corps participent de la matérialité de la ville. L'utilisation du vélo, pour Mas, permettrait de libérer une certaine charge mentale du fait d'être moins exposé·e·s aux potentielles agressions sexistes, physiques et verbales, auxquelles sont malheureusement exposées plusieurs personnes non-hommes-cis :

Y'a aussi une forme d'indépendance et *d'empowerment* que tu prends dans la ville, parce que t'es plus exposé autant. T'as pas besoin de faire attention où est-ce que tu te places dans le métro, t'as pas besoin de faire attention à quelle heure tu rentres, combien de temps tu vas rester seule à l'arrêt de bus, c'est beaucoup de questions qu'on se pose au quotidien quand on est pas un homme cis, puis qui te crée une anxiété constante [...]. Descendre du bus, faire attention à est-ce que t'es en train de te faire suivre, ce genre de choses t'sais [...]. On se fait moins *catcall*, on se fait moins donner des commentaires déplacés non désirés puis ce genre de choses, puis de pouvoir se libérer de ça, c'est très libérateur parce que t'es en train de libérer ta charge mentale de manière vraiment conséquente, puis je trouve que tout le monde devrait avoir l'occasion de vivre cette expérience-là. (Mas)

Cette libération psychique s’articule aussi, pour Mas, à un sentiment de s’affranchir des dictats et attentes sociales qui sont imposés aux personnes ayant un corps socialement assigné, selon les contextes, comme féminin, notamment en ce qui a trait aux impératifs liés à l’apparence physique (ne pas suer, être maquillée, ou dans certains cas ne pas l’être, avoir un certain type d’habillement) :

C'est un objet de libération [...] du regard du patriarcat, parce que tu te soustrais aussi à ce regard-là, parce que souvent on va moins répondre aux critères de beauté quand on est à vélo. Y'a moins ce souci-là, y'a une forme aussi de comme "Ah bien, t'as moins besoin de t'apprêter, *anyway* tu vas transpirer, etcétera, puis en se soustrayant à ce regard-là, on est plus sujet autant à ces règles-là, mais t'sais en même temps t'as le droit de te mettre du *make up* puis toute, puis ça m'arrive, mais y'a plus cette pression-là de performance sur l'apparence que tu dois maintenir, t'sais. (Mas)

Cette libération matérielle, et émotionnelle, est d’autant plus significative qu’elle est le produit du travail est des actions mises en œuvre par les personnes directement concernées par cette lutte, par les personnes qui ont à tout à gagner à développer leur autonomie technologique, leur mobilité matérielle, et altérer ainsi leur expérience du social en modifiant non seulement ce qui pourrait être « attendu » d’elles, mais aussi les configurations matérielles-sociales – c’est-à-dire qui sont-elles, à quel endroit, en présence de qui – dans lesquelles elles se retrouvent :

ton autodétermination dans l'espace puis aussi la capacité d'amener puis de créer ta propre libération, sans qu'elle soit donnée aussi par le patriarcat qui est comme "Je vous libère de vos chaînes", tu deviens comme, responsable de ta propre libération, puis t'en a comme la conscience, puis le pouvoir, puis ça y'a personne qui peut te l'enlever. (Mas)

Comme plusieurs initiatives portant en elles une critique sociale, les espaces-temps en mixité choisie des ateliers de vélo communautaires doivent faire face à des réactions négatives de la part d’individus ou de groupes qui s’opposent à leurs actions. Selon Mas, « les seules frictions qu'on a c'est comme quand il y a un homme-cis qui arrive puis là il veut utiliser l’atelier puis là on lui dit que c'est pas possible ». Cela étant, à l’automne 2023, une chaîne de médias a fait un topo sur ces soirées en mixité choisie à la suite d’une plainte qui leur avait été adressée par un utilisateur s’étant vu refuser l’accès (TVA Nouvelles, 2023). Suivant la diffusion du reportage, des bénévoles m’ont partagé que l’atelier a été la cible de plusieurs messages haineux sur les réseaux sociaux. Pour Camille, il est évident, par ses propres expériences et par celles qui lui sont partagées par d’autres bénévoles et usager·e·s, que ces espaces-temps réservés servent une fin salutare en permettant d’éviter certaines formes de violence. Pour cette dernière, un effort de communication devrait être déployé afin d’explicitier les causes sociales, les motivations et les objectifs visés aux personnes qui ne sont pas familières avec ce mode d’action :

On doit quand même travailler sur notre aspect de communication, parce qu'on se retrouve certaines fois avec des personnes qui font "bien c'est de l'exclusion". J'entends tout à fait que ça peut être ressenti

comme ça, parce qu'en fait c'est une forme d'exclusion, vu qu'on exclut toute une catégorie de personnes, mais il y a aussi un besoin derrière[...], parce que le milieu cycliste est quand même traditionnellement masculin après BQAM-E, je pense, est quand même très ouvert et a vraiment des bénévoles qui sont très sensibles à ces causes-là, mais on est pas à l'abris de comportements qui font que, bien tu rentres un soir puis une usagère qui dit "bien je reviendrai pas pour X personne". Donc le mardi permet un peu d'éviter ça. (Camille)

Selon Mas, les réactions négatives que peuvent avoir certaines personnes face à l'instauration d'espaces-temps réservés à une population donnée peuvent, à son sens, être associées à une incompréhension ou un manque d'éducation aux enjeux sous-jacents qui permettraient d'en saisir la légitimité. Le discours de Mas reste nuancé et reconnaît l'influence de déterminants sociaux quant à la réceptivité de ces idées, soulignant qu'un ensemble de facteurs peuvent pousser une personne à développer sa « sensibilité et [son] ouverture aux questions féministes ». Dans le contexte des ateliers où il peut y avoir une disparité entre les bénévoles des soirées en mixité choisie et les membres du public quant au niveau de familiarité avec les problématiques liées aux rapports sociaux de sexe, à la maîtrise du langage et des concepts qui s'y rapportent, mais aussi à la maîtrise des codes sociaux propres aux ateliers communautaires, Mas est d'avis qu'une approche empreinte de compassion est de mise :

Il faut faire attention, parce qu'en utilisant beaucoup des discours universitaires, on se ferme à une grosse partie de la population qui ont pas accès aux ressources pour connaître ces termes-là. Donc comme, on joue sur beaucoup de limites, puis de complexité là-dedans *rires* qui font que c'est un travail vraiment ardu là, puis qui nécessite comme beaucoup de patience puis de compassion aussi, parce qu'il faut aussi comprendre d'où viennent les gens, pourquoi ils ont ces réactions-là, puis ouais, c'est en se mettant vraiment dans leur contexte qu'on est plus à même de comprendre aussi d'où viennent aussi ces réactions-là [...]. Il y a beaucoup de sensibilités à prendre en compte dans ces situations-là. (Mas)

5.4.4 Ressources financières : une mise en commun entre contraintes et possibilités d'action

Les ressources et situations financières des initiatives à l'étude connaissent des variations d'échelle importante. D'abord, BQAM-E profite d'une certaine stabilité matérielle du fait qu'il occupe un local dans une institution universitaire qui le lui rend disponible gratuitement. L'accès aux services de soutien, d'encadrement et de promotion se fait également sans contrepartie. Depuis 2019, BQAM-E est passé d'un organisme qui se finançait par divers moyens – par exemple, en appliquant au « fond vert » de l'université, sur des subventions octroyées par des associations facultaires, en percevant des adhésions de membres, des dons pécuniaires et des paiements pour les pièces neuves – à un organisme qui reçoit un financement perçu sur les frais de scolarité de l'ensemble des étudiant·e·s inscrit·e·s à l'université. L'organisme, aussi « groupe étudiant d'envergure », peut aujourd'hui percevoir un dollar par étudiant·e·s par session, une cotisation non obligatoire à laquelle ceux et celles-ci peuvent se retirer. Cette cotisation a eu un effet de taille sur les ressources financières de l'organisme qui a vu passer son budget annuel de quelques milliers à près de cent mille dollars :

Je crois que sur tous les étudiants de [université] on doit avoir très grand maximum 200 personnes qui veulent retirer par session, ça reste quand même minime. Ce qui fait que ça fait quand même une grosse entrée d'argent conséquente, j'ai pas les chiffres en tête exactement, mais c'est un chiffre quasiment entre 90 000 et 100 000 annuel. (Camille)

Ces montants reçus annuellement, ainsi que l'encaisse des cotisations perçues durant les périodes de fermeture complète et partielle de l'atelier entre le printemps 2020 et l'automne 2021⁸⁵, totalisent des sommes pouvant paraître considérables, certains bénévoles envisageant grâce à celles-ci une expansion des activités, ou même l'embauche de personnes salariées :

[Nous avons] un budget qui est assez faramineux, qui apparaîtrait probablement très petit pour d'autres organisations, mais qui pour moi m'apparaît gros à gérer, [...] il y a assez de sommes d'argent qui est dans les coffres, qui fait qu'on peut vraiment commencer à s'expandre, on va embaucher du monde, voilà, on a un site web à faire, alors voilà, on va payer quelqu'un. (Camille)

À cet effet des contrats ont été octroyés pour créer un nouveau site web ainsi que pour faire une refonte des interfaces informatiques permettant de compter la caisse et de garder une trace des membres actifs. Pour Camille, bien que ces développements soutenus par des formes de travail salarié permettent un avancement de certains dossiers, cela peut impliquer des tâches administratives supplémentaires qui reposent sur les épaules d'un conseil d'administration composé de bénévoles, dont le nombre et les disponibilités fluctuent :

On a cette facilité de dire c'est bon, on peut se permettre, et donc de faire vraiment des projets plus gros, mais encore une fois, ça repose sur un CA qui est que six personnes, donc on est vraiment dans cette dualité au niveau du financement. (Camille)

De plus, lors de l'assemblée générale du printemps 2022, une proposition a été formulée et adoptée selon laquelle BQAM-E dégagera 5000\$ de son budget pour la création d'un fonds de solidarité destiné à d'autres ateliers communautaires se retrouvant dans une situation financière précaire⁸⁶, une réalité qui s'était répandue lors de la période pandémique. Selon Camille, les ressources dont profite BQAM-E gagnent à être partagées pour faire profiter des organisations aux modalités d'action et aux fins analogues :

Ce que je trouve *cool* avec BQAM-E, c'est que sa stabilité permet de faire que ces organisations qui sont tout le temps dans un stress précaire, ça permet un peu de faire passer une culture d'entraide. Le fait

⁸⁵ Lors de l'assemblée générale du 29 octobre 2020, l'assemblée s'est portée en faveur de réduire l'achat du statut de membre au montant de 1\$ pour l'année de réouverture sachant que certaines personnes avaient acheté ce statut à 20\$ quelque temps avant la fermeture involontaire de l'atelier.

⁸⁶ Cette proposition a été adoptée suite à la présentation de demandes de soutien financier et matériel venant de deux ateliers dont les conditions financières s'étaient détériorées depuis le début de la pandémie.

d'avoir cette stabilité financière fait qu'on tire pas dans les pattes d'autres organisations, on veut les aider, on veut qu'elles se développent, ça envoie aussi un message sociétal qui est très intéressant. (Camille)

Cette « culture d'entraide » qu'évoque Camille implique la création de relations de solidarité au sein d'une communauté d'acteurs qui dépasse l'ici et maintenant de l'atelier lui-même. Or, par la mise en place de ressources financières accessibles aux initiatives de son milieu, BQAM-E s'institue à son tour en bailleur de fonds, ce qui entraîne une charge de travail supplémentaire. L'administration de ce fond implique le dégagement de moments de réflexion, tant sur la manière dont ces ressources seront rendues accessibles aux entités externes – qu'elles soient organismes, groupes citoyens, personnes portant un projet particulier – que sur les critères d'admissibilité et de sélection. Selon Camille, il est nécessaire de doter l'organisme d'une politique de subvention avec des critères clairs afin d'être impartial dans la sélection des potentiels récipiendaires et pour éviter d'aliéner de potentiels alliés qui pourraient être lésés en étant placés dans une situation de compétition pour l'obtention de ressources limitées :

Il a pas encore eu d'enjeu grave, mais c'est clairement quelque chose qui pourrait arriver sans structure, puis on pourrait vraiment se prendre un *backlash* d'ateliers qui diraient : « t'sais là vous en avez soutenu trois puis nous vous dites non, c'est quoi votre justification? ». Donc de se dire non, on met une pause à ça, puis là on met tout sur la glace, à part si on a vraiment une structure qui dit c'est maintenant sinon on meurt, bien oui là ce serait une situation d'urgence, mais ça va nécessiter de se dire, bien il faut qu'on réfléchisse aux moyens qu'on a puis comment on reste une structure qui est équitable, qui est à l'image des valeurs qu'on prône aussi? (Camille)

Pour le MEBG, un atelier non-incorporé, sans structure institutionnalisée et complètement indépendant, les sources de financement s'avèrent plus restreintes. D'ailleurs, Marie décrit la situation de l'atelier comme une initiative opérant « *very much on a shoestring* ». Avant la pandémie, les gens intéressés à utiliser fréquemment l'atelier pouvaient acquérir un statut de membre moyennant une vingtaine de dollars par année. Avec l'incertitude amenée par la pandémie et les périodes de fermeture et de réouverture subséquentes, ces adhésions, dont le statut donnait un accès illimité à l'atelier lors des heures d'ouverture, ont été écartées. Cela dit, au printemps 2022, Daniel évoquait la possibilité que ce système d'adhésions refasse surface⁸⁷.

Depuis la période de reprise post-pandémique, à partir l'automne 2021, le financement de l'atelier provient largement des contributions volontaires et des dons que font les personnes qui le fréquentent. À la fermeture, ou simplement lorsqu'elles quittent la permanence, les personnes sont généralement encouragées à laisser une contribution de manière volontaire, généralement entre cinq et dix dollars. Certaines personnes vont parfois laisser plus et souligner qu'elles le font dans le but de soutenir l'organisme et sa mission, d'autres

⁸⁷ Au moment d'écrire ces lignes, la possibilité d'acquérir un statut de membre au MEBG ne s'était pas réinstallée.

vont quitter sans laisser de montant en argent⁸⁸, parfois en soulignant qu'elles le feront la prochaine fois. Tel que mentionné plus tôt, bien que l'atelier ait besoin d'argent pour payer son loyer et survivre, les bénévoles n'exigent d'argent de personne. L'atelier vend également des pièces neuves pour remplacer les pièces faisant l'objet d'usure normale (pignons, jeux de pédaliers, câbles et gaines, patins de freins) ainsi que des pièces usagées à petit prix, en fonction de l'état. Selon une liste de prix sommaire qui se trouve sur la plateforme de messagerie électronique du collectif, le prix recommandé pour une roue usagée se situerait entre 10 et 25 dollars, un dérailleur environ cinq dollars, et le reste serait laissé à la discrétion des bénévoles. Une volonté semble partagée par l'ensemble de ceux et celles-ci de maintenir ces pièces à petits prix et de rendre les réparations les plus accessibles possibles financièrement.

Les bénévoles vont aussi profiter des moments de faible achalandage pour remettre en état de vieux vélos qui ont été donnés à l'atelier. En effet, il n'est pas rare que des usager·e·s arrivent avec des pièces ou même des vélos entiers pour lesquels ils ou elles n'ont plus d'utilité et en font don à l'atelier. Souvent, ces vélos nécessitent un entretien conséquent et de nombreuses réparations, ce qui représente par ailleurs une opportunité pour le garage. Ces vélos peuvent être vendus comme source de fonds, mais deviennent aussi des outils d'apprentissage pour des bénévoles qui peuvent expérimenter et tenter différentes opérations mécaniques, insérant *de facto* ces dons dans le processus pédagogique des AVC :

It's a multi-benefit to it, because not only do we build the bikes out to make money to be able to pay for rent and for parts and stuff, while we're building those bikes we get new volunteers to come in and to either build a bike with our supervision, or they just build it themselves if they feel that they're comfortable enough with it (Daniel)

Ces vélos, après avoir été réparés, et dans la majorité des cas améliorés, sont alors vendus. Les prix sont sommairement fixés en fonction de la qualité du cadre et des composantes, bien que l'ensemble des vélos en vente restaient très abordables. Ces « *Shop bikes* », comme ils sont appelés au MEBG, représentent également une opportunité, pour de nouveaux·elles bénévoles, de développer leurs savoirs et compétences mécaniques en pratiquant eux-mêmes les opérations nécessaires à la remise en état, leur permettant ensuite d'être de meilleurs pédagogues lors des soirées de permanences grâce à leur expérience. Pour Daniel, ce sont l'ensemble de ces sources de financement, combinées à l'effet cumulatif qu'amène la régularité des

⁸⁸ Certaines personnes viennent parfois pour régler un problème très simple, tel que remettre de l'air dans un pneu, serrer une visse, ajuster une tige de selle, ou trouver un boulon ou une rondelle dans les pièces usagées. Celles-ci demandent parfois si elles devraient faire un don, et en général, à moins qu'elles insistent pour le faire, les bénévoles présents les invitent à faire leur don lors de leur prochaine visite où les tâches mécaniques seront plus substantielles.

opérations, qui crée finalement suffisamment d'entrées de fonds pour assurer la couverture du loyer, l'achat minimal de pièces nécessaires aux opérations et le remplacement des outils de mois en mois:

A big part of that financing during the summer, is just having it open five days a week, that's it, 'cause that allows for people to come in, they give their donation for the night, which is usually five to ten dollars, [...], but people will come and just donate money, some people just show up either to give bikes or give like 60 bucks or whatever, but the most of the financing and the money that we're getting that allows us to sustain is just people showing up, so if we have five people, each person is giving five to ten dollars to be able to come, as a donation, to be able to use the space, that's what we ask as the suggested donation, [...], and you have you know 10 or 15 people that come in a night, or even 3 people that come in a night, at the end of the week it allows for us to be able to pay for rent, replace tools that get lost or broken, [...] but the finances is really that, it's being open five days a week, period. 'Cause we need that cumulative amount to be able to bring us through. (Daniel)

Contrairement à BQAM-E, lors des premiers mois de participation au MEBG, l'atelier faisait face à une situation financière déplorable selon plusieurs bénévoles. Par opposition aux ateliers incorporés légalement, les bénévoles du MEBG ne peuvent soumettre de demandes de financement à un aussi large bassin d'organismes ou d'organisations ; à quelques reprises, et notamment durant la première année pandémique, un autre atelier montréalais, mieux financé et profitant d'infrastructures physiques mis à disposition par une institution universitaire située au centre-ville, a pu leur porter une aide financière de manière ponctuelle :

we have no funding from any organization, other than Right to Move with their assistance in the beginning and I think every now and then, because Right to move has a fund that they can also give money to like-minded organizations and we have applied and gotten grants now and then. I think maybe in the last two years since I've been involved here, we one time got a like five hundred dollar grant from Right to move so we have a good relationship with them and, but that's the only outside funding that we have, and it's not regular, it's like one off now and then, other than the clients paying their donations and buying parts and selling the odd bike. (Marie)

Ce type de fond, analogue à celui qui était en voie d'être mis sur pied à BQAM-E, illustre de manière concrète, par des ressources matérielles, les liens de solidarité et d'entraide qui existent au sein d'une communauté plus large des ateliers de vélo communautaires. Grâce à ce soutien financier, les bénévoles du MEBG ont pu continuer de payer leur loyer et garder leurs portes ouvertes. Jacob, lors d'une entrevue à l'automne 2022, faisait état d'une situation qui tendait à s'améliorer après une période de difficultés financières qui s'était installée depuis le début de la pandémie :

on a passé deux ans à "vivoter", et les gens étaient surpris qu'on était encore ouverts, ils étaient très contents, mais ils étaient surpris, on recommence à avoir des fonds, ce qu'on a pas eu depuis un certain temps, une visibilité à moyen terme on va dire, court-moyen terme, alors qu'on l'avait pas pendant deux ans, on était chaque mois, pfffffffffff! Vraiment, vraiment, "combien il faut mettre au pot?" et certains mettaient au pot. Là on commence à nouveau à avoir quelques fonds disponibles. (Jacob)

Pour quelques personnes impliquées, la planification budgétaire d'atelier pouvait se lier à leur planification financière personnelle. En effet, lors des mois hivernaux de la période pandémique, période au plus faible taux d'utilisation du vélo comme moyen de transport et donc de faible entrée d'argent pour l'atelier, des membres du collectif ont avancé de leurs fonds personnels pour acquérir du matériel essentiel aux activités et même pour couvrir les manques nécessaires au paiement du loyer :

*when we buy stuff from [our supplier], usually it's going on my credit card or Jacob will pay for it, and the garage will pay us back as the money comes in, like in the summer we have more money. [...] And then for the rent Daniel handles it, so sometimes if we're like short on rent, then Daniel will front the gap and pay himself back out of the till when possible, so, basically, the garage as an entity is always in debt to Daniel or me *laughs* (Marie)*

Cette avance de fonds par les bénévoles envers le collectif a, selon Marie, été un élément clef de la survie de l'initiative durant la période pandémique. Accessoirement, des actions ponctuelles étaient mises en place pour combler les manques, par exemple en annonçant sur les réseaux sociaux une vente de chandails au logo de l'atelier, une solution qui a d'ailleurs été mise en œuvre à l'automne 2021, lorsque Marie et Daniel se sont improvisé une séance photo à l'arrière de l'immeuble dans le but d'en faire la promotion sur *Instagram*.

Sans que des rôles soient répartis de manière fixe, un membre du collectif apparaît comme étant *de facto* le trésorier de l'atelier. C'est lui qui s'occupe de faire les dépôts, de les inscrire dans le registre (un cahier où sont écrites de façon manuscrite les « transactions »), en retirant les plus gros billets de la petite caisse pour les placer dans une enveloppe gardée en lieu sûr. Pour cette initiative non incorporée, et donc non éligible à ouvrir un compte en banque, des moyens de gestion financière alternatifs sont privilégiés :

we don't have a bank, so the bank is essentially an envelope in my sock drawer, ok? So that gets put aside, [...], and it's easy to go back, you just check the book to see how much is there, we've never had to do that because it's never been a problem, but if somebody wanted to there is checks and balances right? So, if I did a deposit and they're like "Oh, how much did we actually make?", you can go back and count it, 'cause everybody that does a night writes it in (Daniel)

Lors des mois les plus achalandés, les mois du printemps et de l'été, il s'occupe de la planification financière et s'affaire à mettre les montants superflus de côté pour assurer au collectif un fond lui permettant de couvrir ses dépenses élémentaires durant les mois les plus maigres. Cette planification garde en ligne de mire un objectif principal, soit d'assurer la pérennité des activités en sécurisant des fonds suffisants pour minimalement couvrir le loyer lors des mois les moins actifs. Lorsque le loyer est couvert et que l'atelier ne se trouve pas en situation de dette à l'endroit d'un.e des bénévoles, une planification des achats de matériel est faite en prenant acte des limites budgétaires ainsi que des besoins les plus essentiels et fréquents en ce

qui a trait au travail mécanique. Comme le souligne avec humour Marie, le budget serré implique des achats de matériel restreints, notamment en ce qui a trait aux outils : « *then we'll buy a new tool, one! *laughs* We're like "Oh! What can we buy? We need a new chain whip!", I don't know, last year we bought a new clipper for the cables, so there you go *laughs** » (Marie).

Elle m'explique que la planification budgétaire et les achats liés au fonctionnement de l'atelier s'apparentent à un acte d'équilibriste où il s'agit de trouver la juste mesure entre ce qui doit nécessairement être acheté pour rencontrer les besoins de la communauté, et ce qui serait souhaitable, mais qui ultimement n'est pas nécessaire au fonctionnement. D'autres contraintes doivent également être considérées, notamment l'espace de stockage restreint. Par exemple, plutôt que d'acheter une variété de pneus dans une variété de tailles, ce qui peut s'avérer coûteux et compliqué à entreposer dans un espace restreint, l'atelier passe davantage de petites commandes auprès de leur fournisseur, suivant les besoins concrets des usager·e·s. Marie m'explique que sont plutôt les pièces consommables, relativement universelles, qui sont acquises de manière prioritaire par le collectif, des choses dont « tout le monde *emphase* aura besoin, peu importe quel type de vélo ils ont » [traduction libre] (Marie).

La dépense récurrente la plus importante consiste en ce loyer pour le local qu'occupe le collectif au sein de cet ancien immeuble industriel, aujourd'hui ateliers d'artisans et d'artistes. L'administration de l'immeuble est faite concrètement par des administrateurs d'étages, souvent des artistes eux et elles-mêmes locataires selon les bénévoles de l'atelier, qui s'occupent de sous-louer les studios vacants, d'organiser le nettoyage des espaces communs et de prendre les commentaires et demandes des locataires. Cette personne, avec qui font affaire les acteur·rice·s du MEBG, perçoit ainsi des « frais administratifs », sur le loyer, avant de verser le montant prévu par son propre contrat au propriétaire de l'immeuble. En conversation avec Jacob, il m'explique que le loyer a déjà fait l'objet de négociation avec la personne responsable d'administrer leur étage. Daniel se serait déjà entretenu avec celle-ci dans le but de réduire le loyer et d'arriver à un commun accord. En laissant aller un second local qui était occupé par de vieux vélos à retaper et en donnant accès à l'atelier à ce « *floor manager* » pour qu'il puisse venir faire ses réparations de vélo hors des heures d'ouverture, un arrangement se serait conclu :

he keeps the rent here pretty low for us and in exchange he has a key to the space and he can come in and like do his own work on his own bike whenever he wants. I don't think he ever actually does, but that's kind of the arrangement we have with him. (Marie)

Daniel souligne d'ailleurs que le loyer, bien qu'il représente une dépense non négligeable pour cette initiative populaire, est relativement bas compte tenu des circonstances actuelles du marché locatif dans le quartier où s'est installé l'atelier :

When it comes down to it, we have cheap rent, makes it feasible. [...] like we pay [X] dollars for our space, that is, to us you know, it's a lot of money for us because we don't make a lot of money, but that's nothing for this neighborhood, [...]. And so these guys are really great, [floor manager]'s really great (Daniel)

Bien que la situation actuelle ait été relativement stable depuis près d'une quinzaine d'années, Daniel et Jacob s'interrogent sur la stabilité de cette entente. D'une part, les relations interpersonnelles cordiales avec les administrateurs de l'immeuble pourraient, selon Jacob, changer du fait qu'elles n'ont pas toujours été tout à fait harmonieuses⁸⁹. D'autre part, il reste la possibilité que le propriétaire puisse décider d'un jour à l'autre de vendre de l'immeuble à un acheteur désirant changer la vocation des installations du tout au tout⁹⁰. Envisageant cette possibilité, Daniel souligne que la perte de ce local abordable pourrait impliquer des changements importants en termes d'organisation et d'administration du collectif pour assurer la pérennité de l'atelier :

The likelihood is that, like, the guy that owns this building, I mean, how long is this really gonna last before at a certain point he's like "I don't want to do it anymore", and sells? And this will become a condo, this will be a condo building, so all these artists, this will no longer exist, and it's inevitable, that is going to happen, and so it would be nice if somehow we found a space that we know the organization has been around a long time, they're willing to have us a part of it, we're gonna have to go the route of a not-for-profit, we're gonna have to go through the bureaucratic process, 'cause most places they want checks and balances to be there, but I think at that point it just would allow for the longevity of this place to exist. (Daniel)

La perte de ce local pourrait impliquer une restructuration administrative, un nouveau statut légal, de nouveaux règlements, de nouvelles responsabilités et la création de nouvelles relations de partenariat, et ce, simplement afin d'assurer l'existence continue de cette initiative entièrement bénévole. Selon Marie, ces

⁸⁹ Lors de la première année pandémique, un ultimatum a été adressé aux bénévoles de l'atelier de la part du gestionnaire d'étage : soit un des bénévoles devait quitter ou cesser ses activités, ou le collectif entier devait quitter les lieux. Cette situation de tension venait du fait que le bénévole en question utilisait l'atelier pour entreposer et remettre en état une flotte de vélos qu'il vendait alors comme travailleur autonome. Cette période m'a été décrite comme étant chaotique pour l'atelier alors qu'une quarantaine de vélos entassés dans le local devaient être sortis dans le couloir et rangés chaque soir de semaine au moment des permanences. Présentés devant cet ultimatum, les autres membres du collectif ont demandé au bénévole en question de changer le lieu de ses activités.

⁹⁰ À cet effet, au printemps 2023, Daniel a partagé des rumeurs selon lesquels le propriétaire cherchait en effet à vendre l'immeuble, tout en ayant la volonté d'en protéger la vocation, soit un endroit qui soit à la portée des artistes et artisans du quartier. Au moment de l'écriture, aucune transaction n'avait été conclue à cet effet.

changements organisationnels pourraient également s'avérer nécessaires afin d'atteindre certains objectifs et réaliser des activités impliquant des fonds accessibles uniquement aux entités détentrices d'un statut légal :

*I'd love to do things like activities, but it's also hard with limited funds to do stuff like this [...]. We need money to do some of these things, and to get in a position where we can get funding that's available for non profits, we'd need to go ahead and create a charter and some bylaws and get ourselves registered properly, get ourselves a bank account, you know all that admin work that in the past, because this garage was always like this really punk anarchist space, with no organizational structure of any kind.
(Marie)*

À partir de l'automne 2022, la situation financière de l'atelier commençait à s'améliorer et permettait d'entrevoir une sortie de cet état d'incertitude vis-à-vis la capacité de maintenir, à court et moyen terme, ses activités. Toutefois, la question de la passation de l'immeuble aux mains d'une autre propriétaire planait toujours.

En ce qui a trait à LGR, la question financière ne consistait pas en un objet de discussion majeur. D'une part, l'atelier possédait déjà tous les outils nécessaires aux réparations usuelles, un stock de pièces neuves et usagées, ainsi qu'une quantité importante de pièces consommables grâce aux achats effectués par l'organisme qui avait initialement développé le projet. De plus, comme l'atelier n'était ouvert qu'une journée par semaine lors de la période de participation, ces ressources existantes étaient amplement suffisantes. La place occupée par l'atelier au sein d'un OBNL plus large lui garantissait un local sans avoir à payer de loyer ou d'autres frais associés (électricité, chauffage, assurances). Cet OBNL, existant depuis plusieurs années, rend disponible une importante offre de services communautaires grâce au financement de plusieurs paliers de gouvernements, de bailleurs de fonds privés, ainsi que par la perception des montants liés aux adhésions en tant que membre de l'organisme (dix dollars par personne par année)⁹¹.

De plus, puisque la relance de l'atelier prenait place graduellement – soit au rythme d'une soirée par semaine au moment de la phase terrain – une quantité limitée de ressources matérielles étaient écoulées. Néanmoins, la directrice de l'OSBL a pu dégager un budget de 10 000\$ aux fins de l'atelier grâce au programme d'aide financière aux initiatives en centres communautaires de loisirs (PAFICCL) du ministère de l'Éducation. Ce montant allait servir de fonds de roulement pour commander des pièces, remplacer les outils brisés, et autres

⁹¹ Les états financiers de 2022 faisaient état de 394 941\$ en subventions (Ville de Montréal, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, subventions salariales fédérales et provinciales), ainsi que 209 193\$ en autofinancement, la majeure partie étant issue des inscriptions comme membres et du camp de jour organisé par l'organisme. La très grande majorité des dépenses se rapportait au paiement des salaires et charges sociales associées (480 721\$). (Gosselin & Associés inc., 2023).

dépenses accessoires. Selon Marcelo, « même si c'est pas beaucoup, ça va aider à mettre en place le projet parce que l'argent est essentielle ».

5.4.5 Coordination des activités et communication à titre d'entité collective

Une autre forme d'action portée par les ateliers peut être comprise comme l'ensemble des actions discursives portées par les personnes qui s'y impliquent, entre elles et au nom du collectif. Évidemment, ces efforts communicationnels sont déployés par les bénévoles de différentes façons et à diverses fins, ce qui peut être aperçu dans le tableau B.5 : Travail relatif aux communications situé en annexe B. Par exemple, sur une plateforme de messagerie en ligne⁹², ceux et celles-ci organisent l'horaire des présences de la semaine ou des mois à venir, annoncent une absence inattendue, se partagent des événements relatifs à la mobilité urbaine, s'invitent à participer à des projets ou des rassemblements sociaux, s'envoient des questions relatives à la mécanique vélo, s'informent de passages attendus d'utilisateur·e·s pour des fins particulières, planifient des rencontres.

Les ateliers ont également une présence publique en ligne, et chaque atelier possède un logo le dotant d'une « identité visuelle ». BQAM-E possède un site web qui permet de partager diverses informations au public (Horaire, nouvelles d'intérêt public, contact, mission, fonctionnement, histoire, comment s'impliquer, la structure, les documents officiels, les procès-verbaux des assemblées générales plus encore). Davantage destiné aux bénévoles, un site « wiki » a également été créé et contient une quantité importante d'information relative au fonctionnement de l'atelier et aux procédures particulières, que ce soit pour savoir comment se servir de l'atelier mobile lors d'un événement, pour trouver des informations sur le fournisseur de pièces, sur la façon d'inscrire un·e personne en tant que membre, pour trouver une liste de prix, pour se faire rembourser des achats, etc. En ce sens, il s'agit d'un outil pédagogique collectif, produit par les personnes impliquées pour outiller les personnes impliquées dans leur apprentissage du fonctionnement de l'initiative. L'atelier LGR est quant à lui sommairement présenté sur une page du site internet de son organisme « mère » : « L'atelier met à votre disposition tous les outils et conseils pour que vous puissiez réparer votre vélo de façon écologique. Nos bénévoles seront sur place pour vous appuyer dans les réparations nécessaires. Nous avons également des pièces neuves et usagées à peu de frais, au besoin! » (LGR)

⁹² À BQAM-E, un groupe privé sur la plateforme Facebook est utilisé pour permettre la communication entre les bénévoles. Au MEBG, la plateforme de communication Slack est utilisée à la même fin. À LGR, les courriels et appels téléphoniques étaient privilégiés.

BQAM-E et MEBG⁹³ entretiennent une page Facebook/Instagram, ce qui leur donne également une visibilité dans la sphère publique informatique. Bien qu'elles ne représentaient qu'une petite part des personnes se présentant aux ateliers, j'ai été surpris du nombre de personnes qui n'avaient jamais fréquenté les ateliers communautaires et qui se présentaient après avoir trouvé l'une des trois initiatives étudiées grâce à une application de cartographie grand public, de type *Google Maps*. Selon Marie, l'administration de cette présence en ligne permet de rejoindre une vaste population, bien que cela implique la réalisation d'un travail continu qui peut devenir chronophage face aux autres responsabilités sociales et professionnelles que peuvent avoir les bénévoles à l'extérieur des permanences :

For reaching clients, mostly we have our presence on social media, our Facebook group, Instagram page, and they're not as active as maybe we could be, but also it's a bit time consuming to do that and, you know, I work full time, so it's kind of tough to take time in the middle of the day to post photos and reply to messages and stuff. (Marie)

Ces pages publiques permettent d'ailleurs aux acteur·rice·s du milieu de suivre les activités d'autres ateliers, et de s'en inspirer, ce que souligne Marie. Cependant, la présence sur les médias sociaux implique de négocier avec les particularités de ces plateformes privées au fonctionnement rendu opaque par les algorithmes. Pour Jacob, bien qu'elles permettent de transmettre un message rapidement à un grand nombre de personnes, il n'est pas garanti que cette transmission soit réellement efficace et rejoigne son public cible :

Facebook c'est soumis à l'algorithme, et l'algorithme au départ était favorable au garage, puis on a atteint une masse qui était non critique et là par exemple pour communiquer et atteindre un maximum de gens bien c'est beaucoup plus dur parce que l'algorithme joue contre nous, donc une des solutions serait d'avoir notre propre blogue, mais pour faire cela, évidemment, il faut des fonds, parce que minimalement tu dois payer pour enregistrer ton domaine, tu dois payer pour ton hébergement du site, et juste pour avoir cette présence sur internet. (Jacob)

Ainsi l'utilisation de ces plateformes privées serait le fruit d'un choix utilitaire. Pour une initiative comme le MEBG aux ressources financières restreintes, les solutions alternatives peuvent sembler limitées, Jacob soulignant que la création d'un blogue indépendant impliquerait de nouvelles dépenses. D'autres bénévoles, lors de discussions informelles ou de réunions d'instances administratives, ont notamment exprimé leur malaise quant au fait qu'ils et elles utilisent ce type de plateforme aux fins de l'initiative, puisque celles-ci opéreraient selon des orientations axiologiquement opposées à celles qui sont portées par les ateliers

⁹³ LGR, dans son ancienne mouture, possédait une page Facebook également. À la reprise des activités à l'automne 2021, cette page a été utilisée afin de faire des annonces qui pourraient rejoindre les personnes déjà abonnées au projet. L'intention était de reprendre éventuellement cette page et de l'adapter.

communautaires. Certain·e·s bénévoles se sont d'ailleurs créés des profils sous pseudonymes afin de communiquer avec leurs collègues tout en évitant de donner leurs informations personnelles.

Plusieurs participant·e·s au processus d'entrevue ont insisté sur l'importance de la communication communautaire – du « bouche à oreille » – dans le partage de leurs activités et dans le fait d'amener de nouvelles gens à connaître et fréquenter les ateliers communautaires. Que ce soit l'invitation d'un·e ami·e, le fait de passer dans le couloir ou la recommandation sur un groupe de voisinage, Marie pointe vers l'importance des relations communautaires et la part de conjoncture qui joue dans la découverte de ces initiatives locales :

Also, I think there's a lot of word of mouth, the people tell their friends about us, and we get some foot traffic, just being in the studio where we are, [...]. Sometimes we get referred to people on some of the Facebook groups, like there's a neighborhood bulletin board group, there's like "freak, femme jobie job group", and people post asking for referrals for things, services and a recommendation, so sometimes people will say "Hey I need a bike tune up", and someone in the comment thread will say "Oh, there's the [MEBG]" (Marie)

Boris, Daniel et Marie ont toutes et tous souligné l'importance accordée – mais aussi les défis liés – au fait rejoindre davantage de gens qui ne connaissent pas les ateliers de vélo communautaire, alors qu'ils pourraient bénéficier de leur fréquentation. Une situation récurrente lors des permanences consistait, lors de l'arrivée d'une personne qui découvrait pour la première fois un atelier communautaire, en l'exclamation de son étonnement de voir que ce type d'espace, d'abord existe, et ensuite, existe depuis plusieurs années. De nombreuses personnes m'ont exprimé leur appréciation pour ce type d'initiative et ont déclaré qu'elles les auraient fréquentées plus tôt si seulement elles avaient été au fait de leur existence. Il m'a notamment été donné d'entendre cette phrase qui met de l'avant l'intérêt que peuvent avoir certaines personnes pour la mise en commun de ressources : « Si j'avais su que ça existait, je serais venu plus tôt, je n'aurais pas acheté une aligneuse, un pied de travail, j'aurais pu en profiter plus longtemps! C'est fantastique! ». Boris souligne d'ailleurs ce type de situation en entrevue, et souligne l'enthousiasme que peut susciter la découverte de l'atelier :

*il y a des gens qui arrivent puis qui disent "Ein! C'est nouveau ça!", non ça fait 12 ans *rires* [...]. Dès qu'on envoie un courriel à une liste disons, un groupe qui nous donne sa liste de contacts, [...], bien souvent il y a quatre, cinq personnes qui arrivent en même temps le lendemain ou le jour même *rires* qui disent : "Hey, j'ai reçu un courriel, je savais pas que ça existait!". (Boris)*

5.4.6 Un espace social porté vers le partage de connaissances et de développement de compétences

L'attrait des ateliers communautaires a pu, pour certain·e·s participant·e·s, se conjuguer à des expériences négatives dans des boutiques vélo « traditionnelles » qui ont contribué à les repousser du circuit commercial.

L'insatisfaction face à des réparations sous les standards de qualité attendus dans un atelier commercial a été un événement déclencheur pour Jean dans sa trajectoire d'autopédagogie à la mécanique, souhaitant être autonome dans l'entretien de son moyen de transport. Ce type de situation s'est d'ailleurs révélée lors d'une séance de mécanique extérieure à LGR lorsqu'un père est venu avec le vélo de son enfant. Il m'a expliqué qu'un atelier commercial devait avoir fait une réparation sur le jeu de direction, cependant, en ouvrant le système, il était apparent que seulement la moitié des pièces qui devaient être remplacées l'eût été. Avec des explications, cette personne a pu procéder au remplacement de la pièce, en s'assurant que le tout était fait convenablement, et en évitant de payer une seconde fois pour une réparation bâclée.

Pour Boris, c'est au cours de ses recherches pour l'achat d'une pièce spécifique dans plusieurs boutiques de vélo, quelques années avant son entrée en contact avec les ateliers de vélo communautaires, qu'il a eu l'impression de voir ses connaissances minimisées par des professionnels qui ne lui ayant pas fait confiance :

les *bike shops* ils étaient pas tant genre ouvert à m'offrir une affaire comme ça, spécifique. [...] T'sais, comme s'ils me faisaient pas confiance. [...] c'était un rapport que je me souviens, un des premiers que j'ai eu avec des *bike shops*, c'était comme faire plein de places, pas vraiment être servi comme je le voulais. (Boris)

Cette approche de fermeture à l'égard des savoirs techniques, ainsi que la dévalorisation des savoirs des personnes « non initiées », se place en porte à faux avec l'approche que tentent d'instaurer les bénévoles des ateliers communautaires dans leur milieu. À cet effet, la formule linguistique « on est une école » utilisée par une bénévole lors d'une réunion de routine m'a été frappante par sa simplicité et par le message qu'elle contient : bien qu'il s'agisse d'un atelier de mécanique ouvert au public où du travail concret produise des choses utiles, la nature de l'activité sous-jacente, qui permet cette création de valeur serait, elle, pédagogique.

Une étape primordiale du décloisonnement des connaissances et compétences techniques liées au vélo consiste à (re)construire la représentation cognitive que peuvent avoir les gens du vélo pour en faire un objet approchable et maîtrisable. Il s'agit en quelque sorte de montrer que la maîtrise des opérations mécaniques « *are achievable skills for anyone* », selon Marie. Pour Jacob, il s'agit, par une présentation et une compréhension de certains principes de base, de rendre aux gens un sentiment de compétence et de confiance afin qu'ils puissent se lancer dans l'entretien manuel, même s'ils n'ont jamais fait de mécanique auparavant :

rendre ce sentiment de capabilité à la personne, et je pense qu'il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas ce sentiment de capabilité, à tort, parce que c'est pas une fusée un vélo, c'est des câbles, des leviers. C'est assez bête, mais c'est ça, c'est une suite de leviers qui est interconnectée et qui va fonctionner. (Jacob)

Tel que mentionné précédemment, l'accueil des gens se fait généralement en s'informant sur leur niveau de familiarité avec les ateliers communautaires, leur aisance en mécanique, ou en leur demandant s'ils auront besoin d'assistance pour réaliser les réparations visées. Ils sont alors invités à poser des questions s'ils en ressentent le besoin. Lorsqu'une personne ayant peu d'expérience en mécanique présente le problème mécanique pour lequel elle se présente à l'atelier, il n'est pas rare d'entendre en accompagnement « ...mais je n'ai jamais touché à ça auparavant », comme pour souligner un besoin d'être épaulée dans le processus de réparation. Les bénévoles soulignent alors qu'elles et ils sont là pour répondre à leurs questions et pour les guider parmi les diverses opérations. Lorsqu'une hésitation se fait sentir chez les usager·e·s, potentiellement intimidé·e·s à l'idée de réaliser des tâches dont la nature et la complexité leur sont inconnues, des encouragements peuvent être entendus, du type « oui, pas de problème, tu vas pouvoir le faire! », potentiellement suivi d'une présentation du vélo en tant qu'objet simple et approchable, comme le souligne Jacob ci-haut. Seul le temps disponible lors d'une permanence peut devenir un facteur limitatif : parfois les bénévoles plus expérimentés, capables d'évaluer le temps nécessaire pour faire une réparation en fonction du niveau d'aisance d'une personne, vont recommander de revenir plus tôt lors d'une autre soirée pour entamer des réparations plus substantielles.

La transmission d'informations quant aux systèmes mécaniques, à leur fonctionnement, aux opérations qui peuvent y être appliquées, à la façon d'utiliser les outils et aux façons d'identifier les problèmes peut se présenter selon diverses configurations. Ainsi, les personnes impliquées dans les ateliers mobilisent plusieurs procédés, méthodes et techniques pédagogiques afin de transmettre des connaissances et développer des compétences à l'interne et l'externe. Pour Boris, il s'agit déjà de « diriger vers les bons outils, montrer comment les utiliser, il y a un travail quand même pédagogique là. » (Boris). En effet, puisque la fonction et le schéma d'utilisation peuvent ne pas être évidents pour chaque outil, il s'agit pour les bénévoles, soit d'expliquer verbalement, soit de faire une démonstration qui peut être mimée ou appliquée à une autre pièce, ou d'appliquer une opération à un système du vélo pour la défaire ensuite. Les bénévoles supervisent ensuite afin de s'assurer que les gestes appliqués soient bien ceux qui ont été enseignés, et pour vérifier qu'un nouveau problème ne se révèle pas au fil des opérations. Par exemple, une personne pourrait tenter de dévisser un boîtier de pédalier, sans pourtant y arriver. Il est possible que le geste appliqué soit celui qui ait été indiqué par les bénévoles, sans savoir que cette pièce soit en fait figée dû à la présence de corrosion. En voyant qu'une personne applique une force supplémentaire à ce qui serait attendu, les bénévoles peuvent interpréter qu'il serait plus judicieux d'utiliser un autre outil permettant de passer outre ce nouveau problème, reprenant sous une nouvelle forme le processus pédagogique.

Lors des ateliers thématiques organisés par des bénévoles, l'approche peut être légèrement différente en fonction de la population ciblée, que ce soit pour « former » d'autres bénévoles ou pour outiller des usager·e·s. Dans la majorité des cas qui se sont présentés durant l'implication terrain, la personne propose d'éduquer ses pairs sur un système donné commence par une portion plus théorique : par quels principes opère-t-il, quels sont les différents standards existants, quels sont les problèmes récurrents, quels sont les outils qui s'y rapportent? Une période de démonstration en utilisant un vélo dédié prenait généralement place avant d'inviter les participant·e·s à essayer eux-mêmes ces opérations sur leurs propres vélos. Certains ateliers thématiques organisés avaient aussi pour but de rendre la pratique du vélo plus accessible par l'acquisition de connaissances pratiques, notamment à l'entrée des périodes hivernales. Par exemple, à plusieurs reprises, Mathieu a organisé des soirées conférences ouvertes au public pour communiquer de l'information relative à la pratique du vélo d'hiver. Il en profite pour présenter les conditions auxquelles les personnes peuvent s'attendre, les types d'habillement à privilégier, les types de pneus à utiliser, le genre de maintenance qui devrait être fait et à quel intervalle, etc.

Lors des permanences usuelles, des rencontres à l'extérieur de l'atelier, ou même sur les plateformes informatiques, des moments de discussion informels, entre bénévoles, permettent un partage de connaissances. Par exemple, sur le canal de communication du MEBG, les bénévoles peuvent s'envoyer des questions et y répondre, parfois même en temps réel au fil d'une permanence : « *if there's something in the bike garage that's weird, they can post a picture of it and say "hey, have you ever seen this before?" or like "what would you do with this?"* » (Marie).

Parfois, ces discussions entre bénévoles prennent pour objet des aspects techniques liés au vélo ou à la mécanique, simplement afin de développer un bagage de connaissances qui puisse être utile ultérieurement. Parfois, celles-ci portent davantage sur l'aspect plus expérientiel lié au cyclisme, que ce soit par rapport à l'expérience de la ville, du partage de la route avec les voitures, des axes à privilégier ou de la façon de s'habiller pour être confortable. Pour Camille, que ces discussions prennent place avec des usager·e·s ou d'autres bénévoles, tous·tes y gagne à apprendre de tout le monde, et sur une variété de thèmes, que ce soit sur la mécanique, sur les dynamiques sociales liées aux rôles genrés, ou d'autres thèmes encore:

on discute avec les usagères, puis on s'échange des voyages, des angles, des routes, des sorties, des *tips* [...], t'apprends de tes autres bénévoles parce que toi t'es comme "J'ai jamais fait ça", donc finalement t'apprends en même temps que la personne qui est venue réparer, t'apprends sur tes positions en tant que femme dans la ville, ça va beaucoup plus loin que juste une réparation. (Camille)

Certaines situations ont rendu saillant que l'apprentissage est un processus actif qui implique une dépense d'énergie cognitive considérable. Il est arrivé à quelques reprises que des usager·e·s néophytes disent après

quelques heures passées à réparer différents éléments de leur vélo : « ah, je vais revenir une autre soirée, je n'ai plus de cerveau ». Cette fatigue peut être à la fois liée à la dépense énergétique et psychique qu'implique l'apprentissage de nouvelles connaissances et compétences, ainsi qu'au fait que ces activités ont généralement lieu en soirée, après une journée de travail ou de cours, que cela se fait debout, mobilisant le corps et l'esprit dans un contexte qui n'est pas nécessairement familier et qui demande également d'interagir avec plusieurs personnes. Pour Boris, ces éléments, dans ses débuts de fréquentation comme usager, se nouaient également à une volonté de « réussir » qui, lorsque les problèmes se multipliaient devant lui, lui a demandé une certaine persévérance. Il reconnaît à ce processus où il se sentait « mis au défi » un rôle dans le fait de lui « avoir forgé un peu une résilience devant ces problèmes qui apparaissaient ». Les efforts déployés dans l'apprentissage de la mécanique ont « aussi plein d'impacts cognitifs » selon Camille, qui insiste sur l'enrichissement qui vient avec le développement d'« un nouveau savoir-faire ». D'ailleurs, pour Marie, l'inconfort qui peut être ressenti lorsqu'on est mis à l'épreuve devant un défi où nous devons apprendre est partie prenante de ce processus du développement des compétences visées : « *I'm always kinda nervous when someone brings in a bike that I don't know very well, but I also try to remind myself that being outside of your comfort zone is like, the only way to level up your skillset, you have to expose yourself to those unfamiliar things* » (Marie).

Le corps peut également être mis à l'épreuve lors de certaines opérations, certains corps pouvant avoir de la difficulté à appliquer une grande force pour retirer une pièce figée, par exemple. Toutefois, l'enseignement des techniques et des outils à privilégier, permettant d'appliquer une force maximale de la manière la plus efficiente pour arriver à une fin donnée, permet généralement à l'ensemble des personnes de réaliser les opérations souhaitées. Dans les cas où déloger une pièce devient une lutte particulièrement laborieuse, il n'est pas rare d'entendre des mots d'encouragements de la part d'autres usager·e·s ou bénévoles, suivis d'exclamations célébratoires et même d'applaudissements. Par exemple, lorsque le chalumeau est employé pour chauffer un boîtier de pédalier, suivi d'une introduction dans l'eau glacée pour inciter un choc thermique susceptible de libérer la pièce figée, l'attention de pratiquement l'ensemble des personnes présentes se fixe sur ce processus à la fois spectaculaire et enrichissant du point de vue de l'apprentissage de techniques mécaniques et principes physiques.

Les participant·e·s aux entrevues ont souligné que l'apprentissage pourrait représenter un facteur motivationnel important à la participation des usager·e·s. Il semble clair pour Jacob que « les personnes qui viennent, viennent apprendre un "*set of skills*", ils viennent apprendre de nouvelles facultés qu'ils avaient pas avant ». Ce cheminement, Jacob l'a lui-même entrepris à son arrivée à Montréal en récupérant un « cadre complètement nu » qu'il a appris à assembler au MEBG en vélo complet grâce aux conseils des bénévoles.

Quant à elle, Camille affirme avoir été motivée à apprendre à réparer elle-même son moyen de transport principal dans le but de développer son autonomie :

J'en avais marre d'abandonner mes vélos parce qu'ils avaient un flat et tout, je me suis dit ça serait super intéressant d'apprendre à les réparer moi-même [...]. Je suis vraiment plus rentrée en tant qu'usagère en disant "Bien je veux être autonome parce que c'est mon moyen de transport annuel". (Camille)

Le niveau initial de connaissances techniques pour l'apprentissage de ces nouvelles compétences peut être hautement variable, certaines personnes ayant déjà beaucoup d'expérience en mécanique, d'autres n'ayant pratiquement jamais manié d'outils, et d'autres encore n'ayant jamais fait de vélo auparavant :

On a des personnes qui viennent, on a eu deux ou trois personnes qui n'avaient jamais pédalé auparavant et qui ont voulu s'acheter un vélo, ce qui était drôle et terrifiant, parce qu'il a fallu leur montrer comment utiliser un vélo, se positionner pour un freinage d'urgence, c'est pas toutes les personnes qui savent le faire, déplacer le poids de leur corps vers l'arrière du vélo. (Jacob)

Sur ce dernier point, Jacob souligne que les ateliers communautaires peuvent en venir à combler un vide laissé par les administrations publiques et le réseau scolaire, notamment sur l'éducation au maniement du vélo dans un contexte urbain et aux aspects sécuritaires, un élément critique pouvant influencer la volonté et l'aisance quant à l'utilisation d'un moyen de transport⁹⁴. Dans un contexte de croissance de l'utilisation du vélo comme moyen de transport, un changement souhaitable pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre liés au transport, les efforts déployés par l'État dans l'éducation à l'utilisation d'un moyen de transport comportant des risques pour l'utilisateur et pour autrui reste, selon Jacob, inadéquats :

Il y a vraiment un objectif à réaliser sur l'éducation à la sécurité à vélo. J'ai pas le sentiment que la ville le fasse bien, [...] j'ai pas l'impression que la pédagogie mise en place par la ville soit adéquate. On a eu des écoles qui sont venues nous rendre visite pour montrer comment on maintient son vélo, comment on devait freiner, je pense pas qu'il y ait une vraie formation dispensée par la ville, les services de la ville, les services du ministère de l'éducation, les services du ministère des sports sur l'utilisation d'un vélo. Or, tu dois connaître des règles minimales, arrêter aux stops, ou à défaut ralentir aux stops, savoir se placer à une intersection pour être en sécurité, essayer de faire en sorte peut-être qu'il y ait moins de morts sur les routes qui soient des cyclistes, ce serait pas mal comme but. (Jacob)

Des personnes avec très peu de connaissances mécaniques décident également de venir s'investir comme bénévoles, parfois pour faire d'autres types de tâches, mais, dans plusieurs cas, pour s'engager dans une

⁹⁴ Vélo Québec offre également un programme d'éducation cycliste en milieu scolaire, appelé cycliste averti, auquel les professeur·e·s intéressé·e·s doivent faire parvenir une demande. Les disponibilités peuvent varier en fonction des régions et ne représentent pas une formation intégrée à un curriculum national. (Vélo Québec, 2024).

démarche d'apprentissage. Leur intégration en tant que bénévoles est encouragée, et, grâce à l'aspect collaboratif, certaines personnes qui n'auraient autrement pas été portées à s'engager dans des travaux « techniques » peuvent se voir y être entraînées, selon Mas :

On insiste vraiment beaucoup sur le fait que t'as pas besoin d'avoir des connaissances pour être bénévoles, t'sais, on est là pour apprendre en groupe puis partager ça. Je pense que ça met beaucoup de personnes plus en confiance de se dire comme "Ah bien, *anyway* je vais avoir comme, du monde pour m'accompagner dans le processus si jamais j'ai une question, ou si je suis pas sûr sur cette partie-là", puis je pense que ça amène vraiment les personnes à se sentir plus à l'aise de tenter l'expérience. (Mas)

À cet effet, l'intégration de nouvelles et nouveaux bénévoles se ferait régulièrement en invitant les gens à se joindre à un·e autre bénévole plus expérimenté·e qui leur permettra d'apprendre les aspects mécaniques, une pratique à laquelle réfèrent Daniel et Marie par le terme « *shadowing* ». Daniel aurait lui-même suivi cette forme d'intégration en prenant comme mentor un autre bénévole durant environ une année avant d'animer seul une permanence. Boris souligne que son intégration a suivi une forme similaire, mais insiste également sur le processus de transmission de compétences liées à la posture de bénévole, tant au niveau des tâches connexes d'atelier que dans la façon d'approcher les questionnements des apprenant·e·s :

Au début, [...] quelqu'un m'aidait [face] à comment agir à BQAM-E. T'sais des trucs, "quand la personne te demande ça, ça veut probablement dire qu'elle a besoin de ça, même si elle le sait pas", ou t'sais, "elle le sait pas encore, mais il va avoir ça", ou comment faire des factures, des affaires plus, des opérations, t'sais. (Boris)

Toutefois, certain·e·s bénévoles ne visaient nécessairement, en s'impliquant, faire des apprentissages techniques, mais possédaient plutôt un large éventail de connaissances pouvant être mises à contribution. C'était notamment le cas pour Jean et Mas qui se sont engagés dans un processus d'autopédagogie, en s'achetant des outils et en passant du temps sur leurs propres vélos chez eux. Boris réfère à cette approche comme celle des personnes qui ont acquis de l'expérience en étant « patentés », une trajectoire parallèle à celle de personnes qui ont travaillé dans des ateliers commerciaux et qui, en découvrant les ateliers communautaires, sont saisis d'une volonté de partager leurs compétences :

il y a eu des gens qui ont travaillé dans des *bike shops* qui commencent à étudier à l'UQAM puis quand ils entendent parler de ça ils arrivent puis sont comme "oui, moi je veux être bénévole, je veux aider les gens, j'ai des connaissances" puis ils sont charmés ou, ils... pas charmés, mais ils adhèrent au projet. (Boris)

Certain·e·s bénévoles, au fil du temps, de leur acquisition d'expérience et de connaissances, en viennent à prendre une position de référence lors des permanences. Ce serait notamment le cas pour Mas qui affirme se retrouver « beaucoup à faire des petits aller-retour, à répondre plus à des questions que faire l'accompagnement complet avec une personne, comme c'était plus le cas avant ». S'il y a un élément qui

semble critique pour les bénévoles de longue date, il s'agit de faire en sorte que l'ensemble des bénévoles restent dans une posture d'éducateur·rice·s, sans faire les opérations pour les usager·e·s. Pour Jacob, il s'agit avant tout d'« aider les gens à manipuler leur vélo, leur montrer par l'exemple bien souvent, mais avant tout leur montrer comment faire sans nécessairement toucher leur vélo ». Daniel affirme que cela représente

one very important rule, that they [les usager·e·s] do the work and we just facilitate and try to help. [...] this is a volunteer space, so you come in you are gonna do the work on your bike, it doesn't matter the level of knowledge that you have, we'll help you along the way, but we don't fix peoples' bikes, you do the work". [...] From the beginning it's [been] an incredibly important part of this because if we're just fixing peoples' bikes, then we're a bike shop and that's not what we are. (Daniel)

Comme l'évoque Daniel, cette particularité que représente l'autoréparation assistée mise en place comme modèle d'action dans les AVC différencie ces initiatives du circuit commercial. Camille affirme que lors de l'intégration de nouveau·elle·s bénévoles, un message très clair est transmis à cet effet, et à la manière dont cette façon de faire s'intègre aux objectifs éducatifs de l'atelier : « "vous êtes là pour accompagner, vous êtes pas là pour faire". Si vous voulez faire, prenez un vélo scrap ou montez un vélo vous-même puis faites-vous un projet, mais quand y'a des personnes qui viennent notre objectif c'est de faire de l'éducation » (Camille).

La présentation de ce modèle d'action des AVC aux usager·e·s néophytes représente pour certain·e·s bénévoles, dont Daniel, un moment initiatique où prend place l'exposition des particularités de leur atelier, mais aussi, du mode de fonctionnement communautaire qui y est privilégié, plaçant ainsi les fondations sur lesquelles une compréhension de leurs initiatives en ce qu'elles se différencient du circuit commercial est appelée à se réaliser :

When you come in, you know, you set up, we explain how it works, so that you know how the space works, so there's no mystery behind it you know? So you just come in, you're like "Hi! My names Daniel, I'm the volunteer for tonight, have you ever been here before?", then if the person's like "Oh' I've never been here before, I don't know how it works" (Daniel)

Une caractéristique particulière des ateliers communautaires à l'étude se rapporte au fait que les bénévoles sont également en processus d'apprentissage lorsqu'ils et elles s'impliquent à l'atelier. Les bénévoles ne sont pas attendus de posséder toutes les connaissances et compétences nécessaires à la réparation de l'ensemble des problèmes mécaniques possibles. Il s'agirait plutôt de ne « pas avoir peur de dire "bien, je sais pas", de s'informer » (Jean), une situation tout à fait attendue selon Camille qui souligne le caractère communautaire de l'initiative et le fait que celle-ci est portée par des personnes qui offrent un travail gratuit « non-professionnel » : « on est bénévoles, on est pas des experts, donc moi le nombre de fois que je suis comme, j'ai aucune idée de faire ce que tu me dis, puis on se met un *YouTube* puis on tâtonne » (Camille).

Les bénévoles se trompent parfois, font des erreurs, tatillonnent; il n'est pas rare de les entendre dire : « je ne sais pas, on peut demander à telle ou telle autre personne ». Beaucoup de bénévoles qui s'impliquent dans les ateliers le font d'ailleurs, en plus de servir leur communauté, pour apprendre comment travailler sur des vélos et développer leurs compétences mécaniques. La majorité n'ont jamais eu de formation « professionnelle » ou reconnue en la matière, ayant développé leurs compétences et « sur le tas » en essayant, en écoutant et en allant chercher par leurs propres moyens l'information nécessaire à la réalisation des tâches. Cela dit, lors de la période d'implication, il s'organisait occasionnellement à BQAM-E des « cohortes » de bénévoles intéressé·e·s à obtenir une formation de niveau professionnel en mécanique vélo auprès d'une entreprise spécialisée. La participation à cette activité engendrant un coût considérable pour l'organisme avait cependant été conçue par les porteurs·euse·s de l'organisme comme étant conditionnelle à une prise d'engagement pour la réalisation de 30 heures de bénévolat et d'une activité destinée à la collectivité⁹⁵. Pour Marie, cette posture de personne qui s'implique bénévolement tout en s'engageant elle-même dans un processus d'apprentissage partagé fait partie prenante de son implication :

*Myself, as the volunteer at the garage and the clients coming into the garage, we're on a journey learning together and sometimes I know exactly what to tell them to fix their bike, and sometimes, I don't. So we'll look up a YouTube video, and try to take what I know about a caliper brake and like apply, "well you know in a caliper brake, you would insert the cable here, so let's see on a v-brake, it's probably somewhere around there" *laughs* "Let's see what happen if you try that". (Marie)*

Tel qu'elle y fait allusion, par ce processus d'apprentissage continu, une certaine intuition basée sur la compréhension du fonctionnement de certains systèmes mécaniques ouvre des portes à une mécanique intuitive, et, dans certains cas, à une mécanique créative où l'espace pédagogique laisse place à l'exploration pour trouver une solution appropriée : « *More often than not we can figure it out, so yeah, a typical day at the bike garage *laughs* is doing my best to help the client to the best with my knowledge and their knowledge combined and sometimes exploring for an answer* » (Marie).

Ainsi, ce ne sont pas que les bénévoles qui partagent des savoirs et tendent au développement de compétences chez autrui. Les bénévoles s'en partagent entre elles et eux, les usager·e·s aussi, et tous ces gens s'en partagent ensemble sans égard au mode d'engagement par lequel ils et elles sont entré·e·s dans cet espace. D'ailleurs, pour Daniel, la participation à l'AVC implique la prise d'un rôle actif pour l'ensemble

⁹⁵ Ces activités ne devaient pas nécessairement être de nature mécanique, mais devaient contribuer à animer de quelque manière l'atelier (ex. conférences, projections de films, balades à vélo, etc.)

des personnes qui le fréquente, une facette qui serait particulièrement importante de l'initiative et dont il souhaite faire la promotion :

*Another thing that we say to people is "if you have a question, you're more than welcome to ask us, we're not gonna be able to answer every question, ask the person next to you, and have a conversation with a stranger that's next to you that's doing the same thing that you're doing". 'Cause this is a community-based bike garage, you know? We may not eyeball that question, so we'll try to help you as much as possible, but ask the person next to you, they may have a lot of bike knowledge. That's insanely *emphasis* important. (Daniel)*

À cet effet, il m'a été donné à quelques reprises d'entendre, de la part de bénévoles, des expressions de mécontentements face à des usager·e·s qui ne remplissaient pas les attentes liées à leur participation et qui, en quelque sorte, ne « jouaient » pas leur rôle en manifestant une certaine passivité lors des activités mécaniques. Par exemple, ces propos de Marcelo illustrent par la négative l'échange réciproque attendu lorsqu'une personne fait don de soi en enseignant gratuitement à autrui, cette dernière reconnaissant la valeur de cette implication en la recevant activement : « Il y a aussi une pédagogie, il y a quelque chose que le monde doit apprendre, je te donne, mais tu dois apprendre quelque chose. Le gars qui arrive avec son vélo et va avec son téléphone, non, non, non, [...]. Il faut que la personne s'implique, sinon tu deviens mécano de l'autre. » (Marcelo)

5.4.6.1 Un engagement et des activités axiologiquement et politiquement orientées

En développant la compréhension et la maîtrise des aspects techniques relatifs à l'entretien et la réparation de l'objet vélo, les bénévoles semblent largement partager la volonté d'encourager davantage de personnes à privilégier le vélo comme moyen de transport principal. Selon Camille, l'apprentissage serait consubstantiel à un ce processus d'autonomisation pouvant résulter en une plus grande inclinaison à favoriser le vélo représente le « cœur le plus profond » de la mission de l'organisme pour lequel elle œuvre :

Bien le cœur, le cœur le plus profond, ce serait vraiment de rendre des cyclistes autonomes dans leur mécanique et dans leur culture du vélo, parce que si tu sais faire ta mécanique bien t'es plus amené à réparer toi-même, donc à rouler toute l'année ou enfin, ou les trois quarts de l'année. (Camille)

Pour Boris, corollairement au développement des compétences et de la compréhension de l'objet croît une forme de liberté personnelle qui se lie à l'utilisation du dispositif et aux possibilités de déplacement qui s'ouvrent, par celui-ci, à l'individu : « ils peuvent le comprendre, puis ça va leur donner une plus grande liberté. [...] Ils se libèrent en comprenant. Ils comprennent comment ça fonctionne, fait qu'ils se sentent plus libres de l'utiliser » (Boris).

Cette lecture est conséquente avec celle de Mas, pour qui l'utilisation du vélo est en elle-même libératrice en ce qu'elle représente le substrat matériel pouvant octroyer au cycliste une indépendance pour ses déplacements, évacuant de ce fait le besoin de se fier aux services de transport en commun et à leur couverture géographique ou horaires potentiellement limités. L'ultime limite serait ainsi mesurée au regard de sa volonté et, dans une certaine mesure, de ses capacités physiques :

je me suis pris un vélo, puis ça m'a offert une forme de liberté puis une indépendance, que je pensais d'abord liée au déplacement du fait que t'es plus pris à attendre dans le *frette* pendant des heures que ton bus il passe, tu peux partir puis rentrer à n'importe quelle heure, comme tu deviens ta propre limite là-dedans, t'sais. À quel point, t'es *down* de faire une heure de vélo pour aller voir de quoi de *nice* qui est vraiment loin, t'sais. Y'a juste toi qui peut poser cette limite, parce que sinon, autrement, y'en a pas vraiment là. (Mas)

La volonté de voir se développer l'autonomie face – et grâce – au vélo trouve également origine chez plusieurs participant·e·s dans une volonté de donner un sentiment de compétence par lequel les personnes fréquentant les AVC puissent être susceptibles de vouloir transmettre leurs nouvelles connaissances et habiletés à autrui. Tel qu'y fait allusion Daniel, le développement d'un sentiment de compétence, ou de confiance, permettant aux personnes de faire elles-mêmes des opérations qui répondent à leurs besoins matériels peut représenter une avenue pourrait stimuler simultanément un éloignement du circuit marchand :

So we want to instill confidence in people to recognize that like, you know, they can do it, it's actually not that difficult, and once they do they take those skills away and they could show that to other people and so [...], they realize like "oh, I can fix my bike. I can change my tube! I don't gotta take it down to the bike shop or whatever". And that autonomy definitely builds off on other things as well, [...] it builds good communities. It builds like connected communities you know? So it's a small part of a bigger machine. (Daniel)

Selon Boris, le développement de cette autonomie personnelle et, par extension, collective peut avoir des ramifications dont les impacts se mesurent au niveau politique. Ses propos soulignent qu'il ne s'agit pas, au sein des AVC, de combler un besoin individuel, en vase clos, sans impacts subséquents, mais bien de mener à une remise en question du rapport sociétal à la mobilité, à la consommation de biens pour développer les usages libérateurs ainsi que la capacité de réparer les biens utiles afin d'éviter la surconsommation et le gaspillage :

Politiquement, entre autres, de laisser voir que ça existe, que les gens fassent "ouais c'est vrai qu'on est un petit peu pognés t'sais, on est un petit peu avec un angle de vue limité, faudrait aller plus loin" [en lien avec] le déplacement en ville, justement les moyens de production ou de réparation. [...]. Moi je l'appelle l'autonomie modale, c'est le concept qui me vient, que les gens soient capables de comprendre ce qu'ils utilisent dans la vie, donner plus de liberté puis éviter toutes sortes de gaspillage, oui, que les populations se prennent plus en main par elles-mêmes. (Boris)

Pour Boris, cette caractéristique des AVC, de rendre accessible à tout le monde l'entretien du vélo et, par extension, la pratique du vélo, participe d'idéaux d'accessibilité et d'équité qui sont intégrés plus largement dans ce qu'il appelle « le mouvement des ateliers » :

Je suis quand même conscient de ce mouvement-là, le mouvement des ateliers, puis en l'ayant vu ailleurs je comprends que ça s'inscrit vraiment dans une manière de penser la manière de se déplacer, de un, qui doit être axé vers l'accessibilité, l'équité, bien c'est comme tout le monde a le droit d'y avoir accès. L'accessibilité au vélo, l'accessibilité de pouvoir s'en occuper. (Boris)

L'autonomisation technologique centrée sur le vélo est vue par plusieurs participant·e·s comme un outil pour faciliter la pratique de la mobilité active conçue à la fois comme une façon de répondre à un besoin de base, et comme une façon de modifier nos pratiques de mobilité afin de réduire la pression imposée par les humains sur les systèmes écologiques. Il s'agit notamment du propos de Camille qui envisage, selon le sens qu'elle impute à la mission de l'AVC, le lien entre les actions locales cherchant à réduire la part modale sociétale de l'automobile individuelle et contribution à l'utilisation d'alternatives dont l'impact est envisagé à l'échelle climatique :

On se retrouve en 2022 dans une société où on a des pics de température anormale, donc je pense que la mission de BQAM-E va clairement dans le sens d'une société qui, au niveau de la mobilité, si on prend juste l'angle de l'environnement, de développer la mobilité active, de réduire la place de l'auto solo, de faire en sorte qu'on crame pas dans 10 ans, qu'on crame dans 20 seulement. (Camille)

Dans un même ordre d'idées, Jean accuse une critique frontale des approches de la « transition écologique » qui restent ancrées dans les paradigmes extractivistes et de l'automobilité, ainsi que des discours assimilables aux pensées de la « croissance verte », soulignant son adhésion aux alternatives technologiques tel que le vélo. Il est intéressant de noter dans la dernière phrase de la citation qui suit, que cette démarche critique n'est pas envisagée ici comme un simple choix individuel, mais qu'il s'agit également pour Jean de communiquer cela à autrui, politisant sa pratique d'implication en AVC :

T'sais, c'est rendu que les minières font des publicités pour dire qu'ils ont des objectifs verts, écologiques, parce qu'ils ont des métaux d'avenir, mais ça a pas de sens, ça a pas de sens *rires*. On veut développer les automobiles électriques, ça a pas de sens : une automobile, ça fait une automobile de plus, [...]. "La meilleure énergie, c'est l'énergie qu'on utilise pas". Fait que pour moi, c'est de pouvoir communiquer ça, puis le vélo, je pense est une solution. (Jean)

Selon Boris, qui se souvient avoir affirmé lui-même « Moi, je milite pour le vélo, je milite pour la transition écologique », les principes écologistes peuvent être un moteur d'implication pour plusieurs bénévoles à ces initiatives : « il y a beaucoup de gens qui deviennent bénévoles, [pour qui] leur engagement aussi à l'atelier, c'est pour éviter le gaspillage, c'est pour faire la promotion du vélo, transport actif. » (Boris)

Accessoirement au développement de la mobilité active en milieu urbain, certain·e·s bénévoles lient leur engagement à un imaginaire urbanistique qui remet en question la place donnée à l'automobile au sein des aménagements urbains, Boris soulignant que, selon lui, « Montréal est une ville qui est considérée comme cycliste, mais il y a clairement des angles morts puis à la fois dans le mobilier urbain ou l'urbanisme. Il y a des grandes prétentions puis il y a des pas mal gros problèmes encore ». Cette critique des infrastructures physiques trouve également écho dans une critique particulière de l'organisation sociale du financement des infrastructures de mobilité, et des discours populaires qui peuvent être entendus à cet effet : « J'ai lu *bikeonomics*⁹⁶ et ça m'a fait réaliser à quel point tout le monde paye et *subsidize* les routes puis toutes les infrastructures pour les *chars*. Après c'est les automobilistes qui disent qu'on paye pas assez pour les routes » (Bénévole entendue à BQAM-E, mars 2022).

Les efforts qui vont à l'encontre de cette tendance, par exemple l'implantation de nouvelles infrastructures cyclables, peuvent paraître pour plusieurs bénévoles, dont Jean, comme des demi-mesures perdant de vue l'objectif de rendre les déplacements urbains plus sécuritaires pour les personnes utilisant des moyens de transport actif, au profit d'autres considérations tel que la maximisation du flux de véhicules :

C'est ridicule, parce que les aménagements ne sont pas faits pour être sécuritaires, ils sont faits pour faire du millage, des belles cartes, puis dire "ah, on a un réseau 4 saisons", mais des bandes cyclables, de la peinture, c'est pas sécuritaire. Ce qu'il faut sécuriser, c'est les intersections, puis les aménagements connus, des intersections hollandaises, où tout est sécurisé, les déplacements sont sécurisés. [Ici] on va mettre des lumières aux cyclistes, pas pour sécuriser, mais pour gérer les flux pour que les autos puissent tourner. (Jean)

Dans un contexte social où le développement des pistes cyclables protégées peut devenir un enjeu politisé et un catalyseur de luttes sociales (Morin-Martel, 2023), Jean affirmait en entrevue que ces développements restent selon lui nécessaires et qu'ils devraient être soutenus par des politicien·ne·s ayant l'audace de soutenir ces avancements. Daniel abonde dans le même sens et soutien que l'installation d'infrastructures sécuritaires doit faire partie des plans de développement de mobilité à l'échelle municipale afin que les gens puissent se sentir en sécurité, condition préalable à l'adoption massive d'un moyen de transport alternatif comme le vélo : « *The only way that you're gonna build a bigger bike community and more people wanting to take their bike, is if the infrastructure is there and they feel safe.* » (Daniel)

⁹⁶ Voir le livre d'Elly Blue, *Bikeonomics*, publié en 2016 aux éditions *Microcosm publishing*.

Loin d'être un milieu aux visions univoques, d'autres restent sceptiques devant le développement des infrastructures cyclables dans des quartiers en processus d'embourgeoisement, un développement conçu comme pouvant contribuer à cette tendance et pouvant alimenter la hausse des loyers dans le contexte actuel de crise du logement⁹⁷. Marie fait sens de son implication en le mesurant à ces enjeux sociétaux; il devient pour elle une façon concrète de servir les besoins matériels de personnes marginalisées et en situation de précarité :

I love the Saint Denis bike path in front of my house but I have to fight tooth and nail to keep my rent from doubling or getting renovicted. So while I'm glad folks are out there lobbying for bike paths and campgrounds along the Route Verte, I want to spend my limited resources in the place that serves people who are not getting invited to meet the mayor. (Marie)

En ce sens, la contribution des bénévoles à une mobilité accessible s'inscrit aussi, pour certaines personnes, dans une démarche visant à créer une société plus juste. Pour Jacob, l'implication des bénévoles auprès des personnes qui fréquentent les AVC est susceptible d'avoir un impact sur leur capacité de déplacements matériels, ce qui pourrait, conséquemment, avoir des impacts sur leurs possibilités de mobilité et d'ascension socio-économique :

Le vélo est un instrument de mobilité. À Montréal c'est la première chose, c'est la mobilité. C'est pas le sport. Il y a des sportifs oui, mais c'est la mobilité. La mobilité, elle peut être conçue sur deux niveaux, elle est personnelle ou sociale. Un vélo peut te permettre d'obtenir un emploi, pouvoir te déplacer vers ton site d'emploi, va pouvoir te permettre de peut-être progresser dans ta carrière, obtenir de meilleures positions à l'avenir. Pas de possibilité de mobilité physique, ça peut aussi pouvoir dire pas de possibilité de mobilité sociale. Donc, j'ai l'impression de pouvoir leur donner une mobilité sociale, ce qui pour moi aujourd'hui est super important. (Jacob)

Cette impression d'avoir un impact potentiellement positif dans la trajectoire de vie des personnes qui peuvent entretenir leur vélo dans une initiative, elle-même rendue possible en partie par son investissement, devient pour Jacob un marqueur de sens de son implication. Pour Marie, son engagement à l'AVC lui permet de travailler sur « *something functional, that is useful, has use value* ». Leur travail d'éducation à la mécanique par le partage de connaissances et le développement de compétences est ici conçu comme contribuant à la création directe de valeurs d'usage, et de ce fait, comme contribuant à l'accessibilité sociale à la mobilité active pour des personnes reconnues comme ayant été sous-représentées ou qui n'y aurait pas eu le même accès par le passé :

⁹⁷ Voir le livre *Bike Lanes Are white lanes* par Melody L. Hoffman, publié en 2016 aux éditions Nebraska.

I think ultimately everything that we do here is targeted towards the objective of helping people learn skills, practice skills, engage in active transport in an affordable manner, make bikes accessible to more people and encourage people who traditionally have not been accepted in the traditionally white male bike space to take their place there and make all of those skills accessible for more people and more different types of people and just share, share knowledge, share skills, share the love of bikes, and have a positive impact in our community! (Marie)

Le sens imbu à la création de ces valeurs d'usage par la transmission de connaissances se lie ainsi axiologiquement, pour plusieurs, à des idéaux de justice sociale et s'inscrit dans une démarche qui porte un projet de solidarité sociale en permettant à celles et ceux qui ont relativement peu de ressources de répondre à leurs besoins :

Pour moi la démarche de l'atelier c'est une démarche éducative, mais c'est une démarche collective, c'est une démarche sociale. Première chose, permettre aux gens d'entretenir leurs vélos comme moyen de transport, parce que les gens qui viennent au garage, utilisent leur vélo avant tout comme un moyen de transport, [...] qui prennent leur vélo chaque matin et qui vont au travail avec leur vélo et qui ont besoin de maintenir leur vélo dans un état pour rouler, donc ces personnes ont besoin d'apprendre à faire leur maintenance par eux-mêmes, parce que ils réalisent que c'est pas si compliqué que ça en général, ça a pas besoin d'être si cher que ça (Jacob)

Comme le souligne Jacob, la quasi-totalité des personnes qui fréquentent les ateliers communautaires le font pour faire l'entretien de vélos qui sont leur moyen de transport en ville et non seulement un « équipement sportif ». Comme tout dispositif technique, plus un vélo est utilisé, plus il sera usé et aura besoin d'entretien. Le fardeau économique que représente l'utilisation d'un vélo comme moyen de transport principal pour une personne donnée est déjà largement moindre que celui associé aux autres moyens de transport, excluant la marche ou la course à pied. Néanmoins, dans le contexte où une personne s'en remet aux ateliers de réparation commerciaux, les frais d'entretien associés à l'achat des pièces qui doivent être remplacées au fil de la vie utile du vélo et les coûts associés à la « main d'œuvre » peuvent représenter des sommes non négligeables lorsqu'il s'agit de maintenir son moyen de transport en état de fonctionner. Qui plus est, certains bénévoles, comme Boris, sont d'avis que les ateliers pourraient, ou devraient, faire partie des services publics de mobilité comme ils œuvrent à mettre en place les conditions de possibilité d'une mobilité active collective et accessible. Les AVC, mis sur pied suivant l'impulsion de citoyen·ne·s cherchant à répondre à des besoins matériels de membres de leur communauté, combleraient un vide laissé par le manque d'investissements publics, et pourraient, selon Boris, fonder un modèle productif transposable à d'autres biens :

Le véritable angle mort [des plans de mobilité des instances publiques] c'est p-e justement l'aspect de l'autonomie modale, les gens peuvent s'occuper de leurs propres vélos en ville, qu'il y ait des instances, que la ville finance ou qu'elle crée des endroits plus adaptés pour que les gens puissent se salir les mains un peu puis... tu peux faire, tu peux créer un projet de même et le transposer à toute la consommation, [...] des ateliers où tu peux réparer n'importe quoi genre. (Boris)

Puisque l'atelier peut être fréquenté entièrement gratuitement, plusieurs personnes aux ressources financières limitées peuvent profiter des outils, des savoirs et l'aide que mettent à disposition les bénévoles. En entrevue, Mas souligne qu'une partie de la population qui fréquente l'atelier serait financièrement moins favorisée, une situation de vie qui pourrait se lier à diverses réalités tel que l'expérience d'un parcours migratoire, une perte de revenu. Ces situations pourraient aussi porter des gens à fréquenter les AVC suivant une situation où l'offre de transports en commun ne remplit pas leurs besoins, ou représente un coût qui dépasse leurs moyens :

On a quelques personnes issues de l'immigration, en situation précaire, qui utilisent le vélo parce que les transports coûtent quand même assez cher à Montréal, il sont pas tout le temps bien desservis dépendamment des endroits où t'habite, ce genre de raisons, puis aussi, les personnes un peu plus âgées, plus du Québec puis qui sont aussi tombées en situation de nécessité, perte d'emploi, etcétera, etcétera, puis qui vivent aussi un peu dans la précarité, puis qui ont pas vraiment les moyens d'avoir un autre moyen de transport que le vélo à Montréal. Y'a beaucoup de ces situations-là, bien de ce profil de personnes. (Mas)

Outre les considérations environnementales qui peuvent mener à l'utilisation du vélo comme moyen de transport Jacob insiste sur les contraintes socio-économiques qui peuvent agir comme déterminants externes portant vers les pratiques de mobilité active. Selon ce dernier, ceux qui ne compteraient pas parmi les plus fortunés pourraient moduler leur utilisation des modes de transports plus onéreux, tel la voiture ou les moyens de transport en commun :

Le vélo va te coûter ta bouffe, des freins que tu vas les acheter à tous les six mois. [...] Si tu dois passer par une voiture pour pouvoir te déplacer sur ton lieu de travail, ça peut devenir très dure [financièrement]. Y'a des personnes qui n'ont pas les moyens de payer une passe de métro mensuel. Un vélo leur coûte moins cher. Un vélo va leur coûter quatre-vingts dollars sur l'année, peut-être, pas quatre-vingts dollars par mois. (Jacob)

Pour Jacob, le lien entre coût de la vie et utilisation des moyens de transport ne s'arrête pas à l'utilisation de l'automobile. Selon lui, l'(in)accessibilité financière des transports en commun peut aussi mener certaines personnes vers l'utilisation du vélo comme moyen de transport, et au recours aux ateliers de vélo communautaire pour en faire l'entretien. Dans le contexte de la région métropolitaine de Montréal, le vélo représente un moyen de transport dont le coût annuel (acquisition et entretien dans un atelier communautaire) peut être inférieur à l'achat et au maintien d'une voiture, ainsi qu'au coût d'un abonnement aux services de transport en commun (ARTM, 2023; Statistique Canada, 2021), une réalité dont Mas a par ailleurs fait l'expérience : « Quand je suis arrivé à Montréal, j'étais trop pauvre pour me payer le bus, parce que c'est *crissement* cher *rires*, puis bien là je me suis pris un vélo » (Mas).

Si le vélo représente une option plus économique financièrement, Jacob et Marcelo, soulignent également la part des contraintes financières qui, selon eux, poussent les usager·e·s de vélo à fréquenter les AVC pour éviter le circuit commercial. D'une part, certaines réparations pourraient se révéler plus coûteuses qu'anticipées, et d'autre part, celles-ci pourraient paraître insensées lorsqu'elles impliquent d'investir une somme qui dépasse la valeur même du vélo concerné :

Ici, un atelier de vélo, c'est cher! C'est cher! Tu vas pour une réparation, pour un frein ou pour changer, c'est 80\$ ou 60\$! [...] Le monde n'est pas pour dire "fait le tout et je reviens" puis la facture est 300\$. Non impossible pour eux. (Marcelo)

On a beaucoup de personnes dont la valeur de vélo n'excède pas les cent dollars, et quand tu vas en boutique et que tu entends qu'une mise au point de base c'est soixante dollars et une mise au point avancée qui est à peu près la seule qui est intéressante est aux alentours de cent-vingt à cent-soixante dollars, pour un vélo qui a une valeur marchande de cent dollars, ça leur semble très très cher! (Jacob)

Selon Jacob, le « but » et la « première mission de l'atelier » est d'ailleurs d'aider ces gens à faire le travail eux-mêmes, et ainsi « économiser cent-soixante dollars ». Une volonté d'avoir un impact positif dans l'expérience matérielle de personnes économiquement plus vulnérables alimente ainsi la volonté de faire du bénévolat. Pour plusieurs participant·e·s bénévoles, ces considérations économiques et pragmatiques les ont elles-mêmes amené·e·s dans le circuit alternatif de l'entretien et de la réparation des vélos. Pour plusieurs participant·e·s, la différence de coût entre une réparation dans un atelier commercial et la réalisation de cette même réparation dans un atelier de vélo communautaire a été un facteur non négligeable dans leur trajectoire personnelle les ayant menés à fréquenter ces espaces participatifs en tant qu'usager·e·s. Pour Boris, l'idée même d'amener son vélo dans un atelier commercial n'était pas une option du fait des coûts exagérés. Il affirme notamment que la seule fois où il a amené son vélo à réparer dans un atelier commercial était lorsqu'il s'était fait frapper par une voiture, et que le conducteur allait régler la facture. Se décrivant elle-même, à l'époque, comme « *a broke student* », Marie soutient quant à elle qu'elle a commencé à fréquenter l'atelier, car elle n'avait pas les moyens de faire autrement. Elle décrit d'ailleurs comment l'atelier lui a permis de réparer son vélo pour un cinquième de ce qui lui en aurait coûté dans le secteur privé, comment cette expérience l'a inscrite dans une trajectoire de pédagogie à la mécanique grâce à l'assistance des bénévoles, et comment cette expérience a contribué à créer un sentiment d'attachement face à cette initiative :

*I bought this old bike, and eventually it needed some work, and I took it to a bike shop, 'cause it was like clunky a little bit [...], I took it to a "real" bike shop and they said wow, this is gonna be like a 300\$ job to get your bike back in order. So I couldn't afford that so I brought it to the bike garage [...] So I did all of that work for, I think it cost me 60 dollars in total, and that's how I managed to disassemble and rebuild an entire bike, without having done anything other than changing a tire before *laughs* because of help of volunteers at the bike garage and then I fell in love with the bike garage (Marie)*

Suivant l'objectif de rendre les réparations les plus accessibles possibles, à BQAM-E, un sujet de discussion récurrent lors de rencontres du comité bénévole consistait à évaluer la possibilité de vendre les pièces neuves aux usager·e·s au prix coutant (le prix d'achat qu'obtient l'organisme auprès du distributeur de pièce). L'accès aux pièces du fournisseur au prix coutant représentait déjà un avantage de l'implication bénévole, or, les raisons avancées par celles et ceux qui soutenaient l'élargissement de cette pratique à l'ensemble des membres était justifié, d'une part, par le fait que l'organisme n'avait pas besoin de réaliser de profits sur les pièces puisque son financement était assuré par d'autres avenues, et d'autre part, en soutenant que la vente des pièces neuves au prix coutant serait une pratique en accord avec les valeurs et principes de l'organisme puisqu'elle augmenterait encore davantage l'accessibilité à la réparation et, conséquemment, aux déplacements en vélo pour les populations les plus vulnérables. Cependant, d'autres bénévoles ont signifié que cette pratique avait été mise en place par le passé, et que l'atelier avait failli perdre l'accès à son distributeur de pièce, car celui-ci y verrait une pratique de concurrence déloyale face à ses autres clients, commerciaux.

À cet effet, certains moments de discussion entre acteur·rice·s des ateliers communautaires se dans un mouvement réflexif cherchant à problématiser le rapport qu'entretiennent leurs initiatives avec le capitalisme. Un de ces moments a pris place lors de l'édition Bike!Bike! 2021 où un atelier intitulé « *Capitalism : Against it, within it* » a pris place avec l'intention de mettre à l'avant les façons dont les ateliers interagissent avec le système capitaliste, et à défaut de les subvertir davantage, du moins les comprendre : « *If we don't talk about capitalism when we talk about fulfilling a need that is based out of capitalism's failures, I believe we are really failing ourselves and the communities that we serve.* » (Bike!Bike!, 2021)

Des contraintes analogues à celles qui rendent pratiquement impossible l'existence d'un collectif de façon entièrement indépendante du système économique dominant entraînent également des répercussions à l'échelle des individus qui consacrent leur temps et énergie à co-construire ces initiatives. Certain·e·s participant·e·s nomment d'ailleurs cette contradiction qui se matérialise entre leurs idéaux anticapitalistes et leur nécessité de subvenir à leurs besoins en travaillant pour des entreprises privées, une contradiction qui se résolve en quelque sorte par la participation à des initiatives citoyennes qui écartent le plus possible l'échange marchand au profit du partage et de la mise en commun envisagée comme un modèle sociétal alternatif à développer :

I'm an anticapitalist even though, yes, I participate in the capitalist society and I work for a company that is, you know, capitalist, and like, I spent many years not doing that, but in the end I also need to live and eat so, i take my money from the capitalist machine, but I want to also participate in community

focused, like sharing. [...] honestly it would be my dream to be able to just do that and not have to work, you know for- I'm more passionate about this than I am about my job, but you know one must work and eat. (Marie)

Cette participation, Marie l'inscrit explicitement dans une volonté de créer des alternatives communautaires au capitalisme afin de redonner du pouvoir aux populations, de trouver des solutions non marchandes et accessibles pour répondre à leurs besoins concrets, en plus de mettre en place des actions qui contribuent à adopter des pratiques plus environnementales :

I think that we have to, at the community level, build alternatives to capitalism. [...]. I'm interested in community driven projects that are not capitalist, that are not profit driven, that are intended to empower people, to find solutions that are affordable and making things more accessible to people at various income levels and also, like, especially with bikes because of the environmental benefits of active transit and health benefits as well, that's a big part of it. (Marie)

En ce sens, les réflexions portées par les acteurs et actrices initiant ces espaces participatifs prennent appui à la fois sur les besoins individuels qui sont constatés chez leurs pairs et au sein de leurs communautés, ainsi que sur la façon dont ces besoins sont mis en forme et déterminés par des ordres systémiques qui les dépassent. Les actions mises en place se politisent dans le rapport intersubjectif ainsi que dans la visée de fonder des alternatives systémiques conçues comme ayant le potentiel de produire des relations plus équitables et une production plus en phase avec les limites écosystémiques.

5.4.7 Interrelations d'initiatives collectives (in)usitées et co-construction de communautés en réseaux d'échelles différenciées

Les ateliers communautaires montréalais se sont en quelque sorte développés suivant un modèle souple qui permet aux acteurs locaux de s'inspirer de ce qui s'est fait ailleurs, d'en reprendre les fondements et de les adapter, selon les possibilités qui s'offrent à eux, mais aussi selon les contraintes qu'ils rencontrent et les besoins qu'ils constatent dans leurs milieux respectifs. Le partage de connaissances promu par les ateliers – tant au niveau du travail mécanique, de l'organisation collective, du processus administratif, de l'organisation physique de l'espace, des façons de rendre un espace inclusif – se déploie selon un modèle pratiquement « open-source » où chaque initiative trouve de l'inspiration chez d'autres qui les ont précédés.

Certaines organisations portées par des membres d'ateliers communautaires étrangers ont une portée internationale qui arrivent à rejoindre les ateliers communautaires montréalais⁹⁸. C'est le cas du *Bike*

⁹⁸ D'autres réseaux existent ailleurs dans le monde. Par exemple, L'Heureux Cyclage est un réseau français qui fédère plus de 180 associations animant des ateliers vélo sans but lucratif (L'Heureux Cyclage, s. d.).

Collectives Network (BCN), une initiative dont la mission vise le « *strengthening and encouraging communication and resource sharing between community bike shops* » (Bike Collective Network, 2016). Ce réseau, qui se décrit comme « *a volunteer-run non-hierarchical consensus-based community* » (Ibid., 2024), est supporté par un groupe de personnes qui s’y impliquent bénévolement. Celui-ci ne constitue pas une fédération à proprement dit, mais forme plutôt un réseau décentralisé, flexible et ouvert, permettant à celles et ceux qui veulent s’impliquer de le faire librement. Le BCN organise une conférence annuelle itinérante regroupant les acteurs des ateliers communautaires de vélo des Amériques. Cette conférence panaméricaine, nommée Bike!Bike!, est organisée conjointement entre un comité du BCN et des personnes issues de la ville hôte qui souhaitent accueillir des « collègues » d’AVC éloignés et de projets communautaires liés au vélo. Par le passé, des acteur·rice·s de la ville hôte organisaient généralement des hébergements (souvent chez des membres des ateliers), quelques repas, ainsi que des vélos qui à prêter aux visiteur·se·s pour leurs déplacements. Les organisatrices et organisateurs définissent Bike!Bike! comme :

an international, annual gathering organized by and for community bicycle projects. The conference is a space for participants from shops and related advocacy groups⁹⁹ to converge in a different city each year over a four day period to have workshops and strengthen our social network. (Bike Collective Network, 2016)

Les activités peuvent prendre diverses formes, allant d’activités sociales, telles que des balades à vélo, à des exercices pratiques de mécanique, ou à des cercles de discussion ainsi qu’à des présentations plus magistrales animées par les conférencier·e·s (*workshops*) se saisissant d’enjeux sociaux liés au cyclisme ou présentant des projets portés par leur organisation. Ces ateliers sont organisés par les participant·e·s elles et eux-mêmes. Lors de l’édition 2021 de la conférence, qui a eu lieu en ligne dû au contexte pandémique, des bénévoles de BQAM-E se sont organisé·e·s afin d’avoir accès à une salle multimédia pour la durée de la conférence, leur permettant ainsi de participer aux divers panels, présentations et discussions. Une attention particulière avait été portée par le comité organisateur à la « justice linguistique » en recourant à une organisation de traducteur·rice·s qui a rendu accessible l’interprétation de l’ensemble des discussions en anglais, français et espagnol.

⁹⁹ Concrètement, cette conférence donne lieu à des rencontres entre diverses organisations qui ont certaines des caractéristiques suivantes, mais qui ne s’y limitent pas : « *Bike shops that are accessible to people without money; Organizations that recycle bicycles and parts; Shops that have an educational focus, teaching others how to fix bikes; Shops that are volunteer run; Organizations that ship bikes to communities in other countries; Shops that provide free or low-cost services to the community; Non-profit bicycle organizations* » (Bike Collective, 2024b).

Pour reprendre les mots du BCN, les ateliers lors de cette édition ont porté sur une grande variété de thématiques « *about organization, mechanics, social impact, addressing inequality, and increasing accessibility to cycling in your community* » (Bike!Bike!, 2024). Certaines présentations ont porté sur les formes de réutilisation créative prenant place dans les ateliers vélo, sur la façon de mettre sur pied et opérer un atelier de vélo communautaire, sur une initiative communautaire de livraison de nourriture à bicyclette pour les personnes dans le besoin, sur la relation des ateliers avec le capitalisme [*Capitalism : Against and within it*], sur les vélos « conçus pour briser » [*built to fail*] et sur les façons de remédier à cette tendance. Des moments étaient réservés pour discuter d'enjeux liés aux mécanismes d'inclusion de certaines populations dans le milieu du cyclisme communautaire (BIPOC ainsi que *Femme/Trans/Women/Non-Binary*).¹⁰⁰ Selon Mas, certaines des discussions qui ont pris place lors d'éditions préalables de Bike!Bike! ont contribué à modifier les façons de faire à BQAM-E pour en faire notamment un milieu plus inclusif où davantage de personnes se sentent à l'aise de prendre la parole.

Animés par un esprit de collégialité, les acteur·rice·s du milieu des ateliers de vélo communautaires se sont rencontré·e·s dans ce contexte transnational afin de partager des réflexions sur leurs propres pratiques, sur les approches préconisées par des initiatives similaires, sur la manière dont leurs initiatives s'insèrent dans la société, sur la façon dont ils peuvent améliorer leurs pratiques pour déconstruire divers systèmes de domination ou bien pour mieux répondre aux besoins de membres de leur communauté. Pour Boris, qui avait participé en personne aux éditions de 2019 (Toronto, Canada au mois de mai et Tijuana, Mexique au mois d'octobre), ces moments de partage de réflexions et de savoirs permettent d'acquérir de nouvelles

¹⁰⁰ Lors de l'édition 2022, de nombreux exercices de réflexivité ont également été proposés, sur la façon dont opèrent les ateliers à l'interne, mais aussi en tant qu'entité sociale qui traverse la société, est mise en forme par celle-ci et la transforme : « *The impact of CBS from the perspective of patrons, Opportunities and challenges of new media (A strong online presence could result in greater reach, more supporters and more funding. But using these platforms also presents technical/operational issues, privacy concerns and artistic/creative challenges.), Making Connections: How to use our Work and Values to Increase Community Support (This workshop aims to lead a facilitated discussion on various strategies that may help increase the support for our initiatives and help with the sustainability of our organizations. Those who have had success or are struggling with recruitment and/or retention are encouraged to attend and share their experiences), Multiple resistances through the bicycle in Chile (The climate, social and cultural crises require urgent paradigm shifts around our relationship with our environment and communities. We use the bicycle as a tool to direct those paradigm shifts, changes in which we aim to facilitate its use, but also to carry out different initiatives, like mappings, community science, talks, discussions and to generate points of encounter and drive the changes the city needs.), Making the Big Guys Work for You (For those participating in mutual aid and community organizing, utilizing the resources of larger-scale organizations can do wonders for your capacity and reach. Join this discussion-based workshop to learn about the opportunities available to receive funds for your projects, involve communities in your work, increase cycling education, and make the world a better place.)* » (Bike!Bike!, 2022)

perspectives sur les façons de faire priorisées par d'autres collectifs œuvrant à des fins similaires et selon des modes d'action analogues :

les gens à BQAM-E œuvrent dans un milieu assez circonscrit, [...] puis là tu t'en vas genre à Toronto, puis là t'as un atelier de New York qui est là puis eux ils travaillent complètement différemment, fait que là tu vois comment ça marche et ça t'ouvre les yeux sur d'autres manières d'agir. Ça c'est assez cool pour ce que ça donne comme possibilité. (Boris)

Ces moments de rencontre et d'échange participent en ce sens d'un processus commun, à une échelle aujourd'hui mondialisée, de réflexivité sur les actions réalisées et pouvant être mises de l'avant afin de produire le monde autrement, de manière à ce que cela soit fait suivant les valeurs et principes que mettent de l'avant les porteur·se·s de ces initiatives. Afin de partager ces savoirs en continu, le BCN a également mis sur pied une plateforme en ligne, à laquelle quiconque peut contribuer (un « Wiki ») (Bike Collective Network, 2024), permettant d'agglomérer des informations pouvant être pertinentes pour les personnes souhaitant mettre sur pied un atelier de vélo communautaire dans leur quartier, ou pour des collectifs et organisations qui cherchent à développer certains aspects de leurs activités. Certaines rubriques portent sur les manières de lancer un atelier de vélo communautaire, les modèles organisationnels, les enregistrements légaux, les assurances, la comptabilité, la collecte de fonds, des ressources pour l'enseignement de la mécanique, des activités courantes d'AVC, comment intégrer les principes EDI en pratique dans les ateliers, et plus encore.

Ces rencontres sont aussi un moyen de créer des liens plus personnels entre celles et ceux qui se reconnaissent dans un projet partagé qui dépasse leur propre atelier. Lors de l'édition en ligne de 2021, des périodes de discussion et de rencontre [*Meet 'n Greet*] ont permis d'échanger directement avec des personnes de 19 pays différents, chacune impliquée dans des initiatives locales qu'elles ont pu présenter aux autres conférencier·e·s. Bien que ces moments de socialité médiatisés par l'écran aient pu être moins fluides et ludiques que des balades à vélo ou des repas partagés entre personnes qui apprennent à se connaître, et se reconnaître comme acteur·rice·s de projets axiologiquement connectés, la participation d'un nombre relativement important de personnes dispersées de par le globe à ce type d'exercice démontre une volonté partagée non seulement d'en apprendre sur les initiatives communautaires de vélo comme objet de connaissance, mais également d'engager sa subjectivité comme acteur et de la faire entrer en dialogue avec autrui à un niveau plus personnel, créant des liens sociaux et communautaires qui dépassent l'ici et maintenant.

Lors de l'édition 2021, Mathieu anima une présentation sur un réseau montréalais d'ateliers communautaires qui avait tenté de prendre racine à l'automne 2019 avant de retomber en dormance dû à la pandémie¹⁰¹. Néanmoins, selon Mathieu, cette première initiative aurait permis à des personnes impliquées dans environ sept ateliers du territoire montréalais de se réunir, d'échanger sur les réalités vécues dans leurs ateliers et de planifier divers projets. Pour Mas, cette initiative avait aussi le bénéfice de permettre à des personnes qui œuvrent dans des initiatives analogues de créer des liens et de bâtir les premiers ponts nécessaires à une communication communautaire élargie :

C'était intéressant déjà l'initiative qui avait été faite pour un rassemblement des ateliers communautaires de vélo, [...] c'était vraiment une bonne idée, dans le sens que ça avait créé un premier lien de communication, puis régulièrement il y avait quand même des gens qui se rassemblaient pour l'organisation, puis ça avait créé de la discussion. (Mas)

Un peu à l'image du BCN, ce réseau aurait pris une forme davantage informelle, en ce sens qu'il ne s'agissait pas d'une entité incorporée, que toutes et tous étaient amené·e·s à contribuer selon leurs envies et disponibilités en temps et énergie. Cela dit, ce réseau se serait tout de même doté de ressources matérielles, notamment grâce à BQAM-E et ses membres qui acceptèrent en assemblée générale de dégager un budget de deux mille dollars, renouvelable annuellement, pour soutenir ce projet. Grâce à ces ressources se serait engagée la planification d'un « Festival des ateliers communautaires » ayant pour but de faire découvrir ces initiatives au public montréalais et de permettre aux acteur·rice·s du milieu de se retrouver, de partager des moments et d'échanger des réflexions, de façon similaire aux activités qui prennent place à *Bike!Bike!*.

Malgré la période de latence du réseau d'ateliers montréalais lors du terrain à l'automne 2021 et au printemps 2022, plusieurs activités et initiatives ont témoigné de liens de solidarité qui lient les ateliers, que ce soit par la coopération de personnes mettant en commun leurs connaissances et leur énergie, ou par le partage de ressources financières et matérielles telles que des outils, des vélos ou des pièces. L'atelier culture vélo, implanté dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, atelier communautaire offrant à la fois un service de réparation plus « traditionnel » aux gens des quartiers environnants grâce au travail de deux salariés, tout en animant des soirées d'autoréparation assistée dans le parc Jarry, profitait jusqu'à la pandémie d'une subvention octroyée par l'organisme mandataire de l'écoquartier

¹⁰¹ Au printemps 2023, des bénévoles du Flat Bike Collective (atelier de l'Université McGill) et du Petit Vélo Rouge (atelier à l'Université Concordia) ont envoyé une invitation à relancer les rencontres pour organiser ce réseau. Plusieurs actions ont été mises en place depuis, telles que des balades à vélo, un 5 à 7 ayant mobilisé une cinquantaine de personnes impliquées dans le milieu. Le réseau aurait aussi reçu une subvention de l'organisme Solon pour aider à la réalisation de formations en mécaniques pour les bénévoles d'ateliers et pour mettre sur pied un site web pour le réseau.

d'arrondissement. Or, l'administration municipale aurait fusionné les contrats d'écoquartiers octroyés pour l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et d'Ahuntsic-Cartierville, et le partenaire de l'atelier Culture Vélo aurait perdu son financement. Cette situation hors de leur contrôle annonçait la perte de la majorité de leur financement. Devant cette situation, des bénévoles ont organisé des demandes de subvention à RTM-LVL pour couvrir des frais récurrents, ainsi qu'à BQAM-E pour des frais ponctuels, ce que BQAM-E peut se permettre grâce aux ressources collectivisées qui lui sont accessibles : « Ces temps-ci y'a des demandes, vu que nous on est plus institutionnalisés, on est mieux financées puis on a pas de problèmes pour survivre, bien y'a des ateliers qui nous demandent du support pour avoir de l'argent, des pièces, des outils. » (Boris)

Cette demande à BQAM-E a été présentée à l'assemblée générale et consistait en une liste de matériel (pieds de travail et outils) qui allait être acheté à l'aide de la subvention obtenue. Ultiment, l'assemblée des membres et des bénévoles vota en faveur de cette subvention, faisant don de 1500 dollars à l'organisme ainsi que de deux pieds de travail pour lesquels leur atelier n'avait plus d'utilité. Le support interatelier peut aussi prendre la forme d'aide logistique, par exemple. BQAM-E a d'ailleurs servi d'intermédiaire auprès d'un fournisseur de pièce pour un nouvel atelier, lui donnant accès à des ressources matérielles permettant la poursuite de leurs activités. Les bénévoles recommandent parfois d'autres initiatives en fonction des quartiers où résident les gens qui les approchent, et peuvent même les rediriger dans le cas où leurs réparations nécessitent des outils ou pièces spécialisés.

La communauté informelle liant les AVC a notamment contribué, vers la fin des années 2000, à trouver une certaine stabilité pour le MEBG. Une lettre envoyée à RTM-LVL faisait état des difficultés rencontrées par l'atelier du Mile End après leur expulsion de leur emplacement initial. Dans leur lettre, les bénévoles du MEBG expliquent qu'elles et ils ont réussi à trouver un nouveau local qui leur conviendrait (l'actuel local situé boulevard Van Horne), cependant, l'aménagement requis pour en faire un atelier de vélo communautaire aurait mobilisé des fonds substantiels, plaçant le collectif dans une situation de précarité financière. Les bénévoles partagent une « *wish list* » d'items qu'ils souhaiteraient pouvoir se procurer suivant l'octroi de cette aide financière, soit quelques consommables et des outils spécialisés pour mieux équiper l'atelier¹⁰². Selon Marie, cette demande aurait porté ses fruits et permis la relance de l'atelier dans ses nouveaux quartiers.

¹⁰² Cette liste, ainsi que le reste de la demande, peut être consultée sous l'annexe D

Camille insiste sur la volonté des personnes impliquées à BQAM-E d'« aider le milieu communautaire des ateliers à se développer, voir même en dehors de Montréal ». Cette aide prend parfois la forme d'une transmission de connaissances, par exemple, en allant donner des formations en mécanique vélo dans d'autres initiatives : « on est allés à Victoriaville donner une formation sur le vélo d'hiver, c'est la continuité, c'est la poursuite, c'est d'aller plus loin, pas juste rester dans l'organisme, mais d'aller plus loin, d'aller vers l'extérieur, puis j'aime ça aussi donner des formations, donner des conseils, aider. » (Jean)

Pour Boris ces formes de partenariat visent « permettre à ce que ces ateliers puissent battre de leurs propres ailes ». Le partenariat entre BQAM-E et l'atelier Vélociraptor de Victoriaville, m'a d'ailleurs permis de me joindre à l'un de ces exercices de formation au mois de mars 2022 au cours duquel trois bénévoles et moi-même sommes allés donner, à une douzaine de bénévoles victorivillois·e·s, quatre formations sur des systèmes mécaniques distincts. Deux personnes étaient également venues de Trois-Rivières afin d'en apprendre davantage sur les ateliers communautaires et leur fonctionnement, avec la visée, ultimement, de mettre sur pied un atelier dans leur propre ville. Cette journée a été non seulement une occasion d'échanger des savoirs relatifs aux aspects techniques du travail qui se fait en atelier, mais aussi, pour les bénévoles, de partager des moments de socialité avec des personnes qui se reconnaissent comme participant d'un projet de transformation sociétale partagé. En effet, ces partenariats, où s'échangent des ressources matérielles, informationnelles et sociales trouvent, pour plusieurs, leur ancrage dans une volonté de répandre les principes de mise en commun dans de nouvelles communautés :

On cherche à mettre en place et faciliter des initiatives ailleurs parce que BQAM-E a énormément de ressources que ce soit en termes de gens ou d'argent, ou de partenariat. Mon idéal, ça serait que ça serve de facilitateur à démarrer des initiatives ailleurs, puis à déconstruire aussi la forme d'élitisme puis de privatisation qu'on retrouve aussi dans le milieu du vélo. (Mas)

5.4.7.1 Partenariats, action communautaire et solidarité avec d'autres types d'organismes et initiatives participant du tissu associatif

Les ateliers participent également d'un écosystème communautaire à l'échelle locale, que ce soit dans leur quartier ou à l'échelle de la ville. Ils participent par exemple à des événements ponctuels grâce à l'implication de bénévoles motivés à faire rayonner ce modèle d'action. BQAM-E possède un atelier mobile – une remorque pouvant être tractée par un vélo – qui contient des pieds de travail, des outils, des produits lubrifiants et nettoyants ainsi que des pièces consommables permettant de faire un large éventail de réparations de base. Les bénévoles de BQAM-E sont régulièrement sollicités lors des mois où la température est plus clémente afin de participer à des événements organisés par différents partenaires qui se situent hors de leur campus. L'organisme reçoit régulièrement des demandes par courriel provenant d'autres OBNL qui voudraient intégrer une station de réparation vélo lors de leurs événements. Ces opportunités permettent,

selon Camille, de « soutenir d'autres milieux qui ont pas les outils mécaniques ou la connaissance », et, par le fait même, d'« aller répandre cette mission de partager la culture du vélo puis de la mécanique au plus grand nombre ». Nombre des activités partenariales prennent également forme grâce au réseau de relations interpersonnelles qui lient les bénévoles des ateliers entre eux, mais aussi à d'autres organisations et regroupement :

les partenariats se font de manière, c'est un peu le bordel, y'en a qui viennent parce que c'est du réseau de réseau, y'a un membre du CA qui connaît une organisation qui dit "ah bien écrit nous pour ça!", ou un bénévole, ou certaines fois des organisations qui juste tapent sur google, voient BQAM-E puis disent "on va tenter notre chance". Je pense que ça vient quand même beaucoup du réseau. (Camille)

Lorsqu'une demande est acheminée directement à l'organisme, celle-ci est alors relayée sur le groupe de bénévoles où chacun·e peut témoigner de son intérêt à participer. Selon Camille, comme il s'agit d'une participation qui repose sur un travail bénévole, il n'y a guère de pression pour répondre à l'appel :

Ça se fait bénévolement, c'est souvent un appel aux volontaires, de dire "ah bien, la société d'animation du parc Bellerive a besoin d'une *gang* de mécanos le samedi 10 juin, est-ce qu'il y en a qui sont motivés?" Puis on voit s'il y a du monde, et s'il y en a pas, on dit qu'on peut pas. Y'a pas de pression dans le sens que ça reste des bénévoles, donc c'est tout à fait normal. S'ils ne peuvent pas, bien ils peuvent pas! (Camille)

Des bénévoles se sont déplacés dans le Plateau Mont-Royal au printemps 2022 pour animer un atelier de réparation de vélo à la maison de l'amitié, un organisme communautaire œuvrant en accueil aux immigrants et en francisation, par exemple. Boris souligne que des bénévoles de BQAM-E ont prêté main-forte à Vélo Québec à plusieurs reprises en tant que mécanicien·ne·s lors des événements de la journée sans voiture, par exemple. J'ai également pu participer, en tant que bénévole, au « répar-o-ton » organisé par l'écoquartier de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve qui avait eu lieu le 6 novembre 2021. Lors de cet événement, plusieurs résident·e·s du quartier Hochelaga sont venu·e·s avec leur vélo pour des réparations mineures. D'autres bénévoles présent·e·s au répar-o-ton ont également amenés leurs vélos. L'une d'entre, une couturière, a d'ailleurs offert un échange de services en guise de remerciement pour le travail effectué sur son vélo. Pour Mas, ces simples déplacements dans des événements qui prennent place dans différents quartiers permettent d'aller rejoindre une tout autre population qui n'aurait possiblement pas été au fait de ce que ces initiatives populaires ont à offrir.

Dans certaines situations ce sont les bénévoles des ateliers qui proposent à des groupes citoyens ou des organismes de tenir une séance de mécanique. Cela peut se faire de manière plutôt spontanée, sous l'impulsion d'un·e bénévole qui souhaite animer un atelier d'autoréparation dans un parc, par exemple, et qui l'annonce sur les réseaux sociaux. En décembre 2021, un groupe de travail de quelques bénévoles de BQAM-E s'était réuni avec l'objectif d'organiser des activités qui permettraient de rejoindre des

populations plus vulnérables ou qui profiteraient potentiellement moins de l'atelier. Les participant·e·s ont partagé des réflexions sur la forme que pourraient prendre ces ateliers, s'il s'agissait de formations thématiques, d'ateliers libres ou si des réparations étaient offertes par des bénévoles, en fonction des besoins particuliers des populations ciblées. Il a été évoqué de mettre en place des partenariats avec des organismes en travail social qui pourraient épauler suivant le cas où des situations plus « sensibles » fassent surface lors d'ateliers avec des populations plus vulnérables. Des bénévoles ont ainsi proposé de contacter des organismes, tels que Cirque Hors-Piste, la Mission *Old Brewery*, Cactus, le Centre de l'amitié Autochtone lorsqu'une offre de formation allait avoir été établie. Cette rencontre témoigne d'une volonté de rejoindre des populations marginalisées qui pourraient profiter davantage des ateliers et de répandre dans l'imaginaire social l'existence de ce modèle d'action communautaire.

Éventuellement, des bénévoles avaient reçu un groupe d'une école primaire du quartier dont les enfants avaient apporté leurs vélos pour qu'ils puissent être réparés. Des formations mécaniques avaient aussi été organisées avec des travailleurs du syndicat des chargés de cours de l'UQAM, ainsi qu'avec des étudiant·e·s du CÉGEP de Rosemont. Tel que me l'a expliqué Camille, en allant rejoindre ces nouvelles personnes, en déployant des actions matérielles qui auront un impact dans leurs vies, ce sont aussi les idées et valeurs portées par l'initiative qui trouvent un rayonnement étendu :

En faisant croître les partenariats extérieurs pour sortir de nos usagers et usagères habituels qui spontanément viendraient, on se rend à la rencontre de personnes qui viendraient pas pour les faire venir à terme ou pour développer, pour développer nos idées, nos valeurs de transition puis de mobilité *at large*. (Camille)

D'autres partenariats n'impliquant pas d'activités en lien direct avec la population concernée ont également été réalisés, notamment certains exercices de solidarité internationale. Boris m'a partagé qu'un·e bénévole avait organisé un envoi de pièce au Liban. Des liens avec d'autres groupes se sont noués davantage au niveau du soutien organisationnel. À cet effet, le réseau des amateurs de plein air de l'UQAM a approché BQAM-E afin de créer un voyage de cyclotourisme le long de la rivière des Outaouais. Des bénévoles ayant de l'expérience en cyclotourisme se sont même prêtés à l'exercice et ont accompagné le groupe lors de leur voyage. Dans d'autres situations encore, les personnes impliquées dans le comité mixité choisie étaient invitées à faire des conférences, des projections, ou des ateliers en partenariat avec des groupes impliqués dans la communauté LGBTQ :

on allait des fois donner des conférences dans des groupes soit pour la communauté LGBTQ, ou sinon pour comme des organismes, des centres des femmes, etc. Puis on allait faire soit des conférences, soit des petits ateliers 101, soit sur le vélo, ou la réparation puis [...] des projections, etc. (Mas)

Dans certains cas, des partenariats impliquent un échange monétaire. Ça a notamment été le cas lors d’une entente avec l’organisme Cyclo Nord-Sud, adoptée en assemblée générale, par laquelle BQAM-E reçu une quarantaine de vélos au prix de 40 dollars par monture. Ces vélos allaient éventuellement servir à mettre sur pied un programme de remise en état de vélos usagés appelés à être vendus au public à petit prix, permettant par le fait même d’éduquer des bénévoles apprentis-mécanicien·ne·s en pratiquant sur ces derniers. Le CEGEP du Vieux-Montréal envoie également un montant symbolique à l’organisme afin de faire profiter de l’ensemble de ses étudiant·e·s du statut de membre à l’organisme.

Les relations qui se nouent avec des partenaires prennent aussi la forme de rapports de réciprocité. Par exemple, la personne derrière l’entreprise d’économie circulaire *Le Recycliste* passait périodiquement chercher de vieilles pièces et des cadres de vélo laissés en tant que ferraille pour les réparer et leur donner une nouvelle vie. En échange, celui-ci est venu donner des formations à BQAM-E, notamment sur l’alignement de cadres. Il offre également à ses clients qui achètent un vélo reconditionné de leur rembourser l’adhésion à n’importe quel atelier communautaire, le tout dans le but de garder ces vélos sur la route le plus longtemps possible.

Malgré la multiplicité des formes que prennent ces partenariats, une tendance se dégage des engagements que prend le collectif derrière BQAM-E auprès de ses partenaires, particulièrement dans le choix de ces derniers. En effet, tel que le souligne Camille, il s’agit d’abord de s’engager dans des relations d’entraide et de solidarité auprès de partenaires qui portent eux aussi un projet social et des valeurs humanistes :

À ma connaissance, on va pas du tout chercher dans le privé. J’ai pas le souvenir qu’il y ait eu une session de réparation dans une entreprise ou quelque chose et je pense pas que ce serait notre volonté non plus, ça reste dans le milieu communautaire puis le milieu d’entraide, puis ce sont des organisations qui ont des valeurs sociales et humaines et inclusives, des valeurs qui ont un écho avec celles de BQAM-E, voir même qui sont les mêmes. (Camille)

Les bénévoles du MEBG portent également des engagements auprès de partenaires, bien que ceux-ci soient moins fréquents, possiblement une conséquence d’un bassin de bénévoles plus restreint. Par exemple, au printemps 2022, deux bénévoles sont allé·e·s dans la cour d’une garderie d’un enfant de l’un d’eux pour offrir de réparer des vélos d’enfants et d’autres parents :

one of our volunteers is organizing a community workshop day at his kids' daycare, they're gonna have on a Saturday, a day where people can come with their bikes and so we're gonna bring some stands and some tools and kind of host that day out in the community. (Marie)

Les bénévoles s’investissent également dans des démarches pédagogiques initiées par d’autres institutions : par exemple, un professeur d’une école secondaire pour garçons de Westmount a contacté les bénévoles qui

ont organisé un atelier mécanique pour un petit groupe d'étudiants. Un professeur de Cyclochrome, un organisme qui offre des formations en mécanique vélo, a aussi contacté le garage afin d'organiser une visite de l'atelier communautaire pour ses étudiant·e·s à l'attestation d'études professionnelles en mécanique vélo afin de les familiariser avec ce type d'initiatives.

Le MEBG était également impliqué dans son quartier par l'organisation d'activités ludiques ouvertes au public, tel que des fêtes d'Halloween ouvertes à toutes et tous, ce qui lui donnait une certaine notoriété, selon Marie. Un retour à l'organisation de davantage de ce type d'activités est d'ailleurs souhaité pour rejoindre les gens du quartier et du voisinage, ce qui est d'une importance capitale selon Daniel, d'une part afin que les gens puissent en profiter, mais aussi parce que c'est cette participation qui permet à ce type d'initiative de s'inscrire dans le paysage communautaire et dans le temps. Cependant, Marie souligne que bien qu'il serait souhaitable d'organiser davantage d'activités de ce type, celles-ci impliquent une dépense de temps et d'énergie à des personnes qui décident de s'investir bénévolement. Cette réalité à laquelle se butent les bénévoles qui doivent « dépenser » ces ressources limitées ailleurs, dans le cadre d'emplois salariés, pour subvenir à leurs propres besoins.

Quant à l'atelier La Grande Roue, bien que celui-ci n'était que dans les balbutiements de son lancement lors de l'implication terrain, les occasions de collaborer avec des partenaires communautaires se sont multipliées. Le nom de l'atelier lui-même est issu d'une soirée organisée de manière conjointe avec des intervenants de la maison de jeune de LCSM. Lors de cette soirée, une dizaine d'adolescent·e·s ont participé aux activités animées par Mathieu et Joanie, le tout résultant dans l'adoption de l'appellation de l'atelier vélo La Grande Roue, suivant leurs propositions. D'autres acteurs du quartier se sont également montrés intéressés à l'égard des activités de l'atelier, notamment une personne travaillant à la bibliothèque du quartier est venue nous demander s'il pouvait nous référer des jeunes. Peu de temps après la période d'insertion, un partenariat a aussi été conclu avec un professeur d'une école secondaire avoisinante afin que certain·e·s de ses étudiant·e·s puissent venir faire des heures de bénévolat à l'atelier dans le cadre de leur cours.

Pour Camille, le qualificatif de groupe d'envergure, en plus du statut d'OBNL indépendant, implique que les activités de BQAM-E, leur rayonnement et leurs impacts doivent se mesurer non seulement à l'échelle de la communauté étudiante, mais à celle de la communauté montréalaise en entier. La création d'un comité « mobilisation » par les bénévoles de BQAM-E avait, d'une part, pour objectif de faire valoir la cause cycliste sur le campus universitaire, mais aussi, et peut-être de manière plus importante, à servir d'endroit pour organiser des actions qui serait susceptibles d'avoir un impact plus large, que ce soit du fait de

« participer à des sorties, des ouvertures de nouvelles pistes cyclables, des manifestations ou les masses critiques, de vraiment d’aller contribuer à la culture du vélo » (Camille).

Par ailleurs, l’une des activités portées par des membres de ce comité a été de s’impliquer dans la relance des Masses critiques à Montréal, ces manifestations cyclistes qui prennent place dans des villes partout sur la planète, les derniers vendredis du mois. Lors d’une soirée sombre et froide du 1^{er} février 2022, j’ai pu assister à une rencontre au parc Lafontaine – nouvelle vague de Covid-19 obligeant un rassemblement extérieur – où ont participé un groupe de cinq bénévoles du comité mobilisation de BQAM-E, deux personnes impliquées dans l’organisme Vélo Fantômes (dont l’un·e est aussi impliqué dans l’Association pour la Mobilité Active de Ville-Marie, et l’autre l’était à RTM-LVL en plus d’animer des conférences sur le cycloféminisme), et une autre personne ayant participé aux Masses Critiques bruxelloises, motivée à voir ces actions renaître dans la métropole québécoise. Lors de cette rencontre, chacun·e se s’est présenté·e et a partagé des souvenirs de masses critiques, notamment de celles qui avaient pris place à Montréal au début des années 2010.

Pour Camille, les masses critiques sont « un rassemblement revendicateur, joyeux et positif ». Simplement par le fait de se réunir dans un nombre suffisamment élevé pour occuper l’ensemble des voies de circulation – d’où l’appellation « masse critique » – les cyclistes en viennent à occuper un espace duquel ils sont généralement relayés aux marges, dans une position de vulnérabilité entre les voitures en mouvement et celles qui sont stationnées à droite de la chaussée. Camille insiste sur le caractère inclusif, revendicateur, participatif, libérateur, pédagogique, festif et sur le sentiment de sécurité qui se dégage de la participation à ces événements qu’elle décrit ainsi :

l'idée c'est de faire réunir du monde qui roulent en ville et d'aller vraiment faire un *statement* de "bien on prend la rue, parce que quand on est tout seuls, bien, ça peut être très dangereux de rouler en ville, puis là en groupe on a cette force du nombre, puis un peu de s'imposer, puis de se dire on a notre place, elle est légitime, tout autant que les véhicules, tout autant que les voitures, tout autant que le transport collectif". T'sais le vélo est un mode de transport urbain qui est à la même échelle que les autres, mais qui l'est pas du tout en pratique dans les aménagements urbains. Puis t'as tout ce côté revendicateur pacifique, où, oui on fait chier la circulation, mais bon c'est un vendredi par mois, puis t'as tout ce côté aussi de création de, bien de participation, d'implication citoyenne souple, [...] donc c'est une manière de s'impliquer aussi, puis de participer à un mouvement, puis au développement de la ville aussi d'une certaine manière, puis le côté aussi rassemblement et parce que c'est le fun! [...] Puis qui permet p-e aussi à du monde qui seraient pas à l'aise forcément de rouler en ville, de se dire, bien t'sais "en venant aux masses critiques je découvre des axes, je découvre des pratiques [...]". Donc, il y a p-e aussi une forme d'éducation, puis t'sais le principe même de la masse critique de s'éduquer, de se protéger les uns les autres. (Camille)

Sous l’initiative de ce groupe de quelques personnes motivées s’étant rencontrées par une soirée glaciale de février, un groupe de communication virtuel a été établi pour coordonner les communications : l’affichage

de tracts sur des panneaux un peu partout dans la ville et la publication d'une page *Facebook* a été mise sur pied pour rejoindre le plus de gens possible. Par cette plateforme de communication, les personnes impliquées reçoivent parfois des demandes spéciales de personnes impliquées dans leur arrondissement ou dans des causes sociales particulières. À cet effet, un bénévole dans un atelier à l'étude a pris l'habitude de prendre le mégaphone lors des rassemblements initiaux pour présenter le fonctionnement de ces manifestations cyclistes, et pour inciter les gens à appuyer une cause sociale en invitant le groupe à se déplacer vers le secteur où se jouent les enjeux qui y sont reliés. La Masse Critique du mois d'octobre 2023, par exemple, s'est déplacée dans le quartier Parc-Extension pour soutenir le développement des pistes cyclables sur ce territoire où leur aménagement avait fait polémique et avait divisé la population (Morin-Martel, 2023).

Des quelques dizaines de personnes (entre 20 et 40) qui se présentaient lors des Masses Critiques du printemps 2022 aux quelques centaines qui occupaient les rues lors des dernières éditions, une constante s'est inscrite : le comité mobilisation de BQAM-E. Bien que Camille souligne que « la masse critique, c'est pas du tout une antenne de BQAM-E, c'est juste que c'est pas mal de bénévoles qui se sont lancés là-dedans », certaines conditions ont contribué à créer des liens entre ces manifestations cyclistes et l'atelier communautaire. D'une part, comme elle y faisait référence, un certain nombre de bénévoles de l'atelier ont un intérêt porté vers l'organisation d'événements ou d'activités politiques, que ce soit l'organisation de conférences, de ciné-discussions ou de manifestations. Ensuite, par le budget qui a été dégagé lors de l'assemblée générale de BQAM-E, le comité mobilisation de l'atelier est en quelque sorte devenu un organe qui a permis de financer l'impression d'affiches et l'achat d'un vélo permettant d'accueillir des artistes musicaux lors des déambulations, par exemple. Selon Camille, donc, « il y a une aide financière, puis il y a des bénévoles, une aide humaine qui est non négligeable », ce qui aurait permis de remettre en marche ce mouvement social critique du rapport sociétal à la mobilité urbain, ainsi que des aménagements au sein desquels se déploie cette mobilité. Bien que certains liens fonctionnels lient plus particulièrement BQAM-E à ces manifestations, il est nécessaire de souligner que j'ai pu côtoyer des bénévoles de l'ensemble des ateliers à l'étude lors de ces moments plus saillants de mobilisation citoyenne. Pour Bori, il semble par ailleurs évident que les AVC représentent des points de rencontre et de convergence entre une diversité d'acteurs du milieu communautaire et militant, ce qui pourrait contribuer à la politisation des activités des ateliers :

Bien c'est un point de rencontre, t'sais, j'ai cette idée de point de rencontre, puis [...] c'est pas un lieu où c'est un local militant, où tous les gens qui sont là on comme un objectif très clair, mais en même temps ils se rassemblent autour de ça. Fait que oui, il peut y avoir des mobilisations plus politiques. (Boris)

Par la participation aux ateliers communautaires, les interconnexions entre les ateliers, les groupes cyclistes, les collectifs environnementalistes, les organisations impliquées dans une « transition sociale », que cela se manifeste pour la mobilité active, la transformation des infrastructures urbaines ou la décroissance, sont devenues évidentes. Pour illustrer de manière non exhaustive le fait qu'« il y a plusieurs bénévoles qui créent des liens avec d'autres organismes » (Boris), voici une représentation visuelle évoquant les liens qui existent entre des individus, des personnes morales, des regroupements et des mouvements :

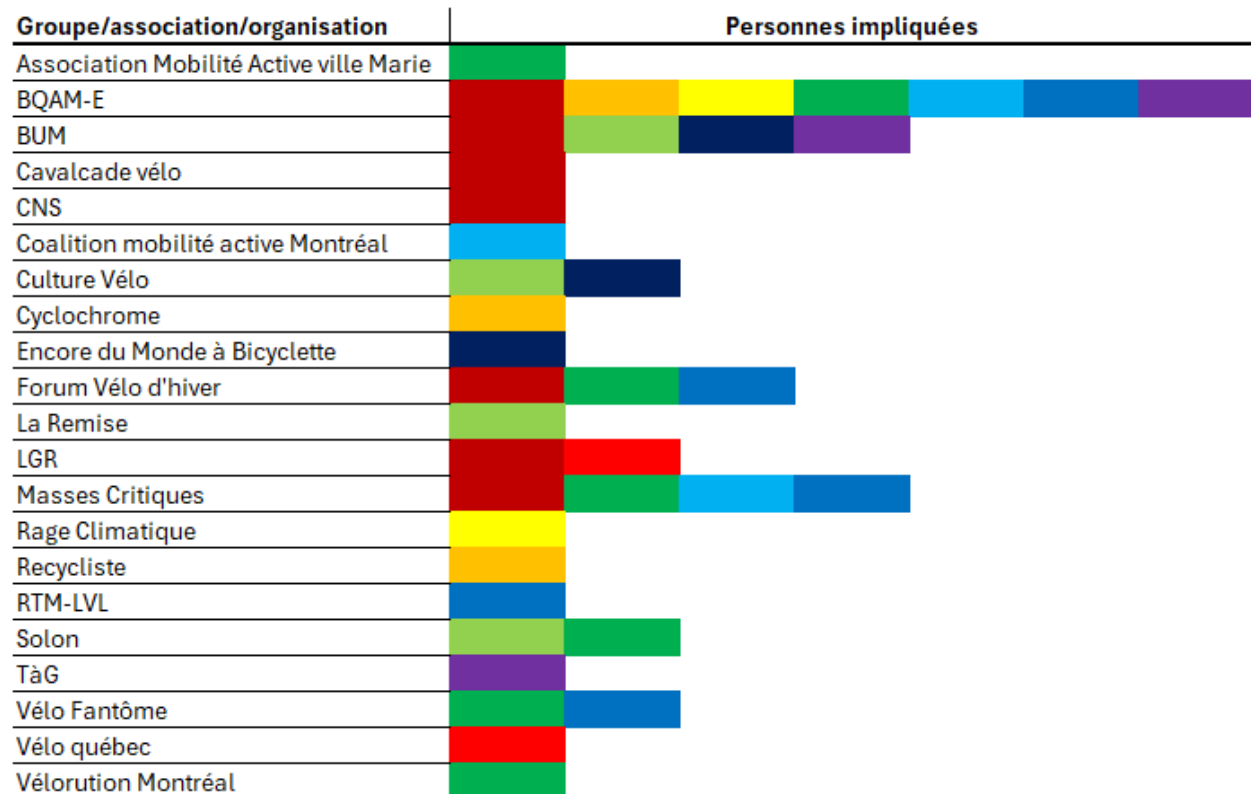


Figure 5.7 : Représentation visuelle d'acteur·rice·s impliqué·e·s dans de multiples organisations

Dans cette figure, chaque couleur représente une des dix personnes sélectionnées s'impliquant à la fois, au moins dans un AVC et une autre organisation. Cette représentation, loin d'avoir une quelconque prétention à une représentativité quelle qu'elle soit (échantillon très restreint, basé sur des observations-participantes), écarte également les croisements qui existent par des personnes étant impliquées dans de multiples organisations qui y sont représentées, mais aucun AVC. L'ajout de la dimension temporelle à cette analyse des interconnexions qui croisent échelle individuelle et organisationnelle introduirait davantage de complexité dans le portrait qui est dressé ci-dessus. À cet égard, soulignons que certaines initiatives peuvent être plus actives lors de périodes données. Les personnes impliquées à un endroit peuvent changer la nature

de leurs implications et même changer d'organisation en fonction de leurs disponibilités et de leur emplacement géographique.

5.4.7.2 Création de réseaux de relations significatives et d'action communautaire

Lors des permanences, les ateliers sont généralement des endroits animés où les discussions fusent, où les corps se faufilent les uns autour des autres, où se tendent des outils. L'ambiance est ludique, traversée de musiques en tous genres, les gens semblent généralement heureux d'être présents, d'apprendre, de partager sur leur vie, d'échanger des blagues et des rires. Cela peut paraître surprenant que dans un endroit où se fait un « vrai » travail, un travail manuel qui salit, où la graisse noircie par les éléments s'imprime sur toutes les surfaces et sur la peau, où les odeurs de produits chimiques, nettoyants et lubrifiants, attaquent les narines. Pourtant, ces endroits sont régulièrement empreints de douceur et de légèreté, où des échanges humains et sensibles sont observables. Il devient immédiatement évident qu'il s'agit d'un lieu d'entrée en relation engageant autre chose que de simples exercices mécaniques appliqués à des vélos inanimés.

Dès mon arrivée au MEBG, Daniel m'a accueilli chaleureusement, puis à la rencontre des autres bénévoles, j'ai réalisé que son amabilité ne faisait pas exception : tous et toutes étaient très heureux·ses d'accueillir un nouveau bénévole, et étaient prêt à montrer et partager leur enthousiasme pour leur projet. Cet accueil s'est répété à maintes reprises depuis avec plusieurs autres personnes ayant des niveaux variables de familiarité avec le milieu. De fois en fois, l'insertion au sein des collectifs d'atelier est traversée de discussions sur les parcours de vie personnels, sur les origines géographiques et culturelles, les études, occupations et intérêts personnels. Ce type de discussions ne sont pas limitées aux bénévoles, mais sont aussi partagées avec les usager·e·s, et entre ces dernier·e·s. Il m'a ainsi été donné, maintes fois, de partager des discussions plus personnelles avec des usager·e·s de l'atelier, tant sur le rapport au vélo, que sur les endroits où nous avons grandi, que sur les activités qui occupent nos quotidiens¹⁰³, impliquant une certaine ouverture des subjectivités en rencontre.

En ce sens, pour certaines personnes, l'entrée dans le milieu des ateliers communautaires peut être un moyen de créer un réseau de relations interpersonnelles significatives. Les ateliers en viennent à former des espaces-temps de socialisation et de création de liens personnels à travers une activité partagée. Ces initiatives peuvent ainsi participer d'une trajectoire d'intégration dans un réseau de relations communautaires, mais

¹⁰³ L'objet de ce mémoire a d'ailleurs suscité maintes discussions, tant auprès d'autres bénévoles qu'auprès d'usager·e·s, simplement dû au fait que les gens apprennent à se connaître et s'échangent des questionnements sur les occupations de leurs interlocuteur·rice·s.

aussi amicales, tel que ce fut le cas pour Boris. Jean, Camille, Daniel, Jacob, Marie, ont toutes et tous partagé l'importance qu'a eue pour elles et eux le simple aspect de se rendre dans un espace, de rencontrer des gens et d'interagir avec eux, de s'investir dans un processus de connaissance et de reconnaissance avec autrui, en tant que participant·e·s à une initiative commune, que ce soit comme usager·e ou bénévole. Plusieurs nouveaux arrivants, même des gens de passage de manière temporaire, viennent par ailleurs s'investir dans les ateliers montréalais. Certains ont déjà été bénévoles ailleurs, d'autres non, mais tous·tes peuvent entrer rapidement au sein de ce milieu qui témoigne d'une ouverture considérable. Par ailleurs, certaines se sont présentées et, dès leur première visite, ont proposé de s'investir bénévolement, une situation qui, selon Boris, est plutôt typique : « C'est un truc qui se retrouve ailleurs, il y a beaucoup d'européens qui font ça, t'sais qui arrivent "je veux être bénévole", ils ont connu des initiatives en Europe, ou pas nécessairement » (Boris).

Boris, lorsqu'il était en échange étudiant en Europe, s'est lui-même investi dans un atelier communautaire installé dans sa commune. Camille, avant d'arriver au Québec, avait déjà fréquenté un atelier en France. Appelé à déménager dans une autre ville canadienne quelques semaines à peine à la suite de notre entretien, Jacob avait déjà pris contact avec un atelier communautaire de sa nouvelle municipalité d'accueil afin de s'y impliquer. Une bénévole de BQAM-E, investie depuis son arrivée d'Europe il y a plus de deux ans, s'est préparée à son prochain déménagement en se documentant sur les ateliers communautaires de sa prochaine ville d'adoption. Un bénévole fraîchement arrivé d'Espagne a décidé de se porter volontaire au MEBG après sa première visite, en expliquant qu'il s'agissait, d'une part, de s'investir dans une initiative qui porte une cause sociale, mais qu'il s'agissait aussi d'une façon de rencontrer des gens et de créer des liens avec celles et ceux-ci. Nous y reviendrons, mais ces mouvements des corps entre différents endroits géographiques, et l'insertion des personnes dans plusieurs ateliers tendent aussi à créer des liens entre ces initiatives citoyennes. Accessoirement, la proximité géographique entre différents ateliers incite à créer des rencontres, que ce soit par la création de réseaux, ou simplement lors de rencontres improvisées comme lorsque deux personnes de deux ateliers distincts [PVR et RTM-LVL] sont débarquées une soirée au MEBG simplement pour discuter avec d'autres personnes impliquées dans une initiative similaire.

Que ce soit à BQAM-E, au MEBG ou à LGR, l'inclusion dans le collectif en tant que personne qui y contribue plus activement peut se faire rapidement. Plusieurs personnes se sont présentées dans les AVC pour devenir bénévoles, et immédiatement, agissaient ainsi, la soirée même. Pour Marie, le « statut » de bénévole au MEBG et l'accès à l'espace hors des heures d'ouverture par l'obtention d'une clef reposerait «

very much on an honor system »¹⁰⁴. Pour Daniel, le vâ-et-vient de personnes s'impliquant comme bénévoles, l'aisance avec laquelle l'inclusion de ces personnes se fait et la façon dont l'accès à l'espace communautaire est consenti illustre à quel point cette initiative repose sur des relations de confiance entre ces individus, un élément sur lequel il avait insisté dès notre première rencontre :

it's just like, "Oh there's people here, and oh this person wants to start volunteering, and, oh here's a key", Like literally was just that and it just, over the years, new volunteers came, and they left, new volunteers came in and that was it. And that was based on trust, really based on trust. (Daniel)

Ce type de situation où les accès aux espaces sont distribués à de nouvelles personnes s'observe dans l'ensemble des ateliers à l'étude. S'il est possible d'envisager que ce niveau relativement élevé d'accessibilité comporte certains risques pour ces collectifs, ceux-ci ne sont pas écartés et font plutôt l'objet de réflexions collectives, en étant mesurés aux avantages que cette ouverture implique. Cela est rendu évident par ces propos tenus par Daniel :

I'm not naive, that doesn't always work, but it's worked so far you know, just getting to know somebody, let them shadow for a bit and then you just give them a key to the space, what can really happen you know? Like if they're really not a great person they could take some components, but who cares, some chains, or some tools or something you know, stuff that we can replace, so overall it's not like, risking too too much, but yeah, we've never had an issue, yeah, it's worked out pretty good. (Daniel)

Certains éléments intangibles, comme le sentiment de communauté qui est créé en incluant rapidement de nouvelles personnes peuvent être pris en compte, alors que d'autres éléments, comme les contributions matérielles et idéelles que portent en elles ces acteur·rice·s, le sont définitivement. En effet, plusieurs personnes ont insisté, à divers moments de l'implication terrain, sur l'importance du recrutement de nouvelles et nouveaux bénévoles afin de permettre à ces initiatives de se renouveler et ainsi se reproduire et se maintenir dans le temps. L'arrivée de « nouvelles générations » de bénévoles motivé·e·s « *that would come in and take on responsibilities* » (Daniel) est vue positivement par l'ensemble des personnes interviewées, une position exemplifiée par les propos de Marie :

We've had a couple new folks join, [...], they already are part of this community, but I think both of them will start to take on some decision making and start to lead some projects, and be more involved in the direction of the shop, I'm really hopeful that they will take that on. (Marie)

¹⁰⁴ L'obtention de cette clef implique certains avantages matériels pour les bénévoles qui peuvent aller à l'atelier hors des heures d'ouverture pour effectuer des réparations sur leurs vélos lorsque cela leur convient, par exemple.

L'ouverture des ateliers aux gens de tous horizons, dont nous avons traité précédemment sous l'angle des principes d'inclusivité, est une force de ces initiatives selon Daniel, car elle peut rapidement créer un sentiment d'appartenance à une communauté chez des gens qui sont en recherche de connections humaines et, conséquemment, altérer profondément leur expérience de leur milieu de vie et du social. Il souligne la rapidité par laquelle les gens peuvent être accueillis dans une communauté via les AVC :

I get people that come back like ten years later [...] and they say very clearly: "This place was such a profound change in my early twenties, because I didn't know anybody in Montreal, I could come here I was into biking, and I came here, I felt welcomed, it didn't feel like I had to be a part of a structure". You just show up and you're a part of it, boom! Look it, you're a member, you just showed up tonight you're a member! And in a couple of nights time if you want to come and do a night here, automatically you're a volunteer, and then you're a part of it and that's it! (Daniel)

Pour certain·e·s, il s'agit aussi, par ces moments de socialité qui prennent place autant entre les murs des ateliers qu'à l'extérieur, « de créer un groupe autour de [soi] et d'avoir des gens à qui parler » (Jean). En entrevue, Jean a d'ailleurs partagé que cette intégration dans un réseau de relations sociales a été un aspect important de son processus de guérison personnel. Il souligne que l'atelier, en lui permettant de s'impliquer rapidement et simplement, a été pour lui l'opportunité de sortir de son isolement social. Les ateliers communautaires peuvent ainsi devenir des lieux de sociabilité pour des gens cherchant à créer des connexions humaines, dans un contexte éloigné des logiques de consommation, où prennent plutôt place des visées communautaires : « *I think lots of people also are feeling like they want to be involved in the community, especially when they're isolated at home all the time and they're looking for social connections that's not at a bar...* » (Marie).

Bien que le travail mécanique occupe une place importante des activités, celui-ci prend place avec une certaine légèreté, c'est-à-dire que les bénévoles et les usager·e·s s'y retrouvent tous·tes comme apprenti·e·s mécanicien·ne·s. Nous y reviendrons plus tard, mais la phrase « nous sommes toutes et tous là pour apprendre » peut s'entendre régulièrement dans les ateliers et y revêt pratiquement le caractère de *modus operandi*. L'espace social des AVC n'implique pas d'attentes liées à une quelconque « efficacité productive », et, conséquemment, les gens ne les subissent pas comme ils le pourraient dans un travail salarié créateur de stress. Bien qu'une attention soit certainement portée par les bénévoles au bien être des usager·e·s et qu'une volonté de faire le plus possible, le mieux possible, soit présente, peu d'énergie physique et psychique semble consacrée à l'accélération de la complétion des tâches mécaniques (à moins qu'une personne souligne qu'elle doive se déplacer urgemment et qu'une bénévole soit prêt·e à s'investir dans ce type d'activité).

Cela implique que du temps soit dégagé pour autre chose, que ce soit pour partager de la nourriture et des breuvages, pour discuter, pour simplement avoir le temps et l'espace mental pour apprendre, ou pour d'autres activités où la dimension plus « ludique » prend une place importante. Il m'a, par exemple, été donné de voir des bénévoles s'adonner à une petite compétition de danse de cerceaux improvisés à l'aide de pneus, à la création d'œuvres d'art à partir de chaînes usagées ou à la création de vélos étranges à partir de vieux cadres laissés pour compte. Que ce soit lors d'activités ponctuelles ou des permanences de routine, les blagues et le rire faisaient l'objet d'occurrences régulières. Marie évoque avec nostalgie les soirées enjouées, pratiquement festives, qui étaient caractéristiques des permanences du MEBG :

when I first started coming to the garage, you would come and it would be busy, there would be loud music, it was kind of a party vibe and people would be drinking, and people would be come to the garage with a six pack of beers and sharing, it was very fun you know, really fun, chill, party kind of atmosphere, very friendly, and I hope it is still this, but the pandemic changed things a bit. (Marie)

Les bénévoles des ateliers organisent des activités sociales de manière sporadique. À Cet effet, le tableau B.6 : Travail relatif aux activités bénévoles, situé en annexe B, fait état du travail relatif à l'organisation de ces activités plus ludiques, ainsi que des activités de partenariats présentés dans la section précédente. Parfois, ces activités sociales sont réservées aux bénévoles, parfois elles sont ouvertes à tous et toutes. Dans certains cas, ces moments sont dégagés par et pour l'ensemble du groupe, par exemple lors des soirées du temps des fêtes où toutes et tous se rejoignent pour partager un repas. Dans d'autres circonstances, ces activités sont informelles et s'organisent à l'improviste. Il m'a été donné, par exemple, en sortant d'un atelier, d'aller voir une partie de *Bike Polo* à laquelle un autre bénévole participait et nous – soit toutes les personnes présentes à l'atelier – avait invitées. D'autres sorties peuvent s'improviser à la suite des permanences ou des moments de travail administratif, tel que les assemblées générales, où des bénévoles se rejoignent dans une taverne ou un parc pour partager des moments qui sortent de l'atelier. Selon Jacob, il s'agit d'un aspect particulier de ces initiatives communautaires que d'être capables de créer chez celles et ceux qui les fréquentent un sentiment d'appartenance communautaire contrairement à ce qui s'observe dans le circuit commercial :

En magasin on va chercher un produit, on achète un produit, on obtient un service et on part, j'ai pas l'impression que les gens qui vont en magasin trouvent un sentiment de communauté, sauf si ils y passent tout leur temps et qu'ils dépensent une fortune dans le magasin. (Jacob)

Ainsi, les moments de rencontres entre personnes faisant partie de la communauté des AVC sont un élément critique à la création de liens sociaux significatifs, selon Daniel. Sans ceux-ci, il est possible que chacun·e vienne à l'atelier en restant cloisonné dans un faisceau horaire, de semaine en semaine, ne rencontrant pas l'ensemble des autres personnes qui œuvrent aussi à porter le même projet collectif :

We don't need to have everybody at the meetup all the time, but we need to have everybody at the meetup at certain points so that we can build connections and recognize that you're a part of a bigger thing, 'cause we all know that there's a bunch of people that volunteer here, but if you don't sit in a group and you don't see the person's face and you don't recognize the image of what they have here, you just see a couple of posts on slack, it's not the same. (Daniel)

Or, à l'instar des milieux de travail hors du circuit associatif, une diversité de relations se donne à être observées dans les ateliers. Pour Boris, la mission de l'organisme et ses activités, conjuguées à sa volonté d'améliorer ce qui s'y faisait, était un catalyseur d'implication suffisant pour rester motivé bien qu'il pût ne pas être particulièrement porté à apprécier certains collègues : « Puis c'était pas juste des amis, justement, de vouloir que ça soit bien BQAM-E, ça m'amenait à me pousser à y aller même s'il y avait du monde que j'aimais moins *rires* » (Boris).

L'intégration des bénévoles au sein d'une initiative catalysant des valeurs et intérêts partagés peut faciliter cette création de liens significatifs, qu'ils soient amicaux ou non. Pour Marie, les rencontres faites à l'atelier se réalisent en même temps que d'autres actions axiologiquement orientées, telles que s'engager dans un travail productif tangible, matériel, s'inscrivant simultanément dans une démarche à visée écologique : « *it is the kind of place where people can achieve their goal of meeting people, like-minded people, working on something that's not on a screen and doing something good for the environment* » (Marie).

Tel qu'évoqué précédemment, pour d'autres, dont Camille, l'atelier est un moyen d'« avoir du fun aussi, [...] mettre ta musique dans l'atelier, échanger avec d'autres bénévoles, avec du monde, parler vélo, de tes projets d'étude, de ton boulot », mais en faisant cela tout en s'impliquant pour le féminisme, la mobilité active et l'enseignement de la mécanique. En ce sens, l'implication trouve son sens à partir d'une multiplicité de facteurs qui, réunis, peuvent contribuer à reconstruire un sentiment de connexion, à la fois avec les personnes qui portent le projet, mais aussi dans son milieu de vie, face aux gens de son quartier et de sa ville. Marie évoque cette confluence d'intérêts, de valeurs et de besoin de connexions sociales significatives ainsi :

The bike garage just fit with all of the things I liked about Montreal and about this neighborhood and about active transit and community building and like, just, it ticked a lot of boxes you could say, and I wanted to be involved in a community project and also I wanted to make friends and you know, be in a place where I was exposed to people with similar interests. (Marie)

Pour Daniel, de contribuer communément à un projet qui s'inscrit localement, portant des actions produisant de la valeur pour les gens et ayant un effet social, écologique, peut donner plus de sens à ces relations qui en viennent à ne plus être que le fruit de la proximité physique, mais d'un rapport plus substantiel où un échange est engendré, sans que cela s'inscrive au sein d'activités à visée marchande :

I think that's what really, to me, opened up a lot of doors. I could contribute to my community, 'cause that's also a big part of it, that like I live in this community, I hate the fact that like, most of the places that I've ever lived in my life I sort of knew my neighbors, where this kind of makes you feel like you can kind of get to know, maybe not your neighbors, but at least people in your community in a meaningful way. (Daniel)

Ces « connexions significatives » qui peuvent être nouées à travers l'action communautaire représente d'ailleurs, pour Mas, une condition à l'établissement d'un rapport de réciprocité, à l'établissement d'une réelle connexion communicationnelle qui fonde la condition *sine qua non* à l'échange pédagogique : « Je pense aussi que c'est au contact humain qu'on est capables d'apprendre, mais que ça va dans les deux sens, t'sais qu'on a le pouvoir d'offrir des choses aux gens puis que les gens ont le pouvoir de nous offrir des choses, mais pour ça, il faut entrer en contact avec les gens » (Mas).

Pour de nombreux·ses participant·e·s aux entrevues, comme Jacob, Daniel, Marcelo, et Jean, le fait de s'impliquer et de faire don d'eux-mêmes¹⁰⁵, de « rendre service, [d']aider le monde » (Marcelo) de leur communauté était un facteur motivationnel important dans leur trajectoire d'implication, leur permettant en retour de se « sentir utile » (Jean) dans cette communauté. En quittant, nombreuses sont les personnes à remercier, parfois à répétition, les bénévoles qui les ont aidées, parfois en insistant sur l'importance qu'ils accordent à leur aide et à leurs conseils, parfois en leur donnant une poignée de main, souvent avec un grand sourire aux lèvres. À maintes reprises, des usager·e·s ont fait des dons monétaires, parfois de quelques dollars, parfois de plusieurs, et parfois en insistant pour le faire, soulignant qu'ils adhéraient au projet communautaire porté par ces initiatives et trouvaient important le travail qui y prenait place, qu'il s'agissait ainsi pour eux d'une façon d'encourager l'initiative, de soutenir ses actions afin qu'elles perdurent et qu'elles puissent continuer de répondre aux besoins d'autres membres de la communauté. Plusieurs personnes soulignent le fait qu'elles n'auraient pas pu rentrer chez elles, ou qu'elles n'avaient pas les connaissances pour faire les réparations qu'elles viennent pourtant de réaliser grâce au fait d'avoir été épaulées : « Quand t'aides quelqu'un puis là il repart avec son grand sourire! Aaaaah, ça c'est magique ça! La satisfaction du monde qui repartait là, ah je m'en rappelle bien. Y'avait quelqu'un qui était parti avec des grands sourires, tout satisfait, ça me touchait beaucoup moi ça » (Jean).

Pour Daniel, cette connexion se bâtie non seulement par l'expérience de moments partagés, mais aussi par le fait que, par son implication, il cherche à montrer qu'il *care*, c'est-à-dire qu'il a le souci de s'impliquer

¹⁰⁵ Marcelo évoque lui-même sa participation à LGR en affirmant être venu « s'offrir », et ce, simplement « pour rendre service, aider le monde ».

pour soutenir sa communauté, de produire quelque chose pour elle qui dépasse le fait que de n'être qu'un voisin. Cette démarche, il la conçoit comme étant à la fois humainement enrichissante pour les gens qui fréquentent l'atelier, ainsi que pour lui-même :

*I want to see humans beings in front of me, and I want to interact with those human beings, and I want them to recognize that I care, that's also a big part of it, right? I want for people to recognize that I care, that I give a shit about this community, that I'm not just living here and paying rent in an apartment [...] to me, it's like, yeah, you care and you show *emphasis* care. And even if they came for a couple of months, it doesn't matter, that leaves with you! And I hear from those people all the time! And it's like, I can't imagine getting anymore reward than that to do anything. (Daniel)*

De plus, pour Marcelo, le lien est clair entre le « volet communautaire » de ces initiatives, cette dimension humaine de l'entrée en relation qui prend place, et la gratuité du travail bénévole qui trouve des moteurs alternatifs à celui du travail salarié :

Les bénévoles, je crois que c'est essentiel. C'est difficile, mais c'est essentiel pour que ça roule parce que si on payait tout le monde, ça perd le volet communautaire, je pense. [...]. Je pourrais aller avec mon CV dans un atelier, n'importe quoi, je vais faire les freins, mais ça m'intéresse pas, non, non, ça m'intéresse pas. Pour moi c'est perdre ma valeur de faire ça, même si j'étais payé vingt dollars, n'importe qui voudrait me payer, c'est pas pour ça. (Marcelo)

Par l'insertion de relations marchandes dans l'exercice des activités, le sens des actions pourrait, il semble, être dilué ou corrompu, du fait qu'elles n'auraient plus le caractère d'implication volontaire, mais se verraient nécessairement interrogées en regard de l'intérêt potentiel qu'aurait la personne à l'extérieur de l'entrée en relation avec la personne qui se présente pour obtenir assistance.

CHAPITRE 6

Discussion :

La pédagogie populaire comme *praxis* de communalisation au cœur des AVC montréalais

« Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les humains s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde » (Freire, 1970, 80) [traduction libre]

Si la portion de résultats de ce mémoire amenait à se saisir du processus de mise en commun à partir des actions concrètes pour se saisir éventuellement des aspects plus symboliques-relationnels de cette mise en commun, le propos présenté dans cette discussion vise à répondre à notre question de recherche initiale, c'est-à-dire de montrer que ce qui se dégage du travail déployé par les personnes impliquées dans les AVC étudiés est en fait la résultante d'une organisation matérielle et symbolique-relationnelle, visant à construire et mettre en commun ces espaces vers l'émancipation par une démarche et un processus de pédagogie populaire. Bien que plusieurs auteurs aient souligné le partage de connaissances comme étant un élément participant des processus à la fois de mise en commun et des initiatives de réparation collectives, la contribution du présent mémoire vise, par l'articulation des clefs conceptuelles relatives à la communalisation, à la réparation collective et à la pédagogie populaire, montrer qu'il est fondamental de se saisir de ces initiatives comme des formes sociales de pédagogie populaire, collective et critique (Freire, 1970). Si l'on consent que ces espaces sont conviviaux (Bradley, 2016; Illich, 1974), que comme une variété d'initiatives collectives de réparation elles permettent de répondre aux besoins matériels par la création de valeurs d'usage (Zapata Campos et al., 2020; Graziano & Trogal, 2019; Batterbury & Dant, 2019) et qu'ils permettent la création de lien social émancipateur par la création de contextes productifs collaboratifs (Bradley & Pragman, 2017; Furness, 2010), il est nécessaire de comprendre la logique processuelle à l'œuvre, les « mécanismes sociaux » par lesquels ces initiatives arrivent à dégager ces activités productives et créer des liens sociaux alternatifs dans des contextes différenciés de par le monde, mais dont la constante est la présence du capitalisme comme système traversant le social, sans pourtant réussir à le subsumer en entier. L'appréhension de cette logique opératoire qui sous-tend les produits de la communalisation par et dans les ateliers apparaît comme nécessaire si l'on cherche à comprendre en quoi celles-ci sont susceptibles d'être « préfiguratives »¹⁰⁶, et les façons par lesquelles celles-ci se politisent et dépassent l'*hic et nunc* de

¹⁰⁶ Si l'on envisage la « préfiguration », on admet que ces initiatives présentent des formes d'actions transformatrices, qui pour l'être, sont nécessairement investies dans un processus de réflexion critique sur le monde, sur leur place dans celui-ci, à l'image de la pédagogie populaire (Freire, 1970).

l'atelier (Eizenberg, 2012; Stavrides, 2014; Graziano & Trogal, 2017; 2019; Ramognino, 2013; Glaeser, 2010).

Comme cela a été mis en lumière par les résultats, la participation aux AVC peut se lier à un ensemble de motivations personnelles (développement de ses compétences, de sa mobilité, son autonomie, sa liberté, sa confiance en soi), interpersonnelles (création de lien social significatif, l'aspect ludique), collectives (créer un projet par la communauté pour la communauté, répondre aux besoins suivant les principes d'équité sociale), politiques (production anticapitaliste dans les formes que prend le travail, mais aussi la distribution de la valeur, engageant simultanément des principes écologistes), sociales (modification de rapport à la mobilité, création d'endroits participatifs ouverts à tous et toutes, portés vers l'égalité et l'équité). S'il est vrai qu'il n'est pas nécessaire de s'intéresser aux motivations de l'action pour en constater les effets, pour mesurer ce qui en découle, une perspective défendue par d'autres chercheur·se·s s'étant intéressé·e·s aux AVC ailleurs dans le monde et qui ont souligné la complexité de faire sens des articulations multiples qu'elles peuvent prendre (Zapata-Campos et al., 2020), il semble qu'en faisant passer la focale des motivations individuelles à celles du projet saisi collectivement, de manière plus holistique, il est possible de voir un projet collectif traversé d'une intentionnalité cohérente qui peut nous renseigner sur les processus sociaux qui sous-tendent l'action. Cet intérêt porté au sens des actions déployées collectivement, à l'intentionnalité qui les supporte, prend acte du fait que l'exercice réflexif n'est pas l'apparat du sociologue ou de l'ethnographe (Cefaï, 2010; 2012). Si l'action individuelle et collective qui prend place dans les AVC répond directement à des besoins matériels, que certain·e·s pourrait voir là une solution instrumentale à un problème immédiat, elle est aussi le fruit d'une lecture par les acteurs sociaux de la réalité (sociale, économique, environnementale, ces tous étant intriqués les uns aux autres de manière inaliénable), de leur condition à travers celle-ci et des actions qui peuvent être portées à eux-mêmes, leurs pairs, et la société en général pour modifier l'état initial constaté (intriquant état de la société et condition particulière au sein de celle-ci). En ce sens, l'action est assimilable à ce que Freire (1970) entend par *praxis* : à la fois résultat d'une réflexion sur l'état de la société et de sa position dans celle-ci, action mise en forme selon cette réflexion suivant une intention transformative, pour être rétroactivement ressaisie par le processus réflexif, et ainsi de suite. Si la *praxis* est un processus itératif de réflexion sur le social, sur la position que l'on occupe dans cet ensemble, l'action matérielle qui en fait partie se voit nécessairement influencée par l'intention d'arriver à une transformation de l'état initial envisagée préalablement par le procédé réflexif. De plus, si ce processus critique représente pour Freire la forme que prend le processus de pédagogie populaire, le propos de cette discussion vise à montrer que l'objectif visé par les AVC dépasse l'autonomisation relative à la mobilité pour tendre vers une forme d'émancipation sociale qui remet en cause l'organisation actuelle de

l'économique, dans la lignée des auteur·e·s de l'École politique des communs (Caffentzis & Federici, 2014; Dardot & Laval, 2014; De Angelis & Harvie, 2014; De Angelis, 2013; Stavrides, 2014).

Les ateliers de vélo communautaires, et les communalistes qui les (re)produisent, portent ouvertement par leurs actions une critique des systèmes de dominations imbriqués les uns aux autres. Tel que l'ont signifié plusieurs participant·e·s, les activités mises en place par les AVC découlent de processus réflexifs relatifs aux inégalités économiques et sociales (saisies de manière intersectionnelle), aux besoins de mobilité, à la dégradation de la biosphère et des conditions des milieux habités dont font l'expérience les humains, et à la capacité des collectivités d'avoir des leviers d'action concrets sur leurs conditions d'existence. Ces observations sont conséquentes avec ce qu'ont mis en lumière d'autres chercheurs s'étant intéressés aux AVC (Bradley, 2016; Batterbury & Dant, 2019; Zapata Campos et al., 2020; Singh, 2022; Henriksson & Göransson Scalzotto, 2023) ainsi que plus largement aux initiatives collectives de réparation (Graham et Thrift, 2007; Graziano et Trogal, 2017; Graziano et Trogal, 2019; Bradley et Persson, 2022).

S'il est possible d'appréhender l'action qui prend place dans les AVC comme étant directement portée à ces enjeux en étant matériellement portée à la réparation de vélos, je propose ici de comprendre le projet de mise en commun déployé par les AVC comme étant soutenu fonctionnellement par un processus de pédagogie populaire se prenant aussi, à un niveau *meta*, lui-même comme objet. Cette lunette implique de penser le dernier élément de cette énumération – l'accès à des leviers concrets pour avoir un effet sur ses conditions d'existence, ce qui peut être compris comme l'atteinte d'une forme d'émancipation, de libération ou d'autonomisation – comme étant l'objectif généralement visé de manière primordiale, orientant une gamme d'objectifs secondaires qui le soutiennent. Cette lunette implique de penser la communalisation par ces collectifs d'abord comme processus pédagogique, un processus saisi dans un cycle d'objectivation, de réflexion et mise en forme dans l'action, ce qui permet, dans un deuxième temps de s'intéresser aux formes particulières que prend le processus pédagogique dans l'action de l'atelier pour arriver à atteindre les trois premiers objectifs énumérés ci-haut (réduction des inégalités sociales, réponse aux besoins de mobilité, création de manières de produire écologiquement responsables).

Il n'est pas anodin que les AVC partagent, lors des permanences, des principes pédagogiques prenant forme par des pratiques d'autoréparation assistée : la volonté derrière ces activités n'est pas de faire « don » d'un vélo fonctionnel aux personnes qui se présentent – ce qui pourrait être fait par un bénévole réparant directement les vélos – la volonté est plutôt de développer l'autonomie des personnes, leur compréhension du monde et leur pouvoir d'action sur leur condition et sur celui-ci. De ce fait, le processus de pédagogie populaire mis en forme par les communalistes d'AVC ne se limite pas au moment critique – bien que celui-

ci existe, comme nous y reviendrons en 5.6.2 – mais le transcendent pour se réaliser comme co-crédation, comme co-(re)production d'un mode d'action et d'un monde alternatif ou le commun comme principe d'organisation de la réalité sociale tend à se répandre (Hard et Negri, 2009; Dardot et Laval, 2014; De Angelis & Harvie, 2014; Caffentzi & Federici, 2014).

Le processus de pédagogie populaire s'effectuant par les bénévoles d'ateliers se mobilise donc selon plusieurs formes et prend place dans différents contextes d'apprentissage, que cela se rapporte au niveau du processus de mise en commun lui-même (co-construction d'initiatives communes), ou au niveau de l'objet technologique « vélo ». Par ce processus, les personnes impliquées construisent les ateliers comme des espaces-temps d'éducation populaire portés à la fois vers les communautés et la société civile ainsi que vers son propre milieu (entre bénévoles et initiatives), bien que, dans l'action, ces deux sphères du social soient amenées à être consubstantielles.

6.1 *Praxis* orientée vers la production d'un rapport intersubjectif à visée émancipatoire

6.1.1 Mise en commun initiale et communalisation d'un espace physique orienté vers un processus pédagogique populaire

De manière tout à fait contraire au processus d'accumulation primitive envisagé par Marx, la mise en forme initiale des AVC étudiés, en ce qu'ils sont saisis en tant qu'entités individuelles, repose sur un processus de communalisation initial. Dans les faits, l'existence de réseaux informels et formels à l'image des *learning webs* (Illich, 1971), implique nécessairement de penser l'expansion temporelle du processus pédagogique qui sous-tend les manifestations locales de la mise en commun prenant la forme d'AVC comme y étant préalable, consistant en une réflexion critique qui prédate la mise sur pied des initiatives particulières. Cela dit, les récits des initiatives étudiées montrent qu'une communalisation « initiale » d'éléments matériels – soit d'un espace, d'outils et de personnes détenant certains savoirs et de l'énergie à dépenser – assoie des fondations autour desquelles des personnes seront amenées à se rencontrer pour réfléchir, ensemble, à la forme particulière qu'elles donneront à une initiative particulière. Cette communalisation est parfois faite dans la dissidence des usages établis (privatifs) des ressources faisant l'objet de ces processus de communalisation tel que les récits (section 5.4.1) de BQAM-E et du MEBG l'ont illustré, et parfois par la collaboration avec des entités de formes économiques non marchandes, tel que dans le cas de LGR. L'empirie a montré que tant les formes institutionnelles que matérielles seront éventuellement et continuellement reconfigurées, remises en forme et reproduites, suivant un processus démocratique, à l'image du processus réflexif de pédagogie populaire (Freire, 1970) et de communalisation compris de manière processuelle (Linebaugh, 2008; Harvey, 2012; Heilfrich & Bollier, 2015, Dardot & Laval, 2010; 2014). Comme l'a montré l'empirie, les bénévoles déploient tout un travail (re)productif grâce auquel le

processus de pédagogie populaire peut prendre place lors des permanences; passer les commandes, faire le ménage, remplir les consommables, faire le tri de pièces, toutes ces tâches « invisibles », sont nécessaires au processus de pédagogie populaire, et en font donc partie, bien qu'elles se situent, comme l'ont souligné plusieurs, dans le « backstage » (Caffentzis & Federici, 2014; Federici, 2012; Henke, 2000; Graziano & Trogal, 2019; Zapata-Campos, et al., 2020).

L'atelier est construit matériellement et symboliquement, par le déploiement d'un processus de pédagogie populaire réflexif, pour en faire un espace-temps où prend place ultimement, une démarche de même nature. Le processus de réflexion sur l'espace matériel peut prendre place lors de discussion « informelles » ou lors de rencontres à cet effet : sous ces deux formes, ces moments de rencontre peuvent être compris en tant que processus pédagogique en ce que la forme physique que prendra l'espace est le produit d'une réflexion critique collective se saisissant de son état initial comme objet : appréhension de sa forme, de ce qu'elle permet, réflexion sur ce qu'elle devrait permettre, amenant à la détermination d'actions pour sa transformation (Freire, 1970). Face à « ce qu'il devrait permettre », une autre contribution à la littérature que porte cette discussion est de considérer l'espace comme étant construit de manière à en faire un « participant » du processus pédagogique prenant place dans l'atelier. Que ce soit par l'utilisation de dessins sur les murs, d'explications écrites d'opérations mécaniques, d'affiches détaillant des procédures relatives au travail bénévole, l'espace est mis en forme afin de donner des réponses aux questions potentielles des mécanicien·ne·s. Quelle pédale ou quelle cuvette du boîtier de pédalier doit être retirée en sens horaire ou plutôt anti-horaire? Comment installer de la guidoline afin qu'elle ne se désembobine pas lors de l'utilisation? Quels sont les standards de tirage de câble pour différents types de manettes de freins? Voilà quelques exemples de questions qui trouvent réponse à même les murs des AVC. Que ce soit à BQAM-E, au MEBG, ou à LGR, les outils sont placés sur les murs avec leur silhouette dessinée, ils sont regroupés en fonction des systèmes mécaniques auxquels ils se rapportent. Les pièces sont également identifiées dans des contenants étiquetés. À BQAM-E un système de couleurs est ajouté à cela afin de rendre l'identification encore plus accessible. L'espace de l'atelier est ainsi aménagé afin de rendre le processus de réparation approchable pour des néophytes, de les rendre le plus rapidement possible « acteurs » du processus pédagogique, et leur prodiguer potentiellement le sentiment d'être « à sa place » en voyant que le tout est organisé vers le partage, la mise en commun (Stavrides, 2014). Les considérations des participant·e·s relatives à l'accessibilité physique des lieux pour les personnes ayant des limitations physiques s'inscrivent aussi dans ce souci de réduire le plus possible les barrières à l'entrée.

À l'image d'une salle de cours, les murs servent de « tableaux » où des dessins de systèmes mécaniques et des illustrations de vélos entiers en vue éclatée sont soit tracés directement aux murs, soit affichés à l'aide

d'impressions. Cette approche qui contribue à la conception du vélo en tant qu'objet technique « convivial » en ouvrant visuellement ses systèmes vise, à terme, à réduire la part du mythe pouvant planer sur celui-ci, à ouvrir la boîte noire de son fonctionnement pouvant paraître ésotérique pour non-initiés (Illich, 1974; Graham et Thrift, 2007; Zapata Campos, 2020). Des inscriptions du type « *DON'T GUESS, ASK QUESTIONS* », et son corollaire, « *FUCK SHIT UP!!! (You'll learn something)* », inscrites au mur du MEBG permettent, par l'espace matériel, la transmission de messages pédagogiques aux acteurs – lui conférant le caractère d'interlocuteur dans ce processus – mais aussi d'en faire un espace de dialogue, un espace communicationnel tant dans sa forme que dans ce qu'il permet. En ce sens, l'espace est porteur de messages et traversé des visions des d'acteurs, produit et producteur du processus pédagogique où la communication joue un rôle central (Freire, 1970). En apparence paradoxales, ces inscriptions montrent la liberté par laquelle peuvent entrer les participant·e·s à l'AVC au processus pédagogique. Que ce soit en obtenant (potentiellement) des informations sur la « bonne » façon de faire par une personne plus expérimentée, ou par l'expérimentation directe, quitte à faire des erreurs desquelles découleront des apprentissages, chaque approche est reconnue comme étant légitime et encouragée.

6.1.2 Entrée en relation selon des positionnalités partagées : rencontre de co-apprenant·e·s dans les AVC

Les observations dans les AVC et les propos des participant·e·s aux entrevues ont souligné de quelle manière les bénévoles et les usager·e·s se retrouvent toutes et tous, ensemble, dans une position de co-apprenant·e·s (Freire, 1970; Illich, 1971; Ouellette, 1980). Reprenant les objectifs des AVC qui ont informé le processus de mise en forme de ce rapport intersubjectif, soit d'amener les gens à l'autonomie dans leur mobilité à vélo (soit, pas uniquement de réparer un vélo), il convient de penser que le contexte d'apprentissage lors des permanences est analogue à ce que Freire conçoit comme une forme de « *problem-posing education* », en ce sens qu'autant les bénévoles que les usager·e·s sont amené·e·s à explorer le problème particulier d'un dispositif spécifique avant de poser une hypothèse et des actions pour y remédier. Si l'appellation d'« autoréparation assistée » semble illustrer plutôt bien l'aspect physique du travail qui prend place, l'appellation d'« autopédagogie collective » rendrait davantage compte du processus d'autonomisation articulé par l'action portée par des gens de la collectivité vers des gens de la collectivité. Bien que le contexte d'apprentissage puisse apparaître à une personne qui amène son vélo comme portant sur les composantes mécaniques de celui-ci, sans plus, cette démarche serait donc, dans les faits, beaucoup plus vaste : au regard du « problème » de l'autonomie, le vélo devient le substrat matériel autour duquel le processus de pédagogie populaire est amené à prendre place. En ce sens, les AVC ressemblent à des espaces permettant ce à quoi Illich (1971) réfère par le concept de « *peer-matching* », c'est-à-dire que des gens se rencontrent dans cet espace pour se saisir d'un enjeu partagé, soit du problème commun qu'est le

développement de l'autonomie. La forme particulière permettant ce processus, dans les AVC, transige par l'objet technique vélo. Tel que l'ont souligné d'autres chercheurs (Arnold, 2012; Valentini & Butler, 2023), et comme cela a été présenté dans la section résultats, celui-ci prend forme suivant différentes configurations où des techniques et des gestes sont échangés et portés à la matérialité des objets techniques pour restaurer leur valeur d'usage.

Or, un élément émergeant de l'empirie, sur lequel les auteur·e·s s'intéressant aux initiatives collectives de réparation et aux AVC n'ont pas insisté, est que les modes d'engagement par lesquels entrent en relation les acteurs dans le processus pédagogique se modulent selon les contextes, les moments et les espaces. J'ai utilisé les termes « bénévoles » et « usager·e·s » pour parler du réel au fil de ce mémoire, mais ceux-ci restent en fait des abstractions symboliques simplificatrices. L'ouverture des collectifs à l'implication de « nouvelles » personnes et la similitude des tâches réalisées entre des acteur·rice·s entrant en relation suivant différents modes d'engagement souligne, d'une part, la porosité des groupes auxquels nous nous référons en utilisant ces appellations, mais aussi le caractère transitoire et contextuel de ces constructions linguistiques et sociales. D'un instant à un autre, un·e bénévole peut présenter une manière de réaliser une opération, alors que celle-ci peut ne pas fonctionner dans le cas d'un vélo particulier. Un standard précis, inconnu du ou de la bénévole, peut soudainement amener à une situation d'apprentissage partagé. Les opérations présentant une difficulté accrue peuvent rapidement faire de l'atelier un théâtre d'apprentissage collectif en ce sens que tous et toutes peuvent observer, commenter, suggérer des idées portées vers un objet commun. Face à la spécificité de chaque situation, impliquant une configuration unique de personnes et d'objets techniques, l'ensemble des personnes concernées s'inscrivent face au « problème » donné en tant que co-apprenant·e·s (Freire, 1970). Cela devient apparent face aux nombreuses situations qui se présentent où des usager·e·s peuvent accomplir les mêmes actions que des bénévoles, s'ils y sont enclins, en portant assistance à autrui, à des bénévoles, et *vice versa*, dans toutes les configurations possibles. Une personne qui fait du bénévolat dans un atelier peut en fréquenter un autre comme usager·e. Nombreux·ses ont été les participant·e·s qui ont souligné le rôle actif que jouent les personnes « usagères » dans les ateliers communautaires, puisque leur apprentissage et partage de connaissance, articulé à une participation en tant qu'être social, est conçu comme une composante fondamentale et essentielle du processus de mise en commun. Soulignons aussi que l'apprentissage est en soi processus actif, un travail cognitif de réflexion critique (Freire, 1970) impliquant une dépense énergétique dans la transformation des connaissances et compétences d'une personne, et donc portée à la transformation du soi, telle une *praxis* du soi, qui permet de nouvelles actions et un nouveau rapport au monde.

Les tâches d'atelier impliquent de vastes connaissances techniques portant autant sur le fonctionnement des différents systèmes mécaniques, que sur les divers types qui peuvent les constituer, les pièces qui en font partie, l'existence des outils spécialisés et la manière de les utiliser. Les outils servent d'extensions du corps, à maîtriser intellectuellement et physiquement, c'est-à-dire qu'il faut connaître leur fonction, la manière de la réaliser, et savoir comment en prendre soin. La mise en place d'un travail technique dans un cadre bénévole permet la réalisation de réparations qui ne seraient pas rentables commercialement ou trop risquées d'endommager le bien d'un client (par exemple passer des heures à tenter de retirer une tige de selle figée dans un cadre). Elle permet aussi la mise en place de solutions créatives, d'innovation, de détournements d'usages qui évitent d'acheter de nouveaux biens et qui permettent des apprentissages collectifs (Bradley, 2016; Hamarat, 2019; Graham and Thrift, 2007; Brand, 1994). Cette « spécialisation » dans ce que plusieurs bénévoles appellent le *patentage* permet de répondre à un besoin réel, tout en le faisant de manière écologique (Bradley & Persson, 2022; Singh, 2022; Graziano & Trogal, 2019). Si, les bénévoles sont généralement celles et ceux qui portent assistance et qui détiennent davantage de connaissances techniques que la moyenne des gens, la majorité de ceux et celles-ci ont atteint ce niveau de compétence, et continuent de le développer, dans un co-apprentissage « sur le tas », dans l'action de l'atelier, et en continuant de le faire ainsi.

Si le « *shadowing* » évoqué par certain·e·s participant·e·s pourrait évoquer dans l'imaginaire une forme relationnelle d'apprentissage similaire à la relation du maître artisan avec ses apprentis, une relation marquée par le prisme de l'autorité (Sennet, 2008; Arnold, 2012), le rapport entre les personnes qui s'inscrivent dans ces démarches au sein des AVC étudiés ne semble pas mis en forme de la même manière. D'une part, cette forme ne semble pas formalisée par quelque structure qui soit, et, concrètement, celle-ci ne s'est pas donnée à l'observation directe dans l'un ou l'autre des ateliers. De plus, contrairement à un atelier commercial où les clients paient en échange d'un service octroyé par une personne détenant les connaissances, compétences et outils, avec le but de dégager le plus de valeur d'échange possible, la gratuité qui caractérise l'accès aux ateliers ainsi que le processus pédagogique des bénévoles permet de tempérer les attentes de « performance », d'« efficience » ou de « productivité », tant des usager·e·s envers les bénévoles, que des bénévoles entre elles et eux. Comme l'ont souligné des participant·e·s, les personnes s'engageant dans ce processus ne sont pas attendues d'avoir un quelconque niveau de connaissances et compétences techniques pour le faire, que ce soit pour venir réparer leur vélo ou pour devenir bénévoles, témoignant d'une ouverture qui illustre l'abaissement du « seuil » de participation tel que cela s'observe dans d'autres processus de communalisation (Stavrides, 2014). Il est normal, et même attendu, dans ce contexte, que les bénévoles apprennent en faisant avec les usager·e·s, qu'ils et elles s'investissent simultanément dans une démarche d'apprentissage qui prend place en continu, apprenant parfois de ressources en ligne, de livres, de

leurs pairs. La présence de plusieurs bénévoles ayant des connaissances et compétences différenciées amène régulièrement un partage des accompagnements auprès des usager·e·s en fonction des problèmes techniques que présentent leurs vélos. En général, la mise en commun des connaissances et compétences tant des bénévoles que des usager·e·s semble atteindre un niveau de complémentarité qui permet de résoudre la plupart des problèmes, ou du moins, qui permet de chercher une piste de solution par exploration, illustrant l'importance de la communalisation des savoirs pour soutenir les pratiques productives matérielles (Hess & Ostrom, 2007; Dardot et Laval, 2014,; Graziano & Trogal, 2017). Par l'éloignement de la forme marchande, le processus pédagogique consubstantiel à cette communalisation des savoirs, permet parfois le partage de connaissances et compétences acquises dans le secteur privé dans le cadre d'emplois salariés, comme l'ont souligné certain·e·s participant·es.

Cette gratuité implique qu'il est difficile de commander l'action d'une personne, alors que celle-ci se présente volontairement dans cet espace pour apprendre et partager des connaissances. Concrètement, dans les AVC, il semble qu'on assiste davantage à une relation pédagogique plus horizontale où la transmission de connaissance permet le développement de compétences pour servir l'autonomisation : bien que dans une situation particulière relative à un objet particulier, une personne puisse momentanément prendre la position de mentor, ce qu'Illich (1971) souligne comme un aspect potentiellement nécessaire de la transmission de compétences [*skills*], ces modes d'engagement peuvent être appelés à changer d'un instant à l'autre. L'organisation des rapports intersubjectifs dans l'apprentissage suivant des principes d'horizontalité, une certaine informalité et non-linéarité, permet aux (co-)apprenant·e·s une reprise de pouvoir d'action dans leur propre *empowerment*, leur propre autonomisation, et permet de sortir d'une forme de domination institutionnelle généralement présente dans le circuit scolaire (nous reviendrons sur ce point en 5.6.4). À l'instar d'Illich (1971), des participant·e·s ont par ailleurs critiqué les curriculums éducatifs nationaux en ce qu'ils ne visent largement pas la transmission de compétences appliquées, alimentant les lectures des communs comme étant des exemples démontrant la faillite de l'État et des marchés à répondre aux besoins des communautés (Streeck, 2014; Moore, 2018; Burawoy, 2017; Duarte-Abadía et al., 2021; Dardot & Laval, 2010; 2014).

6.1.3 Le *care* dans la relation pédagogique et la volonté de répondre aux besoins

Pour reprendre les considérations soulevées par certain·e·s auteur·e·s faisant intervenir le concept de *care* relativement aux pratiques de réparation (Tronto, 1993; Graziano & Trogal, 2017; Valentini & Butler, 2023; Batterbury & Dant, 2019), il est vrai qu'il est possible d'appréhender la réparation comme un acte de *care* restaurant la valeur d'usage de l'objet et ouvrant ainsi une possibilité d'action pour la personne. Or, ce qui semble davantage opérer dans les AVC n'est pas un *care* directement appliqué aux objets : conséquemment

avec la finalité qu'est l'autonomisation des personnes, il appert plutôt que le processus de pédagogie populaire qui prend place lors des moments d'intendance (abordé en 5.6.3) vise l'organisation la relation intersubjective suivant des principes de *care*. Par l'accueil chaleureux des personnes, la mesure de leur aisance avec le milieu des AVC et de la mécanique, les bénévoles ajustent leur approche aux besoins de la personne. Comme plusieurs participant·e·s l'ont mentionné, lorsqu'une personne n'est pas familière avec le milieu, des efforts sont déployés pour lui faire la présentation des modalités de fonctionnement de l'espace, pour souligner qu'il n'est pas nécessaire d'avoir quelconques connaissances en mécanique, que l'atelier est ouvert à la participation de tous et toutes, etc. Ces efforts apparents contribuent aussi, simultanément, à créer une relation de confiance entre les bénévoles et les usager·e·s, permettant une ouverture à l'expérience pédagogique où ces dernier·e·s seront appelé·e·s à prendre un rôle actif. Le rôle incontournable des relations de confiance dans le développement de communautés d'entités collectives pouvant être associées au concept de commun est d'ailleurs un élément soulevé par Ostrom (1990) qui reprend alors des réflexions de Bates (1998). Les témoignages, notamment de Boris, ont montré, devant les difficultés qui peuvent se présenter lors du processus d'apprentissage à la réparation, l'importance des encouragements, de la persévérance, et donc de la patience, des personnes s'engageant comme pédagogues avec les apprenant·e·s (Ellsworth, 1989; Meiners & Quinn, 2007).

Les règlements – du moins la représentation qu'en ont les bénévoles, ce qui risque d'avoir d'effet concret que leur formulation dans un document (non-performatif) – touchent principalement à l'organisation du rapport intersubjectif afin d'en faire un espace sécuritaire, porté sur le *care*, c'est-à-dire que le respect des personnes et de l'espace est une condition à la participation et à l'accès au commun (Ostrom, 1990), un point sur lequel insistent les participant·e·s. Ces règlements témoignent de la volonté des communalistes d'en faire des lieux accueillants, confortables et sécuritaires pour tous et toutes, autant physiquement que psychologiquement. Ils visent la création d'un espace relationnel communautaire où priment le respect d'autrui, l'écoute, la compréhension, l'entraide, la coopération, afin que quiconque, suivant son identité de genre, orientation sexuelle, âge, façon de parler, ressources financières, origines ethnoculturelles, niveau de connaissances ou compétence, puisse participer activement à l'AVC. Les ateliers communautaires visent ainsi opérer une rupture avec les représentations de la mécanique vélo comme l'apparat d'un technicien dont les représentations seraient de facto masculines et « professionnelles », pour montrer qu'il s'agit en fait de connaissances et compétences accessibles à tous et toutes. L'explicitation de l'abaissement du seuil à la participation (Stavrides, 2014), consiste en un acte de *praxis* transformatrice en ce sens qu'elle permet potentiellement, à terme, de permettre à des populations socioéconomiquement marginalisées de répondre à leurs besoins (Stenmann et Wilson, 2023), mais aussi de modifier la composition démographique, et les représentations sociales, de l'activité mécanique pour ne plus en faire l'apparat d'une certaine représentation

de la masculinité, une manière de libérer les mentalités par la transformation concrète des modalités d'entrée en relation.

La prise en compte de la personne et de ses particularités, ainsi que des rapports de domination qui traversent la société, incite ainsi à appréhender ces activités par le prisme d'une lecture intersectionnelle intégrée au processus pédagogique (Graziano & Trogal, 2017; hooks, 1984; Crenshaw, 1996). Les acteurs et actrices des AVC, échangeant dans un ensemble d'espaces discursifs, ont une pratique réflexive sur leurs initiatives et reconnaissent que celles-ci ne sont pas imperméables, mais plutôt imparfaites et pénétrées des systèmes de domination qui traversent la société et qui modulent de manière différenciée les expériences personnelles (Zapata Campos et al., 2020; Rigaud, 2019). À cet effet, les expériences négatives qu'ont vécu certain·e·s participant·e·s lors de leur fréquentation d'AVC témoignent de ce caractère imparfait et préfiguratif des nouveaux communs contemporains (Karyotis, 2020; Zapata, et al., 2020, 1151; Hardt & Negri, 2009; Eizenberg, 2012). Néanmoins, les « mesures de contrôle » pour faire respecter les principes d'équité et d'inclusion ainsi que les règlements portés vers le respect représentent une praxis visant une transformation des rapports sociaux et des représentations sociales. Par exemple, il a été possible d'observer des rappels à l'ordre de bénévoles envers d'autres, visant à maintenir le rôle actif de co-apprenantes endossé par des usagères dans le processus pédagogique de réparation. Ces moments ne sont pas sans rappeler les principes de contrôle d'accès à « la ressource » élaborés par Ostrom (1990), notamment. Comme cela a été souligné par Mas, la mise en place d'espaces-temps « plus sécuritaires » [*safer space*], s'inscrit également dans une démarche d'action concrète, une *praxis* politique, permettant matériellement à aux personnes qui pourraient ne pas se sentir en sécurité, psychologiquement ou physiquement, dû à leurs expériences particulières du sociales et des configurations de systèmes de domination auxquels elles sont exposées, d'avoir accès au processus de pédagogie populaire et d'intégrer le processus d'autonomisation (Freire, 1970). Cette réalité est indicative du fait que ces lieux sont des terrains du politique en action, et que ces collectifs sont des assemblages hétérogènes où prennent également place des luttes sociales pour l'égalité (Dunezat, 1998). Or, même lors de débordements qui impliquent l'application des dispositifs coercitifs (pouvant aller à l'expulsion) – une forme d'action nécessaire pour le maintien des communs selon Ostrom (1990) – un souci est porté par les communalistes de faire participer cette situation du processus de pédagogie populaire, par exemple, en demandant à une personne ayant de multiples fois pour ses agissements communicationnels incorrects de suivre une formation en communication non violente afin de réintégrer les activités.

Ce souci porté à l'accessibilité du commun s'inscrit aussi dans une démarche de *care* pour les humains en ce sens qu'il s'agit de prendre soin des besoins de personnes réelles conçues comme faisant partie d'une communauté humaine, suivant des formes relationnelles non médiées ou motivées par la forme marchande

(Federici et al., 2012; Biesecker & Hofmeister, 2010). Le mode de fonctionnement des ateliers reposant sur des processus pédagogiques et d'autoréparation collective contribue à différencier l'activité de celle qui prend place dans le circuit commercial en s'intéressant d'abord et avant tout à la création de valeurs d'usage. Les bénévoles ont aussi souligné leur souci porté à la satisfaction des besoins de la personne, en cherchant à réduire le coût des réparations le plus possible (tendre à la gratuité, ou presque, pour utiliser l'espace et les outils, avoir recours à des pièces usagées gratuites ou au prix très faible, permettre une certaine flexibilité face au paiement d'une facture qui « devrait être réglée », maintenir un fonctionnement qui s'appuie sur un travail bénévole). Plutôt qu'un crédit (Stenmann et Wilson, 2023), des bénévoles ont souligné que des factures étaient littéralement et entièrement effacées pour répondre aux besoins de certaines personnes, ce qui représentait pour certains bénévoles, notamment Daniel, une réelle inclusivité prenant forme en action, dépassant l'exercice rhétorique d'une présentation de l'initiative suivant certains principes. Même si les ateliers sont centrés sur le vélo, ils œuvrent aussi à surmonter les expériences d'oppression que créent les articulations entre capacitisme et capitalisme en rendant accessibles et gratuites des réparations pour les personnes se déplaçant en fauteuils roulants, ce qui avait été observé ailleurs notamment (McKenney & McKenney, 2024).

Tel que cela fut souligné dans le chapitre de résultats, ainsi que dans l'ensemble des articles portant sur les AVC, ces activités permettent de répondre aux besoins matériels de mobilité des individus par la remise en état des vélos. Or, bien que la restauration de la valeur d'usage des vélos puisse représenter la dimension la plus saillante et évidente de ce qui se dégage lors des permanences d'AVC, cette production matérielle apparaît en fait comme étant médiée par l'organisation de l'espace et du rapport intersubjectif afin d'en faire un processus de pédagogie populaire dont la valeur d'usage ultime est la création de compétences permettant de manière subséquente à répondre à des besoins immédiats, physiques ou relationnels, et ce, crucialement, à une échelle collective. L'extension immédiate du processus pédagogique prenant place dans les ateliers pourrait être comprise comme le développement de l'autonomie relative face aux besoins de mobilité, ce qui est conçu par plusieurs bénévoles comme pouvant apporter une forme de pouvoir d'action dans d'autres sphères de la vie, d'avoir de meilleurs leviers pour modifier ses conditions d'existence, d'avoir accès à certaines formes d'ascension sociale, ce que Batterbury & Dant (2019) appellent « *the life enhancing mobility of the bicycle* ». Au niveau individuel, les ateliers pourraient permettre aux personnes, en développant leurs compétences techniques, de se sentir plus en confiance dans leur utilisation de ce dispositif par la maîtrise qu'ils en ont développé et, conséquemment, d'augmenter leur propension à l'utiliser comme moyen de transport utilitaire. Comme l'a souligné Mas, la limite à la mobilité peut se voir transposée de l'extérieur (accessibilité financière de l'automobile, du transport en commun, ou même du vélo entretenu dans secteur privé; accessibilité géographique du transport en commun; accessibilité

temporelle de pouvoir se déplacer au moment qui nous convient, peu importe s'il n'y a plus d'autobus; etc.) vers l'intérieur de l'acteur (volonté de déployer l'effort lié au déplacement et à l'entretien de l'objet), lui redonnant pouvoir d'action sur sa vie et donc, autonomie (Batterbury & Dant, 2019; Bradley, 2016). Dans son versant collectif, le développement chez une masse d'individus de ces compétences par la communalisation des ressources, et la prise de conscience de ce processus, pourraient contribuer à trouver des alternatives productives non marchandes, outillant les collectivités et développant l'autonomie collective (Bradley & Persson, 2022). Ainsi, le sens dévolu au développement d'une forme d'autonomie ne s'inscrirait pas dans une trajectoire sociale d'un individualisme croissant où chacun chercherait à remplir ses propres besoins, sans plus. Ce processus serait plutôt saisi dans sa dimension collective en ce sens que ce serait par la mise en commun de connaissances, compétences, infrastructures physiques, outils, et travail porté vers le développement de cette autonomie qu'une communauté de personnes de plus en plus autonome serait susceptible de prendre place.

6.2 Communalisation de l'économie comme conséquence d'une praxis pédagogique (critique et à visée libératrice)

« But the Commons as an animating force shrinks when the bicycle is merely a practical device, simply a way to get around. When bicycling is fused with a more expansive agenda that challenges the logic of incessant growth, a world based on commodification of humans and their creativity, and the reduction of nature to 'resources', the sense of a Bicycling Commons, based on choosing together to produce a different way to move around and hence a different way to live, thrives. » (Carlsson, 2019, 240)

Le projet de pédagogie populaire au cœur du processus de communalisation des AVC peut ainsi devenir une forme d'action politique aux ramifications globales en ce qu'elle vise avoir un impact sur les façons dont opèrent nos sociétés par des gestes « ordinaires » qui (re)produisent le quotidien autrement, tout en prenant appui dans une critique des modèles de développement urbains et économiques hégémoniques. Les faillites du système capitaliste autour desquelles agissent les ateliers sont éminemment identifiables lorsque l'on observe l'action qui y prend place. D'une part, des humains s'organisent eux-mêmes, collectivement, pour répondre à leurs besoins élémentaires alors que ni le marché ni l'État ne leur propose de solution viable lorsqu'ils se retrouvent dans des situations de précarité elles-mêmes créées par ce système (socialisation des coûts de reproduction sociale par exploitation). D'autre part, ces initiatives citoyennes refusent de participer aux cycles de surconsommation caractéristiques du système qui a produit les biens qui se retrouvent à y être réparés. La recherche de profit étant absente, est rendue possible et conséquente la réparation de biens dont la valeur marchande n'inciterait pas à payer pour réparer relativement à l'achat d'une marchandise neuve, permettant ainsi l'extension des cycles métaboliques entre l'extraction des ressources et le retour vers les puits (Kramm et al., 2017; Singh, 2022). En ce sens, les ateliers sont traversés d'une contradiction : reprenant les reliques (objets techniques, outils, pièces, vélos) produits par un système auxquels ils

s'opposent, tout en leur redonnant une vie, souvent de façon à refuser le gaspillage, moteur de ce système. (Reprendre des vélos abandonnés récupérés par ville ou services institutionnels) (De Angelis and Harvie 2013; De Angelis, 2013; Caffentzis & Federici, 2014; Enright & Rossi, 2018).

6.2.1 L'ouverture comme principe préalable à une économie réellement participative

Plusieurs éléments abordés jusqu'à maintenant illustrent que le seuil de participation (Stavrides, 2014) aux AVC peut être modulé socialement afin d'atteindre divers objectifs. Suivant un processus de réflexion administratif, les communalistes peuvent déterminer des temps où l'accès à l'espace commun devient momentanément réservé à certaines personnes (par exemple, lors des soirées en mixité choisie où l'accès est limité aux personnes qui ne sont pas des hommes-cis). Si ces procédés administratifs « restreignent » momentanément l'accès, ils l'augmentent en ce qui a trait aux processus de pédagogie populaire pour les participant·e·s qui peuvent y voir un lieu potentiellement plus sécuritaire et inclusif, où leur risque d'exposition à certaines formes de violences structurelles (Galtung, 1969). Ils permettent aussi la mise en place d'un ensemble de tâches cléricales, administratives et reproductives qui restent « dans l'ombre » [*backstage*], mais qui sont néanmoins nécessaires au renouvellement des activités de communalisation (Zapata Campos et al., 2020; Henke, 2000; Graziano & Trogal, 2019). Le seuil d'accessibilité est également modulable en fonction des ressources des individus lorsqu'il s'agit d'amoindrir le coût monétaire que « devrait » engendrer une certaine utilisation du commun.

Donc, si ces collectifs établissent des modalités d'accès pour assurer leur fonctionnement et leur pérennité (Ostrom, 1990), ceux-ci tendent aussi à prioriser la minimisation du seuil que doivent franchir les gens pour participer (Zapata Campos, 2020; Stavrides, 2014). Les ateliers à l'étude étaient continuellement en période d'intégration de nouveaux et nouvelles bénévoles, et accueillent toujours des personnes pour lesquelles l'expérience de fréquentation de ces espaces revêt un caractère de nouveauté. L'abaissement de ce seuil se fait en réduisant la part de la forme marchande dans l'accès à l'espace et aux actions qui y prennent place, ainsi qu'en témoignant une ouverture et un enthousiasme renouvelé à la participation de gens qui veulent devenir bénévoles soit lors des permanences, soit pour s'investir davantage au niveau de l'organisation du collectif. L'intégration rapide – et, de selon mon expérience, chaleureuse – au sein du collectif représente par ailleurs un des aspects fondamentaux du fonctionnement des AVC étudiés. Comme l'ont souligné plusieurs participant·e·s, l'ouverture – tant aux personnes qu'aux multiples formes d'implication – est centrale à la reproduction du collectif, du maintien de son caractère « *grassroots* », et représente une partie fondamentale du processus de communalisation. Cette ouverture prend acte du fait que, bien que les ateliers aient une existence matérielle par les locaux et les infrastructures physiques qu'elles ont aménagés, ceux-ci n'existent concrètement qu'en tant que projets collectifs dont les actions sont continuellement reproduites

par des humains, illustrant toute la pertinence de la lecture processuelle des communs à laquelle ont contribué les auteur·e·s de l'École Politique (Caffentzis & Federici, 2014; Dardot & Laval, 2014; De Angelis, 2013; Harvey, 2012; Hardt & Negri, 2009). Si l'engagement peut se faire selon une implication à des degrés (temporels, énergétiques) et formes (tâches accomplies) variables, celui-ci s'associe à une reconnaissance uniforme des communalistes entre elles et eux. L'ouverture de ces collectifs à l'implication de nouvelles personnes et la rapidité par laquelle celles-ci en viennent à faire partie de la communauté des bénévoles, illustrent par ailleurs l'importance que prennent les principes d'inclusivité et engage une réflexion sur la place que joue la confiance dans la relation qui les unis autour du processus de mise en commun. Comme l'ont souligné, Daniel et Marie, la confiance devient une base relationnelle permettant le fonctionnement de l'initiative, tout en permettant aux gens d'intégrer une communauté et de nouer des relations significatives avec d'autres gens. Si ce fonctionnement implique des risques, ceux-ci font l'objet de réflexion et sont assumés par ces collectifs (Rigaud, 2019).

6.2.2 Un tissage de *toiles d'apprentissage* par le mouvement des corps et par la co-construction de réseaux d'initiatives citoyennes

« *urban radicals – particularly those opposing car culture – congregate in bike workshops* » (Batterbury & Dant, 2019, 259)

Une microsociologie des relations sociales que nouent les individus impliqués dans les AVC permettrait de dresser une vaste toile liant un nombre important d'individus et d'organisations à des échelles variées. Tel que l'ont illustré les résultats, les ateliers, par leurs modes d'action analogues, deviennent en quelque sorte des vases communicants où les humains sont portés suivant leurs envies et leurs mouvements géographiques. Les AVC deviennent ainsi des « nexus relationnels », catalyseurs de rencontres, dans une toile d'ateliers, mais aussi de regroupements citoyens, d'associations, de coalitions et d'organismes variés portant une variété de messages et de projets politiques, qui évoluent de manière interconnectée à l'échelle locale et translocale (allant du quartier, à la municipalité, à la province, au niveau national, et international). Cette toile d'acteurs qui se rencontrent peuvent discuter et se saisir réflexivement d'enjeux, de solutions et d'actions, s'engageant de ce fait dans un processus de pédagogie populaire (Freire, 1970), illustrant également dans la réalité ce qu'Illich (1971) envisageait comme développement de « *learning webs* ». Le mouvement des humains entre ces initiatives, leur rencontre et les interconnections qui prennent place par les implications multiples, créent un terreau fertile pour les réflexions et actions citoyennes originales, un phénomène auquel référait Camille par l'appellation d'« effets rebonds ». Il est devenu apparent lors de l'implication terrain que ces assemblages d'individus impliqués dans différentes sphères ont mené à une

gamme d'actions, par exemple, au redéploiement des Masses Critiques¹⁰⁷ à Montréal, à la réouverture de LGR, à la communalisation d'un AVC à l'Espace Maker (l'atelier Tourne-à-Gauche), à la création de La Cyclerie, un tout nouvel AVC à Trois-Rivières (lors de la formation au Vélociraptor de Victoriaville, deux personnes sont venues de Trois-Rivières pour en apprendre davantage quant aux modèles organisationnels et au fonctionnement des AVC, en vue d'en implanter un dans leur ville).

Ces initiatives dégagent des espaces de partage d'information portant sur différents thèmes qui sortent du carcan de l'activité strictement mécanique – que ce soit sur l'urbanisme et la place du vélo dans la ville, les enjeux environnementaux, la crise écologique, les enjeux politiques liés aux activités des ateliers communautaires, les enjeux organisationnels internes aux initiatives – lors d'espaces-temps de pédagogie citoyenne qui se déploient tantôt de façon plus magistrale (ex. réunions, conférences, présentations, diffusion en ligne, bien qu'un moment de discussion collective soit généralement dégagé suivant ces activités) et tantôt de manière plus horizontale (ex. cercles de discussions, groupes de lecture, ciné-discussions, discussions informelles entre usagers/bénévoles). Ces échanges ont lieu de manière locale, en étant par exemple organisé par un atelier qui diffuse un événement auprès de sa communauté, mais aussi de manière plus large, que ce soit à l'échelle d'une ville, d'un territoire Étatique, ou internationalement, comme c'est le cas lors de *Bike!Bike!*. Les moments de rencontre et d'apprentissage à travers ces *learning webs* sont donc parfois informels et prennent place dans un endroit et un moment très restreint, comme lorsque Daniel partageait des conversations lors de permanences avec d'anciens bénévoles du MEBG, « *all these bike people [that] knew the history of the bike activism in like, the late 70s or early 80s* », et parfois, celles-ci se

¹⁰⁷ La récurrence des réflexions sur « la place du vélo dans la ville », par exemple lors de discussions ou de conférences organisées par des AVC, met en exergue le fait que l'action qui prend place dans l'atelier n'est pas réfléchie comme un exercice qui se limite à cet espace, mais qui permet plutôt le déploiement d'une activité supposément « normale », le déplacement à vélo, pouvant en venir à revêtir un caractère politique et revendicateur. D'une part, les visées d'autonomisation par les processus de mise en commun détaillés ci-haut visent un impact sociétal sur l'accessibilité à la mobilité active. D'autre part, l'utilisation même du vélo peut prendre un caractère contestataire dans une ville qui est perçue comme inéquitablement accessible et sécuritaire du fait qu'elle aurait été construite d'abord pour les utilisateur·rice·s de moyens de transport automobiles. Cette politisation s'articule à une critique du rapport sociétal à l'automobilité en ce qu'il consiste en un financement d'une forme de mobilité inégalitaire économiquement et mortifère écologiquement (Horton, 2006; Carlsson, 2019). Certain·e·s participantes posent également une critique de l'organisation du contrat social faisant de l'ensemble des contribuables, malgré eux, des mécènes subventionnaires à la construction d'infrastructures permettant et encourageant tacitement l'utilisation de l'automobile par la perception des taxes et impôts, parfois au détriment d'autres modes de transport. Des études récentes tendent d'ailleurs à montrer que le coût social de l'automobilité est plusieurs fois supérieur à aux dépenses des particuliers, soulignant que ce moyen de transport est hautement subventionné, alors que d'autres modes de transport, tel le vélo, ont un coût social extrêmement faible pour la société dû aux économies associées à la pratique de cette forme de mobilité (investissements en infrastructures moindres, sommes épargnées en soins de santé dû à la sédentarité, etc.) Une étude publiée par Beaudin et al. (2024) du HEC sur les coûts sociaux des moyens de transport à Montréal et une autre par Voisin et al., (2023) de l'Université Laval appliquée au contexte de la ville Québec tendent à leur donner raison.

déployent à une échelle continentale, ou même globale sur une échelle de plusieurs jours, comme lors des fins de semaine de conférence de *Bike!Bike!*.

Dans le cas des réseaux, comme le réseau montréalais ou le réseau *BCN* mentionné en résultat, l'organisation ressemble au processus démocratique prenant place dans les ateliers. L'organisation de ces réseaux représente un processus de pédagogie populaire à la création et la (re)production d'initiatives capables de servir des besoins locaux et globaux, notamment par le dégagement de moments de réflexivité appliqués aux enjeux sociaux internes et externes aux AVC (voir thématiques des conférences lors des rencontres *Bike!Bike!*, NBP : 122). Par la rencontre d'acteur·rice·s dans ces exercices de réflexivité critiques et politiques visant un développement des pratiques internes aux AVC (en lien avec égalités des sexes, l'écologie des pratiques, les rapports entretenus avec le capitalisme, etc.), mais aussi une transformation de la société (développement de communautés interconnectées, façon de répondre aux besoins collectifs selon des modalités non marchandes, etc.), il semble qu'il y a là la possibilité de voir un « mouvement des ateliers communautaires de vélo » international qui dépasse ce qui peut être entendu par l'appellation « *lifestyle movement* » en ce que la critique et le changement envisagé dépassent l'échelle des « choix individuels » (Zapata Campos et al., 2020; Haenfler et al., 2012; Graziano & Trogal, 2017; Diani, 1992).

Il est même possible de penser l'étalement de ces *learning webs* sur un temps continu et un espace indéfini grâce aux outils de communication informatiques (plateformes de messagerie, wikis, forum) où les gens d'ateliers de par le monde se partagent de l'information, ce que la futurologie d'Illich (1971) avait envisagé. Par ces réseaux, et les croisements qui existent entre les acteur·rice·s des AVC résultant d'implications multiples, ainsi que par le mouvement des corps entre différentes régions géographiques, les apprentissages faits « ici » se rendent aussi, à terme, « là-bas ». Par les réseaux qui se créent, en partie grâce aux NTIC, ces initiatives « grassroots » s'émancipent des limites locales auxquelles sont rattachées les individus, et peuvent contribuer au processus de pédagogie populaire par la transmission de leurs modèles d'action et de leurs solutions originales à d'autres qui les reprennent selon des modalités adaptées, ailleurs, à leur propre manière « grassroots ». Il se crée ainsi par ce partage de connaissances une sorte de « système désorganisé » et « open source » par lequel les collectivités reprennent du pouvoir sur leurs vies, et créent une sorte d'infrastructure populaire, un système de soutien communal à la mobilité et à l'autonomisation (Bradley, 2016; Zapata Campos et al., 2020) d'initiatives locales reliées par des principes partagés et interconnectées par les humains qui les portent. Pour Freire (1970), la communication est un élément fondamental du processus de pédagogie populaire en ce qu'elle permet, suivant une entrée en contact égalitaire, l'échange des perspectives amenant à une réflexion critique qui mène à la conscientisation [*conscientização*], condition préalable à une *praxis* transformatrice. En étalant à l'échelle mondiale ce processus, par exemple lors de

conférences virtuelles¹⁰⁸ ou par le partage de ressources sur des blogues, forums et wikis, les AVC deviennent un modèle par lequel transigent des actes de communication portés vers l'apprentissage critique.

6.2.3 Démocratisation du pouvoir décisionnel et processus de pédagogie populaire à la *praxis* économique

Tel que l'ont illustré les propos de Daniel en lien avec le caractère inspirant des AVC, le simple fait de faire la présentation de leur mode de fonctionnement aux gens qui y entrent permet de les éduquer à cette forme d'action, d'en faire le prosélytisme, et constituerait en soi une forme de *praxis* éducative pour l'expansion de la part qu'occupe la communalisation comme principe d'organisation du social (Hardt & Negri, 2009; Dardot & Laval, 2014). En présentant les principes alternatifs qui encadrent l'activité productive dans les AVC, les bénévoles s'engagent dans la construction, chez les usager·e·s apprenant·e·s, d'une représentation cognitive de potentiels possibles, extérieurs au système de l'entrepreneuriat commercial capitaliste. Pour celles et ceux qui décident de s'y investir, ainsi que pour la collectivité, la participation au processus d'intendance sous toutes ses formes représente une opportunité d'apprentissage quant à l'organisation d'initiatives collectives œuvrant à la communalisation. Ces contextes permettent d'autres types d'implications portés vers des tâches relatives à la gestion des finances, les communications ou encore vers la gestion de projet et l'organisation d'événements. Certain·e·s bénévoles ont souligné l'importance qu'ils accordaient aux compétences acquises dans ces contextes. Or, en dépassant l'échelle individuelle, l'apprentissage du fonctionnement des organismes à but non lucratif, ou de la manière d'organiser de manière démocratique un projet communautaire et le déploiement de ses activités sur le terrain, fait partie du bagage de connaissances et compétences qui se bâtit collectivement par l'implication des bénévoles et membres des AVC.

Le déploiement des activités des AVC étant en soi expérimental en ce que chaque initiative peut être envisagée comme une expérience sociale influencée par les personnes qui la composent ainsi que par son contexte, celle-ci devient pour les communalistes qui les (re)produisent, simultanément, des sites dont les divers éléments deviennent des objets de connaissance dont ils se saisissent par le langage, qui sont analysés continuellement dans l'échange symbolique, permettant des apprentissages collectifs à l'échelle locale, mais aussi à une échelle internationale grâce aux réseaux dont ils se sont dotés. Les rencontres des acteur·rice·s en un à un ou en groupes – qu'il s'agisse de rencontres informelles ou de rencontres de groupes de travail, de comités, de CA ou d'assemblée générale – représentent les moments d'intendance, ou d'administration,

¹⁰⁸ Des participant·e·s à *Bike!Bike!* 2021 provenaient de 19 pays différents.

du processus de communalisation. À l'image de ce qui prend place dans la relation intersubjective où se rencontrent bénévoles et usager·e·s autour d'un vélo, ce processus d'intendance est en soi processus de pédagogie populaire en ce sens que c'est lors de ces moments que les communalistes se rencontrent dans un processus discursif pour se saisir d'enjeux – de société et d'atelier, et de la façon dont ces deux réalités sont intriquées – pour les aborder par une réflexion critique où l'ensemble des participant·e·s peuvent entrer en dialogue sur le même pied d'égalité, à l'image des principes d'horizontalité sur lesquels insistent les auteur·e·s de l'École politique des communs (Henriksson & Göransson Scalzotto, 2023; De Angelis & Harvie, 2014).

Le processus de pédagogie populaire qui prend place lors de ces moments se saisit de manière critique d'un ensemble d'aspects de la communalisation en action, que ce soit relativement aux modalités d'enseignement de la mécanique lors des permanences (établissement d'objectifs, ainsi que de normes, règlements ou principes visant une mise en forme souhaitée du rapport intersubjectif lors des permanences), aux modalités de communalisation d'espaces et de ressources matérielles, aux relations à créer et entretenir avec des partenaires ou au sein de réseaux de partenaires, à l'administration des ressources financières, aux différentes modalités d'accès au collectif, et à la manière dont le collectif communique et se présente dans la sphère publique. De manière critique, les communalistes des ateliers se saisissent aussi, lors de ces moments du processus d'intendance et des modalités par lesquelles ce processus *est* et *devrait être* organisé. Ceux-ci, au regard de ce qui se fait ailleurs dans d'autres associations, groupes et organisations, réfléchissent aux structures, aux modalités organisationnelles et communicationnelles, par lesquelles ce processus décisionnel devrait prendre place. De ce fait, en se saisissant des processus pédagogiques en action dans l'atelier comme objet d'analyse (pourquoi et comment faire pour autonomiser les gens face à leur mobilité physique?), et en se saisissant du processus d'intendance comme objet d'apprentissage réflexif (comment fonctionnons-nous, comment éviter la reproduction de systèmes de domination à travers nos activités, vers quoi et de quelle façon organiser nos espaces-temps de communication réflexive en regard de cela?), il est possible d'appréhender, suivant une formulation tautologique en toute apparence, le processus de pédagogie populaire (à la communalisation) des AVC comme étant engagé dans un processus de pédagogie populaire (à l'autonomisation en mobilité).

Si le processus de pédagogie populaire prenant place lors des permanences, dans l'atelier, prend la forme d'un partage de savoirs et d'enseignements de compétences portés vers l'autonomisation collective à la mobilité, le processus de pédagogie populaire prenant forme à travers le travail d'intendance appert, lui, comme étant engagé dans un processus d'autonomisation collective en ce que cela se rapporte à l'économique. De ce fait, cette lecture s'inscrit dans la lignée d'auteur·rice·s qui font du commun, ou de la

communalisation, un principe politique dont la prolifération s'inscrit dans une certaine réécriture du rapport au monde (Linebaugh, 2008; Dardot & Laval, 2014; De Angelis & Harvie, 2014; Hardt & Negri, 2009; Caffentzis & Federici, 2014).

Il est apparent qu'une attention particulière est portée à la limitation des formes de pouvoir pouvant être appropriables par une personne ou un groupe particulier de personnes au sein des collectifs. L'ouverture générale des collectifs à la participation, mais aussi aux structures internes (par exemple, des comités, CA, assemblées générales) devient un dispositif permettant un partage du pouvoir parmi les personnes qui sont réellement touchées par les enjeux relevant des activités de l'initiative et qui veulent avoir un impact sur la mise en forme des activités (Ostrom, 1990). Le temps d'implication n'est pas un facteur limitatif à une implication de nature plus administrative, et les marches n'ont pas nécessairement à être « gravies » pour accéder au processus décisionnel ou à des responsabilités appelées à s'exercer en parallèle de l'activité strictement mécanique. Une certaine contre-culture visant à un partage du pouvoir le plus équitablement entre l'ensemble des participant·e·s représente également un élément partagé des initiatives étudiées.

Cela dit, si certains éléments dans l'articulation du politique au sein des AVC étudiés semblent partagés, d'autres illustrent les dissemblances parmi les approches privilégiées. Certaines initiatives, comme le MEBG, évitent la création de structures et règlements, perçus comme des manières de figer le processus démocratique dans des endroits et des procédures restrictives et chronophages, restant ainsi très près de la culture punk, DIY, et anarchiste qui l'a amené à se développer. D'autres, comme BQAM-E, formalisent plutôt, dans des documents écrits et légaux, les structures et modalités par lesquelles vont transiger les humains afin de s'investir dans le processus démocratique, s'engageant davantage dans une logique d'institutionnalisation. Concrètement, ces deux approches peuvent tendre à favoriser l'expression de certaines formes de pouvoir. Dans le premier cas, l'informalité des relations sociales par lesquelles transige le processus décisionnel pourrait laisser davantage de place aux décisions pouvant être jugées arbitraires face au collectif, bien que, dans la réalité, celui-ci semble opérer par convention selon des principes de communication transparente soutenus par des relations de confiance bâties au fil des efforts partagés. Dans le second cas, bien qu'il y ait une certaine concentration du pouvoir décisionnel au sein du CA, une obligation légale pour les OBNL tels que BQAM-E et LCSM, cette concentration semble davantage une possibilité en ce que le partage du pouvoir a été – et *est* de manière renouvelée – l'objet de réflexions critiques résultant en des ajustements aux aménagements structurels/organisationnels/réglementaires, ainsi que le produit de normes, ou d'une certaine « culture organisationnelle ». Si le terrain ne permet pas réellement d'appréhender la place qu'occupait le CA à LCSM en ce qu'il se rapportait aux activités de LGR, la structure organisationnelle à BQAM-E, aussi OBNL, faisait de l'assemblée générale l'organe décisionnel

suprême au sein de l'organisme – accessible à tous les membres, soit tous·tes les bénévoles, étudiant·e·s de l'UQAM et du CEGEP du Vieux-Montréal, et adhérent·e·s au coût de 20\$ – par lequel les décisions majeures, relatives aux orientations, aux budgets financiers, à la structure même de l'organisme devaient transiger. Aussi, les rapports d'horizontalité représentaient un aspect fondamental du fonctionnement interne à chaque structure, chaque personne ayant l'opportunité de s'exprimer au même titre que n'importe quelle autre personne. Certains dispositifs sociaux étaient également adoptés dans cette visée, par exemple en favorisant l'alternance dans les prises de parole afin de favoriser l'écoute de personnes qui ne sont pas des hommes-cis et dont les voix tendent à être enterrées dans les contextes militants (Dunezat, 1998; 2015). La culture interne porte également le souci de laisser se faire entendre chaque personne qui serait touchée par une décision d'avoir l'opportunité de s'impliquer dans la prise de celle-ci, ce qui implique de nombreuses communications entre bénévoles, comités, CA, que ce soit sur les réseaux sociaux ou lors de rencontres (dont les PV sont généralement partagés).

Il devient ainsi évident que le processus démocratique prenant place dans les AVC met en forme, et est réciproquement mis en forme, par différentes approches d'institutionnalisation dans lesquelles s'investissent les collectifs. Les structures – ou l'absence de celles-ci – modulent les formes de pouvoir qui s'expriment, ainsi que les personnes qui s'en saisissent, au sein des groupes étudiés. Dans les organisations favorisant un processus d'intendance formalisé dans des structures discursives codées, les habiletés rhétoriques et sociales, mais surtout le temps libre que peuvent y consacrer certaines personnes, deviennent des attributs qui peuvent influencer sur la place qu'occupe une personne dans le processus décisionnel. Aussi, en l'absence de structures, les relations tissées de façon plus informelles, les connaissances des modes de fonctionnement « organisationnels », en plus du capital symbolique dévolu comme corollaire à la reconnaissance de l'ancienneté dans le collectif, pourraient donner plus de place à l'expression d'un pouvoir diffus. L'horizon temporel quant à la formation et l'application des décisions se voit réduit proportionnellement à la taille du dispositif administratif par lequel celles-ci doivent transiger¹⁰⁹. Aussi, au niveau de la temporalité et de la liberté d'action des personnes impliquées, les structures et dispositifs institutionnels mis en place par le passé, bien qu'ils puissent être modifiés suivant certaines procédures, sont généralement entérinées de façon durable, pouvant ainsi limiter la liberté d'action de celles et ceux qui s'investissent au « présent » face à celles et ceux qui s'investissaient au moment où ces structures ont été mises en place.

¹⁰⁹ Deux trajectoires contraires, exemplifiées par la mise en application d'actions sans réunions au MEBG et la multiplication des réunions (CA, comités, groupes de travail, assemblées) à BQAM-E qui demandaient régulièrement plusieurs heures à leurs participant·e·s.

Avec l'institutionnalisation et l'incorporation, les possibilités de réaliser un pouvoir collectif jusqu'alors diffus semblent se cristalliser par la reconnaissance sociale d'une forme de « légitimité », que ce soit le pouvoir de parler pour un groupe, de mobiliser des institutions pour obtenir des avantages symboliques ou matériels, ou de recueillir des ressources rendues disponibles par des organes gouvernementaux ou institutionnels. L'institutionnalisation relèverait potentiellement d'une voie de communalisation renvoyant à un certain pragmatisme stratégique en ce qu'elle permet à des groupes de personnes de se saisir de ressources où elles se trouvent pour les collectiviser. Par le travail bénévole organisant l'institutionnalisation et l'incorporation, que ce soit dans les structures légales de l'État ou dans les structures réglementaires d'une institution (universitaire dans le cas de BQAM-E), des citoyen·ne·s se sont engagé·e·s dans une démarche préalable, mais aussi consubstantielle, à une mise en commun permettant d'en faire profiter une population dépassant la communauté originelle¹¹⁰. Dans le cas de LGR, des citoyen·ne·s ont également décidé d'investir un projet de mise en commun au sein d'un OBNL existant, permettant de faire profiter aux membres de la communauté de ressources gouvernementales, tout en entrant dans un rapport de réciprocité avec l'organisme qui les accueille. De ce fait, cette démarche peut être comprise comme une politisation des actions d'institutionnalisation puisque celle-ci s'inscrit dans une démarche plus large de communalisation de ressources jusque-là inaccessibles ou inexistantes. Simultanément, bien que cette communalisation revêtît d'abord, dans le cas de BQAM-E, un caractère militant s'engageant dans une relation conflictuelle avec l'institution où ces acteur·rice·s voulaient s'installer physiquement, celle-ci semble s'être soldée dans une relation généralement mutuellement bénéfique, illustrant les possibilités qui s'ouvrent notamment par les *partenariats public-communs* (Milburn & Russel, 2019). De plus, contrairement aux cas empiriques soulevés par certain·e·s auteur·e·s (Henriksson & Göransson Scalzotto, 2023), dans le cas de BQAM-E, l'institutionnalisation ne s'est pas soldée en une dépolitisation des actions et discours, mais semble plutôt avoir permis, par les ressources libérées, d'avoir alimenté les mouvements de politisation plus ouverts, tels que les Masses Critiques, les soirées « déchaînées » (activités telles que des projections de films militant-cyclistes invitant aux discussions, des conférences liant cyclisme et féminisme, environnement, capitalisme, urbanisme, etc.), aux soirées en mixité choisie, à la mise sur pied d'un comité mobilisation et d'un comité EDI.

¹¹⁰ À BQAM-E, l'obtention des statuts nécessaires pour l'accès aux ressources financières dont elle profite aujourd'hui est le produit d'une planification et d'un travail s'échelonnant sur plusieurs années par de nombreux·ses bénévoles impliquant un travail administratif pour remplir les conditions nécessaires à l'obtention d'une reconnaissance au sein des appareils institutionnels, ainsi qu'un travail de mobilisation populaire afin de trouver des appuis au sein des associations facultaires et syndicats.

Or, pour des initiatives comme le MEBG, le refus de l'institutionnalisation et de l'incorporation est en soi une démarche politique face aux injonctions tacites de l'État à « s'enregistrer » lorsque des populations veulent créer une entité collective où prend place une activité productive, « économique ». Cette approche met en exergue le fait suivant lequel l'État influe, par ses catégories légales, sur les formes que prennent les communs en influençant le calcul coût-bénéfice qu'implique l'incorporation (accès à des subventions, des assurances, un compte bancaire vs le temps qu'implique la rédaction et la réflexion autour de chartes et règlements, le respect des impératifs qu'implique la forme légale, que ce soit les rencontres de CA, les exercices financiers, la tenue d'assemblées, la rédaction de procès-verbaux, etc.). L'inaptitude des formes légales actuelles de rendre compte des activités de communalisation comme étant le simple produit de citoyennes déployant ensemble un travail (re)productif à l'extérieur du ménage est d'ailleurs une des causes de l'expulsion du MEBG de ses premières installations (lorsqu'un enquêteur de la ville de Montréal les avait expulsés pour « activités commerciales »).

Si les acteurs des AVC veulent profiter d'une autonomie qui se déploie de manière continue, immédiate, au fil de l'implication des acteurs, reflétant leur volonté, certains compromis, notamment au niveau de la stabilité des conditions matérielles dans lesquelles opèrent les initiatives, doivent être faits. Alors que BQAM-E doit rendre un ensemble de comptes au gouvernement (audits par notaire lorsque les revenus dépassent un certain seuil, envoi d'information périodique au registre des entreprises, organiser ses structures internes suivant les obligations liées à la forme d'incorporation OBNL, etc.) ainsi qu'à l'université où elle a acquis une reconnaissance de statut (rapports d'activités, états financiers, etc.), le MEBG n'a pratiquement de comptes à rendre à personne si ce n'est que de payer son loyer. Tel que cela a été mis en lumière dans la section résultats, les assemblages institutionnels qui impliquent d'obtenir des avantages tels que des locaux fournis peuvent également limiter l'autonomie des collectifs, notamment en termes d'accès au commun, et donc à l'accès à la participation au processus de communalisation, par exemple lorsque des populations sont victimes de préjudices discriminatoires par un service de l'institution qui chapeaute l'administration des lieux (par exemple, dans le cas de BQAM-E, le service de sécurité de l'université peut limiter l'accès aux personnes en situation d'itinérance, contrairement à la volonté de l'AVC).

Cet état de fait implique une réflexion sur un aspect central de la réflexion Ostromienne sur les communs, mais aussi de celles qui l'ont suivi en critiquant plus frontalement le rapport entre communs et capitalisme, c'est-à-dire la capacité des communs de fonctionner de manière autonome (Akbulut, 2019; Federici, 2012; Stavrides, 2014). Ce questionnement doit être saisi plus largement dans le cadre d'une réflexion sur « le commun » comme principe politique dans la réorganisation du social : il s'agit ici de s'interroger sur la place du pouvoir d'action des populations (i.e. leur autonomie, leur liberté) sur leurs conditions d'existence,

sur les arrangements sociaux qui encadrent leurs actions, et donc sur la place de la démocratie en société. Elle implique une remise en question, une réflexion sur l'organisation d'une vie politique où les personnes réelles assistent à la réduction de leur pouvoir d'agir pour ne pouvoir se prononcer qu'aux quatre ans sur la personne qui devra assumer ce pouvoir à leur place, prendre des décisions pour elles sans connaître leur volonté et leurs besoins, laissant ce pouvoir à un appareil bureaucratique où les travailleurs ne sont pas nécessairement touchés par le produit de leur travail. Si cette lecture tend à s'inscrire dans la lignée de celles qui font des communs des initiatives opposées « au pillage orchestré par l'État et le marché » (Dardot & Laval, 2014), il semble davantage à propos de la saisir comme une façon dont les citoyennes se (re)saisissent du politique et de l'économique en tant qu'éléments devant former une totalité moralement et fonctionnellement indissociable, nous rapportant ultimement au propos tenu par Polanyi (Polanyi, 1944; Laville, 2008; Bischoff, 2009; Fraser, 2015). Cela prend forme dans l'action de pédagogie populaire par la critique du système économique, des déboires environnementaux et sociaux qui en résultent, et des propositions positives qui sont construites de manière commune par la communication et l'action.

6.2.4 Responsabilité, réciprocité et création de lien social : fondements relationnels résultant du processus de communalisation de ressources matérielles et immatérielles

Cette réorganisation du rapport social à l'activité économique s'éloigne des modalités fonctionnelles du système capitaliste suivant la marginalisation des formes de travail marchandisées par la convention du travail salarié. Bien que des discussions puissent avoir lieu sur la rémunération de telles ou telles formes de travail, et que certaines activités soient rémunérées ponctuellement (cachet pour formation, octroi de contrat pour site web ou murale) la très grande majorité du travail repose sur l'implication de concitoyen·ne·s qui s'offrent gratuitement¹¹¹ au projet collectif.

L'ouverture des collectifs et leur tendance à l'horizontalité rend possible, et encourage, cette prise de responsabilité volontaire. La participation aux ateliers a montré une volonté apparemment intrinsèque de plusieurs personnes impliquées de prendre des engagements, de se rendre responsables de réaliser telle ou telle tâche, devant ses pairs. Peu importe la nature des tâches, un certain enthousiasme lié au fait de participer activement à la co-construction de ces initiatives communes semblait motiver les gens à se porter volontaires.

¹¹¹ Cette forme de travail pourrait être conçue comme une limite du caractère préfiguratif des communs évoluant dans des sociétés où le capitalisme est un système économique hégémonique, tel que les AVC montréalais, du fait qu'ils ne permettent la reproduction que partielle des acteur·rice·s, ce qui implique que le reste de leur reproduction doit, dans la grande majorité des cas, passer par une forme de travail abstrait, salarié. En ce sens, la reproduction du commun repose, par extension, à d'autres moments et en d'autres espaces, sur l'exploitation des communalistes, tout en leur permettant d'y échapper lorsqu'ils s'y retrouvent.

De plus, la gratuité du travail qui s'effectue dans les ateliers a pour effet notamment de le flexibiliser, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'impératifs réels à la participation. L'empirie a révélé que les trajectoires d'implication dans ce milieu sont fréquemment non-linéaires, fragmentées, entrecoupées de périodes de retraits suivis de retours, que ce soit sous forme d'implication bénévole ou de fréquentation comme usager·e. Les temporalités sur lesquelles s'inscrivent diverses formes d'implication peuvent tout autant être courtes comme elles peuvent être longues, et selon divers degrés « d'intensité ». Ainsi, les gens donnent du temps et leur énergie de manière discontinue, lorsque cela leur convient davantage. Plusieurs personnes ont débuté puis quitté au fil du terrain, pour diverses raisons (travail, famille, déménagement, problèmes de santé). Cette gratuité et flexibilité implique que ces actions soient portées volontairement. Par cette volonté et le processus réflexif qui sous-tend les activités des AVC, il devient nécessaire de s'intéresser à la façon dont s'articule à l'action la notion de responsabilité. En prenant sur eux et elles-mêmes les tâches de *care* pour leurs concitoyen·ne·s (les rencontrer dans une relation qui est mise en forme selon leurs besoins et dans une visée de les autonomiser face à certains d'entre eux) et pour leur environnement (viser la production de valeurs d'usage en mobilisant des technologies et des ressources qui prennent acte des limites métaboliques des écosystèmes), ces communalistes assument *de facto* une position de responsabilité (Jonas, 1984; Fromm, 1966; Federici et al., 2012; Ross-Tremblay, 2016; Batterbury & Dant, 2019) devant la destruction de la biosphère et des modalités de (re)production des êtres humains par le marché, ainsi que devant l'inaction, ou la complicité, des gouvernements dans cette démarche (Dardot & Laval, 2014; Fraser, 2013).

La notion de responsabilité telle qu'elle prend place dans l'action des personnes qui s'investissent dans les ateliers dépasse les limites d'une responsabilité légale telle qu'elle prime dans le circuit économique où évoluent les entreprises capitalistes¹¹². Les personnes investies dans les AVC témoignent d'une prise de responsabilité matérielle et morale relativement à des enjeux d'échelles différenciées : la capacité des gens et de leur communauté à répondre à leurs besoins peu importe leurs ressources ou les processus de catégorisation sociale dont ils font l'objet, la nécessité de produire selon des rapports qui ne relèvent pas de l'exploitation, le besoin d'organiser cette production démocratiquement, l'impératif de trouver des solutions qui prennent acte de la place des sociétés humaines dans les procédés biophysiques et écosystémiques. S'il

¹¹² Elle dépasse également ce que certain·e·s défendent par le concept de « responsabilité sociale des entreprises »; alors que celle-ci trouve sa limite dans le calcul coût-bénéfice que la prise de responsabilité (au-delà des limites légales) peut rapporter en termes de capital symbolique (monnayable par une mise en marché bien effectuée), ou en termes financiers par des incitatifs fiscaux mis en place par les États, la prise de responsabilité dans les communs n'est en soi pas motivée par le gain, mais simplement par une façon d'habiter le « monde vécu » qui soit axée vers l'équité et la liberté collective. Cette critique implique de rapporter la notion de responsabilité à celle de contrainte, en ce que cette dernière doit être appliquée à certaines formes sociales plutôt qu'à d'autres pour assurer la liberté de l'ensemble plutôt que celle d'une partie.

est évident que le souci porté à rendre les personnes confortables dans l’atelier – peu importe leur bagage de connaissances et les catégorisations sociales qui s’imposent à elles – relève de pratiques de *care*, l’ensemble du travail « invisible », les tâches cléricales et administratives qui rendent possible la tenue des permanences peut aussi être assimilé à ce concept dans le sens de s’investir pour le bien être des membres de sa communauté, de son quartier, de son voisinage, mais aussi dans des démarches qui, plus largement, prennent soin de la manière dont sont organisées nos relations et dont est habité notre environnement. En ce sens, « j’ai le souci de » [traduction libre : *I care about*], une formulation plusieurs fois mobilisée par Daniel, articulée au déploiement volontaire d’un travail visant à organiser les conditions de son émancipation, permet de lier ces concepts de *care* et de responsabilité (Federici et al., 2012).

À cette prise de responsabilité et à ce don de soi par des pratiques de *care* qui rejoignent autrui et (re)produisent symboliquement et matériellement la communauté et les personnes qui en font partie, se lie finalement une dernière notion. Le témoignage de Daniel reste d’une honnêteté frappante, notamment lorsqu’il déclare faire ce qu’il fait à l’AVC parce qu’il a le souci des gens qui vivent dans cette communauté, tout en ajoutant : « *I want to see humans beings in front of me, and I want to interact with those human beings, and I want them to recognize that I care, that’s also a big part of it, right?* ». Cette construction langagière toute simple illustre d’une manière extrêmement authentique, et forte, le besoin de reconnaissance (Honneth, 2004) qui appelle à être satisfait dans les relations de réciprocité qui tendent à tisser des liens sociaux dépassant le simple rapport transactionnel (Polanyi, 1944; Mauss, 1997; Laville, 2008; Eizenberg, 2012).

Par la gratuité du travail à visée (re)productive que réalisent les bénévoles, producteur de valeurs d’usage dont peuvent bénéficier directement les usager·e·s, se noue dans les rapports avec celles et ceux-ci des relations de réciprocité. Par le simple fait de créer une connexion humaine en acceptant l’aide d’autrui et en s’investissant dans un processus d’apprentissage, un échange réciproque prend place. Les acteur·rice·s des ateliers s’insèrent dans ce rapport de réciprocité en tant que co-apprenant·e·s qui développent ensemble leurs connaissances et compétences, que ce soit en temps réel avec l’apprentissage de la mécanique vélo, ou en lien avec toutes les autres opérations présentées plus haut qui permettent le déploiement des activités de permanence.

Or, l’asymétrie entre les connaissances et compétences des bénévoles et des usager·e·s peut, par moment et comme l’on illustré certains témoignages, inciter à des attentes quant à la valorisation symbolique de ce don, une reconnaissance de l’humanité de celui qui l’a posé. La relation entre le bénévole et l’apprenant est

directe en ce sens qu'elle évite une médiation par la forme de la valeur marchande¹¹³. Certaines attentes sont ainsi placées envers les participant·e·s aux AVC : comme les « rôles » ne sont pas figés, toutes et tous en présence, dans l'action concrète, deviennent à différentes échelles co-constructeur·rice·s de ces espaces-temps de relations et sont attendus de mobiliser une énergie pour y parvenir. En conformité avec les principes des ateliers, les bénévoles s'attendent à enseigner la mécanique sans réaliser les réparations elles et eux-mêmes, ce qui implique qu'une entente (parfois tacite) soit conclue avec les usager·e·s en lien avec l'implication qu'ils « doivent » mobiliser, de manière réciproque au déploiement de l'énergie nécessaire au travail de pédagogie populaire. En plus d'être nécessaires à la réalisation des objectifs d'autonomisation, le respect, l'écoute, et le rôle actif des usager·e·s dans l'atelier deviennent ainsi partie prenante du rapport de don contre don.

Si de se saisir de ce rapport par la négative, en s'intéressant au « refus » de la reconnaissance par le bris de l'échange réciproque, rend saillante l'existence de cette dynamique relationnelle et nous permet de faire sens du fonctionnement des AVC comme espaces-temps d'activités économiques, à l'aune de ce qui a pu être constaté sur le terrain, il est apparent que la quasi-totalité des personnes qui fréquentent ces espaces-temps réalise ce rapport de réciprocité, possiblement, sans même s'en apercevoir, de manière « quasi automatique ». Il n'est pas rare, par exemple, qu'elles prennent un rôle actif dans le processus de pédagogie populaire et en viennent à partager auprès des bénévoles, ou d'autres usager·e·s, leurs propres savoirs, leurs expériences, et leurs compétences. Dans l'extrême majorité des cas, le travail bénévole est reçu activement par les usager·e·s puis se voit offrir réciproquement une reconnaissance symbolique par l'expression, verbales et non verbale de sentiments de gratitude. Cet aspect du travail d'observation-participante m'a d'ailleurs permis de vivre des expériences très touchantes avec des personnes qui, se sentant tout à fait au dépourvu, arrivaient avec leur vélo brisé, puis après quelques heures passées à s'affairer aux réparations avec le soutien des autres bénévoles et de moi-même, multipliaient les remerciements, soulignant qu'elles n'auraient pas su les réaliser seules ou que grâce à ce partage, elles pouvaient facilement rentrer chez elles, par exemple. Ces expressions de gratitude permettent la création d'un lien social où se rencontrent soin et vulnérabilité, efforts d'enseignement et efforts d'apprentissage, rendant saillant en ce moment le sens de l'engagement dans ce travail déployé bénévolement, pour certain·e·s. Cette réalisation symbolique du moment du retour réciproque, permettant la complétion du rapport de don *contre don*, implique la

¹¹³ Ce qui la différencie par ailleurs de la relation en l'enseignant·e salarié·e et ses étudiant·e·s où, même si ces dernier·e·s ne s'investissent pas activement dans le processus pédagogique, lui niant la reconnaissance de sa valeur (d'usage), le salaire versé, en partie par l'étudiant·e et en partie par une entité tierce, reconnaît une valeur (d'échange) à la mobilisation de cette force de travail.

reconnaissance du *care* porté par l'individu et la collectivité, de la responsabilité endossée volontairement et des efforts déployés pour la remplir.

C'est d'ailleurs un aspect fondamental des AVC que d'être le fruit d'efforts collectifs. À l'image de ce que pouvait observer Marcel Mauss chez les sociétés des îles du pacifique, le don ne se limite pas à une relation d'individu à individu, mais engage plutôt la collectivité¹¹⁴ (Mauss, 1923-1924). Cela implique que, dans les AVC, le mouvement de réciprocité semble transcender le rapport intersubjectif, et même l'initiative où a eu lieu le « don » initial. En effet, les rapports de réciprocité se nouent parfois de manière interposée à l'échelle du réseau mondial des AVC. Il m'a été donné, à plusieurs reprises, de rencontrer des personnes qui avaient le sentiment d'avoir reçu tellement d'un atelier communautaire à un moment de leur vie, qu'elles venaient s'impliquer bénévolement dans un autre atelier à un autre moment, ou venaient donner une boîte de pièces usagées, pour « redonner à la communauté ». La substituabilité au moment du retour dans la réalisation des rapports de réciprocité illustre la manière suivant laquelle les personnes impliquées dans ces initiatives se reconnaissent comme participant, ensemble, d'un projet social partagé, incitant encore une fois à voir en celles-ci une critique positive qu'il se doit de considérer comme dépassant l'appellation de « *lifestyle movement* » (Zapata Campos et al., 2020; Haenfler et al., 2012; Graziano & Trogal, 2017; Diani, 1992).

En œuvrant sur des fronts associés aux « nouveaux mouvements sociaux » (aspects environnementalistes, féministes et queer du projet politique des AVC) tout en se portant directement sur des enjeux relevant des conditions matérielles de (re)production de l'existence (d'avantage associés aux « mouvements sociaux classiques », bien que ces derniers portent davantage sur des enjeux redistributifs) les AVC touchent aux modalités mêmes de la création du lien social. À l'image des réflexions de Laval (2016), on assiste dans ces espaces-temps, contrairement à ce qui prend place dans une communauté d'assignation traditionnelle, à la création d'une communauté moderne et volontaire autour de valeurs, de modes d'action et de finalités partagées et/ou compatibles. Comme cela a été mis en lumière précédemment, les intentions de satisfaction des besoins par l'autonomisation (suivant un processus pédagogique à l'action collective de communalisation et à la mécanique portée à la mobilité) s'articulent à une perspective intersectionnelle,

¹¹⁴ Dans l'ensemble des ateliers, l'engagement bénévole et les apprentissages qui en découlent « naturellement » forment une boucle de réciprocité fermée, c'est-à-dire que ces éléments n'engagent du point de vue du rapport social de réciprocité rien d'autre que les éléments présents dans le rapport pédagogique. Or, à BQAM-E, les formations de calibre « professionnel » payées pour les bénévoles, représentent pour le collectif l'opportunité de donner à ses bénévoles les moyens de développer plus rapidement leurs compétences, tout en ayant décidé ensemble que ce don devrait être réciproquement redirigé vers la communauté par une implication bénévole « minimale » et en faisant bénéficier l'ensemble des membres de formations maison gratuites, bâties à partir de leurs apprentissages.

prenant acte des configurations sociales particulières qui influent sur l'expérience des individus, et adaptant les modalités par lesquelles le processus de pédagogie populaire (sous-tendant le processus de communalisation) est appelé à prendre forme (Graziano & Trogal, 2017, 2019). Cette forme d'action s'engage vers un idéal d'équité de fait, tentant de s'adapter aux situations particulières auxquelles font face les personnes, plutôt que d'égalité de droit. Cet engagement politico-économique refuse de ce fait l'idéalisme d'une méritocratie individualiste, assise sur le fantasme d'un libre arbitre abstrait de toute détermination sociale, au profit d'une mise en commun dont l'action opère suivant l'articulation des principes de *care* et de responsabilité.

La résultante apparaît comme la création de contextes susceptibles de créer du lien social entre ces acteur·rice·s, leur permettant de dépasser à la fois les rapports sociaux médiés par les rôles de travailleur·se·s et de consommateur·rice·s (McLaren et al., 2020; Meißner 2021; Bradley & Persson, 2022), tout en s'engageant dans une activité (re)productive sortant de sphère privée. Bien que les gens y deviennent travailleurs dans le sens que leur activité est économique¹¹⁵, ils semblent se représenter davantage comme des personnes qui contribuent simplement à l'expérience du « monde vécu » des membres de leur communauté. Tel que l'a illustré l'expérience de l'empirie, des bénévoles refusent délibérément une valeur d'échange qui pourrait être dégagée de leur travail (en l'exerçant dans le circuit commercial ou en demandant une rémunération, par exemple), car celle-ci aurait comme effet paradoxal de le dévaluer humainement, dans sa capacité à créer des liens « authentiques » se résolvant dans une reconnaissance symbolique. L'aspect plus « humain », impliquant « partage, entraide » est à la fois moteur d'implication et tisserand d'une toile de relations créant un réseau de solidarité à l'échelle tant des individus que des regroupements ou organisations. Cette forme de rencontre organisée vers l'inclusivité et l'horizontalité, où toutes et tous sont appelé·e·s à échanger sans limiter leurs formes d'engagements et l'expression de leurs opinions quant aux actions déployées, permet une reprise de pouvoir de « la multitude » (Hardt & Negri, 2009) sur ses conditions d'existence.

Par l'organisation d'activités se niant une médiation par le contrat de travail et la rémunération financière, autant les bénévoles que les usager·e·s agissent comme des êtres libérés d'une certaine forme de domination institutionnelle qui prendrait place par l'évaluation de leurs actions. À cette évaluation se lie, en ce qu'elle se rapporte au monde du travail salarié et au circuit scolaire institutionnalisé, la capacité des personnes à

¹¹⁵ Un travail dans le sens d'une activité productive engageant une dépense de temps et d'énergie, participant du processus « métabolique » de la société

recevoir une rémunération ou une certification, s'interposant entre eux et leur autonomie à se (re)produire. Cette évaluation – telle qu'elle s'observe dans l'entreprise privée par l'activité managériale et dans le monde scolaire par l'évaluation des apprentissages – implique, d'une part, une relation sociale fondamentalement hiérarchique où un sujet en domine un autre à travers l'expression d'un pouvoir institutionnel, et d'autre part, une dissociation du moment d'apprentissage de celui de l'action (Illich, 1971, 39). Comme le soulignait Marie, dire qu'il se crée du « lien social » ne nous informe que très peu si cette appréhension reste abstraite de toute considération morale et qu'elle ne permet pas aux personnes de s'abstraire d'un rôle de consommateur, contrairement à si celui-ci est envisagé comme étant porteur d'une libération des formes de domination, de l'émancipation, de la désaliénation (Graziano & Trogal, 2019), de l'humanisation (Freire, 1970). Or, par la rencontre de personnes qui décident ensemble de s'investir dans un processus de pédagogie populaire sous-tendant la communalisation – portée à la fois sur l'organisation des rapports intersubjectifs visant l'autonomisation ainsi que sur le processus de communalisation de l'activité économique qui prend place – les AVC, apparaissent comme des espaces-temps de relation où l'apprentissage prend forme de manière consubstantielle à la pratique et la critique, comme une manifestation de ce que Freire entendait par le concept de *praxis*. Bien qu'imparfaites et traversées de contradictions héritées du monde duquel elles et les personnes qui les alimentent sont issues, ces initiatives populaires, construites comme lieux de réflexion, d'apprentissage, de rencontre, de production pour (et par) la communauté, s'investissent dans une démarche qui, tout en étant traversée par le vélo, le transcende pour transformer et faire germer d'autres façons de (re)faire société.

CONCLUSION

La visée de connaissance initiale ayant animé l'ensemble du processus de recherche de ce mémoire s'est portée sur les mécanismes soutenant et mettant en forme le processus de communalisation dans le contexte des ateliers de vélo communautaires montréalais. Ainsi, nous avons cherché à comprendre quelles relations s'y tissent, quelles médiations symboliques s'y déploient, quelles stratégies de mise en commun s'y élaborent, ainsi que les formes alternatives de médiations sociales qui se créent dans l'opposition à la logique marchande, à travers des activités (re)productives s'inscrivant dans l'espace public. Grâce à l'implication sur le terrain suivant les principes, le regard et les formes d'entrée en relation particulières qui accompagnent l'approche ethnographique, il a été possible de brosser un portrait encre dans la matérialité du social faisant état, à la fois, des procédés matériels que prend le processus de communalisation dans ce milieu, ainsi que des formes relationnelles qui l'articulent et le supportent par l'entremise de la rencontre des différent·e·s acteur·rice·s impliqué·e·s. Par un travail de description riche, il a été possible d'appréhender les façons par lesquelles sont mis en commun les espaces d'ateliers, tant dans les manières dont ces espaces sont récupérés et réorientés pour servir les besoins de la collectivité, que par la manière dont les personnes investies dans ce processus recréent, reconstruisent, et se réapproprient dans un processus, à la fois continu et non linéaire, les infrastructures matérielles au sein desquelles transigent leurs activités.

Dans cet espace ouvert à et rendu possible *par* la participation communautaire, nous avons explicité de quelle manière entrent en relation les acteur·rice·s sur cette scène et à travers quelles actions ceux et celles-ci arrivent simultanément à produire des valeurs d'usage ainsi qu'à l'autonomisation des personnes qui s'y investissent. Il a été possible d'illustrer comment ces espaces-temps de relation permettent l'extension de la durée de vie des objets par la restauration, mais aussi, et souvent, par l'altération de leur fonctionnement initial, par l'emploi créatif et innovant de techniques, d'outils et de pièces. Si cet aspect a retenu davantage l'attention de plusieurs chercheur·se·s s'étant intéressé·e·s aux activités des AVC ailleurs, notre attention s'est principalement portée vers les formes d'engagement qui permettent ultimement la (re)production de ces valeurs d'usage.

De ce fait, nous avons mis en lumière différentes formes qu'ont prises ces initiatives collectives du point de vue de l'incorporation ainsi que du processus d'intendance mis en forme par les personnes qui s'y investissent. Cela a permis d'illustrer à la fois l'horizontalité qui marque les rapports intersubjectifs dans les processus décisionnels, ainsi que l'ouverture de ces initiatives populaires, en soulignant la manière par laquelle ces principes sont intrinsèquement liés au processus de mise en commun et à une façon alternative d'organiser les rapports économiques vers des formes plus démocratiques. Ces moments d'intendance ont

par ailleurs montré comment des citoyennes arrivent, par l'entrée dans un exercice communicationnel réflexif, à trouver des configurations relatives à l'entrée en relation qui prennent appui dans une compréhension intersectionnelle des rapports sociaux, notamment en déterminant des façons de faire en lien avec l'accueil des personnes, mais aussi en créant des structures organisationnelles et des espaces-temps particuliers permettant une transformation des relations sociales appelées à prendre place dans les AVC, et à terme, à l'extérieur.

Alors que très peu d'études s'étaient penchées sur les configurations institutionnelles qui sont mises en place par les personnes s'impliquant dans les AVC, il a été possible d'illustrer diverses approches et stratégies d'institutionnalisation mises de l'avant dans chaque initiative étudiée. Si certaines initiatives ont préféré profiter d'un plus haut niveau d'accessibilité à des ressources gouvernementales ou d'institutions publiques en s'institutionnalisant, d'autres ont pris la voie de l'informalité afin de maintenir un horizon décisionnel qui prend place à l'échelle des conversations informelles, réduisant la part des tâches administratives relativement au temps consacré au travail dans l'atelier. Nous avons montré comment ces approches différenciées, quant à l'organisation des structures par lesquelles transige le processus démocratique au sein des ateliers, ont des influences sur les ressources financières des initiatives, sur le support pouvant être obtenu chez des partenaires, sur la stabilité et le *sentiment de stabilité* des communalistes au regard de la pérennité de leur atelier. Elles représentent à la fois un choix politique qui implique une réflexion sur l'autonomie des communs, sur les façons d'organiser la création de valeurs d'usage et le déploiement du travail (re)productif, ainsi qu'une manière de mettre en forme le processus politique qui se saisira de ces enjeux.

Il est devenu apparent, au fur et à mesure de l'implication terrain, que ce qui prenait place dans les ateliers n'était pas limité fondamentalement une activité centrée sur le vélo comme objet technique capable de palier les maux d'une société, bien que cet objet occupe une place centrale dans ce qui prend place dans les AVC. En lien avec notre question de recherche initiale, il est devenu clair que la visée des projets d'AVC, dépassant et articulant à la fois le sens qu'accordent les individus à leur implication particulière – qu'il s'agisse d'entrer en contact avec des humains, de les aider, de travailler sur des vélos, de trouver des alternatives au capitalisme – touche à l'autonomisation, ou l'émancipation des collectivités. Une autonomisation dans ses capacités de déplacement physique conçu comme pouvant permettre une amélioration des conditions d'existence dans d'autres sphères de la vie, mais aussi une autonomisation collective face aux formes de relations marchandes qui tendent à réduire le pouvoir d'action des populations sur leur environnement et sur leurs conditions au sein de celui-ci.

Pour répondre directement à notre questionnaire visant à identifier ce qui sous-tend ce processus de communalisation à visée d'autonomisation, nous avons proposé l'introduction des clefs conceptuelles de la pédagogie populaire. Cela représente un apport à la littérature sur les AVC, mais aussi sur les initiatives collectives de réparation, ainsi que sur les communs. Cette lunette incite à concevoir le processus de communalisation comme étant traversé, soutenu et rendu possible par un processus d'apprentissage collectif à la fois porté sur les objets techniques (permettant une forme d'autonomisation dont la base se trouve dans le substrat matériel de l'objet technique), ainsi que sur la façon de développer des initiatives collectives redonnant une forme de pouvoir aux citoyen·ne·s sur leurs conditions matérielles d'existence ainsi que sur les modalités par lesquelles ils et elles entrent en relation. Puisque ces initiatives viennent de la base, revêtissent le caractère *grassroots* de groupes de personnes non spécialistes qui décident entre elles d'initier un mouvement devant s'adapter aux configurations institutionnelles, relationnelles, infrastructurelles, culturelles particulières à leur contexte, le processus de communalisation repose forcément – et d'autant plus dans un monde où ces formes sociales axées sur la (re)production restent encore marginales – sur des apprentissages continus et itératifs.

Nous avons également pu contribuer à la littérature en montrant comment ce processus pédagogique populaire se politise à des échelles variées par les rencontres entre personnes qui se rencontrent en tant que co-apprenant·e·s à l'autonomisation en mobilité autour des vélos, ainsi que par l'engagement des personnes impliquées dans la création de réseaux visant le partage d'informations et la création de moments de réflexion critique sur leur société et leur milieu. À travers ces exercices de partage réflexifs, les personnes impliquées dans les AVC dépassent les questionnements sur la mobilité, et appréhendent la création de modèles relationnels émancipés de l'échange marchand pour réintroduire dans la sphère publique et l'activité économique des principes de *care* à l'endroit de ses pairs et de son environnement, ainsi que de la responsabilité face à ses actions. Cette prise de responsabilité apparaît comme étant nécessairement imbriquée à la possibilité de participer volontairement au processus économique, une condition remplie par l'ouverture des collectifs à la participation des nouveaux et nouvelles venu·e·s et l'éloignement des formes de travail abstrait.

Ce faisant, nous avons montré comment les initiatives étudiées contribuent à la création de lien social significatif au sein de leur communauté en s'inscrivant à une échelle individuelle, mais aussi collective, dans des rapports de réciprocité qui dépassent les formes matérielles. Par l'aide que se portent les personnes qui se rencontrent dans les AVC, par le *care* dont elles se témoignent en se portant assistance dans la satisfaction de leurs besoins relationnels et matériels, ces personnes s'engagent dans des relations de réciprocité dont la simple reconnaissance symbolique de l'acte de don par l'engagement actif ou

l'expression de gratitude, que ce soit en lien avec l'aide individuelle apportée ou en lien avec le fait d'avoir mis sur pied une initiative, permet de créer un lien social émancipateur en permettant aux gens d'apparaître aux autres comme ils sont, dans une relation de sujet à sujet.

Les ateliers communautaires apparaissent ainsi comme une synthèse possible de la dichotomie imaginée entre les approches d'une transition socio-économico-écologique basée sur le lien social et celles qui font la promotion de dispositifs techniques. À la fois portés sur l'autonomisation technique à la mobilité et sur l'autonomisation des collectivités face au capitalisme, les apprentissages populaires faits dans les AVC sur les liens qui unissent démocratie, économie, et création de lien social représentent en action ce que les théoricien·ne·s de la communalisation envisagent, soit, pour reprendre les mots de Daniel, la création « de bonnes communautés, la création de communautés connectées, vous savez? » [traduction libre].

Limites & perspectives de recherches futures

Les objectifs de recherche, articulés à la méthodologie retenue pour la présente étude, ainsi que les formes particulières qu'a pris l'engagement sur le terrain ne se sont pas soldées dans des observations fines des catégorisations sociales ou une analyse des rapports entre caractéristiques sociodémographiques et niveau de fréquentation des AVC. Si l'observation-participante nous a permis de reconnaître des formes d'assignation identitaires, ce type de données ne permet pas d'évaluer, face à la composition de la population en général, si certaines personnes accèdent plus ou moins aux AVC. Néanmoins, puisque l'objectif de recherche se portait sur les mécanismes de la mise en commun, notre recherche a permis de montrer que les questions d'accessibilité en fonction de différentes formes de catégorisation sociale, font l'objet d'une réflexion par les personnes impliquées pour adapter les façons de faire, limiter l'expression de formes de domination, et ainsi favoriser l'ouverture à une population élargie. Une étude portant plus spécifiquement sur les personnes qui fréquentent les ateliers de vélo communautaires sans prendre une forme d'engagement bénévole permettrait d'étoffer l'état des connaissances relativement à leur situation socio-économique, à leurs motivations et intentions de fréquentation, au temps qu'elles y consacrent et à la fréquence, ainsi qu'à la façon dont celles-ci articulent leurs expériences relationnelles dans ces espaces.

Le choix de réaliser une recherche ethnographique n'a également pas mené à une quantification des « retombées » des activités déployées par les AVC étudiés. Bien que cela ne faisait absolument pas partie des objectifs de recherche, il pourrait être intéressant, dans une perspective d'information du politique en vue de soutenir ce type d'initiatives citoyennes, de s'intéresser à nombre de questionnements qui permettrait de saisir l'ampleur de l'activité économique réalisée dans ces initiatives : Combien de personnes sont

accompagnées pour une période donnée? Combien de réparations sont effectuées? Combien de personnes sont impliquées dans ce milieu? Quel engagement temporel les gens consacrent-ils lorsqu'ils fréquentent les AVC? Combien de temps consacrent les bénévoles à ces initiatives? Combien de gens dans la population générale sont au fait de l'existence de ce type d'espaces? Quelle incidence peut avoir l'accès à un AVC sur la fréquence de l'utilisation du vélo comme moyen de transport?

L'accès de BQAM-E à un financement conséquent, ainsi que la voie d'institutionnalisation privilégiée par ce collectif semblent avoir potentiellement eu un effet sur la division sociale du travail au sein de l'organisme. Ce collectif se serait doté d'une position salariée permanente à la toute fin de la période de participation, une évolution dont les impacts n'ont pu être intégrés aux observations. Il serait intéressant d'évaluer la réorganisation de la division sociale du travail qui en résulte, et la manière par laquelle a été intégrée socialement par les communalistes la valorisation monétaire de certaines formes de travail qui était réalisées auparavant de manière bénévole. Cela suscite des questionnements quant à la nature des relations entre les personnes bénévoles et la personne salariée, sur le sens subjectif du travail accompli par chacune de ces personnes, et sur la place jouée par le ou la salariée dans le processus démocratique de l'organisme. Cette évolution suscite également un questionnement sur les modalités de reconnaissance de la valeur du travail au sein d'un collectif où certaines tâches réalisées dans le cadre d'un exercice salarié sont compensées en monnaie alors que d'autres tâches, analogues en nature et en apparence, mais réalisées bénévolement peuvent rester dans l'ombre de la reconnaissance.

Si cette recherche jette les bases d'une analyse des initiatives citoyennes comme participant d'un processus de pédagogie populaire par lequel reprend forme une politisation et une démocratisation de l'économie, cette conclusion reste un tremplin à une exploration plus précise des formes relationnelles qui marquent les moments d'apprentissage et de réflexion collective. Si la communication entre sujets qui apparaissent les uns aux autres comme étant équitablement engagés dans un processus partagé représente pour Freire le substrat par lequel est susceptible de transiger une forme d'apprentissage libératrice, et que dans le cas des AVC ces apprentissages impliquent la création de rapports davantage démocratiques, il se pourrait que l'intégration des outils théoriques développés par Habermas, relativement à « l'agir communicationnel », dans une analyse d'un processus pédagogique *grassroots*, puisse amener des clefs interprétatives intéressantes. Cette exploration plus précise du processus pédagogique permettrait potentiellement d'expliquer comment, par la communication, les acteur·rice·s de ces initiatives arrivent à l'institution de normes où l'expression d'une communication rationnelle les mène à une (re)politisation de l'économique, une décolonisation du « monde vécu » par la forme marchande, et ce, en déployant ces processus sur l'espace public grâce à l'ouverture dont témoignent leurs initiatives.

ANNEXE A

Schéma d'entretien

Le schéma d'entretiens présenté ci-dessous représente, par sa forme et son contenu, un guide duquel la mise en action lors des entretiens a été modulée en fonction des thèmes qui se sont portés à l'attention des participant·e·s particulier·e·s, ainsi que des thèmes possiblement plus saillants à un moment donné du processus de recherche. L'enchaînement n'a jamais suivi un fil linéaire, et les formulations étaient rarement celles qui s'étaient inscrites préalablement au papier, tentant de maintenir une conversation où les idées, intriquées les unes aux autres, avaient l'espace de suivre là où les réflexions les amenaient naturellement.

- Peux-tu me raconter la manière par laquelle tu es entré en contact avec le monde des ateliers de vélo communautaires?
 - Comment s'est passée ta première expérience de fréquentation d'un AVC?
 - Peux-tu me décrire de quelle manière tu en es venu à t'investir comme bénévole dans un AVC?
 - Comment décrirais-tu le devenir des gens à s'investir comme bénévoles en général?
- Peux-tu me décrire le genre de relations que tu entretiens avec les bénévoles et les usager·e·s rencontrés dans les AVC?
- Pourrais-tu me décrire le déroulement d'une journée normale où tu viens faire du bénévolat à l'atelier?
 - Quelles sont les tâches qui sont réalisées par les bénévoles pour faire fonctionner les activités?
 - Comment se fait le partage des tâches entre les personnes dans l'espace lors des permanences?
- Pourquoi as-tu décidé de t'investir bénévolement dans ce type d'initiative en particulier?
 - Quelles sont les valeurs portées par le projet d'atelier selon toi?
 - Quelles raisons associes-tu à l'existence des AVC? Qu'est-ce que, selon toi, le projet porté par celles-ci?
- Peux-tu me parler de la structure de l'organisme?
 - [En fonction de l'incorporation ou non] Selon toi, pourquoi avoir investi l'une ou l'autre de ces voies? Si cela rapporte quelque chose, qu'est-ce que cela apporte à l'initiative?
 - Statut d'occupation (Relation avec les propriétaires)?

- Peux-tu m'expliquer comment l'AVC réussit à se reproduire dans le temps?
 - De quelle manière pourraient être décrites les ressources financières auxquelles a accès l'atelier?
 - Peux-tu m'expliquer à quoi ressemble la relation entre le propriétaire foncier et l'AVC qui occupe un espace physique dans un immeuble?
 - Comment l'atelier se procure-t-il ses outils et ses pièces?
- De quelle manière est organisé le processus de prise de décision dans l'atelier?
 - Comment les gens y accèdent-ils?
- Quelles sont les conditions mises en place pour accéder à l'atelier?
 - S'il y a des règles à la fréquentation de l'atelier, peux-tu me les expliquer?
 - De quelle manière ces règles sont-elles appliquées?
- Peux-tu me parler des usager·e·s des AVC?
 - Quels sont leurs profils?
 - La population qui fréquente l'atelier serait-elle majoritairement implantée dans le quartier ou en provenance d'ailleurs partout?
 - Diriez-vous qu'ils ont un profil similaire ou diversifié? De quelle manière?
 - Y a-t-il des personnes plus difficiles à rejoindre par l'action des AVC que d'autres? Pourquoi selon toi?
 - Pour quelles raisons viennent-ils à l'atelier?
 - Peux-tu me décrire les types de réparations qui sont effectuées?
 - Selon toi, quelles sont les raisons pour lesquelles les gens viennent à l'AVC plutôt que d'avoir recours à d'autres solutions? (Atelier commercial/réparation au ménage)
- As-tu été témoin de changements au sein de l'initiative depuis le début de ton implication?
 - Comment décrirais-tu ces changements?
- L'atelier s'engage-t-il dans des projets spécifiques à l'intérieur ou à l'extérieur de l'espace?
- Est-ce que l'AVC où tu t'impliques collabore avec d'autres partenaires?
 - Quels sont les liens qui existent avec d'autres initiatives similaires ou d'autres organismes communautaires?
 - Y a-t-il des liens avec la ville ou avec d'autres paliers gouvernementaux?

ANNEXE B

Tableaux descriptifs des modalités de travail en ACV

Tableau B.1 : Travail d'aménagement de l'espace

Catégorie de tâches	Tâches spécifiques
Aménagement de l'espace d'atelier	• Design d'espace intérieur • Construction d'établis • Installation de dispositifs de rangement des outils • Installation des pieds de travail • Installation des outils aux murs • Système de tri de pièces ○ Idéation du système ○ Construction des dispositifs de classement ○ Tri des pièces (continu)

Tableau B.2 : Travail lors des permanences

Catégorie de tâches	Tâches spécifiques
Permanences d'atelier	• Ouverture ○ Déverrouiller porte principale et armoires ○ Ouverture de caisse (compte) ○ Rangement des restes de la veille ○ Musique d'ambiance • Accueil des usager·e·s ○ Présentations personnelles ○ Établir raison de la venue de l'usager·e ○ Déterminer besoins particuliers en termes d'accompagnement ○ Explication du fonctionnement de l'atelier communautaire ○ Présentation des lieux ○ Recevoir dons/paiements des usager·e·s • Activité technique/mécanique ○ Enseignement de procédés mécaniques (usager·e·s et collègues bénévoles) ▪ Expliquer verbalement ▪ Montrer visuellement ▪ Faire et défaire ▪ Recourir à ressources en ligne (vidéos, articles, images) ○ Développement de formations spécifiques à un système mécanique donné ○ Apprentissage de la mécanique ○ Consulter collègues bénévoles

	○ Vérification du caractère sécuritaire du dispositif technique ○ Idéation de solutions mécaniques ○ Gestion des outils ▪ Explication des façons d'utiliser les outils ▪ Rangement des outils ▪ Prendre note des outils à remplacer et les placer sur liste de commande ○ Recherche et présentation pièces appropriées ▪ Présenter pièces usagées ▪ Prise de commande pièces neuves ○ Réparation de vélos usagés pour vente ▪ Application de savoir-faire mécaniques ▪ Vérification de l'ajustement des systèmes mécaniques (liste) ● Fermeture atelier ○ Décompte de caisse ○ Coordination fermeture ▪ Annonce de la fermeture ▪ Demander de ranger les outils, pièces et consommables ○ Ranger outils, pièces et consommables restants ○ Mise hors tension des outils informatiques ○ Verrouiller atelier ● Encadrement des activités ○ Demander si de l'aide est souhaitée ○ Rappels à l'ordre pour maintenir activité conforme aux principes d'inclusivité, de sécurité et de pédagogie
--	---

Tableau B.3 : Travail de gestion du matériel

Catégorie de tâches	Tâches spécifiques
Gestion du matériel	• Placer commande chez fournisseur • Aller récupérer pièces, outils, consommables ○ Déplacement en vélo ou auto • Contacter usager·e·s pour récupération de leur commande • Replacer les pièces et outils à l'endroit approprié • Gestion des consommables (huile, graisse, câbles et gaines, visses et écrous, etc.) ○ Remplissages des contenants ○ Note et commande des manques • Gestions des rebuts ○ Tri de la ferraille, du recyclage, des déchets ○ Contacter ferrailleur pour ramassage/aller porter ferraille à l'écocentre en vélo ou auto

Tableau B.4 : Travail administratif

Catégorie de tâches	Tâches spécifiques
Travail administratif	• Rencontres (Du conseil d'administration, de comités, de l'assemblée générale, informelles) ○ Création d'ordre du jour ○ Participation aux rencontres, discussions et débats ○ Vote sur propositions ○ Prise de notes ○ Détermination d'objectifs ○ Division des tâches ○ Propositions d'amendements aux chartes ou règlements ○ Réflexion sur l'application des valeurs et principes de base ○ Rappel du fonctionnement administratif de l'initiative ○ Réserver un temps et endroit pour la rencontre ○ Acheter et amener de la nourriture ○ Se faire rembourser les dépenses ○ Gestion des assurances ○ Processus d'embauche de personnel • États financiers ○ Création d'états financiers et de budgets annuels ○ Collaboration avec un·e comptable agréé·e • Gestion du statut de membre ○ Enregistrer nouvelles adhésions ○ Vérifier statut de membre lors d'instances décisionnelles

Tableau B.5 : Travail relatif aux communications

Catégorie de tâches	Tâches spécifiques
Communications	• Internes ○ Gestion paramètres plateforme virtuelle de communication entre bénévoles ○ Partage de l’horaire des bénévoles ○ Invitation à des événements sociaux entre bénévoles ○ Invitation aux rencontres de comités ○ Partage d’informations générales et participation aux discussions virtuelles informelles ▪ Questions mécaniques ▪ Partage d’événements ▪ Partage d’information susceptible d’intéresser collègues • Externes ○ Gestion des pages publiques sur les réseaux sociaux ○ Invitation aux événements ouverts au public sur les réseaux sociaux (conférences, cercles de lecture, formations mécaniques, visionnements de films) ○ Partage de matériel promotionnel en ligne (photos, vidéos) ○ Affichage de matériel promotionnel dans des lieux publics ciblés (impression, découpage, affichage) ○ Répondre aux messages privés et courriels de particuliers ○ Coordination avec partenaires (Écoles, associations étudiantes ou citoyennes, services d’institutions universitaires, formateurs, organismes communautaires, écoquartiers, autres ateliers communautaires, ferrailleur) ○ Négociation avec propriétaire foncier ○ Afficher horaire d’ouverture de l’atelier

	○ Invitation aux assemblées générales (personnes membres) ○ Site web ▪ Idéation et design ▪ Codage ▪ Rédaction de contenu
--	---

Tableau B.6 : Travail relatif aux activités bénévoles

Catégorie de tâches	Tâches spécifiques
Travail relatif aux activités bénévoles	• Organisations d'activités sociales et/ou militantes ○ Réservation de lieux ○ Planification des activités ○ Communication de l'activité ○ Planification budgétaire ○ Dépense et remboursement ○ Ateliers de création d'affiches • Participation à des événements avec des partenaires ○ Déplacement avec outils ou accueil dans atelier ○ Formation et mécanique

ANNEXE C

Enjeux délibérés lors des réunions du comité bénévole (BQAM-E)

Tableau C.1 : Enjeux délibérés lors des réunions du comité bénévole (BQAM-E)

Enjeu	Questions abordées
Les modalités de réouverture de l'atelier et des fermetures temporaires liées au contexte de Covid-19	• Nombre de personnes maximales autorisé dans l'atelier • Obligation du port du masque • Accessibilité sur prise de rendez-vous ou en se présentant directement
L'organisation de formations portées par des bénévoles et de formations avec une entreprise spécialisée	• Les formations thématiques seraient appelées à reprendre suivant la volonté des bénévoles • Une formation de niveau professionnel avec une entreprise partenaire de longue date est planifiée
L'organisation de l'horaire de bénévolat	• Une grille horaire sera diffusée sur le groupe des bénévoles afin qu'ils choisissent un créneau horaire qui leur convient à chaque session
La réouverture des commandes de membres auprès du fournisseur	• Les commandes sont réouvertes à partir de l'automne 2021 (suspendues depuis mars 2020) • Une personne se propose d'être responsable de placer et récupérer la commande

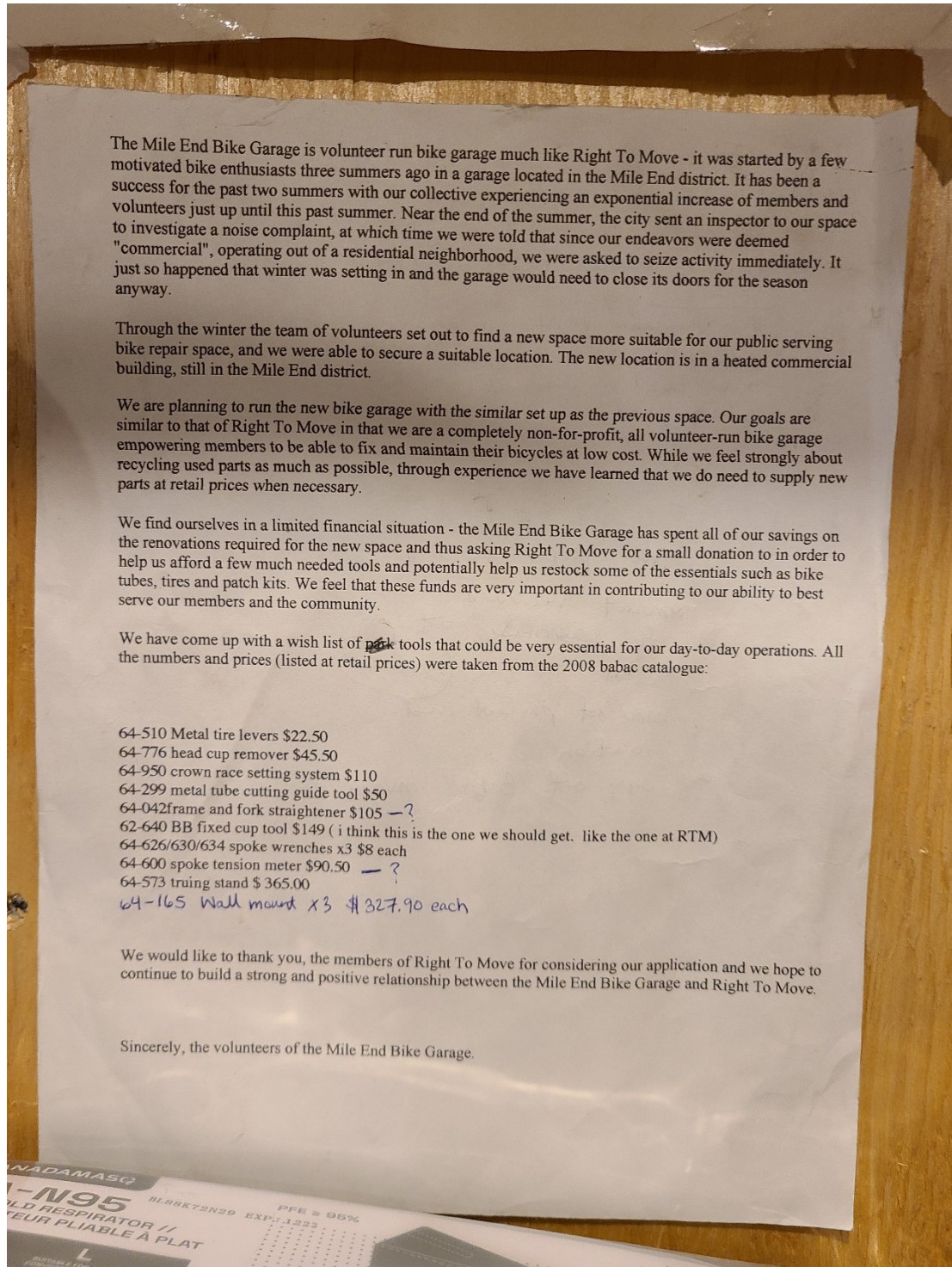
La volonté de réduire le prix des pièces neuves	• Un bénévole apporte l'idée de réduire le prix d'achat des pièces neuves au prix coutant pour augmenter l'accessibilité de celles-ci aux membres de la communauté • Cette idée fait l'objet de débats. ○ Plusieurs aimeraient réduire le plus possible les prix, cependant, le fournisseur pourrait rompre ses liens avec l'atelier si cette pratique était mise en place. Cette avenue est écartée.
La volonté d'organiser des événements publics à dimension culturelle et politique	• Plusieurs bénévoles souhaiteraient voir l'atelier militer activement pour améliorer les infrastructures et les services offerts pour le vélo sur le campus et dans la ville de Montréal • Ces discussions se sont soldées dans la création d'un nouveau comité « mobilisation » lors de la prochaine assemblée générale.
Le développement d'un guide pour la remise en état de vélos usagers	• Suivant l'acquisition d'une flotte de vélos usagés, des bénévoles proposent de développer un guide de remise en état afin d'outiller les bénévoles néophytes en mécanique qui pourraient y trouver une opportunité d'apprentissage.
La participation à l'événement Bike!Bike!	• L'événement Bike!Bike! se déroulant virtuellement pour l'édition 2021, des bénévoles se sont proposé de louer une salle commune avec des équipements audiovisuels afin d'y participer.

La création de vêtements promotionnels	• Un groupe de travail s'est constitué afin de créer de nouveaux vêtements portant le nom de l'atelier ○ Ce groupe a été mandaté de trouver un·e artiste local pour créer une illustration unique
Comment rejoindre des populations marginalisées qui ont peu tendance à fréquenter l'atelier, quels défis cela pourrait représenter	• Des bénévoles désiraient rejoindre des organismes de soutien aux personnes marginalisées afin de créer des partenariats et ainsi faciliter l'accès à l'atelier et les possibilités de mobilité qu'il ouvre.

ANNEXE D

Lettre de demande de soutien du MEBG vers RTM/LVL

Figure D.1 : Lettre de demande de soutien du MEBG vers RTM/LVL



BIBLIOGRAPHIE

- Abrassart, C., Jarrige, F. et Bourg, D. (2020). Introduction : Low-Tech et enjeux écologiques – quels potentiels pour affronter les crises?. *La Pensée écologique*, Presses Universitaires de France, Vol. 5, No. 1. p. 1-8
- Akbulut, B. (2019). Les communs comme stratégie de décroissance. *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, No. 21, p. 158-162
- Araral, E. (2014). Policy and regulatory design for developing countries: A mechanism design and transaction cost approach. *Policy Sciences*, Vol. 47, No. 3, Springer, p. 289-303
- Arnaud-Sicari, L. (2021, 30 avril). Les associations étudiantes s'adaptent au mode virtuel, <https://montrealcampus.ca/2021/04/30/les-associations-etudiantes-sadaptent-au-mode-virtuel/>
- Arnold, L. (2012). Reproducing Actions, Reproducing Power: Local Ideologies and Everyday Practices of Participation at a California Community Bike Shop. *Journal of Linguistic Anthropology*, Vol. 22, No. 3, p. 137-158
- ARTM. (2023, 1 avril). *Grille tarifaire. Transport collectif*. Autorité régionale de transport métropolitain. https://exo.quebec/Media/Default/pdf/Grille_tarifaire/nouvelles_grilles_tarifaires_2023-2024/Grille-tarifaire-2023-2024.pdf
- Azam, G. (2007). La connaissance, une marchandise fictive. *Revue du MAUSS*, Vol. 29, No. 1, p. 110-126.
- Batterbury, S. & Dant, T. (2019). The Imperative of Repair: Fixing Bikes – for Free. Dans Martínez, F. & Laviolette, P. (dir), *Repair, Brokenness, Breakthrough : Ethnographic Responses*, Berghahn Books, p. 249-266
- Beaud, S. (1996). L'usage de l'entretien en sciences sociales : Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique». *Politix*, Vol. 9, No. 35. p. 226-257
- Beaud, S. et Weber, F. (2012). Le raisonnement ethnographique. Dans Paugam, S. (dir), *L'enquête sociologique*, Presses Universitaires de France, p. 225-46.
- Berge, E. et McKean, M. (2015), On the Commons of Developed Industrialized Countries, *International Journal of the Commons*, Vol. 9, No. 2, p. 469-485.
- Berger M. & Gayet-Viaud, C. (2012). INTRODUCTION. Du politique comme chose au politique comme activité : Enquêter sur le devenir politique de l'expérience ordinaire. Dans Berger, M., Cefaï, D. et Gayet-Viaud C. (dir), *Du civil au politique : Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles, p. 9-24.

- Bernard, M. (1997). Ecology, Political Economy and the Counter-Movement. Dans Gill, S. et Mittelman, J. (dir.), *Innovation and Transformation in International Studies*. Cambridge. p. 75-89
- Biesecker, A. & Hofmeister, S. (2010), Focus : (Re)productivity – Sustainable relations both between society and nature and between the genders. *Ecological Economics*, No. 69, p. 1703-1711
- Bike!Bike! (2021). *Capitalism: Against it, within it*. Workshop Schedule.
<https://www.bikecollectives.org/wiki/2021.17>
- Bike!Bike! (2022, 10 novembre). *Workshop*. Workshop Schedule.
https://www.bikecollectives.org/wiki/Bike!Bike!_Everywhere!_2022_Workshop_Schedule
- Bike!Bike! (2024). *Who is invited?* About Bike!Bike! <https://en.bikebike.org/about/>
- Bike Collective Network. (2016, 19 janvier). *The Bike Collective Network Community Portal*. Project Page. https://www.bikecollectives.org/wiki/Bike_Collectives_Wiki:Community_portal.
- Bike Collective Network. (2024, 14 février). *Volunteering for this community of communities*. Main Page. https://www.bikecollectives.org/wiki/Main_Page#We_are_a_volunteer-run_non-hierarchical_consensus-based_community.
- Bike Collective Network. (2024b, 7 mai). *Community Bicycle Organizations*. Page.
https://www.bikecollectives.org/wiki/Community_Bicycle_Organizations
- Bischoff, M., (2009). L'institution du travail : Pour un dépassement des conceptions substantive et formaliste du travail et de l'économie. Dans Clain, O. (dir), *Marx Philosophe*, Éditions Nota Bene, Collection Société, Montréal, p. 261- 337
- Blue, E. (2016). *Bikenomics*. Microcosm Publishing. 192 p.
- Bonilla-Silva, E. (2021). Racism without racists: Color-blind racism and the persistence of racial inequality in America. Rowman & Littlefield. 388 p.
- Marie-Pierre, B. (2014). Activités féminines, travail et valeur. Dans Martin, E. et Ouellet, M. (dir), *La tyrannie de la valeur*, Éditions Écosociété, Montréal, p. 159-197
- BQAM-E. (2022a). Petite histoire de BQAM-E. Qui sommes-nous? <https://bqam-e.org/histoire/>
- BQAM-E. (2022b). Règlements généraux adoptés. Wiki. https://wiki.bqam-e.org/index.php/R%C3%A9glements_g%C3%A9n%C3%A9raux_adopt%C3%A9s
- Bradley, K. (2015). Open-source urbanism: Creating, multiplying and managing urban commons. *Footprint*, Vol. 16, p. 91-108
- Bradley, K. (2016). Bike Kitchens – Spaces for convivial tools. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 197. p. 1676-1683

- Bradley, K., et Pargman, D. (2017). The sharing economy as the commons of the 21st century. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*. Vol. 10, No. 2, p. 231-247
- Brie, M., et Klein, D. (2011). The second great transformation: Towards a solidarity society. *International Critical Thought*, Vol. 1, No. 1, p. 18-28
- Burawoy, M. (2000). A sociology for the second great transformation? *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, p. 693-695
- Buehler, R., & Pucher, J. (2023). COVID-19 and cycling: a review of the literature on changes in cycling levels and government policies from 2019 to 2022. *Transport Reviews*, Vol. 44, No. 2, p. 299–344.
- Burawoy, M. (2003). For a Sociological Marxism: The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi. *Politics & Society*, Vol. 31, No. 2, p. 193-261.
- Burawoy, M. (2013). Marxism after Polanyi. Dans Williams, M. et Satgar V. (dir). *Marxisms in the 21st Century: Crisis, critique and struggle*, Wits University Press, p. 34-52.
- Burawoy, M. (2017). Social Movements in the Neoliberal Age. Dans Paret, M., Runciman, C. et Sinwell, L. (dir), *Southern resistance in critical perspective: the politics of protest in South Africa's contentious democracy*, Routledge, p. 21-35.
- Buscatto, M. (2010). Une démarche réflexive au cœur de l'enquête ethnographique. *La fabrique de l'ethnographie dans les rouages du travail organisé*. Octarès éditions, Toulouse, p. 17-39
- Caffentzis, G., et Federici, S. (2014). Commons against and beyond capitalism. *Community Development Journal*, Vol. 49, No. S1, p. i92– i105
- Caillou, A. (2020a, 30 mars). Des vélos qui nous sont essentiels. *Le Devoir*.
<https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/576005/des-velos-qui-nous-sont-essentiels>
- Caillou, A. (2020b, 1 avril). Les magasins et les ateliers de réparation de vélo pourront rester ouverts. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/576192/les-ateliers-et-magasins-de-velo-peuvent-reouvrir>
- Carlsson, C. (2019). A Bicycling Commons: A Saga of Autonomy, Imagination and Enclosure. Dans Barbagallo, C., Beuret, N. et Harvie, D. (dir). *Commoning with George Caffentzis and Silvia Federici*, Pluto Press, p. 228-241.
- CBC News. (2023, 7 mai). Montreal's Red Roof Church closing its doors after 'we tried everything', rector says, to keep it open. *CBC*. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/red-roof-church-montreal-closing-1.6832458>

- Cefaï, D., et Lafaye, C. (2001). Lieux et moments d'une mobilisation collective : Le cas d'une association de quartier. Dans *Les formes de l'action collective : Mobilisations dans des arènes publiques*, Éditions EHESS, Paris, p. 195 à 228
- Cefaï, D. (2010). L'engagement ethnographique, Édition EHESS, En temps & lieux, Paris, 637 p.
- Cefaï, D. (2012). Vers une ethnographie (du) politique : Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales. Dans Berger, M., Cefaï, D. et Gayet-Viaud, C. (dir). *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles, p. 545-598.
- Coalition mobilité active Montréal (s. d.). Organisations affiliées. Les activistes locaux : Listes des organisations. <https://coalitionmam.org/organisations/>
- Crenshaw, K. (1996). Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color. Dans Kelly Weisberg, D. (dir). *Applications Of Feminist Legal Theory*. Temple University Press, p. 363–377
- Cyclo Nord-Sud (s.d.). Naissance d'un mouvement visionnaire au Québec! À propos. <https://cyclonordsud.org/historique/>
- Dardot, P. et Christian, L. (2010). Du public au commun, *Revue du MAUSS*, La Découverte, Vol. 1, No. 35, p. 111 à 122
- Dardot, P. et Laval, C. (2014). Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle. Édition La Découverte, Paris, 539 p.
- De Angelis, M. (2013). Does Capital Need a Commons Fix? *Ephemera*, Vol. 13, No. 3, p. 603-615.
- De Angelis, M. et Harvie, D. (2014). The Commons. Dans Parker, M., Cheney, G., Fournier, V. et Land, C. (dir). *Routledge companion to alternative organization*, Routledge, Abington, p. 280-294
- De Angelis, M., et Stavrides, S. (2010). On the Commons: a Public Interview. *E-flux journal*, No. 17. 17p.
- De La Bellacasa, M. P. (2011). Matters of care in technoscience: Assembling neglected things. *Social studies of science*, Vol. 41, No. 1, p. 85-106
- Demaria, F., Schneider, F., Sekulova, F., & Martinez-Alier, J. (2013). What is degrowth? From an activist slogan to a social movement. *Environmental values*, Vol. 22, No. 2, p.191-215
- De Moor, T. (2013). Homo Cooperans. Institutions for Collective Action and the Compassionate Society, Université d'Utrecht, Faculté des sciences humaines, 36p.
- De Moor, T. (2015). The Dilemma of the Commoners: Understanding the Use of Common-Pool Resources in Long-Term Perspective, Cambridge University Press, Cambridge, 206p.
- Dodson, R. E., Manz, K. E., Burks, S. R., Gairola, R., Lee, N. F., Liu, Y., Pennell, K. D., Walker, E. D. et Braun, J. M. (2022). Does Using Corsi-Rosenthal Boxes to Mitigate COVID-19 Transmission

Also Reduce Indoor Air Concentrations of PFAS and Phthalates? *Environmental Science and Technology*. Vol. 57, No. 1, p.415-427,

Duarte-Abadía, B., Boelens, R. et Buitrago, E. (2021). Neoliberal Commensuration and New Enclosures of the Commons: Mining and Market–Environmentalism Governmentalities. *Territory, Politics, Governance*, Vol. 11, No. 7, p. 1480-1500

Dunezat, X. (1998). Des mouvements sociaux sexués. *Recherches féministes*, Vol. 11, No. 2, p. 161–195

Dunezat, X. (2015). L’observation ethnographique en sociologie des rapports sociaux : sexe, race, classe et biais essentialistes. *SociologieS*, DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.5075>

Du Ruisseau, O. (2022, 3 septembre). Manifestation de Montréal à Québec pour une « politique nationale du vélo ». *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/752625/manifestation-de-montreal-a-quebec-pour-une-politique-nationale-du-velo>

Enright, T. et Rossi, U. (2018). Ambivalence of the Urban Commons. Dans Ward, K., Jonas, A. E. G., Miller, B. et Wilson D. (dir). *The Routledge Handbook on Spaces of Urban Politics*, Routledge, New York, p. 35-46

Eizenberg, E. (2012). Actually existing commons: Three moments of space of community gardens in New York City. *Antipode*, Vol. 44, p. 764-782

Federici, S. (1975). *Wages Against Housework*, Power of Women Collective & Falling Wall Press, Bristol, 10 p.

Federici, S. (2012). Feminism and the politics of the commons. Dans Bollier D. et Helfrich S. (dir). *The Wealth of the Commons: A World Beyond Market and State*. Levellers Press, [En Ligne], <http://wealthofthecommons.org/essay/feminism-and-politics-commons>

Federici, S., Rudman, L. & Rein, M. (2012). The means of reproduction, *Race, Poverty & the Environment*, Vol. 19, No. 2, p. 55-59

Fraser, N. (2013). A Triple Movement? : Parsing the Politics of Crisis after Polanyi. *New Left review*, Vol. 81, p. 119-132.

Fraser, N. (2011), Marketization, Social Protection, Emancipation: Toward a Neo-Polanyian Conception of Capitalist Crisis. Dans Calhoun, C. J., et Derluguian G. M. *Business as Usual: The Roots of the Global Financial Meltdown*, New York University Press, New York, p. 137-157

Furness, Z. M. (2010). *One Less Car: Bicycling and the Politics of Automobility*. Philadelphia: Temple University Press, 344p.

Furukawa Marques, D. & Durand Folco, J. (2023). Omnia sunt communia : un état des lieux des communs au Québec. *Recherches sociographiques*, Vol. 64, No. 1, p. 7–27

- Gabrielle. (2017, 31 mai). De l'importance des espaces non-mixtes. *Les dérailleuses*.
<https://www.lesderrailleuses.org/2017/05/31/de-limportance-des-espaces-non-mixtes/>
- Girlsnightinmtl, (2016, 27 mai). *Seeking Volunteers!*. WTF Women Trans Femme.
<https://girlsnightinmtl.wordpress.com/2016/05/27/seeking-volunteers/>
- Glaeser, A. (2010), Une ontologie pour l'analyse ethnographique des processus sociaux : Élargir l'étude de cas élargie. Dans Cefaï D. *L'engagement ethnographique*, Éditions EHESS, En temps & lieux, Paris, p. 239-73.
- Gouvernement du Québec. (2023, 27 juillet). *Faire une déclaration de mise à jour annuelle au registre des entreprises*. Entreprises. <https://www.quebec.ca/entreprises-et-travailleurs-autonomes/mettre-a-jour-informations/declaration-mise-a-jour/annuelle>
- Gosselin & Associés inc. (2023, 30 avril). *Loisir Communautaire Saint-Michel. États Financiers*. Rapports annuels des organismes recevant des subventions de 100 000\$ et plus de la Ville de Montréal.
https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,143389736&_dad=portal&_schema=PORTPO
- Götschi, T., Garrard, J., & Giles-Corti, B. (2015). Cycling as a Part of Daily Life: A Review of Health Perspectives. *Transport Reviews*, Vol. 36, No. 1, p. 45–71
- Graeber, D. (2006). Turning modes of production inside out; Or, why capitalism is a transformation of slavery. *Critique of Anthropology*, Vol. 26, No. 1, p. 61-85
- Greene, J. C., Caracelli, V. J., & Graham, W. F. (1989). Toward a Conceptual Framework for Mixed-Method Evaluation Designs. *Educational Evaluation and Policy Analysis*, Vol. 11, No. 3, p. 255-274.
- Haenfler, R., Johnson, B., & Jones, E. (2012). Lifestyle movements: Exploring the intersection of lifestyle and social movements. *Social Movement Studies*, Vol. 11, No. 1, p. 1-20
- Hardin, G. (1968). The tragedy of the commons. The population problem has no technical solution; it requires a fundamental extension in morality. *Science*, Vol. 162, No. 3859, p. 1243-1248
- Hardin, G. (1998). Extension of "The Tragedy of the Commons". *Science*, Vol. 280, No. 5364, p.682-683
- Hardin, G. (2017). The tragedy of the unmanaged commons. Dans Penn, D. J. et Mysterud, I. (dir.), *Evolutionary perspectives on environmental problems*, Routledge, p. 106-108
- Hamarat, Y. (2019). L'esthétique, levier d'action pour l'engagement écologique : l'ethnographie d'un atelier de vélo communautaire. *Sciences du design*, Presses universitaires de France, Vol. 1, No. 9, p. 38 à 49
- Harvey, D. (2004). Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation. *Actuel Marx*, Vol. 35, No. 1, p. 71-90.

- Harvey, D. (2012). *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. Verso, New York, 187p.
- Helfrich, S. et Bollier, D. (2015). Biens communs. Dans D'Alisa, G., Damaria F. et Kallis G (dir). *Décroissance : Vocabulaire pour une nouvelle ère*. Éditions Écosociété, Montréal, p. 98-104
- Henriksson, M. et Göransson Scalzotto, J. (2023). Bike-sharing under pressure: The role of cycling in building circular cycling futures. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 395, Article 136368
- Hoffmann, M. L. (2016). *Bike Lanes Are White Lanes : Bicycle Advocacy and Urban Planning*. University of Nebraska Press, 196 p.
- Holland, G. et Sene, O. (2010). Elinor Ostrom et la gouvernance économique. *Revue d'économie politique*, Vol. 120, p. 441 à 452
- Holemans, D. (2021). Commons as Polanyian Countermovement in Neoliberal Market Society : A Case Study in Belgium. *Community Development Journal*, 18p.
- hooks, b. (1984). *Feminist Theory: From Margin to Center*. 3e ed. Routledge, New York, 174 p.
- Horton, D. (2006). Environmentalism and the bicycle. *Environmental politics*, vol. 15, no. 1, p. 41-58
- Hughes, E. C. (1996). La place du travail de terrain dans les sciences sociales. Dans Chapoulie J.-M. (dir). *Le regard sociologique : essais choisis*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, p. 267-279
- Hughes, H. S. (2023). Repair: A New History. *The Cambridge Quarterly*, Vol. 52, No. 1. P. 92-98
- Illich, I. (1974). *Energy and Equity*. Vol. 6. New York: Harper & Row. 96 p.
- Jackson, T. (2019). The post-growth challenge: secular stagnation, inequality and the limits to growth. *Ecological economics*, Vol. 156, p. 236-246
- Jerolmack, C., & Khan, S. (2014). Talk is cheap: Ethnography and the attitudinal fallacy. *Sociological methods & research*, Vol. 43, No. 2, p. 178-209
- Johnsen, C. G., Nelund, M., Olaison, L., & Meier Sørensen, B. (2017). Organizing for the post-growth economy. *Ephemera: Theory and Politics in Organization*, Vol. 17, No. 1, p. 1-21
- Jonas, H. (1984). *The imperative of responsibility: In search of an ethics for the technological age*. University of Chicago Press, 263 p.
- Karyotis, T. (2018). Beyond Hope: Prospects for the Commons in Austerity-Stricken Greece. Dans Holloway, J. Nasioka, K. et Panagiotis D. (dir). *Beyond Crisis: After the Collapse of Institutional Hope in Greece, What?* PM Press, San Francisco, p. 11-39.

- Kelly, B. (2020, 8 avril). Coronavirus : Risky business for bicycle repair shops in Montreal. *The Gazette*.
<https://montrealgazette.com/news/local-news/coronavirus-risky-business-for-bicycle-repair-shops-in-montreal>
- Kruzynski, A. (2018). L'autonomie collective en action: Du Centre Social Autogéré de Pointe-Saint-Charles au Bâtiment 7. *Nouvelles pratiques sociales*. Vol. 29, No. 1-2, p.139-158
- Kruzynski, A. (2019). Le commun dans la ville : pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles. *Penser la Grande Transition : utopies et stratégies*, No. 21, p. 135-144.
- Lahire, B. (1996). La Variation des Contextes en Sciences Sociales. Remarques épistémologiques. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 51, No. 2, p.381-407.
- Lamont, M., & Swidler, A. (2014). Methodological Pluralism and the Possibilities and Limits of Interviewing. *Qualitative Sociology*, Vol. 37, No. 2, p. 153-171
- Laval, C. (2016). "Commun" et "communauté" : un essai de clarification sociologique », *SociologieS*, Des communs au commun : un nouvel horizon sociologique? P. 1-12
- Laville, J. L. (2008). Encastrément et nouvelle sociologie économique: de Granovetter à Polanyi et Mauss. *Revue Interventions économiques*, Vol. 38. p. 1-14
- L'Heureux Cyclage. (s. d.). Le réseau des ateliers participatifs et solidaires de réparation de vélo. Réseau.
<https://www.heureux-cyclage.org/-reseau-.html>
- Loi sur les compagnies. RLRQ, c. C-38. <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/c-38>
- LCSM. (2024). Règlements généraux. Loisirs communautaires Saint-Michel. <https://activitymessenger-assets-ca.s3.ca-central-1.amazonaws.com/documents/765cea8d77429ef01a0813c07a8c78ee/R%C3%A8glements-adopt%C3%A9s-le-6-f%C3%A9vrier-2024.pdf>
- Luxemburg, R. (1913). *The Accumulation of Capital* (Schwarzschild A., trad.). Routledge, Londres, 474 p.
- Mazouz, S. (2015). Faire des différences : Ce que l'ethnographie nous apprend sur l'articulation des modes pluriels d'assignation », *Raisons politiques*, Vol. 58, No. 2, p.75-89.
- McLaren, D., Niskanen, J., & Anshelm, J. (2020). Reconfiguring repair: Contested politics and values of repair challenge instrumental discourses found in circular economies literature. *Resources, Conservation & Recycling: X*, Vol. 8, Article 100046, p. 1-11
- Meißner, M. (2021). Repair is care? Dimensions of care within collaborative practices in repair cafes. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 299, article 126913, p.1-10

- Mauss, M. (1924). Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. *L'Année Sociologique*, seconde série. Document produit en version numérique par Tremblay J.-M. 2002. UQAC, 106 p.
- Mauss, M. (1997). Écrits politiques. Marcel F. (dir). Paris : Fayard Éditeur, 814 p.
- Meiksins Wood, E. (2009). Chapitre 5 : Les origines agraires du capitalisme. *L'origine du capitalisme*. Lux éditeur, p. 151-193
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, Vol. 16, No. 2, p. 229-247
- Moore, Jason W. (2017). The Capitalocene, Part I: On the Nature and Origins of Our Ecological Crisis. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 44, No. 3, p. 594-630.
- Moore, Jason W. (2018). The Capitalocene Part II: Accumulation by Appropriation and the Centrality of Unpaid Work/Energy. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 45, No. 2, p. 237-279.
- Morin-Martel, F. (2023, 3 octobre). Deux manifestations s'opposent à propos de voies cyclables dans Parc-Extension. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/799296/deux-manifestations-opposent-propos-voies-cyclables-parc-extension>
- Moroni, S. (2024). Untangling the commons: three different forms of commonality. *Review of Austrian Economics*, p. 1-17
- Munck, R. (2002). Globalization and democracy: a new "great transformation"? *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 581, p. 10-21
- Norris, M. (2020, 2 juillet). Community bike shops keep cyclists rolling during the pandemic. Active Transportation Alliance. <https://activetrans.org/blog/community-bike-shops-keep-cyclists-rolling-during-the-pandemic>
- Ostrom, E. (1990). Governing the commons : The evolution of institutions for collective action. Cambridge University Press, Cambridge, 280 p.
- Özkan, D. et Büyüksarac, G. B. (2020). Introduction : Towards an ethos for commoning the city. Dans Özkan, D. et Büyüksarac, G. B. (dir). *Commoning the city: empirical perspectives on urban ecology, economics and ethics, Space, materiality and the normative*. Routledge, New York, p. 1-21.
- Paddeu, F. (2012). Faire face à la crise économique à Detroit : les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine? *L'information géographique*, Vol. 76, No. 4, p. 119-139.
- Papinot, C. (2014). La relation d'enquête comme relation sociale : épistémologie de la démarche de recherche ethnographique. *Méthodes de recherche en sciences humaines*. Presses de l'Université Laval, Québec, p. 1-51

- Parent, F. et Sabourin, P. (2016a). Présentation. Les espaces-temps de la production ethnographique. *Cahiers de recherche sociologique*, No. 61, p. 7-25.
- Parent, F. et Sabourin, P. (2016b). Ethnographie et théorie de la description – La construction des données sociologiques. *Cahiers de recherche sociologique*, No. 61, p. 109-126.
- Parreñas, R. S. (2000). Migrant Filipina domestic workers and the international division of reproductive labour. *Gender & Society*. Vol. 14, No. 4, p.560-580
- Patrone, J. (2020, 14 juillet). How community bike shops are coping in a COVID-19 world. Récupéré de: <https://chi.streetsblog.org/2020/07/14/how-nonprofit-community-bike-shops-are-coping-in-a-covid-19-world/>
- Payet, J.-P. (2016). Postface : La singularité ethnographique. Dans Payet, J.-P. (dir). *Ethnographie de l'école: les coulisses des institutions scolaires et socio-éducatives*. Presses Universitaires de Rennes, p. 203-220
- Pierret, J. (2004). Place et usage de l'entretien en profondeur en sociologie. Dans Kaminski, D. et Kokoreff, M. (dir). *Sociologie pénale : Système et expérience*, Érès, p. 199-213
- Peretz, H. (2004). Les méthodes en sociologie : l'observation. Paris, La Découverte, 128p.
- Polanyi, K. (1944 [1983]), La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps. Gallimard, Paris, 448p.
- Poupart, J. (2012). L'entretien de type qualitatif : Réflexions de Jean Poupart sur cette méthode. *Sur le journalisme*, Vol. 1, No. 1, p. 60-71
- Ramognino, N. (1990). L'analyse clinique en sociologie : entretien avec Gilles Houle. *Colloque international L'analyse clinique en sciences humaines*, Montréal, 27 minutes.
- Ramognino, N. (2013). Des réflexions sur quelques controverses à propos de l'analyse qualitative en sociologie, *SociologieS*, p. 1-24
- Renahy, N. et Sorignet, P.-E. (2006). L'ethnographe et ses appartenances. Dans Paillé, P. (dir). *La méthodologie qualitative: postures de recherche et travail de terrain*. Éditions Armand Collin, Paris, p. 9-32.
- Rigaud, S. (2019). Les Jantes du Nord, un exemple de fonctionnement collégial. *Cahiers de l'action*, Vol. 53, No. 1, p.47-53
- Right to Move. (s. d.). Mission. Politics. <https://rtm-lvl.org/politics/>
- Rosen, P. (2002). Up the Vélorution : Appropriating the Bicycle and the Politics of Technology. Dans Eglash, R., Croissant, J. L., Di Chiro, G. et Fouché, R. (dir). *Appropriating Technology*, University of Minnesota Press, p. 365-389

- Ross, D. (2015). "Vive la vélorution!" : Le Monde à bicyclette et les origines du mouvement cycliste à Montréal, 1975-1980. *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 23, No. 2, p. 92-112
- Ross-Tremblay, P. (2016). La souveraineté comme responsabilité : entretien avec Pierrot Ross-Tremblay. Lefebvre, P. et Gendreau, P. (int). *Liberté*, No. 310, p. 9-13.
- Roy, N., et Garon, R. (2013). Étude comparative des logiciels d'aide à l'analyse de données qualitatives : de l'approche automatique à l'approche manuelle. *Recherches qualitatives*, Vol. 32, No. 1, p. 154-180
- Ryberg, J. (1997). Population and third world assistance : A comment on Hardin's lifeboat ethics. *Journal of Applied Philosophy*. Vol. 14, No. 3, p. 207-219
- Sennett, R. (2008). *The Craftsman*, Yale University Press, New Haven, 326 p.
- Schmid, B. (2019). Repair's diverse transformative geographies: Lessons from a repair community in Stuttgart. *Ephemera: theory & politics in organization*, Vol. 19, No. 2, p. 229-251
- Singh, J. (2022). The Sustainability Potential of Upcycling. *Sustainability*. Vol. 14, No. 10, p. 1-14
- Smith, D. (2018). Le point de vue des femmes, savoir incorporé versus relations de régulation. Dans *L'ethnographie institutionnelle : une sociologie pour les gens*. Economica, Paris, p. 55-98
- Stavrides, S. (2014). Emerging common spaces as a challenge to the city of crisis. *City*, Vol. 18, No. 4-5, p. 546-550
- Stavrides, S. (2016). *Common Space: The City as Commons*. Zed Books, Londres, 303 p.
- Streeck, W. (2014). How will capitalism end? *New Left Review*, No. 87, p. 35-64
- Statistique Canada. (2021, 22 janvier). Survey of Household Spending, 2019. Government du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210122/dq210122b-eng.htm>
- Steinmann, J. et Wilson, B. (2023). The underground bicycle economy: an exploration of social supports and economic resources that Vancouver's homeless and variably-housed cyclists utilize. *Mobilities*, Vol. 18, No. 2, p. 202-17
- Tavory, I., & Timmermans, S. (2014). *Abductive analysis : Theorizing qualitative research*. The University of Chicago Press, 176 p.
- Thoreau, H. D. (1971 [1854]). *Walden*. Lyndon Shanley, J. (dir). Princeton University Press, 409 p.
- Timmermans, S., & Tavory, I. (2012). Theory Construction in Qualitative Research : From Grounded Theory to Abductive Analysis. *Sociological Theory*, Vol. 30, No. 3, p. 167-186
- Tronto, J. C. (1998). An ethic of care. *Generations: Journal of the American society on Aging*, Vol. 22, No. 3, p. 15-20

- TVA Nouvelles. (2023, 7 novembre). Atelier de véloe de l'UQAM : les hommes exclus le mardi. *TVA*.
<https://www.tvanouvelles.ca/2023/11/07/atelier-de-velo-de-luqam-les-hommes-exclus-le-mardi>
- UQAM. (2014). Politique no. 51. Politique de reconnaissance des groupes étudiants. Secrétariat des instances. https://instances.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/47/2018/05/Politique_no_51.pdf
- Valentini, D. et Butler, A. (2023). Bike Kitchens and the Sociomateriality of Practice Change: Exploring Cycling-Repair Relations. *Urban, Planning and Transport Research*. Vol. 11, No. 1, p. 1-23
- Vandermeersch, I. (2015). Évaluation de l'impact social d'une initiative citoyenne: le cas des ateliers collectifs de vélos à Bruxelles, [Mémoire de maîtrise, Luxembourg: Haute École de Namur-Liège-Luxembourg/Haute École Louvain en Hainaut].
- Van der Velden, S. (2021). Historical dictionary of organized labor. Rowman & Littlefield Publishers. 602 p.
- Varvarousis, A., Viviana A, et Bengi A. (2021). Commons: A Social Outcome of the Movement of the Squares. *Social Movement Studies*, Vol. 20, No. 3, p. 292-311
- Weber, M. (1904 [1992]). The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism, London: Routledge, 271 p.
- Webster, E., et Lambert, R. (2009). Markets Against Society: Labor's Predicament in the Second Great Transformation. Dans Denis, A. et Fishman, D. K. (dir.), *The ISA handbook in contemporary sociology: conflict, competition, cooperation*, p. 265-277
- Woodhouse, K. M. (2018). The ecocentrists: A history of radical environmentalism. Columbia University Press, 392 p.
- Vélo Québec. (2024). Cycliste averti. Le Programme. <https://www.cyclisteaverti.velo.qc.ca/>
- Zapata Campos, M.-J., Zapata, P. et Ordoñez, I. (2020). Urban Commoning Practices in the Repair Movement: Frontstaging the Backstage. *Environment and Planning*, Vol. 52, No. 6, p. 1150-1170.
- Zincone, G., et Agnew, J. (2000). The second great transformation: The politics of globalisation in the global north. *Space and Polity*, Vol. 4, No. 1, p. 5-21